



Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI, ch. 3)
Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 3 novembre 1956

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, November 3rd, 1956

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur de la Reine avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate* pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
41502-1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,
Queen's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
41502-1-52

Lettres patentes supplémentaires

(P.G. 12580-56)

A-1 Electric Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt août 1956, à la compagnie "A-1 Electric Inc.", étendant ses pouvoirs.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt août 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43530-o P. FRENETTE.

(P.G. 11600-56)

Ateliers du Meuble de St-Bruno Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du douze septembre 1956, à la compagnie "Ateliers du Meuble Inc.", constituée en corporation en vertu de ladite première

Supplementary Letters Patent

(A.G. 12580-56)

A-1 Electric Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the twentieth day of August 1956, to the company "A-1 Electric Inc.", extending the company's powers.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of August 1956.

P. FRENETTE,
43530 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11600-56)

Ateliers du Meuble de St-Bruno Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated September twelfth, 1956, to the company "Ateliers du Meuble Inc.", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies' Act, by

partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 5 juin 1956, changeant son nom en celui de "Ateliers du Meuble de St-Bruno Inc."

Daté du bureau du Procureur général, le douze septembre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43530-o P. FRENETTE.

(P.G. 12780-56)

Biron & Bertrand Automobile Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du quatre septembre 1956, à la compagnie "Archambault Automobile Incorporée", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 29 mars 1956, changeant son nom en celui de "Biron & Bertrand Automobile Inc."

Daté du bureau du Procureur général, le quatre septembre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43530-o P. FRENETTE.

(P.G. 12075-56)

Blair & Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du trente juillet 1956, à la compagnie "Blair & Company", 1° réduisant son capital de \$287,500 à \$37,500; le capital-actions annulé étant divisé en 250,000 actions privilégiées de \$1; 2° augmentant son capital ainsi réduit de \$37,500 à \$637,500; le capital actions additionnel étant divisé en 600,000 actions privilégiées de \$1.

Daté du bureau du Procureur général, le trente juillet 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43530-o P. FRENETTE.

(P.G. 12537-56)

Boul. Laurentien Automobile Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du dix septembre 1956, à la compagnie "Crémazie Automobile Inc.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 18 novembre 1955, changeant son nom en celui de "Boul. Laurentien Automobile Inc."

Daté du bureau du Procureur général, le dix septembre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43530-o P. FRENETTE.

(P.G. 12356-56)

**Canit Construction Limited
Canit Construction Limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du premier août 1956, à la compagnie "Canit Construction Limited", constituée en corporation en vertu de ladite première

letters patent of June 5th, 1956, changing its name into that of "Ateliers du Meuble de St-Bruno Inc."

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of September 1956.

43530 P. FRENETTE,
Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12780-56)

Biron & Bertrand Automobile Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the fourth day of September 1956, to the company "Archambault Automobile Incorporated", constituted as a corporation under said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated March 29th, 1956, changing its name to that of "Biron & Bertrand Automobile Inc."

Dated at the office of the Attorney General, the fourth day of September 1956.

43530 P. FRENETTE,
Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12075-56)

Blair & Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the thirtieth day of July 1956, to the company "Blair & Company", 1. decreasing its capital from the sum of \$287,500 to \$37,500; the cancelled share capital being divided into 250,000 preferred shares of \$1; 2. increasing its capital thus decreased from \$37,500 to \$637,500; the additional share capital being divided into 600,000, preferred shares of \$1.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of July 1956.

43530 P. FRENETTE,
Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12537-56)

Boul. Laurentien Automobile Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated September tenth, 1956, to the company "Crémazie Automobile Inc.", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent of November 18th, 1955, changing its name into that of "Boul. Laurentien Automobile Inc."

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of September, 1956.

43530 P. FRENETTE,
Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12356-56)

**Canit Construction Limited
Canit Construction Limitée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the first day of August 1956, to the company "Canit Construction Limited", constituted as a corporation under said Part I of the Quebec

partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 19 août 1952, et par lettres patentes supplémentaires du 13 janvier 1955; 1° changeant son nom en celui de "Canit Construction Limited—Canit Construction Limitée"; 2° augmentant son capital de \$300,000 à \$1,500,000; le capital-actions additionnel étant divisé en 1,600 actions ordinaires de \$100 chacune et en 10,400 actions privilégiées de \$100 chacune; 3° modifiant les privilèges et restrictions attachés à ses actions privilégiées.

Daté du bureau du Procureur général, le premier août 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43530-o P. FRENETTE.

(P.G. 12820-56)

**Daine Mining Corporation Limited
(No Personal Liability)**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec et de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du onze septembre 1956, à la compagnie "Dominion Asbestos Mines Limited" (No Personal Liability), constituée en corporation en vertu des dispositions de ladite Loi des compagnies minières de Québec, par lettres patentes du 11 octobre 1950, et par lettres patentes supplémentaires du 18 avril 1955, changeant son nom en celui de "Daine Mining Corporation Limited" (No Personal Liability).

Daté du bureau du Procureur général, le onze septembre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43530-o P. FRENETTE.

(P.G. 12615-56)

Deragon Auto Cité Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du seize août 1956, à la compagnie "Lancôt Automobiles Inc.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 19 juillet 1951, et par lettres patentes supplémentaires du 21 mai 1953, changeant son nom en celui de "Deragon Auto Cité Inc."

Daté du bureau du Procureur général, le seize août 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43530-o P. FRENETTE.

(P.G. 11182-56)

**Desourdy Construction Ltée
Desourdy Construction Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du quatorze août 1956, à la compagnie "Desourdy Construction Ltée—Desourdy Construction Ltd.", augmentant son capital de \$175,000, à \$425,000; le capital-actions additionnel étant divisé en 2,500 actions privilégiées de \$100.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze août 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43530-o P. FRENETTE.

Companies' Act, by letters patent dated August 19th, 1952, and by supplementary letters patent dated January 13th, 1955: 1. changing its name to that of "Canit Construction Limited—Canit Construction Limitée"; 2. increasing its capital from the sum of \$300,000 to \$1,500,000: the additional share capital being divided into 1,600 common shares of \$100 each and 10,400 preferred shares of \$100 each; 3. modifying the privileges and restrictions attaching to said preference shares.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of August 1956.

P. FRENETTE,
43530 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12820-56)

**Daine Mining Corporation Limited
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that under the provisions and under Part I of the Quebec Companies' Act, of the Quebec Mining Companies' Act supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated September eleventh, 1956, to the company "Dominion Asbestos Mines Limited" (No Personal Liability), incorporated under the provisions of the said Quebec Mining Companies' Act, by letters patent of October 11, 1950, and by supplementary letters patent of April 18, 1955, changing its name into that of "Daine Mining Corporation Limited" (No Personal Liability).

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of September, 1956.

P. FRENETTE,
43530 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12615-56)

Deragon Auto Cité Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the sixteenth day of August, 1956, to the company "Lancôt Automobiles Inc.", constituted as a corporation under said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated July, 19 1951, and by supplementary letters patent under date of May 21, 1953, changing its name to that of "Deragon Auto Cité Inc."

Dated at the office of the Attorney General, the sixteenth day of August, 1956.

P. FRENETTE,
43530 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11182-56)

**Desourdy Construction Ltée
Desourdy Construction Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated August fourteenth, 1956, to the company "Desourdy Construction Ltée—Desourdy Construction Ltd.", increasing its capital stock from \$175,000, to \$425,000: the additional capital stock being divided into 2,500 preferred shares of \$100.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of August, 1956.

P. FRENETTE,
43530 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12079-56)

**La Compagnie de Construction
Mannibec Limitée
The Mannibec Construction
Company Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du trois août 1956, à "La Compagnie de Construction Mannibec Limitée — The Mannibec Construction Company Limited", augmentant son capital de \$50,000, à \$300,000: le capital-actions additionnel étant divisé en 2,500 actions privilégiées de \$100.

Daté du bureau du Procureur général, le trois août 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43530-o P. FRENETTE.

(A.G. 12079-56)

**La Compagnie de Construction
Mannibec Limitée
The Mannibec Construction
Company Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated August third, 1956, to: "La Compagnie de Construction Mannibec Limitée — The Mannibec Construction Company Limited", increasing its capital stock from \$50,000 to \$300,000: the additional capital stock being divided into 2,500 preferred shares of \$100.

Dated at the office of the Attorney-General, this third day of August 1956.

P. FRENETTE,
43530 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12982-56)

**Mannibec Ltée
Mannibec Ltd**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-six septembre 1956, à "La Compagnie de Construction Mannibec Limitée — The Mannibec Construction Company Limited", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 27 janvier 1954, et par lettres patentes supplémentaires du 3 août 1956, changeant son nom en celui de "Mannibec Ltée — Mannibec Ltd".

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six septembre 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43530-o P. FRENETTE.

(A.G. 12982-56)

**Mannibec Ltée
Mannibec Ltd**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the twenty-sixth day of September 1956, to "La Compagnie de Construction Mannibec Limitée — The Mannibec Construction Company Limited", constituted as a corporation under said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated January 27 1954, and by supplementary letters patent dated August 3, 1956, changing its name to that of "Mannibec Ltée — Mannibec Ltd".

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of September 1956.

P. FRENETTE,
43530 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12579-56)

Maurice Houle Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt août 1956, à la compagnie "Houle Automobiles Ltée", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 16 mars 1950: 1° changeant son nom en celui de "Maurice Houle Inc."; 2° étendant ses pouvoirs.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt août 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43530-o P. FRENETTE.

(A.G. 12579-56)

Maurice Houle Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated August twentieth, 1956, to the company "Houle Automobiles Ltée", incorporated under Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent of March 16, 1950: 1. changing its name into that of "Maurice Houle Inc."; 2. extending its powers.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of August, 1956.

P. FRENETTE,
43530 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12720-56)

**Mica Company of Canada Ltd.
(No Personal Liability)**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec et de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-sept août 1956, à la compagnie "Mica Company of Canada Ltd." (No Personal Liability), augmentant son capital de \$3,500,000, à \$10,000,000: le capital-actions additionnel étant divisé en 650,000 actions de \$10.

(A.G. 12720-56)

**Mica Company of Canada Ltd.
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the twenty-seventh day of August, 1956, to the company "Mica Company of Canada Ltd.", (No Personal Liability), increasing its capital from the sum of \$3,500,000, to \$10,000,000: the additional share capital being divided into 650,000 shares of \$10.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept août 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43530-o P. FRENETTE.

(P.G. 12587-56)

Micro-Moisture Controls, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du quinze août 1956, à la compagnie "Kool Vent Awnings Ltd.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 3 novembre 1949, et par lettres patentes supplémentaires du 9 novembre 1951, changeant son nom en celui de "Micro-Moisture Controls, Inc."

Daté du bureau du Procureur général, le quinze août 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43530-o P. FRENETTE.

(P.G. 12617-56)

Pointe Claire Enterprises, Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-quatre août 1956, à la compagnie "Pointe Claire Enterprises, Limited", augmentant son capital de \$65,000, à \$200,000: le capital-actions additionnel étant divisé en 1,000 actions ordinaires de \$100 et en 350 actions privilégiées de \$100.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre août 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43530-o P. FRENETTE.

(12616-56)

R. C. M. Lemieux Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du seize août 1956, à la compagnie "E. E. Lemieux Ltée", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 19 mars 1927, et par lettres patentes supplémentaires du 13 mars 1951, changeant son nom en celui de "R. C. M. Lemieux Ltée".

Daté du bureau du Procureur général, le seize août 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43530-o P. FRENETTE.

(P.G. 12496-56)

Restaurant Continental Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-quatre août 1956, à la compagnie "La Scala Restaurant Inc.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 14 septembre 1954, changeant son nom en celui de "Restaurant Continental Inc."

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre août 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43530-o P. FRENETTE.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of August, 1956.

P. FRENETTE,
43530 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12587-56)

Micro-Moisture Controls, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated August fifteenth 1956, to the company "Kool Vent Awnings Ltd.", incorporating the said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent of November 3, 1949, and by supplementary letters patent of November 9, 1951, changing its name into that of "Micro-Moisture Controls, Inc."

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of August, 1956.

P. FRENETTE,
43530 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12617-56)

Pointe Claire Enterprises, Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the twenty-fourth day of August, 1956, to the company "Pointe Claire Enterprises, Limited", increasing its capital from the sum of \$65,000, to \$200,000: the additional share capital being divided into 1,000 common shares of \$100 and 350 preferred shares of \$100.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of August, 1956.

P. FRENETTE,
43530 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12616-56)

R. C. M. Lemieux Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the sixteenth day of August, 1956, to the company "E. E. Lemieux Ltée", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent of March 19, 1927, and by supplementary letters patent of March 13, 1951, changing its name into that of "R. C. M. Lemieux Ltée".

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of August, 1956.

P. FRENETTE,
43530 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12496-56)

Restaurant Continental Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the twenty-fourth day of August, 1956, to the company "La Scala Restaurant Inc.", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent of September 14, 1954, changing its name into that of "Restaurant Continental Inc."

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of August, 1956.

P. FRENETTE,
43530 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12707-56)

Robersan, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du trente août 1956, à la compagnie "Paul Dumont (responsabilité limitée)", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 21 mai 1948, changeant son nom en celui de "Robersan, Inc."

Daté du bureau du Procureur général, le trente août 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43530-o P. FRENETTE.

(A.G. 12707-56)

Robersan, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the thirtieth day of August, 1956, to the company "Paul Dumont (responsabilité limitée)", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent of May 21, 1948, changing its name into that of "Robersan, Inc."

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of August, 1956.

P. FRENETTE,
43530 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12428-56)

Roxboro Enterprises Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du neuf août 1956, à la compagnie "Roxboro Enterprises Limited", étendant ses pouvoirs à celui du commerce de biens immobiliers.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf août 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43530-o P. FRENETTE.

(A.G. 12428-56)

Roxboro Enterprises Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the ninth day of August, 1956, to the company "Roxboro Enterprises Limited", extending its powers to that of dealing in real estate.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of August, 1956.

P. FRENETTE,
43530 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12526-56)

The Lucky Hat & Scarf Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du trente et un août 1956, à la compagnie "The Lucky Hat Inc.", constituée en corporation en vertu de la dite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 6 octobre 1954, changeant son nom en celui de "The Lucky Hat & Scarf Inc."

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un août 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43530-o P. FRENETTE.

(A.G. 12526-56)

The Lucky Hat & Scarf Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the thirty-first day of August, 1956, to the company "The Lucky Hat Inc.", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated October 6 1954, changing its name into hat of "The Lucky Hat & Scarf Inc."

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of August, 1956.

P. FRENETTE,
43530 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12255-55)

Wilma Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-deux août 1956, à la compagnie "Bomar Department Stores Limited", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 7 octobre 1948, 1° changeant son nom en celui de "Wilma Limitée"; 2° créant et émettant 400 actions ordinaires de \$100 sous forme de 400 actions privilégiées de \$100.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux août 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43530-o P. FRENETTE.

(A.G. 12255-55)

Wilma Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the twenty-second day of August, 1956, to the company "Bomar Department Stores Limited", constituted as a corporation under said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated October 7, 1948, 1. changing its name to that of "Wilma Limitée"; 2. creating and issuing 400 common shares \$100 under the form of 400 preferred shares of \$100.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of August, 1956.

P. FRENETTE,
43530 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12205-56)

Woodlawn Securities Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la

(A.G. 12205-56)

Woodlawn Securities Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-

province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du trente juillet 1956, à la compagnie "Woodlawn Securities Ltd.", 1° réduisant son capital de \$10,000 à \$2,000: le capital-actions annulé étant divisé en 8,000 actions ordinaires de \$1; 2° augmentant son capital ainsi réduit de \$2,000 à \$22,000: le capital-actions additionnel étant divisé en 20,000 actions privilégiées de \$1.

Daté du bureau du Procureur général, le trente juillet 1956.

L'Assistant-procureur général suppléant,
43530-o P. FRENETTE.

Governor of the Province of Quebec, dated the thirtieth day of July 1956, to the company "Woodlawn Securities Ltd.", 1. decreasing its capital from the sum of \$10,000 to \$2,000: the cancelled share capital being divided into 8,000 common shares of \$1; 2. increasing its capital thus decreased from \$2,000 to \$22,000: the additional share capital being divided into 20,000 preferred shares of \$1.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of July 1956.

P. FRENETTE,
43530 Acting Deputy Attorney General.

Demandes à la Législature

Avis public est par les présentes donné que "La Corporation des Sœurs de Sainte-Croix et des Sept Douleurs", corps politique et incorporé, ayant son siège social à Ville St-Laurent, dans la district de Montréal, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à la présente session, pour l'adoption d'une Loi lui conférant la pleine propriété avec droit d'en disposer, des biens de la Succession de feu Marie-Ida Grenier, en religion Sœur Marie de St-David.

Montréal, le 5 octobre 1956.

Le Procureur de la requérante,
ALPHONSE L. PATENAUE, C.R.

ALPHONSE L. PATENAUE, C.R.

Avocat,

Suite 710-712,

159 Craig ouest,

Montréal (1), Qué.

43365-41-4-o

Applications to Legislature

Public notice is hereby given that "La Corporation des Sœurs de Sainte-Croix et des Sept Douleurs", a body politic and corporate, having its Head Office in the City of St. Laurent, District of Montreal, will apply at the present session of the Quebec Legislature for an Act giving full ownership and full right of disposal of the assets of the late Marie-Ida Grenier, in religion Sister Marie de St. David.

Montreal, October 5th, 1956.

ALPHONSE L. PATENAUE, Q.C.

Solicitor for Applicant.

ALPHONSE L. PATENAUE, Q.C.,

Barrister & Solicitor,

Suite 710-712,

159 Craig St. West,

Montreal (1), Que.

43365-41-4-o

Avis est par les présentes données que les Curé et Marguillers de l'Oeuvre et Fabrique de la paroisse de Saint-Sauveur des Monts, une corporation ayant son siège social au village de Saint-Sauveur des Monts, dans le comté de Terrebonne, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à la prochaine session, pour se faire déclarer propriétaires absolus et sans conditions des lots N° 1 et N° 2 de la subdivision officielle du lot originaire N° 365 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Sauveur des Monts.

Saint-Jérôme, ce 3 octobre 1956.

Les Procureurs des Curé et Marguillers
de l'Oeuvre et Fabrique de la paroisse
de Saint-Sauveur des Monts.

De MARTIGNY & MARCHESSAULT,
43366-41-4-o

Notice is hereby given that the Pastor and Churchwardens of the Fabric Fund of the parish of Saint-Sauveur des Monts, a corporation having its Head office in the village of Saint-Sauveur des Monts, in the county of Terrebonne, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at the next session, to be declared absolute proprietors and without conditions, of lots No. 1 and No. 2 of the official subdivision of the original lot No. 365, on the official plan and in the book of reference of the parish of Saint-Sauveur des Monts.

Saint-Jérôme, October 3rd, 1956.

De MARTIGNY & MARCHESSAULT,
Attorneys for the Pastor and Churchwardens
of the Fabric Fund of the Parish
of Saint-Sauveur des Monts.

43366-41-4

Avis public est par les présentes donné que la Cité de Chicoutimi, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi amendant sa charte:

a) Pour annexer un territoire de la corporation municipale du Canton de Chicoutimi, selon une entente acceptée par celle-ci et la cité de Chicoutimi.

b) Pour être soustraite à l'application de l'article 52 du Code Municipal.

c) Pour amender, quant à elle, l'article 64, de la Loi des Cités et Villes, chapitre 233, S.R.Q. 1941, afin que l'expression "rémunération" soit changée par les mots suivants "frais de représentation".

d) Pour amender, quand à elle, l'article 173, de la Loi des Cités et Villes, afin de fixer à trois ans le terme du maire et des échevins.

Public notice, is hereby given that the city of Chicoutimi, shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, praying for the adoption of an act amending his charter:

a) To annex a territory of the Municipal Corporation of the township of Chicoutimi, in accordance with an agreement accepted by the later and the City of Chicoutimi.

b) To be exempted from the application of article 52 of the Municipal Code.

c) To amend, for itself, section 64, of the Cities and Towns act, R.S.Q. 1941, chapter 233, so as the term "remuneration" be replaced by the following words "entertainment expenses".

d) To amend, for itself, section 173, of the Cities and Towns act, for fixing to a period of three years the term of office of the mayor and of aldermen.

e) Pour obtenir l'autorisation d'emprunter une somme n'excédant pas \$500,000.00 pour l'exécution de travaux urgents.

f) Pour modifier l'article 2 du chapitre 84 de la Loi 13, Georges VI, 1949, en autorisant l'annexion pourvu qu'il y ait entente entre le conseil de la corporation du canton de Chicoutimi et le conseil de la Cité de Chicoutimi.

Et pour d'autres fins.

Chicoutimi, le 4 octobre 1956.

Les Procureurs de la pétitionnaire,
ROLAND ANGERS, avocat,
VICTOR TRÉPANIÉ, C.R.

43364-41-4-o

**SOCIÉTÉ DES DÉCORATEURS
 ENSEMBLIERS DU QUÉBEC**

Avis est par les présentes donné qu'un bill sera présenté à la prochaine session de l'Assemblée Législative du Parlement de la province de Québec par la Société des Décorateurs-Ensembleurs du Québec pour amender la loi 12 Georges VI, chapitre 96, loi modifiant la charte de "Interior Decorators Society of Quebec", afin d'assurer aux membres de cette société une plus grande protection contre la concurrence de personnes non membres de la Société, pour étendre à toute la province de Québec l'application de la loi, et ajouter une classe aux membres de la Société.

Montréal, 10 octobre 1956.

Les agents dument autorisés de la Société,
 des Décorateurs Ensembleurs du Québec,
BARCELO & RIVARD,

43380-41-4-o

Avis public est par les présentes donné que:

Les commissaires d'écoles pour la Municipalité de la cité de Chicoutimi, dans le comté de Chicoutimi,

Les commissaires d'écoles pour la Municipalité de la cité de Jonquière, dans le comté de Jonquière-Kénogami,

Les commissaires d'écoles pour la Municipalité de la Ville d'Alma, dans le comté du Lac St-Jean.

Les commissaires d'écoles pour la Municipalité de la ville de Dolbeau, dans le comté de Roberval, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec à sa prochaine session pour l'obtention d'une loi aux fins suivantes:

a) accorder le pouvoir de numérotter les sièges de chacun des commissaires d'écoles et du président sans pour cela que la municipalité soit divisée pour fins de vote;

b) accorder de plus amples pouvoirs relative-ment aux instituteurs, pendant l'année scolaire;

c) accorder des frais de représentation au président et aux commissaires de chaque commission scolaire.

Chicoutimi, le 25 octobre 1956.

Le Procureur des pétitionnaires,
ALBERT DUMONTIER.

43560-44-4-o

Canada — Province de Québec
 District de Terrebonne

Avis est par la présente donné que monsieur Robert Bernatchez commerçant domicilié en la ville de St-Jérôme, et propriétaire d'un emplacement connu et désigné sous le numéro cent (100) des plan et livre de renvoi officiels de la ville de Saint-Jérôme, s'adressera à la prochaine Session de la Législature de Québec pour être libéré des charges et conditions de payer la taxe municipale

e) To obtain the authorization to borrow an amount not exceeding \$500,000.00 for the carry-
 out of urgent work.

f) To amend section 2 of chapter 84 of the, Act 13, George VI, 1949, by authorizing the annexation provided there be between the council of the Corporation of the Township of Chicou-
 and the council of the City of Chicoutimi.

And for others purposes.

Chicoutimi, October 4th, 1956.

ROLAND ANGERS, Barrister,
VICTOR TRÉPANIÉ, Q.C.,
 Attorneys for the petitioner.

43364-41-4-o

**SOCIÉTÉ DES DÉCORATEURS
 ENSEMBLIERS DU QUÉBEC**

Notice is hereby given that a Bill shall be presented at the next Session of the Legislative Assembly of the Parliament of the Province of Quebec by the "Société des Décorateurs-Ensembleurs du Québec", for the purpose of amend-
 ing Act 12 Georges VI, chapter 96, Act modify-
 ing the charter of the "Interior Decorators
 Society of Quebec" for the purpose of assuring
 greater protection to the members of said So-
 ciety against the competition of persons who
 are non-members of said Society, to extend
 the application of this law throughout the
 Province of Quebec, and add a class for the mem-
 bers of the Society.

Montreal, October 10, 1956.

BARCELO & RIVARD,
 Duly Authorized Agents for the La Société
 des Décorateurs Ensembleurs du Québec.

43380-41-4

Public notice is hereby given that:

The school commissioners for the Municipality of the city of Chicoutimi, county of Chicoutimi,

The school commissioners for the Municipality of the city of Jonquière, county of Jonquière-Kénogami,

The school commissioners for the Municipality of the town of Alma, county of Lake St. John,

The school commissioners for the Municipality of the town of Dolbeau, county of Roberval, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the adoption of an act for the following purposes:

a) to grant the power to number the seat of each commissioner and of the chairman without division of the Municipality for voting purposes;

b) to grant additional powers with respect to teachers during the school year;

c) to grant representation costs to the chairman and to the commissioners of each school board.

Chicoutimi, 25th October, 1956.

ALBERT DUMONTIER,
 Attorney for Petitioners.

43560-44-4-o

Canada — Province of Quebec
 District of Terrebonne

Notice is hereby given that Robert Bernatchez, lumber dealer, residing in the city of St. Jérôme, owner of a parcel of land known and designated as being lot number one hundred (No. 100) on the official plan and book of reference made for the town of St. Jérôme, will file an applica-
 tion at the next Session of the Legislature of the
 Province of Quebec to obtain a discharge of the

et scolaire, répartitions d'église etc. sur le lot voisin dont il n'est pas le propriétaire, savoir le lot numéro cent un (101) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la ville de Saint-Jérôme.

Saint-Jérôme, le 9 octobre 1956.

Le Procureur de Robert Bernatchez,
43398-42-4-o LUCIEN THINEL.

obligation to pay municipal and school taxes, charges dues, etc., on the neighbouring lot of which he is not owner, to wit: lot number one hundred and one (No. 101) on the official plan and book of reference made for the town of St. Jérôme.

St. Jérôme, this 9th of October 1956.

LUCIEN THINEL,
43398-42-4-o Attorney for Robert Bernatchez.

Avis public est par les présentes donné que la ville de Black Lake, dans le comté de Mégantic, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à la présente session, pour obtenir l'adoption d'une Loi pour les fins suivantes: obtenir le droit d'imposer une taxe d'eau dans les cas des lots cadastrés, mais non bâtis; payer une indemnité annuelle au maire et aux échevins et une pension au secrétaire-trésorier; refuser des permis de construction dans les rues où il n'y a pas de système d'aqueduc et d'égout; rendre obligatoire pour la ville le chapitre 235 S.R.Q. 1941 dans les cas de destitution du Chef de police et du secrétaire-trésorier; obliger les locataires à donner à la ville un avis de leur départ des lieux loués; pouvoir imposer une taxe sur les distributeurs automatiques de liqueurs douces, de thé, café, lait, cigares, cigarettes et toutes sortes de marchandises quelconques; obtenir l'autorisation d'acquérir, de construire un ou des immeubles devant servir en totalité ou en partie à des fins municipales ou industrielles dont le coût ne devra pas dépasser \$150,000.

Thetford-Mines, ce 11 octobre 1956.

Le Procureur de la ville de Black Lake,
ANTONIO BEAUDOIN, C.R.
43399-42-4-o

Public notice is hereby given that the town of Black Lake, in the county of Megantic, shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present Session, for the adoption of an Act for the following purposes: to obtain the right to levy a water tax on lots registered in the cadastre though unbuilt; pay an annual indemnity to the mayor and aldermen and a pension to the secretary-treasurer; refuse building permits in streets where there are no waterworks and sewers; render chapter 235 R.S.Q. 1941 obligatory for the town in cases involving the dismissal of the Chief of Police and Secretary-Treasurer; oblige lessees to notify the town when vacating leased premises; levy a tax on automatic distributors of soft drinks, tea, coffee, milk, cigars, cigarettes and all kinds of merchandise whatsoever; obtain the authorization to acquire, build one or more immobables to be used, wholly or partly, for municipal or industrial purposes, the cost of which should not exceed \$150,000.

Thetford Mines, this October 11, 1956.

ANTONIO BEAUDOIN, Q.C.,
Attorney for the town of Black Lake.
43399-42-4

Avis est par les présentes donné que, Joseph Samson Kaplan, avocat, domicilié en la cité de Dorval, Province de Québec, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, en vue d'obtenir l'adoption d'une loi autorisant la Chambre des Notaires de la Province de Québec à régulariser son admission à l'étude du Notariat ainsi que sa cléricature, et à l'admettre à la pratique de la profession de notaire dans la Province de Québec après avoir passé les examens de la Chambre des Notaires pour l'admission à la pratique.

Montréal, le 12 octobre 1956.

(signed) JOSEPH SAMSON KAPLAN.
43400-42-4-o

Notice is hereby given that Joseph Samson Kaplan, lawyer, domiciled in the city of Dorval, Province of Quebec, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain the passing of an Act authorized the Board of Notaries of the Province of Quebec to regularize his admission to the study of the Notarial Profession, his clerkship and to admit him to the practice of the Notarial Profession after passing the Notarial Board examinations.

Montreal, October 12th, 1956.

(signed) JOSEPH SAMSON KAPLAN.
43400-42-4

Avis est par les présentes donné que les commissaires d'École pour la Municipalité Scolaire de Pointe-aux-Trembles, dans le comté de Laval, Province de Québec, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session pour l'adoption d'une loi aux fins suivantes:

- a) changer le nom de la Corporation;
- b) annexer la Municipalité Scolaire de St-Yves de Laval;
- c) accorder des frais de représentation aux commissaires;
- d) et pour toutes autres fins.

Montréal, le 12 octobre 1956.

Le Procureur de la pétitionnaire,
43401-42-4-o HENRI S. BEAULIEU.

Notice is hereby given that the School Commissioners for the School Municipality of Pointe-aux-Trembles, in the county of Laval, Province of Quebec, shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session for the adoption of an Act for the following purposes:

- a) To change the name of the Corporation;
- b) To annex the School Municipality of St. Yves de Laval;
- c) To grant representation costs to Commissioners;
- d) And for all other purposes.

Montreal, October 12, 1956.

HENRI S. BEAULIEU,
Attorney for Petitioner.
43401-42-4

Avis est par les présentes donné que "Les Commissaires d'Écoles de la Municipalité Scolaire de Côte St-Luc, dans le comté de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce," s'adresseront à l'Assemblée Législative de la Province de Québec, à sa pro-

Notice is hereby given that the "Commissaires d'Écoles de la Municipalité Scolaire de Côte St-Luc, in the county of Montréal-Notre-Dame-de-Grâce," will apply to the Legislative Assembly of the Province of Quebec, at its next session to vote

chaîne session, pour l'adoption d'une loi autorisant le paiement d'une allocation-annuelle de mille dollars pour le président et de huit cents dollars pour chacune des autres commissaires, à compter du premier janvier 1957.

Ville de Côte St-Luc, le 15 octobre, 1956.

Les Pétitionnaires,
Le Président,
HENRI LÉGER.
Le Secrétaire,

43403-42-4-o **FERNAND L. PRUD'HOMME.**

a law authorizing the payment of an allowance of one thousand dollars for the president and eighth hundred dollars for each of other commissioners, from and after the first of January, 1957.

Town of Côte St-Luc, October 15th, 1956.

HENRI LÉGER,
President.
FERNAND L. PRUD'HOMME,
Secretary,
Petitioners.

43403-42-4-o

Avis est par les présentes donné que la "Cité de Drummondville", dans le comté de Drummond, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi lui accordant les pouvoirs suivants:

Imposer une taxe de vente de 2%;
Porter de 6 à 25 le nombre de requérants nécessaire pour qu'un règlement d'emprunt soit soumis pour approbation aux électeurs municipaux propriétaires;

Augmenter le pouvoir d'emprunt, pour fins industrielles à \$850,000.00;

Augmenter les indemnités du Maire et des Échevins;

Abroger le règlement concernant les escaliers extérieurs;

Défendre ou contrôler l'émission de permis pour la construction d'immeubles sur des rues non desservies par l'aqueduc et l'égoût;

Reporter la date des élections municipales en mai ou juin;

et autres matières nécessaires à la bonne administration de la cité.

Drummondville, ce 15 octobre 1956.

Les Procureurs de la requérante,
43404-42-4-o **RINGUET & SAINT-PIERRE.**

Notice is hereby given that the "City of Drummondville", in the county of Drummond, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an act granting to the said city the following powers:

To impose a sales tax of 2%;
To carry from 6 to 25 the number of petitioners necessary so that a loan by-law be submitted for approbation to the municipal electors who are proprietors;

To increase loan powers for industrial purposes to \$850,000.00;

To increase indemnities of the Mayor and Aldermen;

To repeal the by-law concerning outside staircases;

To forbid or control the issuance of permits for the construction of buildings on streets not supplied with the services of waterworks and sewers;

To have the date of municipal elections carried on in May or June;

and other necessary matters according to the good administration of the city.

Drummondville, October 15, 1956.

RINGUET & SAINT-PIERRE,
Attorneys for the Petitioner.

43404-42-4

AVIS

Avis vous est par les présentes donné que la Corporation des Courtiers en Immeubles de la Province de Québec s'adressera à la législature provinciale, à sa prochaine session, pour amender la Loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 149, dans le but de donner des pouvoirs plus étendus à la dite Corporation, et de régir et réglementer la profession des courtiers en immeubles.

Montréal, 17 octobre 1956.

Le Procureur de la requérante,
43443-42-4-o **FRANCIS FAUTEUX.**

The Corporation of Real Estate Brokers of the Province of Quebec gives by these presents notice that it will apply to the Provincial Legislature, at its next session, to amend the Law 2-3 Elizabeth II, chapter 149, in order to increase their attributions and to regulate the profession of real estate brokers.

Montreal, October 17th, 1956.

FRANCIS FAUTEUX,
Attorney for Petitioner.

43443-42-4-o

NOTICE

AVIS PUBLIC

Le soussigné donne avis qu'il s'adressera à la Législature de la province de Québec, à la présente session, pour la passation d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre à la pratique du droit.

Montréal, le 17 octobre 1956.

BARNABAS VIZKELETY.
43446-42-4-o

The undersigned gives notice that he will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its present session for the passing of an Act to authorize the Bar of the Province of Quebec to admit him to the practice of law.

Montreal, October 17th 1956.

BARNABAS VIZKELETY.
43446-42-4-o

PUBLIC NOTICE

Avis est par les présentes donné que "Trafalgar School for Girls" s'adressera à la Législature, à la prochaine session, demandant l'adoption d'une loi pour augmenter le nombre de ses Gouverneurs de 10 à 12 et que les deux gouverneurs additionnels soient nommés annuellement par de Trafalgar Old Girls Association parmi ses membres.

Québec, le 18 octobre 1956.

Le Procureur de la Pétitionnaire,
ROBERT-B. LAFRENIÈRE.
43447-42-4-o

Notice is hereby given that "Trafalgar School for Girls", of the city of Montreal, shall apply to the Legislature, at its next session, praying for the adoption of an act to increase from 10 to 12 the number of its Governors and that the 2 additional members be appointed annually by the Trafalgar Old Girls Association amongst its members.

Quebec, October 18th, 1956.

ROBERT-B. LAFRENIÈRE,
Attorney for the petitioners.
43447-42-4-o

43447-42-4-o

Avis est par les présentes donné que "L'Union St-Joseph de Drummondville" s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi constituant en corporation une compagnie mutuelle d'assurance-vie sous le nom, en français, de "L'Union-Vie", et sous le nom, en anglais, de "The Union Life", et accordant à la dite compagnie le pouvoir d'effectuer les opérations d'assurance et de réassurance sur la personne et autres pouvoirs se rattachant aux dites opérations.

Drummondville, ce 15 octobre 1956.
Le Procureur de la requérante,
43405-42-4-o JULES SAINT-PIERRE, C.R.

Notice is hereby given that the "L'Union St-Joseph de Drummondville" will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to request the adoption of an act incorporating into a Corporation a mutual life insurance company under the name, in French, of "L'Union-Vie", and under the name, in English, of "The Union Life", and granting to the said company the power of carrying into effect the operations of an insurance company and the re-insurance of persons and others powers attached to the said operations.

Drummondville, October 15, 1956.
JULES SAINT-PIERRE, Q.C.,
43405-42-4 Attorney for the petitioner.

Avis public est par les présentes donné que les Commissaires d'Écoles pour la municipalité de la paroisse de Sainte-Adèle, dans le comté de Terrebonne, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à la prochaine session, ou à toute autre session subséquente, pour faire adopter une loi leur permettant d'imposer une taxe d'éducation n'excédant pas 1% du prix de vente ou d'achat, en détail, de marchandises, dans les limites de la municipalité, sauf certaines exceptions; pour demander le droit d'accorder une compensation annuelle de \$600.00 pour le président et \$400.00 pour chacun des commissaires à titre de frais de déplacement, de représentation et autres dépenses.

Saint-Jérôme, ce 15 octobre 1956.
Les Procureurs des requérants,
de MARTIGNY & MARCHESSAULT.
43407-42-4-o

Public notice is hereby given that the School Commissioners for the municipality of the parish of Sainte-Adèle, in the county of Terrebonne, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session or to any other subsequent session, for the adoption of an act permitting them to impose an educational tax not exceeding 1% of the sales or purchasing price, retail, of merchandise, within the limits of the municipality, save with certain exceptions; to request the right to grant an annual compensation of \$600.00 for the President and \$400.00 for each of the commissioners, namely, for costs incurred for displacements, representation and other expenses.

Saint-Jérôme, October 15, 1956.
de MARTIGNY & MARCHESSAULT,
43407-42-4 Attorneys for the petitioners.

AVIS DE PRÉSENTATION D'UN PROJET DE LOI

Le soussigné donne avis qu'il présentera à la prochaine session de la Législature de Québec un projet de loi, pour admettre Adrian Popovici, de Montréal, à l'étude et à l'exercice de la profession d'avocat, dans la province de Québec.

Montréal, ce quizième jour d'octobre 1956.
43422-42-4-o NOËL DORION, C.R.

NOTICE OF PRESENTATION OF A BILL

The undersigned gives notice that he will present, at the next session of the Quebec Legislature, a bill for the admission of Adrian Popovici, of Montreal, to the study and to the practice of law in the Province of Quebec.

Montreal, this fifteenth day of October 1956.
43422-42-4-o NOËL DORION, Q.C.

AVIS DE PRÉSENTATION D'UN PROJET DE LOI

Le soussigné donne avis qu'il présentera à la prochaine session de la Législature de Québec un projet de Loi pour admettre Sergio Tucci, de Montréal, à l'étude et à l'exercice de la profession d'avocat dans la province de Québec.

Montréal ce quinzisième jour d'octobre 1956.
43423-42-4-o NOËL DORION, C.R.

NOTICE OF PRESENTATION OF A BILL

The undersigned gives notice that he will present, at the next session of the Quebec Legislature, a bill for the admission of Sergio Tucci, of Montreal, to the study and to the practice of law in the Province of Quebec.

Montreal, this fifteenth day of October 1956.
43423-42-4-o NOËL DORION, Q.C.

Avis est par les présentes donné que la Cité de Rivière-du-Loup demandera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, l'adoption d'une loi amendant sa charte aux fins suivantes:

1. Pour amender le règlement de construction et de zonage actuellement en vigueur sans référendum;
2. Pour amender la loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 64;
3. Pour pouvoir payer une pension au secrétaire-trésorier de la Cité;
4. Et pour autres fins.

Rivière-du-Loup, ce 16 octobre 1956.
Le Procureur de la Cité
de Rivière-du-Loup,
(Signé) JEAN-PAUL BÉRUBÉ, C.R.
43424-42-4-o

Notice is hereby given that the City of Rivière-du-Loup shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an Act amending its charter for the following purposes:

1. To amend the building and zoning by-law presently in force without a referendum;
2. To amend Act 3-4 Elizabeth II, chapter 64;
3. In order to pay a pension to the Secretary-Treasurer of the City.
4. And for other purposes.

Rivière-du-Loup, this October, 16, 1956.
(Signed) JEAN-PAUL BÉRUBÉ, Q.C.,
Attorney for the City
of Rivière-du-Loup.

43424-42-4

AVIS

L'Oeuvre et Fabrique de la paroisse Notre-Dame de Montréal donne par les présentes avis qu'elle s'adressera à la Législature provinciale, lors de sa prochaine session, pour remplacer la Loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 116 par une loi concernant la nomination de marguilliers et pour les doter de pouvoirs additionnels.

Montréal, 15 octobre 1956.
Le Procureur de la requérante,
43406-42-4-o FRANCIS FAUTEUX

Avis public est, par les présentes, donné que "la Cité d'Arvida", s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi, en vue de modifier la Charte de la Cité (16 Geo. V, chapitre 78 et amendements), pour diviser le territoire en quartiers, pourvoir au mode d'élection approprié des échevins dont le nombre sera porté à huit, ainsi que pour autres fins secondaires.

Les Procureurs de la requérante,
43441-42-4-o T. McNICOLL et P. MIQUELON.

Avis est par les présentes donné que "La Banque Royale du Canada", s'adressera à la Législature de Québec à sa prochaine session pour obtenir une loi ratifiant et confirmant le règlement n° 2342 de la cité de Montréal et un acte sous forme notariée passé entre la cité de Montréal et La Banque Royale du Canada et Globe Realty Corporation Limited, le tout ayant trait à la construction d'une passerelle au-dessus de la rue Dollard, en la cité de Montréal, afin de relier l'édifice située sur les lots nos 164, 165-2, P-166, P-167 et 168 aux plan et livre de renvoi officiels du quartier ouest de la cité de Montréal, à une autre édifice située sur le lot n° 169 aux mêmes plan et livre de renvoi officiels, et pour d'autres fins.

Montréal, le 16 octobre 1956.
Les Procureurs de la requérante,
43442-42-4-o McMICHAEL, COMMON, HOWARD,
CATE, OGILVY & BISHOP.

Avis est, par les présentes, donné que la ville de Rivière des Prairies s'adressera à la Législature de la Province de Québec à la présente ou à une prochaine session pour obtenir l'adoption d'une loi aux fins d'obtenir certains pouvoirs et d'amender sa charte sur les matières suivantes:

- 1° Prolonger de deux à trois ans le terme du maire et des échevins.
- 2° Pour obtenir le pouvoir d'abroger un règlement de zonage et un règlement de construction et d'en adopter de nouveaux sans référendum;
- 3° Pour faire décréter la propriété à la ville, à certaines conditions, des rues, ruelles, chemins publics, places publiques et trottoirs actuellement ouverts à l'usage du public dans les limites de la ville, ou indiqués comme tels aux plans de subdivision et plan et livre de renvoi officiels du Bureau d'Enregistrement de Montréal et au Rôle d'évaluation de la ville avant le 1er janvier 1956;
- 4° Pour permettre à la ville de déterminer pour une certaine période une taxation fixe aux immeubles et terrains de l'usine que s'est engagé de construire J. A. Neveene sur le territoire de la ville;
- 5° Et pour d'autre fins.

Montréal, le 16 octobre 1956.
Les Procureurs de la Pétitionnaire,
43444-42-4-o LABELLE DESJARDINS
& VALADE.

NOTICE

"L'Oeuvre et Fabrique de la paroisse Notre-Dame de Montréal" gives notice by these presents that it will apply to the Provincial legislature at its next meeting, to replace the law 2-3 Elizabeth II, chapter 116, by a law concerning the nomination of wardens and to grant them additional powers.

Montreal, October 15th, 1956.
FRANCIS FAUTEUX,
43406-42-4 Attorney for petitioner.

Public notice is hereby given, that "the City of Arvida", will apply to the Legislature of Quebec, at its next session for the passing of an Act in view of amending the City Charter (16 Geo. V, chapter 78 and amendments), to divide the territory into wards, to provide for an appropriate system for the election of aldermen whose number will be increased to eight and for other purposes.

43441-42-4-o T. McNICOLL and P. MIQUELON,
Attorneys for the petitioner.

Notice is hereby given that "The Royal Bank of Canada", will apply at the forthcoming session of the Quebec Legislature for an Act retifying and confirming By-law No. 2342 of the City of Montreal and a Notarial Deed passed between the City of Montreal and The Royal Bank of Canada and Globe Realty Corporation Limited, the whole relative to the construction of a footbridge over Dollard Street in the City of Montreal to connect the building located on lots Nos. 164, 165-2, P-166, P-167 and 168 on the official plan and book of reference of the West Ward of the City of Montreal with another building located on lot bearing No. 169 on the same official plan and book of reference and for other purposes.

Montreal, October 16th, 1956.
McMICHAEL, COMMON, HOWARD,
43442-42-4-o CATE, OGILVY & BISHOP,
Attorneys for the petitioner.

Notice is hereby given that the Town of Rivière des Prairies will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present or a next session, for the passing of an Act granting certain powers and amending its charter, on the following matters;

1. To extend from two to three years the term of office of the mayor and the aldermen;
2. To obtain the power to abrogate a zoning by-law and a building by-law and to adopt new ones without referendum;
3. To have the property assigned to the town under certain conditions, of streets, lanes, public roads, public places and sidewalks now open to the use of the public in the limits of the town, or indicated as such on Subdivision plans on the Official Plan and Book of Reference deposited at Registry Office of Montreal and on the Valuation roll of the town before January 1st, 1956.
4. To authorize the town to set for a period of time, a fixed taxation on the land and buildings of the factory which J. A. Neveene has undertaken to build in the limits of the town;
5. And for other purposes.

Montreal, October 16th, 1956.
LABELLE DESJARDINS
& VALADE,
43444-42-4-o Attorneys for the Petitioner.

Canada, Province de Québec

District de Québec

Avis public est par les présentes donné que les Commissaires d'Écoles pour la Municipalité Scolaire de St-Ambroise de la Jeune Lorette s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi spéciale les autorisant à accorder et payer annuellement au président et aux commissaires d'écoles une compensation pour leurs services.

Québec, le 15 octobre 1956.

Le Procureur des pétitionnaires,
43445-42-4-o ALBERT DUMONTIER.

Avis est par les présentes donné que la ville de Dolbeau s'adressera à la législature de la Province de Québec, à la prochaine session, pour adoption d'une loi aux fins suivantes:

- 1° Pour fixer à 6 le nombre des échevins.
- 2° Pour porter à 3 ans la durée du terme des membres du Conseil.
- 3° Pour décréter que les locataires n'auront droit de vote que moyennant paiement de leurs taxes municipales.
- 4° Pour être autorisée à établir un couvre-feu.
- 5° Pour être autorisée à imposer sur les lots vacants une taxe annuelle spéciale pour la construction d'aqueducs, puits publics, citernes ou réservoirs.

6° Pour porter à \$300.00 le montant maximum des licences de commerce.

7° Et pour toutes autres fins.

Dolbeau le 20 octobre 1956.

Les Procureurs de la Pétitionnaire.
43467-43-4-o BERGERON & BOURQUE.

Avis public est, par les présentes, donné que la municipalité du village de Saint-Timothée, un corps politique municipal, incorporé suivant la Loi, ayant son siège social en la municipalité du village de Saint-Timothée, dans le comté de Beauharnois, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à la présente session ou à la prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi sur la matière suivante:

Fixer à \$800.00 le montant de toutes taxes payables par G. H. Godsall Equipment Limited à la municipalité du village de Saint-Timothée et à \$1600.00, à la municipalité scolaire de Saint-Timothée, pour une période de dix ans, à compter de 1956.

Salaberry-de-Vallefield, le 19 octobre 1956.

Le Procureur de la Pétitionnaire,
43468-43-4-o MAURICE PERRON, C.R.

Avis public est par les présentes donné que Samuel Solnik De Abravanel du district de Montréal, demandera à la législature de la Province de Québec à la présente session, les pouvoirs nécessaires aux fins d'obtenir une loi autorisant le Collège des Chirurgiens Dentistes de la Province de Québec à admettre Samuel Solnik De Abravanel au nombre de ses membres.

Québec, le 22 octobre 1956.

Le Procureur du pétitionnaire,
J. ACHILLE JOLI-COEUR, C.R.
10, rue du Parloir, Québec. 43469-43-4-o

Avis est par les présentes donné que Guerih Benzionovitch Seliesker ou Salinsky, marchand, des cité et district de Montréal, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa pro-

Canada, Province of Quebec

District of Quebec

Public notice is hereby given that the School Commissioners for the School Municipality of St. Ambroise de la Jeune Lorette shall petition to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain the adoption of a special act authorizing them to grant and pay annually to the president and the commissioners a compensation for their services.

Quebec, October 15th, 1956.

ALBERT DUMONTIER,
43445-42-4-o Attorney for Petitioners.

Notice is hereby given that the town of Dolbeau will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an Act for the following purposes:

1. For fixing to six the number of the aldermen.
2. For fixing three years the term of office of the members of the Council.
3. To order that tenants shall not have the right to vote except upon payment of their taxes.
4. To be authorized to establish a curfew.
5. To be authorized to impose on vacant lots an annual special tax for the construction of water works, public wells, cisterns on reservoirs.

6. For raising to \$300.00 the maximum amount of business taxes.

7. And for all other purposes.

Dolbeau, October 20, 1956.

BERGERON & BOURQUE,
43467-43-4-o Attorneys for the Petitioners.

Public notice is hereby given that the Municipality of the village of Saint Timothée, a municipal body politic, incorporated in accordance with the law, having its head office in the Municipality of the village of Saint Timothée, in the county of Beauharnois, shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present or next session, in order to obtain the adoption of an Act for the following purpose:

To fix at \$800.00 the amount of any taxes payable by the G. H. Godsall Equipment Limited to the Municipality of the Village of Saint Timothée and \$1600.00 to the School Municipality of Saint Timothée, for a period of ten years, as from 1956.

Salaberry-de-Valleyfield, October 19, 1956.

MAURICE PERRON, Q.C.,
43468-43-4 Attorney for Petitioner.

Notice is hereby given that Samuel Solnik De Abravanel of the district of Montreal, shall apply to the Legislature of the Province of Quebec at the present session, for the powers necessary for the purposes of obtaining an Act authorizing the College of Dental Surgeons of the Province of Quebec to admit Samuel Solnik De Abravanel as one of its members.

Quebec, October 22, 1956.

J. ACHILLE JOLI-COEUR, Q.C.,
Attorney for the Petitioner.
10, Parlor Street, Québec. 43469-43-4

Notice is hereby given that Guerih Benzionovitch Seliesker or Salinsky, merchant, of the city and district of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its

chaîne session, dans le but d'obtenir l'adoption d'une loi spéciale décrétant qu'il sera connu et désigné sous le nom de Harry Salinsky Salis.

Montreal, ce 18 octobre 1956.

Les Procureurs du pétitionnaire,

BADEAUX, FILION & BADEAUX.

43470-43-4-o

next session, to obtain the passing of an act authorizing him to be known and designated under the name of Harry Salinsky Salis.

Montreal, this 18th day of October, 1956.

BADEAUX, FILION & BADEAUX,

Attorneys for the Petitioner.

43470-43-4-o

Avis public est par les présentes donné que la ville de Terrebonne s'adressera à la Législature de Québec à sa prochaine session pour demander l'adoption d'une loi aux fins suivantes:

1° Pour amender sa charte dans le but d'annexer une partie du territoire de la municipalité de la paroisse de Lachenaie, situé dans le comté de l'Assomption, en la ville de Terrebonne;

2° Pour amender sa charte dans le but d'annexer une partie du territoire de la municipalité de la paroisse de Saint-Louis de Terrebonne situé dans le comté de Terrebonne.

Les Procureurs de la pétitionnaire,

43471-43-4-o

FAUTEUX & DORAIS.

Public notice is hereby given that the town of Terrebonne, shall apply to the Quebec Legislature, at its next session to request the adopting of a bill for the following purpose.

1. To amend its charter in order to annex part of the territory of the corporation of the Municipality of Lachenaie, situated in the county of l'Assomption.

2. To amend its charter in order to annex part of the territory of the corporation of the Municipality of St. Louis de Terrebonne, situated in the county of Terrebonne.

FAUTEUX & DORAIS,

Attorneys of the Petitioner.

43471-43-4-o

Avis est par les présentes donné que Monsieur Georges Weisz, agent d'assurances, s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session pour présenter une loi lui permettant de changer l'épellation de son nom de Weisz en celle de Wise.

Montréal, ce 19 octobre 1956.

Le Procureur du requérant,

43472-43-4-o

MAURICE MERCURE.

Notice is hereby given that Mr. Georges Weisz, insurance agent, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session for an act permitting him to change the spelling of his name from Weisz to that of Wise.

Montreal, this 19th of October, 1956.

MAURICE MERCURE,

Attorney for petitioner.

43472-43-4-o

CITÉ DE SAINT-MICHEL

TOWN OF ST. MICHEL

Avis est par les présentes donné que "la Cité de Saint-Michel", s'adressera à la Législature de la Province de Québec, lors de sa prochaine session, pour lui demander l'autorisation de présenter un Bill ayant pour objet de modifier les dispositions de sa Charte — 5 Geo. V, chapitre 109 et ses amendements —, relativement aux matières suivantes: division de la Municipalité en six quartiers; fixation d'une nouvelle date pour les élections générales aux chartes de maire et d'échevins; changement de la date de la constitution de la Corporation de la Cité de Saint-Michel; augmentation de l'indemnité du maire et des échevins; validation, ratification et confirmation des ventes faites par la Corporation, suivant la Loi des cités et villes pour non paiement de taxes, jusqu'à l'année 1952 inclusivement; paiement d'une pension de \$3,000. à certains fonctionnaires.

Hôtel de Ville, Cité de Saint-Michel, le 22 octobre 1956.

(Seau)

Le Greffier de la Cité
de Saint-Michel,

A. E. CHEVRIER.

43473-43-4-o

Notice is hereby given that "the City of St. Michel", shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for authorization to present a Bill amending the provisions of its Charter — 5 Geo. V, chapter 109 and its amendments —, on the following matters: division of the Municipality into six wards; fixing of a new date for the general elections to the charges of the mayor and aldermen; change in the date of the incorporation of the City of St. Michel; increase of the indemnity of the mayor and the aldermen; validation, ratification and confirmation of sales made by the Corporation, in conformity with Cities & Towns Act for arrears of taxes, up to the year 1952 inclusively; payment of a pension of \$3,000. to certain municipal employees.

City Hall, town of St. Michel, October the 22nd, 1956.

(Seal)

A. E. CHEVRIER,
Clerk of the town

of St. Michel.

43473-43-4-o

Avis est par les présentes donné, que la "corporation municipale de la paroisse Sainte-Anne de Varennes", comté de Verchères, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine ou présente session, pour adopter une loi aux fins d'obtenir des pouvoirs spéciaux sur les matières suivantes:

1° Réglementer la procédure de modification du règlement de construction et de zonage existant;

2° Réglementer la construction d'un seul édifice sur un lot distinct;

3° Réglementer l'obtention des permis de construction et leur coût;

4° Réglementer la confection de plans ou cartes du territoire de la municipalité et les rendre obligatoires, jusqu'au premier février 1959;

Notice is hereby given that the "Municipal Corporation of the parish Ste-Anne of Varennes", county of Verchères, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next or present session, for the adoption of an Act obtaining special powers in the following matters:

1. Regulate the procedure of amending of the construction and zoning by-law existing;

2. Regulate the construction of one building only on a distinct lot;

3. Regulate the obtaining of permits of construction and their cost;

4. Regulate the making of plans or maps of the territory of the municipality and have it binding up to February 1st, 1959;

5° Réglementer la subdivision des lots;
 6° Autoriser, sur requête signée par les deux-tiers des propriétaires intéressés, des travaux d'amélioration locales, tels que trottoirs, aqueduc, égouts et pavages;
 7° Limiter la taxation des terres en culture;
 8° Rendre applicables les dispositions de la section 11 de la Loi relative aux rues publiques (S.R.Q. chap. 242);
 9° Autoriser la corporation à emprunter une somme de quinze mille dollars (\$15,000.00) pour la confection d'un plan de construction et de zonage et des plans ou cartes susdésignés, ainsi que certaines dépenses relatives à l'organisation d'un système d'aqueduc et d'égouts.

Montréal, le 22 octobre 1956.
 Le Procureur de la pétitionnaire,
 43474-43-4-o JEAN-CHARLES BLAIS.

5. Regulate the subdivision of lots;
 6. Authorize, upon a petition signed by 2/3 of the interested proprietors, local improvement works, such as sidewalks, aqueduct, sewers and pavements;
 7. Limit taxation on cultivated soils;
 8. Apply the provisions of division 11 of the Public Streets Act (R.S.Q. 1941, chap. 242);
 9. Authorize the corporation to borrow a sum of \$15,000.00 for the confection of a building and zoning plan, and certain expenses relative to the development of an organization of a waterworks and sewerage system, and the making of plans or maps above described.

Montreal, October 22nd 1956.
 JEAN-CHARLES BLAIS,
 Attorney for the petitioner.
 43474-43-4-o

Avis public est par les présentes donné que la "Ville de St-Vincent de Paul", s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session en vue d'obtenir l'adoption d'une loi amendant sa charte la Loi 15-16 Georges VI, chapitre 100, aux fins suivantes:

Amender une fois sans referendum ses règlements de construction et de zonage, et décréter la procédure à suivre pour amender ultérieurement lesdits règlements; amender pour la ville l'article 604 de la Loi des Cités et Villes, S.R.Q. 1941, chapitre 233, pour porter à un maximum de \$50,000.00 le pouvoir d'emprunt de la Ville; émettre des permis, taxer, limiter et réglementer les taxis et les postes de taxis; réglementer le stationnement et la circulation des véhicules publics et fixer les endroits d'embarquement ou stations d'attente le long des rues de la ville; décréter les nuisances sur les lots vacants et réglementer l'enlèvement des vidanges et la façon d'en disposer, le contrôle des nuisances, la circulation durant l'exécution de travaux publics et la circulation en général et la sécurité publique; prohiber, limiter et réglementer les restaurants ambulants; créer une commission des loisirs; amender pour la Ville l'article 437 de la Loi des Cités et Villes; annexer à son territoire certains lots faisant partie de la Municipalité de la paroisse de St-Vincent de Paul, et comprenant les lots numéros 56 à 86 inclusivement et formant un territoire actuellement connu sous le nom de "Les Écores"; amender l'article 9 de sa charte, la Loi 15-16 Georges VI, chapitre 100, pour modifier les limites actuelle des quartiers de la ville et augmenter le nombre desdits quartiers de six à huit; changer le mode d'élection du maire et des échevins et prolonger leur terme d'office de deux à trois ans; augmenter le nombre des échevins en le portant de six à huit; accorder des frais de représentation et le remboursement de leurs dépenses de voyage au maire et aux échevins; exempter de taxes le Centre Sportif Laval; amender pour la Ville l'article 500 de la Loi des Cités et Villes; et autres fins.

Montréal, le 20 octobre 1956.
 Le Procureur de la requérante,
 43475-43-4-o FRANÇOIS WILHELMY.

Public notice is hereby given that the "Town of St. Vincent de Paul", county of Laval, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session to obtain the passing of an act amending its charter, Act 15-16, Georges VI, chapter 100, for the following purposes:

To obtain the right to amend once without referendum its building and zoning by-laws and to modify the procedure to amend said by-laws afterwards; to amend for itself section 604 of the Cities and Towns Act, R.S.Q. 1941, chapter 233, in order to increase to a maximum sum of \$50,000.00 its borrowing power; to licence, impose a tax, limit and regulate the taxis or taxis stands; to regulate the circulation and the parking of public vehicles and prescribe standing places or stations within the streets; to decree nuisances on vacant lots; to regulate garbage removal, nuisance control, traffic when public works are in progress, traffic in general and public safety; to prohibit or limit, and regulate itinerant restaurants; to create a recreational commission; to amend for itself section 437 of the Cities and Towns Act; to annex to its territory certain lots in the municipality of the parish of St. Vincent de Paul, from lot bearing number 56 to lot bearing number 86, included, said territory actually known as "Les Écores"; to amend section 9 of its charter, Act 15-16, Georges VI, chapter 100, in order to modify the limits of the actual wards and to increase the number of the wards from six to eight; to change the mode of election of the mayor and aldermen, and to prolong their term of office from two to three years, and to increase the number of alderman from six to eight; to grant to the mayor and alderman representation fees and travelling expenses; to exempt from the payment of taxes the "Centre Sportif Laval"; to amend for the City section 500 of the Cities and Towns Act; and other purposes.

Montreal, October 20th, 1956.
 FRANÇOIS WILHELMY,
 Attorney for the petitioner.
 43475-43-4-o

Avis est par les présentes donné que Messieurs Edmond David Toye, de la cité de Westmount, Seymour Machlovitch, Michael Awada et George Bey, tous de la cité de Montréal, et tous étudiants en droit, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à la prochaine session, pour la passation d'une loi autorisant le Barreau de la Province de Québec à les admettre à l'exercice de la profession d'avocat.

Montréal, le 19 octobre 1956.
 Les Procureurs des requérants,
 43476-43-4-o SPERBER, GOLD & LAPIN.

Public notice is hereby given that Edmond David Toye, of the city of Westmount, Seymour Machlovitch, Michael Awada and George Bey, all of the city of Montreal, and all students at law, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the passing of an act to authorize the Bar of the Province of Quebec to admit them to the practice of law.

Montreal, October 19th, 1956.
 SPERBER, GOLD & LAPIN,
 Attorneys for the petitioners.
 43476-43-4-o

Avis public est par les présentes donné que la "Ville de Val d'Or", dans le comté d'Abitibi-Est, s'adressera à la Législature, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi aux fins suivantes:

Augmenter le territoire actuel de la ville de Val d'Or par l'annexion du territoire ci-après décrit, en référence au plan numéro C-639, tracé le 20 mars 1947, lequel plan est déposé aux archives des Ministères des Terres et Forêts et des Mines de la province de Québec, à savoir:

1° Dans le canton Dubuisson, la partie sud des lots numéros 53, 54 et 55 du rang VIII, désignée sur le plan d'arpentage du canton Dubuisson révisé en février 1950, sous les numéros 53A, 54A et 55A ainsi que la partie sud du lot numéro 56 du rang VIII, dont la limite nord serait le prolongement de la ligne d'arpentage nord des lots 53A, 54A et 55A; les lots numéros 53, 54, 55 et 56 des rangs IV, V, VI et VII; la moitié sud des lots numéros 57, 58, 59, 60, 61 et 62 du rang VII; les lots numéros 57, 58, 59, 60, 61 et 62 des rangs IV, V et VI;

2° Dans le canton Bourlamaque, les terrains dont la limite sud serait le prolongement de la ligne séparative des rangs III et IV du canton Dubuisson dans une direction astronomique est pour une distance de deux cents (200) chaînes; de là, une ligne droite dont la direction serait une course astronomique nord jusqu'à la limite sud de la Ville de Bourlamaque; de là, la limite sud de la Ville de Bourlamaque, en direction ouest, jusqu'à la ligne séparative des cantons Dubuisson et Bourlamaque, constituera la ligne séparative des Villes de Val d'Or et Bourlamaque. Ledit territoire étant assujéti aux droits qui peuvent exister en faveur des parties qui détiennent lesdits terrains sous claims miniers.

Val d'Or, ce 22 octobre 1956.

Le Procureur de la requérante,
(signé) LUCIEN TOURIGNY.

43477-43-4-o

Public notice is hereby given that the "Town of Val d'Or", in the county of Abitibi-East will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of a law for the following purposes:

To increase the actual territory of the town by the annexation of the territory hereinafter described, with reference to Plan No. C-639, drawn on March 20th, 1947, said plan being deposited in the archives of the Departments of Mines and of Lands and Forests of the Province of Quebec, to wit:

1. In the township of Dubuisson, the southern part of lots Nos. 53, 54 and 55 of range VIII, designated on the survey plan for the township of Dubuisson revised in February 1950, under Nos. 53A, 54A and 55A, together with the southern part of lot No. 56 of range VIII, the northern limit of which would be the continuation of the northern surveyed line of lots 53A, 54A and 55A; lots Nos. 53, 54, 55 and 56 of ranges IV, V, VI and VII; the southern half of lots Nos. 57, 58, 59, 60, 61 and 62 of range VII; lots Nos. 57, 58, 59, 60, 61 and 62 of ranges IV, V and VI;

2. In the township of Bourlamaque, the land the southern limit of which would be the continuation of the separating line of Ranges III and IV of the township of Dubuisson in an easterly astronomical direction for a distance of two hundred (200) land chains; from there, a straight line the direction of which would be a northern astronomical line to the southern limit of the town of Bourlamaque; from there, the southern limit of the town of Bourlamaque, in a westerly direction, to the separating line of the townships of Dubuisson and Bourlamaque, will constitute the separating line of the towns of Val d'Or and Bourlamaque. Said territory being subject the rights which might exist in favor of the parties holding said land under mining claims.

Val d'Or, this 22nd day of October, 1956.

(Signed) LUCIEN TOURIGNY,
Attorney for the petitioner.

43477-43-4-o

Avis est par les présentes donné que: MM. Arthur Savard, Conseil en loi de la Reine, Conseiller juridique au département du Procureur Général; Charles-A. Dionne, Conseil en loi de la Reine, Membre du Comité de Classification du service civil de la province de Québec; docteur A. Boissinotte, Directeur du Service de l'Assistance publique au Ministère de la Santé; J.-Rodolphe Forest, Président de la Commission des Allocations sociales du Québec; Charles-François Painchaud, Assistant-Commis en chef pour le personnel ouvrier au Ministère des Travaux Publics; J.-Albert Vézina, Comptable agréé, Auditeur de la province; Wilfrid Turcot, Comptable agréé, Directeur du Service des Corporations et du Service de l'Impôt provincial sur le revenu; Benoît Levasseur, Assistant-administrateur adjoint, Commission des Allocations sociales; Guy-Antoine Rousseau, Directeur de la Section de l'Exécutif à la Commission des Accidents du Travail; demeurant tous en la cité de Québec; G.-E. Robillard, Comptable agréé, Contrôleur à la Commission des Liqueurs à Montréal; Paul Hurteau, Conseil en loi de la Reine, Shérif du District de Montréal; Paul Lecavaleir, Secrétaire administrateur de l'Hôpital de Bordeaux pour aliénés; demeurant tous en la cité de Montréal; tous directeurs de "La Mutuelle des Employés Civils", société de secours mutuels, vont demander à la prochaine session de la Législature de Québec qu'une compagnie mutuelle d'assurance-vie soit incorporée, ayant le pouvoir d'effectuer des opéra-

Notice is hereby given that: Messrs. Arthur Savard, Queen's Council, Judicial Councillor for the Department of the Attorney-General; Charles-A. Dionne, Queen's Council, Member of the Classification Committee of the Civil Service of the Province of Quebec; Doctor A. Boissinotte, Director of the Quebec Bureau of Public Charities of the Department of Health; J.-Rodolphe Forest, President of the Quebec Social Welfare Commission; Charles-François Painchaud, Assistant Chief Clerk for the working personnel of the Department of Public Works; J.-Albert Vézina, Chartered Accountant, Auditor of the Province; Wilfrid Turcot, Chartered Accountant, Director of the Corporation Services and to the Provincial Income Tax; Benoît Levasseur, Assistant Joint Administrator, Quebec Social Welfare Commission; Guy-Antoine Rousseau, Director of the Executive Section of the Quebec Workmen's Compensation; all residing in the City of Quebec; G. E. Robillard, Chartered Accountant, Comptroller for the Liquor Commission at Montreal; Paul Hurteau, Queen's Council, Sheriff of the District of Montreal; Paul Lecavaleir, Administrative Secretary for the Bordeaux Insane Asylum; all residing in the City of Montreal; all Directors of "La Mutuelle des Employés Civils", mutual benefit Society, will apply to the next session of the Legislature of Quebec that a mutual benefit life insurance company be incorporated, having the power to carry on insurance and re-insurance operations of persons, to pass contracts

tions d'assurance et de réassurance de personnes, de faire des contrats d'annuité, de rente et de capitalisation mais exclusivement chez et pour les fonctionnaires et employés réguliers au service du Gouvernement de la province de Québec, ou des organismes qui en relèvent, ainsi que leurs dépendants, et aussi le pouvoir d'acquiescer l'actif et d'assumer le passif et les obligations de ladite corporation, sous le nom de "La Mutuelle des Employés Civils".

Québec, le 19 octobre 1956.

43478-43-4-o Le Secrétaire-trésorier,
J.-EDGAR MORIN.

covering annuities endowments and of capitalizations, but exclusively on behalf and for the civil servants and regular employees in the service of the Government of the Province of Quebec, or for organizations connected thereto, as well as their dependents, and also the power to acquire the assets and to assume the liabilities and the obligations of the said corporation, under the name of "La Mutuelle des Employés Civils".

Quebec, October 19, 1956.

43478-43-4 J.-EDGAR MORIN,
Secretary-Treasurer.

Avis public est par les présentes donné que Candiac Development Corporation, corporation légalement constituée sous la Loi des compagnies de Québec, demandera à la Législature de cette Province, à sa prochaine session, l'adoption d'une loi pour constituer en une municipalité de ville, les lots 6 et 9 et parties des lots 1, 2, 3, 5, 7, 10, 11, 12 et 13 du cadastre officiel de la Paroisse de St-Constant; les lots 213, 214, 223, 225, 236 à 249 inclusivement et partie du lot 250 du cadastre officiel de la paroisse de St-Philippe; les lots 548, 557, 559, 570 à 585 inclusivement et parties des lots 547, 555, 556, 558, 560, 561, 568 et 569 du cadastre officiel de la paroisse de Laprairie présentement situés dans les municipalités des Paroisses de Laprairie, St-Philippe, St-Constant et du village de Delson, et en une corporation de ville les habitants et contribuables de ce territoire; pour modifier ou abroger, quant à la ville, les articles suivants de la Loi des cités et villes, ou en suspendre provisoirement l'application:

17 à 22 incl., 24, 47 à 49 incl., 56, 60 à 63 incl., 122 à 124 incl., 126 à 128 incl., 345, 346, 425, 426, 427, 429, 581, 593 à 602 incl.;

pour nommer les membres du premier conseil municipal et déterminer la date des premières élections générales; pour autoriser la ville à accorder des franchises pour l'établissement et l'exploitation, dans les limites de la municipalité, de services de transport en commun, de chauffage, d'éclairage, de distribution d'électricité, d'aqueduc et d'égouts; pour accorder à la ville certains pouvoirs spéciaux et pour d'autres fins.

Montréal, le 23 octobre, 1956.

43488-44-4-o Le Procureur de la pétitionnaire,
GASTON POULIOT.

Public notice is hereby given that Candiac Development Corporation, corporation legally constituted under the Quebec Companies' Act, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act to erect into a town Municipality, lots 6 and 9 and parts of lots 1, 2, 3, 5, 7, 10, 11, 12 and 13 of the official cadastre of the parish of St. Constant; lots 213, 214, 223, 225, 236 to 249 incl. and part of lot 250 of the official cadastre of the parish of St. Philippe; lots 548, 557, 559, 570 to 585 incl. and parts of lots 547, 555, 556, 558, 560, 561, 568 and 569 of the official cadastre of the parish of Laprairie presently situated in the Municipalities of the Parishes of Laprairie, St. Philippe, St. Constant and of the village of Delson, and to incorporate as a town Corporation the inhabitants and rate-payers of such territory; to modify or abrogate, for the town, the following sections of the cities and towns Act, or to suspend their application temporarily;

17 to 22 incl., 24, 47 to 49 incl., 56, 60 to 63 incl., 122 to 124 incl., 126 to 128 incl., 345, 346, 425, 426, 427, 429, 581, 593 to 602 incl.;

to appoint the members of the first Municipal Council and to determine the date of the first general elections; to authorize the town to grant franchises for the establishment and operation of the following public services, within the limits of the Municipality; public transportation system, heating, lighting, electricity distribution, water works and sewers; to give the town certain special powers and for other purposes.

Montreal, October 23th, 1956.

43488-44-4-o GASTON POULIOT,
Attorney for the Petitioner.

Avis est par les présentes donné que les exécuteurs testamentaires de la succession de feu Benjamin Cecil Fitch s'adresseront au Parlement de la province de Québec durant la présente session pour l'adoption d'une loi autorisant The Manufacturers Life Insurance Company, corps politique et ayant son bureau chef à Toronto, Canada, pour payer immédiatement à Dame Shulamith Fitch connue sous le nom de Meta Fitch, épouse de Norman Cohen, comptable agréé, la moitié de l'argent retenu en dépôt avec la dite compagnie en vertu du testament dudit Benjamin Cecil Fitch, et la moitié du solde en 1957 et le solde pour être payé en 1962, les dits montants étant retenus en dépôt avec ladite compagnie en vertu des polices d'assurance portant les numéros 552,834 et 568,642.

Montréal, le 19 octobre 1956.

43490-43-4-o Les Procureurs du requérant,
FAUTEUX, BLAIN & FAUTEUX.

Notice is hereby given that the executors of the Estate of the late Benjamin Cecil Fitch will apply to the Provincial Legislature during the present session to pass a Bill authorizing the Manufacturers Life Insurance Company, Head Office, Toronto, Canada, to pay immediately to Mrs Shulamith Fitch known as Meta Fitch, wife of Norman Cohen, chartered accountant, one half of the principal sum held on deposit with the said Company, and one half of the balance in 1957 and the remainder in 1962, the said sums being on deposit with the said Company under Policies Nos. 552,834 and 568,642.

Montreal, October 19th, 1956.

43490-43-4-o FAUTEUX, BLAIN & FAUTEUX,
Attorneys for Petitioners.

Avis est par les présentes donné que l'Association des licenciés de l'École des hautes études commerciales de Montréal s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi constituant en corporation l'École des hautes études commerciales de Montréal, et déterminant sa composition, ses objets, ses pouvoirs et ses obligations.

Montréal, le 22 octobre, 1956.
Le Procureur de la Pétitionnaire,
43489-43-4-o GASTON POULIOT.

Notice is hereby given that "L'Association des licenciés de l'École des hautes études commerciales de Montréal" will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an act incorporating "L'École des hautes études commerciales de Montréal" and determining its composition, its objects, its powers and its obligations.

Montreal, October 22th, 1956.
GASTON POULIOT,
43489-43-4-o Attorney for the Petitioner.

CITÉ DE HULL

CITY OF HULL

Avis est, par les présentes, donné que la cité de Hull, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, lors de sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi spéciale, amendant sa Charte, pour les fins suivantes: pour la mise en nomination des candidats; pour la préparation de la liste électorale; pour permettre l'examen des documents publics; pour déterminer le mode du relevé du scrutin; pour permettre la vente d'un terrain pour fins commerciales; pour changer la date de l'engagement des auditeurs; pour la publication des avis publics; pour la répartition du coût du pavage du boulevard Moussette, entre les rues Binet et Amherst; pour la ratification du contrat de la Société Gazifère de Hull; pour fixer l'évaluation de la Compagnie E. B. Eddy; pour la création d'une Commission d'Administration de l'Arena municipale; pour permettre d'amender le règlement de zonage et de construction; pour modifier le taux de la taxe sur fonds de commerce; pour modifier le taux de la taxe sur contracteurs; pour adjoindre un expert à l'estimateur de la cité; pour déterminer l'emploi des surplus des règlements d'emprunt; pour le recotage des votes; pour régler la construction et l'opération des postes d'essence; pour la confection du rôle de perception; pour obtenir le pouvoir d'imposer une taxe spéciale pour l'enlèvement des vidanges; pour déterminer les devoirs et pouvoirs du Bureau de Revision; pour modifier la procédure d'expropriation; pour accorder le droit de vote aux épouses des propriétaires; et pour d'autres fins.

Notice is hereby given that the city of Hull will present a petition to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain the adoption of a special law, amending its Charter, for the following purposes: for the nomination of candidates; for the preparation of the electoral list; to permit access to public documents to amend the procedure relating to statements of poll; to permit the sale of a parcel of land for commercial purposes; to change the date for the appointment of auditors; for the publication of public notices; for the local assessment of paving on Moussette Boulevard; to ratify a contract signed with a Gas Distribution Company; to have a set assessment for E. B. Eddy Company; to create a Commission for the administration of the Arena; to permit the amendment of the zoning by-law; to modify the rate of taxes on stock in trade and on contractors; to permit the appointment of expert assessors; to modify the rules governing surplus on money by-laws; to modify recount proceedings; to regulate gas stations; to modify the preparation of the collection roll; to establish a special tax for garbage disposal; to clarify the powers of the Revision Board; to modify expropriation proceedings; to grant the right of vote to the wife of property owners; and for other purposes.

Hull, ce 19ième jour d'octobre 1956.
Le Maire,
THOMAS MONCION.
Le Greffier,
H. LÉON LEBLANC.

Hull, October 19th, 1956.
THOMAS MONCION,
Mayor.
H. LÉON LEBLANC,
City Clerk.

Contresigné:
Le Procureur de la Cité de Hull,
43491-43-4-o ROY FOURNIER.

Contersigned:
ROY FOURNIER,
43491-43-4-o Attorney for the City of Hull.

Canada — Province de Québec
District de Montréal

Canada — Province of Quebec
District of Montreal

Avis public est par les présentes donné qu'Albert Provost, fermier, de Boucherville, district de Montréal, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi spéciale aux fins de valider et de confirmer un acte de vente passé entre ledit requérant et A. Hyman Mettarlin, notaire, et Ben Morris, marchand, tous deux de la cité d'Outremont, district de Montréal, ce dernier agissant audit acte tant personnellement que comme fiduciaire, ledit acte passé devant Me Émile Beauchemin, notaire, le 15 septembre 1955, et enregistré au Bureau d'Enregistrement de Chambly sous le numéro 152314.

Public notice is hereby given that Albert Provost, farmer, of Boucherville, district of Montreal, shall petition the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain the adoption of a special act validating and confirming a deed of sale entered into between the said petitioner and A. Hyman Mettarlin, notary, and Ben Morris, merchant, both of the city of Outremont, district of Montreal, the latter acting personally as well as in trust, passed before Mtre. Émile Beauchemin, notary, on the 15th September, 1955, and registered at the Registry Office for the county of Chambly under No. 152314.

Montréal, le 22 octobre 1956.
Le Procureur du pétitionnaire,
43494-43-4-o CHARLES WOLFSON, C.R.

Montreal, October 22nd, 1956.
CHARLES WOLFSON, Q.C.,
43494-43-4-o Attorney for the petitioner.

Avis public est par les présentes donné que la cité de Lévis s'adressera à la Législature de la Province de Québec pour obtenir l'adoption d'une loi aux fins suivantes:

1. Refonte de sa charte, la loi 20 Geo. V, chapitre 111, et les lois qui la modifient;
 2. Obtenir certains pouvoirs spéciaux de réglementation concernant l'enlèvement des vidanges et nuisances publiques, la circulation durant les travaux, et la sécurité publique, permis de construction, construction, traçage des rues, approbation de plans de subdivision, prohibition de bruits inutiles, imposition de taxes d'eau sur lots non bâtis, privilèges pour taxe d'eau prévus à l'article 442 de la Loi des cités et villes, limitation ou prohibition de restaurants ambulants, exemption partielle de taxes ou évaluation réduite sur constructions nouvelles;
 3. Déterminer que le Conseil sera composé de huit échevins et un maire, et changeant le territoire des quartiers Notre-Dame et Villemay au point de vue électoral municipal;
 4. Augmenter les indemnités payables au maire et aux échevins pour frais de représentation;
 5. Valider divers règlements amendant le règlement de construction et autorisant le Conseil à amender une fois les règlements de zonage et de constructions en vigueur sans autre formalité que l'approbation du ministre des affaires municipales;
 6. Autorisation de dépenser cent mille dollars par année, pendant cinq ans, pour le prolongement du service d'aqueduc et d'égoût sans autre approbation que celle de la Commission municipale;
 7. Ordonner la confection d'un nouveau rôle d'évaluation pendant l'année fiscale 1956-1957;
 8. Faire disparaître de la charte les dispositions qui prévoient que la valeur réelle des immeubles comprend la valeur des machineries et leurs accessoires;
 9. Prévoir que les immeubles seront évalués à leur valeur réelle;
 10. Établir un bureau de révision pour l'audition des plaintes au rôle d'évaluation;
 11. Établir une évaluation fixe pour les immeubles de la Laiterie Fortier Ltée;
 12. Augmenter le taux de la taxe sur poteaux;
 13. Pour toutes autres fins.
- Lévis, ce vingt-troisième jour d'octobre mil neuf cent cinquante-six.

PIERRE LEMIEUX,
43492-43-4-o Greffier de la Cité de Lévis.

Avis public est par les présentes donné, que la "Ville de Marieville", dans le comté de Rouville, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi aux fins suivantes:

Création d'un fonds industriel. Validation de certains actes. Permission d'accorder certains octrois. Autorisation par le conseil de défrayer les représentations du maire et des échevins. Création de commissions d'urbanisme, d'industrie et de tourisme. Réglementation des permis de construction, de la subdivision des lots et du stationnement. Création d'un fonds de roulement et pour tous autres buts.

Marieville, le 22 octobre 1956.

Le Procureur de la requérante,
43493-43-4-o GASTON RONDEAU.

Canada — Province de Québec
District de Montréal

Avis public est par les présentes donné que les "Commissaires d'écoles pour la municipalité de

Public notice is hereby given that the City of Lévis will apply to the Legislature of the Province of Québec, at his next session, for the following purposes:

1. Revision of its charter, 20. Geo. V, chapter 111, and the acts which modify it;
2. Obtain certain special powers of regulation concerning removal of the garbage and public nuisances, traffic circulation during working operations, public security, construction permits, construction, drawing of streets, approval of subdivision plans, prohibition of useless noises, imposition of water taxes on vacant lots, privilege for water tax provided under article 442 of the Cities and Towns Act, limitation or prohibition of itinerant restaurants, partial exemption of taxes or reduced valuation on new constructions;
3. Determine that the Municipal Council will be composed of eight aldermen and the mayor, and changing the territory of Notre Dame and Villemay wards for municipal electoral purposes;
4. Increase the indemnity payable to the aldermen for entertainment expenses;
5. Validate different by-laws amending the construction by-laws and authorising the Council to amend once the zonage and construction by-laws in force, without any other formality than the approval of the Minister of municipal affairs;

6. Authorization to spend one hundred thousand dollars a year, during five years, for the extension of the water-works and sewers system without any other approval than the approval of the Municipal Commission;

7. Direct that a new valuation roll will be made during the fiscal year 1956-1957;

8. Remove from the charter the provisions providing that the real value of the immovables comprises the value of the machinery and its accessories;

9. Provide that the immovables will be valued at their real value;

10. Establish a revision bureau for the hearing of complaints against the valuation roll;

11. Establish a fixed valuation for the immovables of Laiterie Fortier Ltée;

12. Increase the taxes on poles;

13. For other purposes.

Lévis, this twenty-third day of October nineteen fifty-six.

PIERRE LEMIEUX,
43492-43-4-o Registrar of the City of Lévis.

Public notice is hereby given that the "Town of Marieville", in the county of Rouville, will apply to the Legislature of the Province of Québec, at its next session, for the adoption of an Act for the following purposes:

Creation of an industrial fund. Validation of certain deeds. Permission to grant moneys. Authorization of the Council, to cover entertainment for the Mayor and the Aldermen. Creation of Commissions of Town Planning and Industry and Tourism. To regulate permits for building, subdivision of lots and parking. Creation of a rolling fund, and for all other purposes.

Marieville, October 22nd, 1956.

GASTON RONDEAU,
43493-43-4-o Attorney for the petitioner.

Canada — Province of Québec
District of Montreal

Public notice is hereby given that the "School Commissioners for the municipality of St-

la Ville de St-Léonard-de-Port-Maurice," comté de Laval, district de Montréal, s'adresseront à la Législature, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi aux fins d'imposer et prélever, dans les limites actuelles de la Ville de St-Léonard-de-Port-Maurice, comté de Laval, district de Montréal, une taxe de vente dite taxe de l'aide à l'éducation n'excédant pas un pour cent.

Montréal, le 23 octobre 1956.

Les Procureurs des pétitionnaires,
43495-43-4-o GUÉRIN & PINARD.

Canada — Province de Québec
District de Québec

Avis public est par les présentes donné que la Corporation de la ville de Charlesbourg, dans le comté de Québec, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session pour obtenir l'adoption d'une loi aux fins ci-après:

1° Modifier en ce qui la concerne la Loi des Cités et Villes en: a) Augmentant à \$3,000.00 pour la charge de maire et à \$2,000.00 pour la charge d'échevin la valeur des biens-fonds que doit posséder toute personne pour se qualifier auxdites charges; b) changeant la date de la préparation de la liste des électeurs; c) portant à trois ans le terme d'office des membres du conseil; d) accordant au conseil le pouvoir de modifier sans referendum certaines dispositions de tout règlement adopté en vertu de l'article 426-1; e) accordant au conseil le pouvoir de répartir suivant la valeur ou l'étendue de front des propriétés ou suivant ces deux modes à la fois, le coût de travaux permanents aux chemins, trottoirs, à l'aqueduc et aux égouts et d'emprunter les sommes requises à ces fins sans referendum sur requête des deux tiers des intéressés; f) accordant au conseil le pouvoir de prohiber, régler et limiter le nombre des restaurants ambulants; g) définissant certains faits comme constituant une nuisance; h) accordant au conseil le pouvoir de voter par résolution une somme annuelle de \$6,000.00 pour l'encouragement des arts, des sciences, des œuvres de charité, pour l'expansion de l'industrie et du commerce et l'établissement de centres de loisirs et autres objets similaires; i) accordant au conseil le pouvoir d'adjoindre des experts aux estimateurs et autorisant ces derniers à visiter toute propriété mobilière ou immobilière pour les fins de leur évaluation; j) accordant au conseil le droit d'imposer aux non résidents de la municipalité une taxe n'excédant pas le double de celle qui peut être imposée aux résidents, en vertu de l'article 526; k) augmentant à quinze le nombre des électeurs qui doivent requérir le vote à une assemblée publique convoquée en vertu de l'article 593; l) autorisant le conseil à emprunter sans referendum pendant cinq ans une somme annuelle de \$100,000.00 pour travaux permanents de chemins, de trottoirs, d'aqueduc et d'égout, achat d'équipement et d'immeubles et construction de bâtiments pour fins municipales.

2° Légaliser à toutes fins que de droit l'imposition de taxes décrétée par les règlements numéros 63, 78, 88, 99 et 101.

Québec, le 23 octobre 1956.

Le Procureur de la pétitionnaire,
43498-43-4-o ALBERT DUMONTIER.

Léonard-de-Port-Maurice," county of Laval, district of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of a law permitting to the said School Commissioners to impose and levy, within the present limits of the town of St-Léonard-de-Port-Maurice, in the county of Laval, district of Montreal, a tax called "Education Tax" not exceeding one per cent.

Montreal, October 23rd, 1956.

GUÉRIN & PINARD,
43495-43-4-o Attorneys for the petitioners.

Canada — Province of Quebec
District of Quebec

Public notice is by these presents given that the Corporation of the town of Charlesbourg, in the county of Quebec, shall petition the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain the adoption of an act for the following purposes:

1. Amend concerning it the Cities and Towns Act in: a) increasing to \$3,000.00 for the office of Mayor and to \$2,000.00 for the office of alderman the value of the immovables which must possess any person to qualify herself to said office; b) changing the date of the preparation of the electoral list; c) increasing to three years the term of office of the members of the council; d) granting the council the power to modify without a referendum certain provisions of any by-law adopted under the authority of section 426-1; e) granting the council the power to assess according to the valuation or to the frontage of the interested properties or according to these two methods in the proportion determined by it, the cost of permanent works relating to roads, sidewalks, waterworks and sewers and to borrow the amounts required for these purposes without a referendum on a petition by the two thirds of the interested proprietors; f) granting the council the power to prohibit, regulate and limit the number of itinerant restaurants; g) defining certain facts as constituting a nuisance; h) granting the council the power to vote by resolution an annual sum of \$6,000.00 for the encouragement of arts, sciences, charitable undertakings, for the expansion of industry and commerce and the establishment of recreational centers and other similar objects; i) granting the council the power to provide the assessors with experts and authorizing the assessors to visit any moveable or immovable properties for the purpose of their valuation; j) granting the council the power to levy upon non residents a tax not exceeding the double of the one which can be levied on the residents under section 526; k) increasing to fifteen the number of the electors who must request a vote at a public meeting called under section 593; l) authorizing the council to borrow without referendum during a period of five years an annual sum of \$100,000.00 for permanent works on roads, sidewalks, waterworks, sewers, for the purchase of lands, buildings or equipment required for municipal purposes or the construction of buildings required for the same purposes.

2. Validate for all legal purposes the levy of taxes provided by By-laws nos 63, 78, 88, 99 and 101.

Quebec, October 23rd, 1956.

ALBERT DUMONTIER,
43498-43-4-o Attorney for the petitioner.

Avis public est par les présentes donné que la ville de Greenfield Park s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine Session, pour l'adoption d'une loi aux fins d'obtenir certains pouvoirs et d'amender sa charte sur les matières suivantes: pour permettre à la ville de microfilmer ses archives, pour faire le rôle d'évaluation sur fiches ou feuilles mobiles, pour employer les deniers déposés en fiducie pour la construction d'un centre sportif, pour amender le règlement de zonage sans referendum, et d'accorder une pension annuelle au Secrétaire-trésorier en considération de l'état de services et pour toutes autres fins.

Greenfield Park, le 22 octobre, 1956.

Le Procureur de la Pétitionnaire,
43496-43-4-o CECIL H. MACNAUGHTEN

Public notice is hereby given that the town of Greenfield Park will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, for the passing of an act granting certain powers and amending its charter on the following matters: to permit the town to microphotograph its archives, to make the valuation roll on index-cards or loose leaves, to dispose of a trust fund for the construction of a Community Sports Centre, to amend its Zoning By-law without referendum, and to grant a pension to its Secretary-Treasurer in recognition of past services rendered and for all other purposes.

Greenfield Park, October 22nd, 1956.

CECIL H. MACNAUGHTEN,
43496-43-4-o Attorney for the Petitioner.

Avis public est par les présentes donné que la ville de Mackayville s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine Session, pour l'obtention d'une Loi aux fins de désirer le siège des échevins par numéros, appliquer un système rotatif quant à l'élection des échevins, changer la date des élections, fixer des heures d'ouverture et de fermeture des bureaux de votation pour les élections municipales et pour toutes autres fins.

Mackayville, le 22 octobre, 1956.

Le Procureur de la ville de Mackayville,
43497-43-4-o JEAN BRUNEAU.

Public notice is hereby given that the town of Mackayville will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, for the passing of an Act to designate the seats of Aldermen by numbers, to establish a rotative system for the election of Aldermen, to change the date of the election, to fix the opening and closing hours of polls for the municipal elections, and for all other purposes.

Mackayville, October 22nd, 1956.

JEAN BRUNEAU,
43497-43-4-o Attorney for the Town of Mackayville.

Canada — Province de Québec
District de Québec

Canada — Province of Quebec
District of Quebec

Avis public est par les présentes donné que les commissaires d'écoles pour la municipalité de Lauzon s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi spéciale les autorisant à déplacer tout instituteur ou toute institutrice d'une classe ou d'une école, ou d'une fonction à une autre, en tout temps durant l'année scolaire, et à accorder et payer annuellement au président et aux commissaires d'écoles une compensation pour leurs services.

Québec, le 22 octobre 1956.

Le Procureur des pétitionnaires,
ALBERT DUMONTIER, C.R.
43499-43-4-o

Public notice is hereby given that the School Commissioners for the municipality of Lauzon will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain the adoption of a special Act authorizing them to transfer any schoolmaster or school mistress from one class or school to another or from one duty to another, at all times during the school year, and annually grant and pay a compensation to the president and school commissioners for services rendered.

Quebec, October 22, 1956.

ALBERT DUMONTIER, Q.C.,
43499-43-4 Attorney for the petitioners.

Avis public est par les présentes donné que Frère Pascal, Supérieur provincial de l'Institut des Frères de Saint-Gabriel de la Province de Champlain, s'adressera à la Législature de la Province de Québec à sa prochaine Session pour obtenir une loi:

a) aux fins de constituer en corporation indépendante et autonome "L'Institut des Frères de Saint-Gabriel de la Province de Champlain", qui exerce ses activités dans les diocèses de Québec, Trois-Rivières et Nicolet;

b) pour toutes autres fins;

Trois-Rivières, le 23 octobre 1956.

Les Procureurs du pétitionnaire,
43500-43-4-o MÉTHOT & MÉTHOT.

Public notice is hereby given that Frère Pascal, Provincial Superior of the "Institut des Frères de Saint-Gabriel de la Province de Champlain", will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session to obtain an Act:

a) for the purposes of incorporating into an independent and autonomous corporation "L'Institut des Frères de Saint-Gabriel de la Province de Champlain" which carries on its activities in the diocese of Quebec, Trois-Rivières and Nicolet;

b) for all other purposes;

Trois-Rivières, October 23, 1956.

MÉTHOT & MÉTHOT,
43500-43-4 Attorneys for the petitioner.

Avis public est par les présentes donné que Révérende Mère Saint-Auguste Marie, supérieure provinciale de la Province des Trois-Rivières de la congrégation religieuse dite "La Congrégation des Filles de Jésus" s'adressera à la Législature de la Province de Québec à sa prochaine Session pour:

a) obtenir une modification à leur charte et des pouvoirs plus étendus pour répondre aux

Public notice is hereby given that Reverend Mother Saint Auguste Marie, Provincial Superior of the Province of Trois-Rivières of the religious congregation called "La Congrégation des Filles de Jésus" will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next Session for:

a) an amendment to their charter, and extend their powers in order to meet the present requi-

besoins actuels et permettre à leur congrégation de poursuivre ses fins;

b) pour toutes autres fins;

Trois-Rivières, ce 22 octobre 1956.

Les Procureurs de la pétitionnaire,
43501-43-4-o MÉTHOT & MÉTHOT.

rements of the Congregation, and to further their purposes;

b) for all other purposes;

Trois-Rivières, this October 22, 1956.

43501-43-4 MÉTHOT & MÉTHOT,
Attorneys for the petitioner.

Canada — Province de Québec
District de Terrebonne

Canada — Province of Quebec
District of Terrebonne

Avis est par le présent donné que Marie Isabelle Violette Alise Sabrevois de Bleury Bouthillier, fille majeure et usant de ses droits, domiciliée à Rosemère, comté et district de Terrebonne, s'adressera à la prochaine session de l'Assemblée législative de Québec afin d'obtenir les pouvoirs nécessaires pour disposer de la nue propriété des immeubles dont elle a la jouissance et l'usufruit conformément au testament de feu son père Charles Frontenac Bouthillier avec réserves toutefois quant aux dispositions dudit testament en faveur de Gertrude Constance Emma Adèle Sabrevois de Bleury Bouthillier.

Saint-Jérôme, 22 octobre 1956.

Le Procureur de Violette Bouthillier,
43502-43-4-o LUCIEN THINEL.

Notice is hereby given that Marie Isabelle Violette Alise Sabrevois de Bleury Bouthillier, of full age of majority making use of her rights, domiciled at Rosemère, county and district of Terrebonne, will apply to the Legislative Assembly of Quebec, at its next session, in order to obtain the necessary powers to dispose of the naked ownership of immoveables of which she has the enjoyment and usufruct according to the will of her late father, Charles Frontenac Bouthillier, subject however to the provisions of said will in favour of Gertrude Constance Emma Adèle Sabrevois de Bleury Bouthillier.

Saint Jérôme, October 22, 1956.

43502-43-4 LUCIEN THINEL,
Attorney for Violette Bouthillier.

Avis est, par les présentes donné, que la cité de Longueuil demandera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, l'adoption d'une loi pour modifier la charte de la cité de même que la Loi des cités et villes relativement a) au rôle d'évaluation; b) à la taxe d'affaire; c) à l'Avenue St-Thomas; d) au salaire des membres du Conseil; e) au montant des échevins; f) à l'interruption de la circulation en cas d'urgence; g) au stationnement des véhicules stationnés; h) au stationnement des autobus assurant un service interrurbain; i) à la disposition des objets perdus et retrouvés; j) à la diminution des taxes de locataires; k) à l'habitation dans les sous-sols; l) à la formation de commissions sportives, d'urbanisme, d'industrie et de tourisme.

Longueuil, le 18 octobre 1956.

Les Procureurs de la Pétitionnaire,
43503-43-4-o CRAIG & FERLAND.

Notice is hereby given by the city of Longueuil that it will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session, for the passing of an act to amend the charter of the city and the cities and towns Act on the following matters a) valuation roll; b) Business tax; c) St-Thomas Avenue; d) salaries of the members of city Council; e) aldermen's mandate; f) stopping of traffic in case of emergency; g) towing of cars; h) parking for intercity buses; i) lost and found articles; j) tenant's taxes; k) occupancy of basements; l) athletic, industrial, touristic and toyn planning commissions.

Longueuil, October 18, 1956.

43503-43-4-o CRAIG & FERLAND,
Advocates for Petitioner.

Avis est par les présentes donné que la "Corporation de la Trappe de Notre-Dame du Lac des Deux-Montagnes" s'adressera à la Législature de Québec à sa prochaine session, aux fins d'obtenir une loi soustrayant la surface totale de son domaine et une partie du sous-sol à l'application de la Loi provinciale des Mines, notamment en ce qui a trait à l'exploitation minière et pour d'autres fins.

Québec, le 22 octobre 1956.

Le Procureur de la pétitionnaire,
43504-43-4-o LOUIS DORION.

Notice is hereby given that the "Corporation de la Trappe de Notre-Dame du Lac des Deux-Montagnes" will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, in order to obtain an Act to withdraw the entire surface of its property and a part of the subsoil, from the application of the Provincial Mining Act particularly in that which concerns mining development, and for other purposes.

Québec, October 22, 1956.

43504-43-4 LOUIS DORION,
Attorney for Petitioner.

Avis public est par les présentes donné que le Club Lemoyne Incorporé de Longueuil, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'annulation de certaines actions, après l'accomplissement de certaines formalités, émises aux actionnaires dont le Club ignore l'adresse ou les croit disparus, lesquels certificats d'actions portent les numéros d'émission 37, 38, 40, 46, 47, 55, 57 et pour demander en outre certains pouvoirs spéciaux pour sa bonne administration.

Montréal, le 23 octobre 1956.

Les Procureurs du Club Lemoyne Incorporé,
43515-43-4-o LAMARRE et LAMARRE.

Public notice is hereby given that the Lemoyne Club Inc. of Longueuil will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session, for asking the cancellation of shares, after the execution of certain formalities, issued to shareholders now unknown to the Club or believed to be deceased bearing certificate number 37, 38, 40, 46, 47, 55, 57 and also for asking special powers for its best administration.

Montreal, October 23rd 1956.

43515-43-4-o LAMARRE et LAMARRE,
Attorneys for the Lemoyne Club Inc.

Avis public est par les présentes, donné que la Cité de Beauharnois, s'adressera à la Législative de la Province de Québec, à la prochaine session, pour l'adoption d'une loi aux fins suivantes:

- 1° Annexer à son territoire certains lots faisant partie de la municipalité de Melocheville;
- 2° Annexer tout le territoire de la municipalité de St-Clément;
- 3° Amender l'article de sa charte, concernant la taxe de vente;
- 4° Pour règlementer la construction de trottoirs, égouts, pavages, aqueduc et leurs raccordements et autres travaux dits permanents et la répartition du coût de leur construction;

5° Accorder des frais de représentation au maire et aux échevins;

6° Et pour toutes autres fins.

Beauharnois, le 23 octobre, 1956.

Le Procureur de la pétitionnaire,
43514-43-4-o FRANÇOIS DORVAL.

Public notice is hereby given that the City of Beauharnois will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an Act for the following purposes:

1. To annex to its territory certain lots forming part of the municipality of Melocheville;
2. To annex all the territory of the municipality of St. Clément;
3. To amend an article of its charter concerning sales tax;
4. To regulate the construction of sidewalks, sewers, pavings, waterworks and their connections, and other so-called permanent works, and the distribution of the cost of their construction;

5. To grant costs of representation to Mayor and Aldermen;

6. And for all other purposes;

Beauharnois, October 23rd, 1956.

43514-43-4-o FRANÇOIS DORVAL,
Attorney for the petitioner.

Avis public est par les présentes donné que M. Myron Poplavsky, chirurgien-dentiste, de la Ville de Côte St-Luc, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi aux fins de changer son nom actuel de Myron Poplavsky en celui de Myron Poplove.

Montréal, ce 24 octobre 1956.

Les Procureurs du pétitionnaire,
43516-43-4-o LANGLOIS & RITCHIE.

Public notice is hereby given that Mr. Myron Poplavsky, dental surgeon, of the town of Côte St. Luc, will present a petition to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to enact a Private Bill in order to have his present name of Myron Poplavsky changed to that of Myron Poplove.

Montreal, this 24th day of October 1956.

43516-43-4-o LANGLOIS & RITCHIE,
Attorneys for the petitioner.

Avis vous est par les présentes donné que la cité de Saint-Jérôme, une corporation municipale ayant son siège social en la cité de Saint-Jérôme, dans le comté de Terrebonne, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à la prochaine session, ou à toute autre session subséquente, pour obtenir le droit d'acquiescer des terrains ou des immeubles, de construire des immeubles pour fins municipales et/ou industrielles et les aliéner; si cette acquisition ou cette construction nécessitent un emprunt, les formalités relatives aux emprunts municipaux devront être suivies; pour fixer la date des avis d'élection et la nomination du secrétaire d'élection, pour pourvoir à l'établissement de plusieurs bureaux de votation lors des référendums.

Saint-Jérôme, ce 23 octobre 1956.

Les Procureurs de la cité de Saint-Jérôme,
43517-43-4-o DE MARTIGNY &
MARCHESSAULT.

Notice is hereby given that the city of Saint-Jérôme, a municipal corporation having its head office in the city of Saint-Jérôme, in the county of Terrebonne, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, or at any other subsequent session, to obtain the right to acquire lands or immovables, to build immovables for municipal and/or industrial purposes, and to alienate same; should such acquisition or such construction necessitate a loan, formalities relative to municipal loans shall then ensue; to fix the date upon which election notices and the appointment of an election secretary, to provide for the establishment of several polling offices when there are referendums.

Saint-Jérôme, October 23th, 1956.

43517-43-4 DE MARTIGNY & MARCHESSAULT,
Attorneys for the city of
Saint-Jérôme.

CITÉ DE VERDUN

Amendements à la Charte

Avis est par les présentes donné par la cité de Verdun qu'elle s'adressera à la Législature provinciale, lors de sa prochaine session, pour obtenir des amendements à sa charte sur les matières suivantes:

1. Location d'édifices publics, etc.
2. Évaluation des propriétés de la cité de Montréal;
3. Contrat pour service d'eau par la cité de Montréal;
4. Établissement d'une commission des sports;
5. Cens d'éligibilité des électeurs municipaux;
6. Antennes de radio et télévision;
7. Pensions à certains officiers;
8. Vente, distribution, etc. de littérature obscène;
9. Circulation dans la rue et remorque des véhicules stationnés;

CITY OF VERDUN

Charter amendments

Notice is hereby given that the city of Verdun will apply to the Provincial Legislature, at its next session, to obtain certain amendments to its charter on the following matters:

1. Lease of public buildings, etc.
2. Valuation of properties of the city of Montreal;
3. Contract for water service by the city of Montreal;
4. Establishment of a sports commission;
5. Qualification of municipal voters;
6. Radio and television antennas;
7. Pensions to certain officials;
8. Sale, distribution etc. of offensive literature;
9. Street traffic and removal of parked vehicles;

10. Sommations de la Cour Municipale;
11. Actions judiciaires pour dommages par inondation.

Verdu, P.Q., 26 octobre 1956.

L'Avisseur légal,
FRS. FAUTEUX.

43519-43-4-o

10. Municipal Court summonses
11. Legal actions for damage by inundation.

Verdun, P.Q., 26th October, 1956.

FRS. FAUTEUX,
City Solicitor.

43519-43-4-o

Avis public est par les présentes donné que la corporation municipale de la paroisse de Saint-Vincent-de-Paul, dans le comté de Laval, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi érigeant son territoire en municipalité de ville, sous le nom de "Ville Normand" et aux fins de fixer la date et les modalités des élections; étendre le mandat du maire et des conseillers; modifier les qualifications foncières requises pour être élu membre du conseil; fixer une indemnité pour le maire et les échevins; adopter un règlement de couvre-feu; constituer en fonds de roulement; régir les permis de construction; limiter l'évaluation et la taxation des terres en culture; fixer l'emplacement de rue sur tout terrain à subdiviser; réglementer la subdivision des lots; imposer une taxe spéciale d'aqueduc; réglementer la construction des conduits privés d'eau, entrées d'eau et d'égout; exempter l'imposition de machineries et accessoires; réglementer les marchands ambulants; réglementer les fossés et les cours d'eau; imposer une taxe pour l'enlèvement de la neige et l'entretien des rues et des trottoirs; faire des dons aux œuvres de charité et aux organisations de loisirs et pour autres fins.

Montréal, le 22 octobre 1956.

Le Procureur de la requérante,
Me ANDRÉ DUCHARME.

43518-43-4-o

Public notice is hereby given that the Municipal Corporation of the parish of Saint-Vincent-de-Paul, county of Laval, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an Act to erect its territory into a town, under the name of "Town Normand" and to determine the date and the formalities of elections; to extend the mandate of the mayor and the councillors; to modify the immoveable qualifications to be elected members of the Council; to fix an indemnity for the mayor and the aldermen; to adopt a by-law concerning the curfew; to constitute a working fund; to regulate the building permits; to limit the taxation of the farm lands; to fix the location of street on all land to be subdivided; to regulate the subdivision of lots; to impose a special tax for waterworks; to regulate the construction of private conduits, water intakes and sewers; to exempt the taxation of machinery and accessories; to regulate the ditches and water courses; to impose a special tax for the removal of the snow and the maintenance of the streets and the sidewalks; to grant moneys for charitable purposes and for recreation centers and for other purposes.

Montreal October 22nd, 1956.

Me ANDRÉ DUCHARME,
Attorney for the Petitioner.

43518-43-4-o

Avis public est par les présentes donné que la ville de Farnham s'adressera à l'Assemblée Législative de la province de Québec, à sa prochaine Session, en vue d'obtenir l'adoption d'une loi ayant pour objet de refondre sa Charte et de la modifier, en changeant son nom en celui de "Cité de Farnham".

Les principales modifications ont pour objet: de donner une acception plus étendue au mot "propriétaire" ayant droit d'être inscrit sur la liste des électeurs; de soumettre la Ville aux dispositions actuelles et futures de la Loi des cités et villes, sauf dérogations expresses; de décrire le territoire et le quartier en tenant compte des annexions faites jusqu'ici; d'augmenter de six mille à dix mille dollars le pouvoir d'octroi aux œuvres; de fixer à trois ans le terme d'office des membres du Conseil; de fixer une indemnité annuelle de dépenses de quinze cents et de six cents dollars pour le maire et les échevins; d'autoriser le conseil à créer trois commissions spéciales composées en partie de non-membres du conseil: commission des sports, commission d'urbanisme, et commission d'industrie et de tourisme, dont les attributions, pouvoirs et devoirs seront fixés par le conseil, à qui elles devront faire rapport; de stipuler l'effet du départ d'un locataire de son quartier ou de la ville, quant à son droit de vote; d'apporter un adoucissement à l'obligation pour le contribuable d'avoir payé ses taxes pour exercer son droit de vote; de fixer la date des premières élections et de la première séance du conseil après la sanction de la loi; de prévoir la procédure d'approbation d'un premier règlement de zonage et de construction et leur abrogation ou modification futures; d'augmenter les pouvoirs de réglementation du conseil pour lui permettre de préciser les pouvoirs relatifs aux escaliers extérieurs; de

Public notice is hereby given that the town of Farnham will apply to the Legislative Assembly of the Province of Quebec, at its next Session, in order to obtain the adoption of an act relating to the revision and the amendment of its charter and for the purpose of changing its name for "City of Farnham".

The most important amendments will be to the following ends: to give an extended meaning to the word "proprietor" entitled to be listed as elector; to render applicable to the Town the provisions of the Cities and Towns Act as it is or may be amended, except when expressly derogated to it; to give a description of the territory and of the wards including the annexations; to raise from six to ten thousand dollars the power to make grants to organizations; to fix at three years the term of office of the members of the council; to allow fifteen hundred and six hundred dollars to the mayor and the aldermen annually for their expenses; to authorize the council to create three special commissions: Sport Commission, Commission of "Urbanisme", Industrial and Touristic Commission, of which the attributions, powers and duties are determined by the council to which they will have to report; to stipulate the effect for lessee to depart from his ward or the Town, on his right to vote; to lessen the strictness of the obligations for a rate-payer to have paid his taxes in order to be entitled to vote; to fix the date of the first election and the first session of the Council after the adoption of this Act; to establish the procedure for the adoption of the first by-law relating to zoning and construction and the abrogation or amendments in the future; to increase the powers of the Council to pass by-laws in order to allow it to: to specify the powers relating to exterior stairways; to allow the delegation of powers of

léguer certains pouvoirs du conseil à la commission d'urbanisme; ordonner la fermeture ou la réglementation des dépotoirs d'automobiles et autres articles de rebuts; prévoir un permis de changement d'usage d'une construction régie par le règlement de zonage; régler quant au travail et au coût le ramonage des cheminées; régler les postes d'essence et les prohiber en certains endroits; organiser un service d'enlèvement des vidanges et prévoir l'imposition y relative; régler la construction des conduites privées d'eau et d'égout et de leur raccordements et prévoir que le coût en sera payable par les propriétaires intéressés; pour régler les travaux de fossés mitoyens, cours d'eau, etc., et l'imposition à ce sujet; régler l'emplacement, la construction et la répartition du coût des trottoirs et autoriser des emprunts annuels n'excédant pas dix mille dollars par billets à ce sujet; rendre nécessaire l'approbation préalable par le conseil des plans de subdivision de lots; permettre de refuser les permis de construction sur des rues non-ouvertes à la circulation ou non pourvues de conduites d'égout et d'aqueduc, d'interrompre la circulation sur les rues où des travaux sont exécutés, de touer et remiser les véhicules stationnés en contravention des règlements ou nuisant aux travaux publics; déterminer des endroits pour l'arrêt et le stationnement des autobus faisant un service interurbain et les obliger à les utiliser; organiser un service d'enlèvement de la neige et prévoir l'imposition y relative; déterminer des endroits comme kiosques taxis et les obliger à s'y rapporter; obliger à l'émondage ou l'abattage des arbres nuisibles; prévoir l'exécution de travaux permanents tel que pavage, égout et aqueduc, soit de l'initiative du conseil, soit sur requête des deux tiers des propriétaires, et des emprunts temporaires convertis ensuite en obligations, à cette fin, moyennant limite en diamètre des canalisations d'égout et d'aqueduc à la charge des propriétaires, la ville devant contribuer pour le surplus nécessaire, la constitution d'un fonds pour le service de la dette contractée à ce sujet et la façon de la constituer et les autorisations ou approbations requises; ordonner des travaux permanents et urgents pour un montant n'excédant pas cinquante mille dollars par année, y compris la contribution pour excédent en diamètre des conduites d'égout et d'aqueduc dans les travaux à la charge des propriétaires et indiquer les approbations requises pour emprunts à cette fin; régler et prohiber les commerces ambulants de patates frites, etc.; autoriser le conseil à utiliser annuellement une somme ne dépassant pas cinq mille dollars pour fins de promotions industrielles ou touristiques; autoriser le conseil à passer un ou des règlements soumis à toutes les approbations requises pour les règlements d'emprunts pour constituer un fonds industriel n'excédant pas deux cent mille dollars dont l'usage pourra servir à l'acquisition de terrains ou bâtisses, à la construction de bâtisses et à leur amélioration pour fins municipales ou industrielles, à accorder des prêts hypothécaires sur des industries en première hypothèque et à toutes autres fins industrielles préalablement autorisées par la Commission Municipale de Québec, la ville pouvant se porter acquéreur des immeubles hypothéqués en sa faveur et en disposer de nouveau sous les mêmes approbations; toutes sommes perçues par la ville en rapport avec les transactions devant être affectées au service de la dette s'il y a lieu créée à l'occasion de la constitution du fonds et le surplus s'il y a lieu avec l'approbation de la Commission Municipale de Québec à des fins similaires; la ville conservant

the Council to the Commission of "Urbanisme"; to authorize the Council to close and to regulate automobile and other junk yards; to require a permit concerning a change in the purpose of a building regulated by zoning by-law; to regulate work and cost of cleaning chimneys; to regulate gas stations and to prohibit them in definite areas; to organize a garbage removing service and the tax to be levied on same; to regulate the construction of private water and sewer conduits and their connection and to levy the charge against the interested proprietors; to regulate common ditches and water courses, etc., and the charge that could be made; to regulate the location, the construction and to assess the expenses of side-walks and to authorize, for this purpose, loans not exceeding ten thousand dollars a year by simple notes; to subject to previous approval of the council the plans for subdivision of lots; to allow the refusal of building permit on streets not opened to the public or not provided with sewer and water system, to stop traffic on the streets where public works are executed, to tow and store vehicles parked in contravention with the by-laws or being a nuisance to public works; to determine bus stops and parking grounds for intercity busses and oblige them to use them; to organize a snow removing service and the tax to be levied; to determine taxi grounds for taxi stands and make it compulsory to use them; to order the trimming or the cutting of trees being a nuisance; to order the execution of permanent works like paving, water and sewer works, whether by the authority of the council, whether upon petition made by at least two thirds of the proprietors, and temporary loans thereafter converted in obligations, for the above purposes, providing a maximum in size of the sewer and water pipes to be assessed against the proprietors, the Town contributing for the surplus; the establishment of a sinking fund for the service of the debt contracted for same, the way to establish said fund and the authorizations and approbations required; to allow the council to order permanent and urgent works for an amount not exceeding fifty thousand dollars yearly including the contribution of the town for expenses related to the over-size of water and sewer pipes when works have been charged to the proprietors and indicate the required approbations for loans for such purposes; to regulate and prohibit itinerant trades, as fried potato stands, etc.; to authorize the council to set annually an amount not exceeding five thousand dollars for the purpose of industrial and touristic promotion; to authorize the council to adopt one or some by-laws submitted to all required approbations for loan by-laws to constitute a fund not exceeding two hundred thousand dollars which could be used; to acquire lands or buildings, to the construction of buildings and to their improvement for industrial or municipal purposes, to grant hypothecary loans on industries as first mortgage, and to all other industrial purposes previously authorized by the Quebec Municipal Commission, the Town having the right to acquire mortgaged immovables in its favor and to dispose of same with the same approbations; any amounts collected by the Town concerning transactions to be applied to the service of the debt, if necessary, created with the constitution of the fund and the surplus if any, with the approbation of the Quebec Municipal Commission for similar purposes; the Town holding powers already granted by other acts for the same purposes; to decree that the valuation role be composed of loose-leaves or cards; to render possible the changes of lessees

jusqu'à leur accomplissement les pouvoirs déjà obtenus par d'autres lois à ces fins; décréter que le rôle d'évaluation pourra être composé de fiches ou feuilles mobiles; de permettre les mutations de locataires ou d'occupants; lesdites modifications ayant aussi pour but: de permettre l'estimation comme lots à bâtir de terrains inclus dans une ferme en bordure de rues pourvues d'égout et d'aqueduc, la bande de terre ainsi estimée n'excédant pas cent cinquante pieds de profondeur; de déterminer comment un locataire inscrit au rôle de perception pourra limiter à six mois l'imposition contre lui et le successeur locataire devenir chargé des autres six mois d'imposition et obliger le propriétaire à dénoncer à la ville les changements de locataires survenus dans ses immeubles loués et la sanction au cas de défaut de sa part; de porter à cinq dollars le montant de la taxe personnelle sur les habitants majeurs du sexe masculin; de permettre l'imposition d'une taxe n'excédant pas cinq dollars contre toute personne travaillant dans la ville si elle est majeure et imposer une fois et demi le montant chargé contre les non résidents; de permettre de restreindre à certaines catégories l'imposition de la taxe d'affaires ou de certains droits annuels n'excédant jamais deux cents dollars pour les résidents et les corporations ou sociétés ayant leur siège social dans la ville et trois cents dollars pour les autres; de décréter que la taxe d'affaires pourra être imposée soit en totalité soit en partie selon la valeur annuelle des lieux employés; de permettre au conseil la définition des genres d'affaires ou de commerces, les imposer séparément dans un même établissement et obliger à la fermeture de tout l'établissement lorsqu'un genre d'affaire est visé par le règlement de fermeture à bonne heure ou à imposer des conditions pour en permettre l'ouverture quant aux genres d'affaires non-visés; de permettre au conseil d'imposer une taxe de vente de deux pour cent sujette aux mêmes restrictions, pouvant être perçue de la même façon et sous les mêmes peines et par la même autorité que l'impôt sur la vente en détail de la province; de préciser les pouvoirs du conseil quant à l'utilisation de surplus d'emprunt à certaines fins; de permettre la constitution d'un fonds de roulement n'excédant pas soixante mille dollars, en déterminer les procédés et les autorisations requises; d'autoriser le conseil à accorder un octroi ne dépassant pas cent mille dollars pour l'érection d'un hôpital et de maisons de refuge pour couples âgés, et de garantir un emprunt contracté par les constructeurs de l'hôpital ou effectuer cet emprunt ainsi qu'un emprunt pour dépenses incidentes jusqu'à concurrence d'un montant n'excédant pas le total des octrois de la ville, de la province et du Canada et des frais incidents; de décréter qu'advenant construction d'un hôpital le produit net de l'imposition de la taxe de vente sera d'abord appliqué sur le service de la dette relative à l'hôpital; de préciser les pouvoirs d'expropriation de la ville; d'abroger les lois régissant jusqu'ici la ville, sauf certaines dispositions nécessaires à l'accomplissement de certaines fins déterminées; d'établir les dispositions transitoires nécessaires à l'occasion de la refonte de la charte et du changement de nom de la corporation; et de lui accorder tous autres pouvoirs jugés nécessaires.

Donné à Farnham, le 23 octobre mil neuf cent cinquante-six.

MAURICE ARCHAMBAULT, C.R.,
Le Procureur de la pétitionnaire,
43520-43-4-o la ville de Farnham.

and occupants on the valuation role;

Said amendments also having the following objects: to permit the assessment as building lots of land included in a farm fronting streets provided with sewer and water system, the said strip of land not exceeding one hundred and fifty feet in depth; to exact how a lessee registered on the perception role could limit to a period of six months the assessment against him and his successor as tenant could become himself assessed for the remaining six months and to oblige the proprietor to give notice to the Town of any changes in lessees in his rented buildings and to determine the penalty or responsibility in case of default on his part; to raise from two to five dollars the tax levied on any major person of the male sex residing in the town; to authorize the council to levy a tax not exceeding five dollars on any major person whether male or female workind and residing in the town and a tax higher by fifty per cent for the no-residents; to restrict to some categories the levying of business tax or annual duties not exceeding two hundred dollars for the residents or corporations and societies having their head office in the town and three hundred dollars for the others; to decree that the business tax could be established whether in totality or in part according to the annual value of the premises occupied for same; to allow the council to define the kinds of businesses or trades; to assess all and any kinds separately even in the same establishment and order the closing of the complete establishment when a special kind of business therein falls under the by-law ordering an early closing, or to determine the conditions allowing the establishment to stay opened for the purposes of commercial operations not falling on the said by-law; to allow the council to levy a sale tax of two per cent subject to the same restrictions, being collected in the same manner and under the same penalties and authority as the retailled sale tax of the province; to determine the powers of the council to use the surplus of any loan by-law at certain ends and under certain approbations; to allow a runnind fund to be constituted not exceeding sixty thousand dollars, and to determine the required procedure and authorizations; to authorize the Council to give a grant not exceeding one hundred thousand dollars for the construction of an hospital and a rest home for aged couples, and to guarantee a loan subscribed by the builders of the hospital or to borrow money itself for that purpose up to an amount not exceeding the total of grants made by the Town, the Province of Quebec and by the Government of Canada, and for incident expenses related to it; to decree that in the event of the construction of an hospital the net proceeds of the sale tax that shall be first applied on the service of the debt created relating to the hospital; to specify the expropriation powers of the town; to abrogate the acts governing the Town of Farnham, save and except certain provisions necessary for the accomplishment of specified purposes; to establish the transitory dispositions necessary due to the revision of the charter and the changing of its name.

And to grant the Town all other necessary powers.

Given at Farnham this 23rd day of October, nineteen hundred and fifty-six.

MAURICE ARCHAMBAULT, Q.C.,
Attorney for the Petitioner
43520-43-4-o the Town of Farnham.

Avis public, est par les présentes donné que la cité de Sainte-Foy, dans le comté de Québec, s'adressera à la Législature de Québec, à sa présente session pour obtenir l'adoption d'une loi pour les fins suivantes:

Limiter le nombre de taxis, déterminer les endroits de stationnement des taxis, établir des postes autorisés, refuser un permis pour l'exploitation d'un poste de taxis ou la conduite d'un taxi à toute personne condamnée pour acte criminel. Réglementer l'imposition et l'inspection de taximètres.

Acquérir des terrains nécessaires pour aménagement de terrains de jeux et emprunter sans référendum jusqu'à concurrence de \$150,000.00 pour acquitter le coût desdits terrains, le tout avec approbation de la Commission municipale et du lieutenant-gouverneur en conseil. Avec l'approbation de la Commission municipale et du lieutenant-gouverneur en conseil acquérir les terrains nécessaires pour le bon aménagement de ses services publics et emprunter sans référendum jusqu'à concurrence de \$200,000.00 pour acquitter le coût desdits terrains. Limiter le nombre de postes d'essence et de garages. En attendant la perception des taxes générales et spéciales emprunter par billets sans obtenir l'approbation des électeurs propriétaires ou du lieutenant-gouverneur en conseil. Les montants empruntés ne doivent pas excéder la moitié des recettes prévues.

Percevoir des amendes pour infraction aux règlements municipaux relatifs à la circulation. Exiger des soumissions pour tout contrat de cinq cents dollars ou au-dessus. Sujet à l'approbation du ministre des affaires municipales et de la Commission municipale emprunter \$1,151,000.00 pour consolider certaines dépenses faites et à faire résultant de travaux publics permanents et urgents, de voirie, construction d'un garage municipal, achat de terrains, acquisition équipement de bureaux, outillage, aménagement aqueduc et égout collecteur sud.

Refuser permis de construction à moins que le promoteur n'exécute les travaux de rue, d'aqueduc et d'égout.

La cité de Sainte-Foy,
Par le Procureur autorisé,
PERCY FLYNN.

43528-43-4-o

Public notice is hereby given that the city of Sainte-Foy, in the county of Quebec, will apply to the Legislature of Quebec, at its present session, in order to obtain the adoption of an act for the following purposes:

To restrict the number of taxis, determine locations for the parking of taxis, establish authorized stands, refuse to issue permits for the operating of taxi stands or driving licenses to any person having been found guilty of a criminal action. To bring under regulations the installation and inspection of taximeters.

To acquire the necessary land for the organizing of playgrounds and borrow, without a referendum, an amount not exceeding \$150,000.00 to meet the cost of said land, all of which with the approval of the Municipal Commission and the Lieutenant-Governor in Council. With the approval of the Municipal Commission and the Lieutenant-Governor in Council, acquire the necessary land for the installing of public utilities and borrow, without a referendum, an amount not exceeding \$200,000.00 in order to meet the cost of said land. Restrict the number of gasoline stations and garages. To borrow, pending the levying of general and special taxes, by means of notes, without the approval of landlord constituents or Lieutenant-Governor in Council. The amounts borrowed should not exceed half of the estimated returns.

Collect fines for infringements to municipal regulations respecting traffic. Exact tenders for any contract in the amount of five hundred dollars or more. With the approval of the Minister of Municipal Affairs and the Municipal Commission, borrow \$1,151,000.00 to fund certain expenses incurred or to be incurred, resulting from permanent and urgent public works, road labour, building of a municipal garage, purchasing of land, office equipment, tooling, installing of waterworks and a south main sewer.

Refuse building permits unless the promoter agrees to carry out work involving the building of sidewalks, waterworks and sewers.

The city of Sainte-Foy,
Per: PERCY FLYNN,
Authorized Attorney.

43528-43-4

Avis est par les présentes donné que Joseph Bruno-Houde, dit Bruno Cyr, de Montréal, présentera à la prochaine session de la Législature de Québec, un projet de loi pour être admis à l'exercice de la profession d'avocat, dans la province de Québec, nonobstant l'article 71 de la Loi du barreau (2-3 Elizabeth II, chapitre 59 et amendements) et pour obtenir le changement de son nom, Joseph Bruno-Houde en Joseph Bruno-Cyr.

Québec, le 25 octobre 1956.

Le Procureur du pétitionnaire,
43529-43-4-o VICTOR TRÉPANIÉ, C.R.

Notice is hereby given that Joseph Bruno-Houde, called Bruno Cyr, of Montreal, will present a bill at the next session of the Legislature of Quebec, in order to be admitted to the practice of law in the Province of Quebec, notwithstanding article 71 of the Bar Act (2-3 Elizabeth II, chapter 59 and amendments thereto) and that his name be changed from Joseph Bruno-Houde to Joseph Bruno-Cyr.

Quebec, October 25, 1956.

VICTOR TRÉPANIÉ, Q.C.,
43529-43-4 Attorney for petitioner.

Avis public est par les présentes donné que la ville de La Tuque s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour faire ratifier son règlement municipal pourvoyant à l'imposition d'une taxe foncière fixe sur les propriétés industrielles de la Canadian International Paper à La Tuque, du 1er mai 1956 au 1er mai 1965.

La Tuque, le 18 octobre 1956.

Le Maire,
J. ONÉSIME DALLAIRE,
Le Greffier,
A. A. DUPONT.

43558-44-4-o

Public notice is hereby given that the town of La Tuque will apply to the Quebec Legislature, at its next session, to ratify its municipal by-law providing to impose a fix immovable assessment on the industrial properties of the Canadian International Paper in La Tuque, from May the first 1956, to May the first 1965.

La Tuque, October the 18 1956.

J. ONÉSIME DALLAIRE,
Mayor,
A. A. DUPONT,
Clerk.

43558-44-4-o

Avis public est par les présentes donné que la cité de Thetford Mines, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi amendement sa charte:

1° Pour que les propriétaires de terrain demandant à la cité l'approbation d'un plan de subdivision montrant ou non des rues, soient obligés pour obtenir cette approbation de céder gratuitement pour des fins de parcs ou de terrains de jeux à la cité, une superficie de terrain n'excédant pas 5% de celui compris dans le plan et si le terrain ainsi cédé est trop exigü, une somme n'excédant pas 5% de la valeur marchande du terrain compris dans le plan.

2° Pour que les membres de la Commission Sportive reçoivent des frais de représentation annuelle de \$400.00 pour le président et de \$300.00 pour les autres; une somme de \$400.00 au secrétaire-trésorier.

3° Pour créer une commission touristique de 5 membres avec le droit d'attribuer une somme de \$2000.00 à cette commission pour fins de publicité.

4° Pour créer une commission d'urbanisme composée de 5 membres et choisis au sein des différents groupements de la cité.

5° Pour obtenir les pouvoirs nécessaires afin de négocier, avec les municipalités adjacentes au sujet du plan directeur de la cité et cela pour une durée de 5 ans.

6° Pour autoriser la cité à défrayer les dépenses des membres du conseil lorsqu'ils représentent celle-ci lors de certaines fonctions publiques.

7° Pour autoriser la cité à défrayer les dépenses pour fins de réception et de publicité.

8° Pour soustraire la cité à l'obligation de percevoir les taxes scolaires imposées par la Commission scolaire de la cité.

9° Pour qu'une personne ne puisse être déclarée résidente de la cité si ses sources de revenus ne proviennent que de versements faits en vertu d'une loi sociale.

10° Pour que la cité vienne en aide sous forme de prêt ou autrement à Lynn MacLeod Metallurgy Limited pour fins industrielles jusqu'à concurrence de la somme de \$500,000.00 et pour affecter sous la même forme une somme additionnelle de \$700,000.00 pour d'autres fins industrielles.

11° Pour que la cité puisse imposer des amendes minima de \$100.00 et jusqu'à \$200.00 plus les frais pour les infractions au règlement de fermeture des places d'affaires.

12° Pour que la cité puisse régler les différentes industries ou commerces ou moyens de subsistance et nuisant de quelque manière que ce soit à la libre jouissance des autres citoyens.

13° Pour que la cité puisse imposer des pénalités n'excédant pas \$200.00 et les frais contre toute personne n'observant pas les proclamations faites par la cité au sujet des congés civiques de la St-Jean-Baptiste et de la Fête du Travail.

14° Pour que la liste électorale ne se fasse que lors de l'année des élections générales.

15° Pour annexer à la cité des lots 23 et 24 du rang VI du canton de Thetford.

16° Pour que le fait d'annoncer par une personne, société ou corporation un genre d'affaires quelconque, constitue une présomption prima facie à l'effet que cette personne exerce le genre d'affaire annoncé.

Et pour d'autres fins.

Thetford Mines, 27 octobre 1956.

Le Procureur de la pétitionnaire,
LUCIEN DROLET C.R.

Thetford Mines P.Q. 43563-44-4

Public notice is hereby given that the city of Thetford Mines will apply to Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for permission to adopt an Act amending its charters:

1. That property-owners, requesting the approbation of the city for a plan of subdivision, on which may or may not be shown, streets, be obliged, in order to obtain this approbation, to cede, free of charge, for purposes of parks or playgrounds for the city, an area of land not exceeding 5% of that comprised in the plan and if the land thus ceded is too small, an amount not exceeding 5% of the merchant value of the land comprised in the plan.

2. That the members of the Sports Committee receive annual costs of representation of \$400.00 for the President and of \$300.00 for the others; an amount of \$400.00 for the Secretary-Treasurer.

3. To create a Touristic Commission of 5 members with the right to attribute an amount of \$2000.00 to this Commission for publicity purposes.

4. To create a Town Planning Commission composed of 5 members and chosen amongst the various groups of the city.

5. To obtain the necessary powers so as to deal with the adjacent municipalities relative to the main plan of the city and that for a duration of 5 years.

6. To authorize the city to defray the expenses of the members of the Council when they represent the latter at certain public offices.

7. To authorize the city to defray expenses for reception and publicity purposes.

8. To withdraw from the city the obligation to collect school taxes imposed by the School Commission of the city.

9. That a person not be declared a resident of the city if that person's source of revenue are derived from payments made through a social law.

10. That the city come to the aid of Lynn MacLeod Metallurgy Limited in the form of a loan, or otherwise for industrial purposes, for a sum of money to the amount of \$500,000.00 and to assign, in the same way, an additional amount of \$700,000.00 for other industrial purposes.

11. That the city may impose minimum fines of \$100.00 and as much as \$200.00, plus costs, for infractions to the by-law of the closing of business establishments.

12. That the city may regulate the various industries or business establishments or means of subsistence and which interfere in any manner whatsoever with the freedom of other citizens.

13. That the city may impose penalties not exceeding \$200.00 and costs against any person not observing the proclamations made by the city relative to the public holidays of the St-Jean Baptiste and Labor Day.

14. That the electoral list not be made only during the year for general elections.

15. To annex to the city lots 23 and 24 of range VI of the township of Thetford.

16. That the fact of a person, a society or a corporation stating that they operate some particular type of business should constitute the presumption prima facie to the effect that this person does operate the type of business so stated.

And for other purposes.

Thetford Mines, October 27, 1956.

LUCIEN DROLET, Q.C.,
Attorney for the Petitioner.

Thetford Mines, P.Q. 43563-44-4

Avis est par les présentes donné que Les Frères Hospitaliers de l'Ordre de Saint-Jean-de-Dieu, corporation incorporée par la loi 22 George V, chapitre 135, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi spéciale l'autorisant à changer son nom en celui de L'Ordre Hospitalier de Saint-Jean-de-Dieu, augmentant la valeur des biens qu'elle peut posséder, et validant certains actes.

Montréal, le 26 octobre 1956.

Les Procureurs des pétitionnaires,
DURANLEAU DUPRÉ &
DURANLEAU.
43559-44-4-o

Notice is hereby given that Les Frères Hospitaliers de l'Ordre de Saint-Jean-de-Dieu, corporation legally constituted by special Act to the Legislature, 22 George V, chapter 135, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain a special law authorizing the corporation to change its name in that of L'Ordre Hospitalier de Saint-Jean-de-Dieu, increasing the value of the immovables that the corporation is authorized to possess, and validating certain deeds.

Montreal, October 26, 1956.

DURANLEAU DUPRÉ &
DURANLEAU,
Attorney for Petitioner.
43559-44-4-o

Avis public est par les présentes donné que Germaine Thibodeau et Gabrielle Thibodeau, toutes deux célibataires majeures, résidant et domiciliées dans la cité et le district de Montréal s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, aux fins d'obtenir l'adoption d'une loi interprétant le testament de feu Demoiselle Marie-Berthe Thibodeau pour confirmer la substitution du capital et des revenus en faveur de la survivante et et l'accroissement des revenus au cas de mariage de l'une d'elles en faveur de l'autres, et pour autres fins.

Montréal, le 25 octobre 1956

Les Procureurs des requérantes,
LACROIX, VIAU & POUPART.
43562-44-4-o

Public notice is hereby given that Germaine Thibodeau and Gabrielle Thibodeau, both spinster of full age, living and residing in the city and district of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the adoption of an Act interpreting the will of the late Marie-Berthe Thibodeau and confirming the substitution of the capital and revenues in favor of the survivor and the accretion of revenues in case of marriage of one of them in favor of the other, and for all other purposes.

Montreal, October 25, 1956.

LACROIX, VIAU & POUPART,
Attorneys for petitioners.
43562-44-4-o

Avis public est par les présentes donné que la Ville LaSalle s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi, amendement sa charte, la loi 2 George V, chapitre 73 et les lois qui la modifient, sur les matières suivantes: abroger l'article 2 de la Loi 20 George V, chapitre 116, l'article 2 de la Loi 1 George VI, chapitre 115 et l'article 2 de la Loi 14 George VI, chapitre 112; pourvoir à l'évaluation des habitations unifamiliales ou bifamiliales; pourvoir à un emprunt pour travaux urgents n'affectant pas le pouvoir d'emprunt général de la ville; droit de vérifier les véhicules automobiles relativement aux bruits et à la sécurité; révision du taux d'intérêt sur les arriérés de taxes et pour autres fins.

Montréal, le 26 octobre 1956.

Les Procureurs de la Ville LaSalle,
LACROIX, VIAU & POUPART.
43564-44-4-o

Public notice is hereby given that the town of LaSalle will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the adoption of a law, amending its charter, the law 2 George V, chapter 73 and amendments, for the following matters; to repeal articles 2 of the law 20 George V, chapter 116, 2 of the law 1 George VI, chapter 115 and 2 of the law 14 George VI, chapter 112; to provide for the valuation of cottages and duplex; to authorize a loan for urgent matters, namely sewers, said loan not to affect the borrowing power of the town; right to verify motor vehicles for security purposes; to revise the interest rate on the taxes arrears, and for all other purposes.

Montreal, October 26, 1956.

LACROIX, VIAU & POUPART,
Attorneys for the town of LaSalle.
43564-44-4-o

Avis public est par les présentes donné que la Ville de Côte St-Luc s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi amendement sa charte, la Loi 15-16 George VI, chapitre 98 et les lois qui la modifient, sur les matières suivantes: établir le coût des permis de construction; modifier le nombre requis d'électeurs propriétaires pour l'adoption des règlements d'emprunt et la modification des règlements de zonage et de construction; permettre un rôle d'évaluation sur feuilles mobiles; adjoindre des experts aux évaluateurs; décréter une taxe d'affaires basée sur la valeur d'occupation, et pour autres fins.

Montréal, le 26 octobre 1956.

Les Procureurs de la Ville de Côte St-Luc,
LACROIX, VIAU & POUPART.
43565-44-4-o

Public notice is hereby given that the town of Côte St. Luc, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the adoption of a law, amending its charter, the law 15-16 George VI, chapter 98 and amendments, for the following matters: to fix the cost of building permits; to modify the requested number of elector-proprietors for the adoption of borrowing by-laws and for the modification of building and zoning by-laws; to provide to the constitution of the valuation roll by index-cards; to allow assistance to the assessors; to impose a business tax based on the rental value, and for all other purposes.

Montreal, October 26, 1956.

LACROIX, VIAU & POUPART,
Attorneys for the Town of Côte St. Luc.
43565-44-4-o

Avis public est par les présentes donné que Albini Carrière, ci-devant cultivateur de la paroisse de Boucherville et maintenant domicilié et résidant dans la cité et le district de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, aux fins d'obtenir l'adoption d'une loi validant et confirmant son titre sur une terre formée de partie du lot N° 105, au cadastre de la paroisse de Boucherville et de partie du lot N° 258 au cadastre de la paroisse de Varennes, et pour autres fins.

Montréal, le 25 octobre 1956.

Les Procureurs du requérant,
LACROIX, VIAU & POUPART.

43561-44-4-o

Public notice is hereby given that Albini Carrière, formerly farmer of the parish of Boucherville and now domiciled and residing in the city and district of Montreal, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its present session, for the adoption of an Act ratifying and confirming his title on land being part of lot N° 105 of the official cadastre of the parish of Boucherville and of part of lot N° 258 of the official cadastre of the parish of Varennes, and for all other purposes.

Montreal, October 25, 1956.

LACROIX, VIAU & POUPART,
Attorneys for petitioner

43561-44-4-o

Avis public est, par les présentes, donné que la cité de Salaberry-de-Valleyfield, un corps politique municipal, incorporé suivant la Loi, ayant son siège social en la cité de Salaberry-de-Valleyfield, dans le comté de Beauharnois, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à la présente session ou à la prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi sur les matières suivantes:

1) Octroyer au Fonds Diocésain de Valleyfield une somme de \$15,000.00, en cinq versements annuels de \$3,000.00, à compter de 1957;

2) Attribuer au fonctionnaire remplissant actuellement les charges de trésorier, contrôleur des finances, gérant, ingénieur professionnel, une seule de ces charges au choix exclusif du conseil. Nommer un trésorier et ne pouvoir destituer l'ingénieur professionnel qu'à la majorité absolue du conseil;

3) Décréter une charge municipale dite de gérant, avec ses pouvoirs et devoirs;

4) Confectionner le rôle d'évaluation sur des fiches ou feuilles mobiles;

5) Accorder à The Canadian Converters Company Limited une commutation de 50% de toutes taxes municipales à l'exception des cotisations pour travaux d'égout, de pavage et de trottoirs, pour 5 années, du 1er janvier 1957 au 31 décembre 1961; et de 25% du 1er janvier 1962 au 31 décembre 1966 à certaines conditions;

6) Modifier la confection des listes électorales en inscrivant au rôle d'évaluation les propriétés par quartiers, arrondissements, rues et numéros civiques;

7) Annexer à la cité partie des lots 259 et 261 de la municipalité de la paroisse des Ste-Cécile;

8) Approuver le règlement N° 503 de la cité, amendant le règlement N° 468 dans la zone F-2 de la cité;

9) Au cas d'égalité de votes aux charges municipales, demander le recomptage judiciaire devant un juge du district;

10) En appeler à un bureau de révision, composé de trois membres, de toute plainte au rôle d'évaluation;

11) Pouvoirs du bureau de révision de juger les plaintes contre le rôle d'évaluation;

12) Devoir du bureau de révision de procéder à la révision du rôle, qu'il y ait des plaintes ou non;

13) Retour du rôle au conseil par le bureau de révision pour homologation;

14) Pouvoir du bureau de révision au cas d'omission au rôle d'évaluation;

15) Et pour d'autres fins.

Salaberry-de-Valleyfield, le 29 octobre 1956.

Le Procureur de la Petitionnaire,

43566-44-4-o MAURICE PERRON, C.R.

Public notice is hereby given that the City of Salaberry-de-Valleyfield, a municipal body politic, incorporated according to Law, having its head office in the City of Salaberry-de-Valleyfield, in the County of Beauharnois, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session or the next, for the adoption of an Act on the following subjects:

1) Grant an amount of \$15,000.00 to the Diocesan Fund of Valleyfield, payable in five annual instalments of \$3,000.00, as of 1957.

2) To assign to the civil servant presently serving in the capacity of treasurer, controller of finances, manager, professional engineer, the responsibility of only one of these offices at the exclusive choice of the Council. Appoint a treasurer, and the professional engineer shall not be removed from office unless by an absolute majority of the Council;

3) Enact a municipal office, that of manager, with its powers and duties;

4) Compile the valuation roll on index-cards or loose sheets;

5) Grant to The Canadian Converters Company Limited a 50% commutation of all municipal taxes excepting assessments on sewer, paving and sidewalk operations, for a period of five years, from January 1st., 1957 to December 31, 1961; and 25% from January 1st., 1962 to December 31, 1966, on certain conditions;

6) Modify the manner of making up electoral lists by entering properties on the valuation roll, according to wards, districts, streets and civic numbers;

7) Annex to the city, portions of lots 259 and 261 of the Municipality of the parish of St. Cécile;

8) Approve City By-law No. 503, amending By-law No. 468 in zone F-2 of the city;

9) In the case of an equal number of votes for municipal office, a judicial recount should be requested before a judge of the district;

10) Any complaint concerning the valuation roll may be appealed before a board of Revision composed of three members;

11) Powers of the Board of Revision when judging complaints against the valuation roll;

12) The duty of the Board of Revision to proceed with the revision of the roll, whether there are complaints or not;

13) Returning of the roll to Council by the board of revision for homologation;

14) The power of the Board of Revision in case of an omission on valuation roll;

15) And for other purposes.

Salaberry-de-Valleyfield, October 29, 1956.

MAURICE PERRON, Q.C.,

43566-44-4 Attorney for Petitioner.

Arrêtés en Conseil

Orders in Council

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIFORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE CHAMBER COUNCIL

Numéro 1046

Number 1046

Québec, le 17 octobre 1956.

Quebec, October 17th, 1956.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNANT l'adoption de règlements relatifs à la prophylaxie des maladies contagieuses de l'homme.

CONCERNING the adoption of regulations relating to the prophylaxis of contagious diseases of man.

ATTENDU QUE conformément aux dispositions de l'article 16 de la Loi de l'hygiène publique de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 183 et amendements, le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire des règlements pour prévenir et contrôler les maladies contagieuses, pour pourvoir à des mesures spéciales et d'urgence, lorsque la province ou une partie de la province paraît menacée d'une maladie épidémique, endémique ou contagieuse et pour pourvoir à la vaccination antivariolique dans les établissements scolaires et prévenir, autant que possible, les maladies épidémiques, endémiques et contagieuses des hommes et des animaux;

WHEREAS in conformity with the provisions of article 16 of the Quebec Public Health Act, Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 183 and amendments, the Lieutenant-Governor in Council may make regulations to prevent and control contagious diseases, to provide for special and agency measures, when the Province or part of the Province seems menaced by an epidemic disease, endemic or contagious and to provide for smallpox vaccination in school establishments and to prevent, as much as possible, the epidemic diseases, endemic and contagious in men and animals.

ATTENDU qu'il y a maintenant lieu d'approuver de tels règlements.

WHEREAS it is now necessary to approve such regulations.

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre de la Santé:

CONSEQUENTLY IT IS ORDERED, on the recommendation of the Honourable Minister of Health:

QUE les règlements annexés à la recommandation sur laquelle est basé le présent arrêté ministériel soient adoptés pour la mise en vigueur, conformément à l'article 18 de la Loi de l'hygiène publique de Québec.

THAT the regulations annexed to the recommendation on which is based the present Order in Council be adopted for energy, in conformity with the article 18 of the Quebec Public Health Act.

QUE les chapitres I, II et III des Règlements Provinciaux d'Hygiène concernant les maladies contagieuses chez les hommes et chez les animaux domestiques (communicables à l'homme) adoptés par le Conseil d'hygiène de la province de Québec, édictés par le lieutenant-gouverneur en conseil le 20 avril 1928 et publiés dans la *Gazette officielle de Québec*, Vol. 60, N° 17, page 1530, le 28 avril 1928, soient abrogés.

THAT chapters I, II and III of the Provincial Health Regulations concerning contagious diseases in men and in the homely animals (communicable to men) adopted by the Council of Hygiene of the Province of Quebec, enacted by the Lieutenant-Governor in Council on April 20th, 1928 and published in the *Official Gazette of Quebec*, Vol. 60, No. 17, Page 1530, April 28th, 1928 be repealed.

L. DÉSILETS,

L. DÉSILETS,

Greffier du Conseil Exécutif.

Clerk of the Executive Council.

APPROBATION

APPROVAL

Conformément aux dispositions de l'article 22 du chapitre I des Règlements Provinciaux d'Hygiène: "Prophylaxie des Maladies Contagieuses de l'Homme", l'honorable Ministre de la Santé approuve en principe la dernière édition du livre intitulé "Prophylaxie des Maladies Contagieuses de l'Homme", publié comme Rapport Officiel de l'Association Américaine de Santé Publique, pour permettre l'interprétation du présent chapitre de nos règlements concernant les périodes d'incubation, de contagiosité, d'isolement et des autres mesures prophylactiques.

In conformity with the provisions of section 22 of Chapter 1 of the Provincial Hygiene Regulations: "Control of Communicable Diseases in Man", the Honourable the Minister of Health approves in principle the latest edition of the book entitled "Control of Communicable Diseases in Man" published as an Official Report of the American Public Health Association in order to permit the interpretation of the present chapter of our regulations regarding the periods of incubation, communicability and isolation and the other control measures.

JEAN GRÉGOIRE, M.D.,

JEAN GRÉGOIRE, M.D.,

Sous-ministre.

Deputy Minister.

CHAPITRE I

CHAPTER I

DÉCLARATION, CONTROLE ET PRÉVENTION DES MALADIES CONTAGIEUSES

REPORTING, CONTROL AND PREVENTION OF COMMUNICABLE DISEASES

SECTION I — DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATIONS

SECTION I — DEFINITIONS AND INTERPRETATIONS

Interprétation

Interpretation

1. Dans le présent chapitre de Règlements,

1. In this Chapter of the Regulations the fol-

les expressions et les mots suivants ont la signification qui leur est ci-après attribuée.

lowing expressions and words have the meaning hereafter assigned to them.

Affichage

Posting

1° Le mot "affichage" est l'action de poser à toute porte extérieure d'une maison d'habitation, telle que définie au paragraphe 23 du présent article, où existe un cas d'une maladie contagieuse, une "affiche" ou un "placard" comportant une inscription qui indique qu'il est dangereux ou défendu d'y entrer.

1° The word "posting" is the action of affixing to any outer door of a dwelling as defined in paragraph 23 of this section, where there exists a communicable disease case, a "poster" or a "placard" comprising an inscription which indicates that it is dangerous or forbidden to enter therein.

Agent infectieux

Infectious agent

2° Les mots "agents infectieux" désignent les êtres microscopiques, virus, microbes, bactéries, rickettsiae, champignons ou tous microorganismes pathogènes protozoaires ou les parasites animaux capables de déterminer une maladie infectieuse chez l'homme ou chez l'animal.

2° The words "infectious agents" designate the microscopic beings, viruses, microbes, rickettsiae, fungi or any pathogenic protozoic microorganisms or animal parasites capable of determining an infectious disease in man or animals.

Autorité sanitaire municipale

Municipal sanitary authority

3° Les mots "autorité sanitaire" désignent l'autorité sanitaire de la municipalité, comme suit:

3° The words "sanitary authority" designate the sanitary authority of a municipality, as follows:

a) l'unité sanitaire du comté pour chacune des municipalités faisant partie d'un comté où une unité sanitaire est établie; (S.R.Q., 1941, ch. 184, a. 9)

a) the county's health unit for each of the municipalities that are included in a county where a health unit is established; (Q.R.S. 1941, Ch. 184, section 9)

b) le bureau d'hygiène constitué, sous l'autorité de la Loi de l'hygiène publique de Québec (S.R.Q., 1941, ch. 183), dans toute municipalité régie soit par le Code municipal, soit par la Loi des cités et villes (S.R.Q., 1941, ch. 233) soit par une loi spéciale, que ce bureau d'hygiène soit connu sous le nom de comité de santé, bureau de santé, conseil local d'hygiène, bureau d'hygiène, commission d'hygiène, département d'hygiène, département de santé ou service de santé;

b) the board of health established under the authority of the Quebec Public Health Act (Q.R.S. 1941, Ch. 183) in any municipality governed either by the Municipal Code, the Cities and Towns Act (Q.R.S. 1941, Ch. 233) or by a special act, whether such board of health be known under the name of health committee, board of board of health, local health board, hygiene board, commission or department, or health department or service;

c) le médecin-hygiéniste désigné par le Ministre dans les municipalités qui ne font pas partie d'une unité sanitaire ou dans les territoires non organisés en municipalités, ou dans les municipalités qui n'ont pas encore constitué un bureau d'hygiène.

c) the public health medical officer designated by the Minister in those municipalities which are not included in a health unit or in territories not organized into municipalities, or in those municipalities which have not yet established a board of health.

Chef de famille

Family head

4° L'expression "chef de famille" désigne la personne qui a, en tout ou en partie, la responsabilité de l'administration d'une maison d'habitation, telle que définie au paragraphe 23, et, à l'occasion, cette expression comprend le tuteur ou toute autre personne ayant la charge d'un enfant mineur. Dans cette expression le mot "famille" comprend toutes les personnes vivant au même foyer: père, mère, enfants, parents par le sang ou alliance, servantes ou serviteurs et tous les familiers de la maison.

4° The expression "family head" designates the person who is, wholly or partly, responsible for the administration of a dwelling, as defined in paragraph 23, and, occasionally, that expression includes the guardian or any other person having charge of a minor child. In that expression the word "family" includes all persons living in the same home: father, mother children, blood or marriage relatives, maids or men-servants and all habitual frequenters of the house.

Chef d'établissement

Manager of an establishment

5° Les mots "chef d'établissement" désignent la personne qui, à quelque titre que ce soit, est en charge d'un établissement tel que défini au paragraphe 15 du présent article.

5° The words "manager of an establishment" designate the person who, in whatever capacity, is in charge of an establishment as defined in paragraph 15 of this section.

Contact

Contact

6° Le mot "contact" désigne une personne exposée à développer ou à transmettre une maladie contagieuse, parce qu'elle a approché un malade contagieux ou a eu directement ou indirectement contact avec ses sécrétions, ses excréments ou les objets possiblement contaminés par le malade.

6° The word "contact" designates a person liable to develop or transmit a communicable disease because he or she has been near a contagious patient or has had direct or indirect contact with his or her secretions or excretions or with the objects possibly contaminated by the patient.

Contamination

7° Le mot "contamination" exprime l'état d'un animal ou d'un objet inanimé qui a été dans le voisinage d'une personne souffrant de maladie contagieuse ou de ses sécrétions ou excréments souillés, de sorte que tel objet ou animal peut servir de véhicule à l'agent infectieux.

Convalescence

8° Le mot "convalescence" comprend le temps qui s'écoule entre la disparition des phénomènes fébriles et des signes cliniques de la maladie jusqu'à la guérison complète.

Corporation municipale

9° Les mots "corporation municipale" désignent le corps politique formé par les habitants et les contribuables d'une municipalité, telle que définie au paragraphe 33 du présent article.

Déclaration

10° Le mot "déclaration" signifie le rapport oral ou écrit à l'autorité sanitaire de l'existence ou du soupçon de l'existence d'un cas de maladie contagieuse. La déclaration doit faire connaître le nom du patient, son adresse, le diagnostic posé, la date de la déclaration, la date du début de la maladie, le nom du médecin et toute autre information prévue dans une formule approuvée par le Ministre.

Désinfection

11° Le mot "désinfection" signifie la destruction des agents infectieux par des moyens physiques ou chimiques:

a) la désinfection simultanée est l'application de la désinfection au cours du traitement médical de la maladie du patient;

b) la désinfection terminale est la désinfection faite à la fin de la période d'isolement et elle doit s'appliquer à la lingerie et à la literie personnelles de même qu'à l'environnement physique immédiat du patient.

Directeur d'école

12° Les mots "directeur d'école" désignent et comprennent toute personne qui a la direction ou le contrôle d'une école, telle que définie au paragraphe 13 du présent article; ils comprennent également la personne qui sans avoir le titre officiel de directeur d'école en a, temporairement ou habituellement, les obligations ou en remplit les fonctions.

École

13° Le mot "école" désigne tout établissement d'instruction ou d'éducation et sans restreindre le sens de cette expression, elle comprend en tout ou en partie les écoles maternelles, les kindergartens, les écoles privées, les écoles de danse, les écoles de coupe et de couture, les écoles du soir, les écoles sous le contrôle du Département de l'Instruction publique, les écoles commerciales, les écoles supérieures, les collèges, les couvents, les jувénats, les noviciats, les écoles supérieures, les écoles techniques, polytechniques, les écoles de musique, les écoles d'arts et métiers, les écoles des Beaux-Arts, les universités ou toute autre maison d'éducation, d'enseignement, de culture physique et d'instruction.

Contamination

7° The word "contamination" expresses the state of an animal or an inanimate object which has been close to a person suffering from a contagious disease or to his contaminated secretions or excretions so that such object or animal may serve as a vehicle for the infectious agent.

Convalescence

8° The word "convalescence" comprises the time which elapses between the disappearance of febrile phenomena and clinical indications of the disease and complete cure.

Municipal corporation

9° The words "municipal corporation" designate the political body formed by the inhabitants and ratepayers of a municipality as defined in paragraph 33 of this section.

Report

10° The word "report" means the oral or written report to the sanitary authority of the existence or suspected presence of a communicable disease case. The report shall give the name of the patient, his or her address, the diagnosis made, the date of the report, the date of beginning of the disease, the name of the physician and any other information provided for in a printed form approved by the Minister.

Disinfection

11° The word "disinfection" means the destruction of infectious agents by physical or chemical means:

a) concurrent disinfection is the application of disinfection during the medical treatment of the patient's disease;

b) terminal disinfection is the disinfection carried out at the end of the isolation period, and it must apply to the personal clothing and bedding as well as to the immediate physical environment of the patient.

School principal

12° The words "school principal" designate and include any person who has the direction or control of a school as defined in paragraph 13 of this section; they also include the person who, without having the official capacity of a school principal, has temporarily or habitually the obligations, or discharges the duties thereof.

School

13° The word "school" designates any instruction or educational establishment and without restricting the meaning of this expression it includes wholly or partly the infant schools, kindergartens, private schools, dancing schools, cutting and sewing schools, night schools, schools under the control of the Department of Education, commercial schools, high schools, colleges, convents, juvenates, noviciates, high schools, technical schools, polytechnical schools, music schools, arts and crafts schools, schools of fine arts, universities or any other educational, teaching, physical culture and instruction establishment.

Épidémiologiste

Epidemiologist

14° Le mot "épidémiologiste" désigne l'épidémiologiste du Ministère de la santé.

14° The word "epidemiologist" designates the Health Department's epidemiologist.

Établissement

Establishment

15° Le mot "établissement" désigne une exploitation commerciale ou industrielle ou d'amusement, et sans restreindre cette expression, le mot établissement comprend les expressions manufactures, fabriques, usines, chantiers, gares, campements, magasins, ateliers, salons de coiffure, boutiques de barbiers, hôtels, restaurants, grills, maisons de pension, tavernes, casernes, prisons, asiles, théâtres, salles de quilles ou de billards, salles de concerts, salles de vues animées, salles publiques, terrains de jeux et patinoires avec leurs dépendances, et tout autre endroit où le public a accès pour besoin, affaires ou divertissements.

15° The word "establishment" designates a commercial industrial or amusement undertaking and without restricting the meaning of this expressions manufactures, factories, plants, work-yards, railroadstations, camps, stores, workshops, hair-dressing parlors, barber shops, hotels, restaurants, grills, boarding houses, taverns, barracks, jails, asylums, theatres, bowling alleys or billiards rooms, concert halls, moving picture houses, public halls, playgrounds and skating rinks, with their annexes, and any other place where the public has access for service, business or amusement.

Étudiant

Student

16° Le mot "étudiant" désigne tout enfant ou tout adulte qui fréquente une école, y étudie ou y habite.

16° The word "student" designates any child or adult who attends a school, and studies or lives in it.

Hôpital

Hospital

17° Le mot "hôpital" désigne un hôpital pour contagieux, un hôpital général ou spécial, un hôpital public ou privé, une pouponnière, une garderie d'enfants, ou une maison de bienfaisance.

17° The word "hospital" designates an isolation hospital, a general or special hospital, a public or private hospital, a baby boarding-house, a day-nursery or a charitable institution.

Incubation ou période d'incubation

Incubation or period of incubation

18° Les mots "incubation ou période d'incubation" signifient la période de temps qui s'écoule depuis le moment de l'infection jusqu'à l'apparition des premiers symptômes.

18° The words "incubation or period of incubation" mean the period that elapses from the start of the infection until the appearance of the first symptoms.

Infection

Infection

19° Le mot "infection" signifie l'entrée et la multiplication d'un agent pathogène dans le corps de l'homme ou d'un animal:

19° The word "infection" means the entry and development of a pathogenic agent in the body of man or animal:

a) l'infection est dite apparente lorsque la personne atteinte développe une maladie facilement décelable par la clinique; ou

a) the infection is said to be apparent when the person infected develops a disease that is easily detectable through clinical observation, or

b) l'infection est dite sub-clinique ou inapparente lorsque la personne atteinte par le micro-organisme développe la maladie d'une manière si bénigne ou si peu caractérisée que l'infection, bien que présente, risque de ne pas être reconnue.

b) the infection is said to be sub-clinical or inapparent when the person infected by the micro-organism develops the disease under such a mild or inconspicuous form that the infection, while present, is apt to remain unrecognized.

Inspecteur sanitaire

Sanitary inspector

20° Les mots "inspecteur sanitaire" désignent la personne chargée par l'autorité sanitaire d'aider le médecin-hygiéniste dans ses fonctions.

20° The words "sanitary inspector" designate the person instructed by the sanitary authority to help the public health medical officer in the performance of his duties.

L'invasion et la période d'état

The invasion and the communicable period

21° Les mots "invasion" et "période d'état" signifient le temps qui s'écoule depuis l'apparition des premiers symptômes jusqu'à la convalescence.

21° The words "invasion" and "communicable period" mean the time elapsed from the appearance of the first symptoms to convalescence.

Isolement

Isolation

22° Le mot "isolement" signifie l'isolement absolu ou l'isolement médical:

22° The word "isolation" means absolute isolation or medical isolation:

a) l'isolement absolu: c'est la séparation physique de toute personne souffrant de maladie contagieuse, ou présentant certains symptômes établissant la possibilité d'un état contagieux,

a) absolute isolation: it is the physical separation of any person suffering from a contagious disease, or showing certain symptoms that establish the possibility of a contagious condition,

d'avec toute personne autre que celle qui en prend soin, de manière à empêcher la transmission directe ou indirecte de la maladie ou de son microorganisme;

b) l'isolement médical: c'est l'ensemble des mesures qui comprend la désinfection simultanée des sécrétions et excréments du malade, du convalescent, du porteur de germes ou d'une personne exposée à une maladie contagieuse et des restrictions imposées à leurs actions ou leurs activités pour empêcher la dissémination des germes pathogènes.

Tout isolement comprend l'exclusion de la chambre du malade contagieux de tout animal domestique, tel que: chiens, chats, oiseaux.

Maison d'habitation

23° Les mots "maison d'habitation" signifient l'ensemble ou toute partie d'un bâtiment tenu ou occupé comme résidence permanente ou temporaire, et comprennent une maison, un hôpital, une résidence, une école, une hutte, une roulotte ou une bâtisse de quelque sorte que ce soit servant d'abri à des êtres humains, que cette bâtisse soit stationnaire ou mobile.

Maître d'école

24° Les mots "maître d'école" désignent toute personne qui enseigne dans une école, telle que définie au paragraphe 13 du présent article.

Malade contagieux malade souffrant d'une maladie contagieuse

25° Les mots "malade contagieux" ou "malade souffrant d'une maladie contagieuse" désignent toute personne atteinte d'une des maladies contagieuses énumérées à l'article 2 des présents Règlements ou de toute autre maladie que le lieutenant-gouverneur en conseil peut désigner par règlement comme étant une maladie contagieuse.

Maladie contagieuse ou maladie infectieuse

26° Les mots "maladie contagieuse" ou "maladie infectieuse" désignent l'état morbide d'une personne atteinte d'une maladie qui peut être diagnostiquée comme transmissible à d'autres personnes.

Médecin-hygiéniste ou officier-médical

27° L'expression "médecin-hygiéniste" désigne le médecin chargé, suivant le cas, par le Ministre ou par une corporation municipale, de pourvoir à la protection de la santé publique dans un territoire déterminé. Cette expression comprend encore à l'occasion les mots "officier médical" lorsque le cas s'applique.

Médecin traitant

28° Les mots "médecin traitant" désignent le médecin qui a pris charge d'un cas de maladie contagieuse et donne des soins médicaux au malade.

Médecin-vétérinaire

29° L'expression "médecin-vétérinaire" désigne le médecin-vétérinaire qui donne des soins à un animal malade, ou qui fait des épreuves chez des animaux.

from any person other than the one who tends him or her, so as to prevent direct or indirect transmission of the disease or of its microorganism;

b) medical isolation: it is the combination of the measures that includes concurrent disinfection of secretions and excretions of the patient, the convalescent, the germ carrier or any person exposed to a communicable disease and of the restrictions put upon their actions or activities with a view to preventing the dissemination of pathogenic germs.

Every isolation comprises exclusion from the contagious patient's room of any domestic animal such as a cat, a dog or a bird.

Dwelling house

23° The words "dwelling house" mean the entirety or any part of a building maintained or occupied as a permanent or temporary residence and comprise a house, a hospital, a residence, a school, a hut, a trailer or a structure of any kind whatsoever providing shelter to human beings, whether such structure be stationary or displaceable.

School teacher

24° The words "school teacher" designate any person who teaches in a school as defined in paragraph 13 of this section.

Contagious patient; patient suffering from a contagious disease

25° The words "contagious patient" or "patient suffering from a contagious disease" designate any person suffering from one of the contagious diseases enumerated in section 2 of these regulations or from any other disease which the Lieutenant-Governor in Council may by regulation designate as a contagious disease.

Contagious disease or infectious disease

26° The words "contagious disease" or "infectious disease" designate the morbid condition of a person suffering from an illness that can be diagnosed as being transmissible to other persons.

Public health physician or medical officer

27° The expression "medical officer of health" designates the physician instructed, as the case may be, by the Minister or by a municipal corporation, to provide for the protection of public health within a given territory. This expression also includes on occasion the words "medical officer" whenever an apposite case occurs.

Medical practitioner

28° The words "medical practitioner" designate the physician who has taken charge of a contagious disease case and gives medical care to the patient.

Veterinary surgeon

29° The expression "veterinary surgeon" designates the veterinary surgeon who tends a sick animal or who carries out tests on animals.

Ministère de l'Agriculture

Department of Agriculture

30° Les mots "Ministère de l'Agriculture" désignent le Ministère de l'Agriculture de la province de Québec.

30° The words "Department of Agriculture" designate the Agriculture Department of the Province of Quebec.

Ministère

Department

31° Le mot "Ministère" désigne le Ministère de la Santé.

31° The word "Department" designates the Department of Health.

Ministre

Minister

32° Le mot "Ministre" désigne le Ministre de la Santé.

32° The word "Minister" designates the Minister of Health.

Municipalité

Municipality

33° Le mot "municipalité" désigne le territoire de toute cité, ville, village ou autre municipalité régie par le Code municipal, ou par la Loi des cités et villes (S.R.Q., 1941, ch. 233), ou par une loi spéciale, ou tous territoires non-organisés, lesquels, sous l'autorité du Code municipal, sont administrés par le conseil de comté.

33° The word "municipality" designates the area of any city, town, village or other municipality governed by the Municipal Code, or by the Cities and Towns Act (Q.R.S. 1941, Ch. 233), or by a special act, or all unorganized territories which, under the authority of the Municipal Code, are administered by the County Council.

Nettoyage

Cleaning

34° Le mot "nettoyage" signifie l'enlèvement par frottement et lavage de la matière organique sur laquelle ou dans laquelle les microorganismes peuvent trouver des conditions favorables à la propagation de leur vie et de leur virulence.

34° The word "cleaning" means the removal by rubbing and washing of the organic matter upon or within which microorganisms may find conditions favouring the propagation of their life and their virulence.

Officier exécutif

Executive officer

35° Les mots "officier exécutif" comprennent selon le cas et désignent la personne à laquelle est attribué le devoir d'exécuter les décisions de l'autorité sanitaire, comme suit:

35° The words "executive officer" comprise as the case may be and designate the person to whom is assigned the duty of carrying out the sanitary authority's decisions, as follows:

a) dans les cités et villes qui ont un bureau d'hygiène organisé, l'officier exécutif est le médecin-hygiéniste du bureau d'hygiène ou tout officier qu'il peut lui plaire de désigner;

a) in those cities and towns which have an organized board of health, the executive officer is the public health physician of the board of health or any officer he may see fit to designate;

b) dans les municipalités faisant partie d'une unité sanitaire de comté, l'officier exécutif est le médecin hygiéniste de l'unité sanitaire, ou à son défaut, l'inspecteur sanitaire; le secrétaire trésorier ou le greffier de la municipalité, suivant le cas, est l'assistant officier exécutif de l'autorité sanitaire et doit exécuter les décisions du médecin-hygiéniste; (S.R.Q., 1943, ch. 184, 10)

b) in municipalities comprised in a county health unit, the executive officer is the unit's health officer or in the latter's stead, the sanitary inspector; the secretary treasurer or the clerk of the municipality, as the case may be, is the assistant executive officer of the sanitary authority and must carry out the public health physician's decisions (Q.R.S. 1943, Ch. 184, 10);

c) dans les autres municipalités et dans les territoires non organisés, l'officier exécutif est le médecin-hygiéniste ou toute autre personne désignée par le Ministre pour remplir cette fonction.

c) in other municipalities and in unorganized territories, the executive officer is the public health physician or any other person designated by the Minister to fulfil such duty.

Période de contagiosité

Communicable period

36° Les mots "période de contagiosité" désignent le temps pendant lequel l'agent infectieux peut être transmis directement ou indirectement du corps de la personne infectée au corps d'une autre personne.

36° The words "communicable period" designate the time during which the infectious agent can be transmitted directly or indirectly from the body of an infected person to the body of another person.

Personne immunisée

Immune person

37° Les mots "personne immunisée" désignent une personne qui n'est pas susceptible de contracter une infection déterminée en raison d'une atteinte antérieure de la maladie ou de l'emploi de moyens artificiels capables de la protéger contre la maladie.

37° The words "immune person" designate a person who is not liable to catch a given infection because of a previous attack of the disease or by reason of the use of artificial means capable of protecting him or her from the disease.

*Personne non immunisée ou
personne réceptive*

*Non-immune person or receptive
person*

38° Les mots "personne non immunisée" ou "personne réceptive" désignent un individu pour

38° The words "non-immune person" or "receptive person" designate an individual in

lequel il n'est pas établi qu'il a été immunisé par procédé naturel ou artificiel contre une maladie spécifiée.

Porteur de germes

39° Les mots "porteur de germes" désignent une personne qui, sans présenter les symptômes d'une maladie contagieuse porte en elle-même l'agent causal de cette maladie et qui, en conséquence peut le disséminer.

Quarantaine

40° Le mot "quarantaine" signifie la limitation de la liberté de déplacement des personnes exposées à une maladie contagieuse pendant une période égale à la plus longue période d'incubation habituelle de cette maladie, le commencement de cette période s'établissant à la dernière rencontre entre la personne infectée et le contact.

Réceptif ou personne réceptive

41° Les mots "réceptif" ou "personne réceptive" désignent une personne qui, d'après son dossier médical, d'après les symptômes qu'elle présente ou pour d'autres raisons, peut, sans le savoir, être atteinte d'une maladie contagieuse, être une porteuse de germes ou être en période d'incubation.

SECTION II — DÉCLARATION DES CAS

*Maladies désignées comme
maladies contagieuses*

2. En plus des maladies suivantes désignées "maladies contagieuses" à l'article 81 de la Loi de l'hygiène publique (S.R.Q., 1941, ch. 183), savoir, le choléra asiatique, la coqueluche, le croup, la diphtérie, les fièvres paratyphoïdes, la fièvre typhoïde, la grippe, la lèpre, le méningite cérébrospinale, l'ophtalmie purulente des nouveaux-nés, la peste, la poliomyélite ou paralysie infantile, la rougeole, la rubéole, la scarlatine, la tuberculose, le typhus, la varicelle, la variole et la varioloïde dont la déclaration est nommément décrétée obligatoire, les maladies suivantes sont également désignées "maladies contagieuses", par le présent règlement et tel que prévu au premier alinéa de l'article 81 de la Loi de l'hygiène publique, savoir: actinomycoses, angine de Vincent, angine infectieuse épidémique ou angine septique, botulisme, brucellose ou fièvre ondulante, diarrhée épidémique des nouveaux-nés, dysentérie amibienne, dysentéries bacillaires, encéphalite léthargique ou épidémique, érysipèle, farcin ou morve, fièvre jaune, fièvre récurrente, fièvre pourprée des Montagnes Rocheuses, gale, herpès circiné, impétigo contagieux, jaunisse infectieuse épidémique ou hépatite infectieuse, hépatite sérique, maladie des griffes de chat, mononucléose infectieuse, mycoses, oreillons, paludisme, pédiculose, psittacose, rage, salmonelloses, septicémie puerpérale, shigelloses, teignes, tétanos, trachôme, trichinose et tularémie, ainsi que les cas de toute écloison d'allure épidémique dont la nature n'est pas déterminée au moment de leur apparition, en particulier les intoxications alimentaires.

Porteur de germes

3. Le porteur de germes d'une des maladies contagieuses mentionnées à l'article 2 est assimilé, pour toutes fins du présent règlement, à

whose case it is not established that he or she has been immunized through a natural or artificial process against a specified disease.

Germ carrier

39° The words "germ carrier" designate a person who, without showing the symptoms of a contagious disease, carries within his or her body the causal agent of such disease and can therefore disseminate it.

Quarantine

40° The word "quarantine" means the limitation of freedom of movement of persons exposed to a contagious disease during a period equal to the longest usual incubation period of that disease, the beginning of such period being the last meeting between the infected person and the contact.

Receptive or receptive person

41° The words "receptive" or "receptive person" designate a person who, in view of his or her medical record, from the symptoms he or she shows or for other reasons, may unwittingly be affected by a contagious disease, be a germ carrier or be going through an incubation period.

SECTION II — REPORTING OF CASES

*Affections designated as contagious
diseases*

2. In addition to the following diseases designated as "contagious diseases" in section 81 of the Public Health Act (Q.R.S. 141, Ch. 183), namely, Asiatic cholera, pertussis, croup, diphtheria, paratyphoid fevers, typhoid fever, grippe, leprosy, cerebro-spinal meningitis, purulent ophthalmia neonatorum, plague, poliomyelitis or infantile paralysis, measles, rubeola, scarlet fever, tuberculosis, typhus, chicken-pox, smallpox and varioloid the reporting of which is nominally decreed compulsory, the following diseases are also designated as "contagious diseases" by this regulation and as provided in the first paragraph of section 81 of the Public Health Act, namely: actinomycosis, Vincent's angina, epidemic infectious angina or septic angina, botulism, brucellosis or undulant fever, epidemic diarrhea of the newborn, amebic dysentery, bacillary dysenteries, lethargic or epidemic encephalitis, erysipelas, farcy or glanders, yellow fever, relapsing fever, Rocky mountain spotted fever, scabies, ringworm, impetigo contagiosa, epidemic infectious jaundice or infectious hepatitis, serum hepatitis, cat scratch fever, infectious mononucleosis, mycosis, mumps, malaria, pediculosis, psittacosis, rabies, salmonellosis, puerperal septicemia, shigellosis, tineas, tetanus, trachoma, trichinosis and tularemia, as well as the cases of every outbreak evidencing an epidemic trend the nature of which is not determined at the time of their appearance, particularly food poisonings.

Germ carrier

3. The person carrying the germs of one of the contagious diseases mentioned in section 2 is assimilated for all purposes of this regulation

une personne atteinte de cette maladie contagieuse. to a person affected by such contagious disease.

Déclaration obligatoire

Compulsory reporting

4. La déclaration des cas de maladies contagieuses doit se faire comme suit:

4. The reporting of cases of contagious diseases must be effected as follows:

1° Chaque cas de choléra asiatique, de fièvre jaune, de fièvre récurrente, de peste, de typhus et de variole doit être déclaré immédiatement à l'autorité sanitaire municipale, soit par téléphone, soit par télégramme, soit en personne, soit par messenger; dans les territoires non-organisés en municipalité, la déclaration doit être faite à l'Épidémiologiste, Ministère de la Santé, Hôtel du Gouvernement, Québec.

1° Each case of Asiatic cholera, yellow fever, relapsing fever, plague, typhus and smallpox must be reported at once to the municipal sanitary authority, either by telephone, or telegram, either in person or by messenger; in unorganized territories, the report must be made to the Epidemiologist, Département of Health, Parliament Buildings, Quebec.

2° Chaque cas de brucellose, diarrhée épidémique des nouveaux-nés, diphtérie, dysentéries bacillaires, encéphalite léthargique ou épidémique, coqueluche, fièvre pourprée des Montagnes Rocheuses, hépatite infectieuse, hépatite sérique, intoxication alimentaire, lèpre, maladie des griffes de chat, méningite céréspinale, mononucléose infectieuse, paratyphoïdes, poliomyélite, psittacose, rage humaine ou animale, salmonellose, septicémie puerpérale, shigellose, tétanos, trachôme, trichinose, tuberculose, tularémie et typhoïde doit être déclaré, sous vingt-quatre heures, à l'autorité sanitaire municipale de la localité où demeure le malade.

2° Each case of brucellosis, epidemic diarrhea of the new-born, diphtheria, bacillary dysenteries, lethargic or epidemic encephalitis, pertussis, Rocky mountain spotted fever, infectious hepatitis, serum hepatitis, food poisoning, leprosy, cat scratch fever, cerebrospinal meningitis, infectious mononucleosis, paratyphoid fevers, poliomyelitis, psittacosis, human or animal rabies, salmonellosis, puerperal septicemia, shigellosis, tetanus, trachoma, trichinosis, tuberculosis, tularemia and typhoid fever must be reported, within twenty-four hours, to the municipal sanitary authority of the locality where the patient lives.

3° Les cas de grippe épidémique ou influenza ne sont pas déclarés nommément, mais doivent faire l'objet d'une déclaration globale journalière à l'autorité sanitaire municipale.

3° The cases of epidemic grippe or influenza are not reported by name, but must form the subject of a daily collective report to the municipal sanitary authority.

4° Pour toutes les autres maladies contagieuses non énumérées dans le présent article le devoir de la déclaration se limite à donner connaissance du premier cas saisonnier à l'autorité sanitaire municipale.

4° For all other contagious diseases not enumerated in this section the duty of reporting is limited to making the municipal sanitary authority acquainted with the first seasonal case.

Diagnostic post-mortem

Post-mortem diagnosis

5. Si à l'occasion d'une enquête, ou d'un examen post-mortem, un pathologiste, un coroner, un médecin légiste ou toute autre personne établi par l'examen du cadavre ou par l'histoire du cas que, au moment de sa mort, la personne décédée souffrait d'une maladie contagieuse, il doit rapporter ce cas directement à l'Épidémiologiste.

5. If, on the occasion of an inquest or of a post-mortem examination, a pathologist, a coroner, a medical expert or any other person ascertains by examination of the corpse or by the history of the case that, at the time of his or her death, the deceased person was suffering from a contagious disease, he must report such a case directly to the Epidemiologist.

SECTION III — DISPOSITIONS GÉNÉRALES

SECTION III — GENERAL PROVISIONS

Règlements obligatoires dans les municipalités

Regulations binding in municipalities

6. Les prescriptions des présents règlements doivent être observées par toutes les personnes concernées dans toutes les municipalités. Cependant, les obligations qu'ils prescrivent doivent être considérées comme un minimum et comme n'imposant pas une limite aux corporations municipales qui, pour la protection du public, croient devoir prendre toutes les autres mesures additionnelles conformes aux dispositions de la Loi de l'hygiène publique de Québec. (S.R.Q., 1941, ch. 183)

6. The prescriptions of these regulations must be observed by all persons concerned in all municipalities. However, the obligations they prescribe must be considered as a minimum and as setting no limit to municipal corporations which, for the protection of the public, deem it proper to take all additional measures consistent with the provisions of the Quebec Public Health Act. (Q.R.S. 1941, Ch. 183).

Restrictions

Restrictions

7. Il est interdit à toute personne atteinte d'une maladie contagieuse ou qui est une porteuse de germes d'exercer une occupation qui la mette en contact avec des enfants ou qui la fasse entrer en contact avec des aliments et une telle personne ne peut être libérée que, par permission du médecin-hygiéniste.

7. Any person suffering from a contagious disease or who is a germ carrier is prohibited from following an occupation putting him or her in contact with children or causing him or her to come into contact with foods and such a person may be released from that prohibition only by permission of the Medical Officer of Health.

Responsabilités

8. Le père, la mère, le tuteur, le gardien ou toute personne ayant charge d'enfants mineurs, est tenu de faire observer l'exécution des dispositions et prescriptions du présent chapitre des Règlements par lesdits mineurs.

Isolement

9. L'isolement d'un malade contagieux doit toujours comprendre la désinfection simultanée, et, lorsqu'il y a lieu, la désinfection terminale de ses sécrétions et excréments de l'environnement et de tous les objets qu'il peut contaminer.

Divergence d'opinion

10. Lorsque, soit sur le diagnostic, soit sur la prophylaxie, il y a divergence d'opinion entre le médecin traitant et l'officier médical d'une municipalité et le médecin-hygiéniste du département, l'opinion de l'officier-médical prévaut sur celle du médecin traitant, et celle du médecin-hygiéniste provincial sur celles du médecin traitant et de l'officier médical municipal.

Personne sous observation

11. Pendant la durée de la période possible d'incubation d'une maladie contagieuse spécifiée, le médecin-hygiéniste peut garder sous observation, et sous son contrôle, certaines personnes qu'il croit susceptibles d'avoir été infectées. Il est loisible au médecin-hygiéniste, soit de leur rendre visite, soit d'exiger qu'elles se rapportent à lui aux intervalles qu'il lui est loisible de fixer. Au premier malaise, ces personnes doivent suspendre toutes leurs sorties jusqu'à ce que le médecin-hygiéniste puisse juger s'il s'agit du commencement de la maladie contagieuse à laquelle elles ont été exposées.

Période d'incubation

12. La période d'incubation comprend le temps écoulé depuis le commencement de l'infection jusqu'à l'apparition des premiers symptômes; la période d'invasion et la période d'état s'étendent depuis les premiers symptômes jusqu'à la convalescence et la période de convalescence comprend le temps écoulé depuis la disparition des phénomènes fébriles jusqu'à guérison complète; pendant ces périodes, le contagieux doit être isolé par l'autorité sanitaire municipale, tel que stipulé au présent chapitre des Règlements.

Cas douteux

13. Jusqu'à ce qu'un diagnostic certain soit établi, tout cas de maladie présumée contagieuse doit être classé et considéré comme un cas positif de ladite maladie.

Devoirs de l'autorité sanitaire municipale

14. Sur rapport de l'existence d'un cas de maladie contagieuse, ou sur avis verbal ou écrit de l'existence possible d'un foyer d'infection, l'autorité sanitaire municipale doit faire enquête et transmettre les informations obtenues à l'Épidémiologiste.

Lorsqu'il y a lieu de le faire, elle doit afficher la résidence, mettre le local en quarantaine,

Responsibilities

8. The father, the mother, the tutor the guardian or any person in charge of minor children is bound to have the said minor children observe the provisions and prescriptions of this chapter of the Regulations.

Isolation

9. The isolation of a contagious patient must always comprise concurrent disinfection and, should the occasion arise, terminal disinfection of his or her secretions and excretions in the environment and of all articles he or she might contaminate.

Differences of opinion

10. Whenever, either upon the diagnosis or upon the control measures, there are differences of opinion between the medical practitioner and the medical officer of a municipality and the Medical Officer of Health of the Department, the opinion of the medical officer prevails over that of the medical practitioner, and the opinion of the provincial Medical Officer of Health over those of the medical practitioner and the municipal medical officer.

Person under observation

11. For the duration of the possible incubation period of a specified contagious disease, the Medical Officer of Health may keep under observation, and under his control, certain persons he believes susceptible of having been infected. It is open to the Medical Officer of Health either to visit them or to demand that they report to him at such intervals as he may freely determine. At the first sign of discomfort, such persons must stop going out until the Medical Officer of Health is in a position to decide whether the discomfort marks the beginning of the contagious disease to which they have been exposed.

Incubation period

12. The incubation period comprises the time elapsed between the beginning of the infection and the appearance of the first symptoms; the invasion stage and the acute stage extend from the first symptoms to convalescence and the convalescence period comprises the time elapsed from the disappearance of febrile phenomena until complete cure; during such periods, the contagious person must be isolated by the municipal sanitary authority as provided in this chapter of the Regulations.

Doubtful cases

13. Until a diagnosis has been established with certainty, every case of a disease presumed to be contagious must be classified and considered as a positive case of the said disease.

Duties of the municipal sanitary authority

14. Upon receipt of a report as to the existence of a contagious disease case, or of an oral or written notice concerning the possible existence of a focus of infection, the municipal sanitary authority must investigate the matter and forward to the Epidemiologist the information obtained.

When such action is advisable, it must affix a poster on the residence, put the premises under

ordonner l'isolement du patient et des contacts et prendre toutes les autres mesures propres à enrayer la propagation de la maladie.

quarantine, order the isolation of the patient and contacts and take all additional measures through which propagation of the disease can likely be prevented.

Soins assurés au malade

Care of the patient assured

15. Lorsque, dans l'opinion du Ministre ou de l'autorité sanitaire municipale, le chef de famille ou d'établissement n'est pas en mesure d'assurer au patient les soins nécessaires ou d'exécuter d'une manière efficace ce qui est exigé pour la protection des contacts ou du public en général, le Ministre ou l'autorité sanitaire peut ordonner à la corporation municipale d'assurer, à ses frais, lesdits soins et protection, et ce, en la manière prescrite dans ladite ordonnance.

15. Whenever, in the opinion of the Minister or of the municipal sanitary authority, the head of a family or the manager of an establishment is not in a position to ensure the necessary care to the patient or to carry out in an efficient manner what is required for the protection of contacts or the general public, the Minister or the sanitary authority may order the municipal corporation to ensure, at its own expense, the said care and protection in the manner stated in the said order.

SECTION IV — POUVOIRS DU MINISTRE

SECTION IV — POWERS OF THE MINISTER

Pouvoirs généraux

General powers

16. Le ministre peut ordonner à tout conseil municipal ou à chacun de ses membres, à tous les officiers des services de santé, aux directeurs d'hôpitaux, aux directeurs d'écoles, et à tous les particuliers, de prendre les mesures qu'il indique pour restreindre la contagion et protéger la population, et la personne qui ne se conforme pas à un tel ordre du ministre commet une infraction.

16. The Minister may order any municipal council or each of its members, all officers of Health Services, hospital directors, school principals and all private individuals to take the measures indicated by him for limiting the contagion and protect the population, and any person who does not obey such an order from the Minister commits an infraction.

Solution ophtalmique

Eye-wash

17. Le ministre peut approuver une solution autre que celle prescrite par les présents Règlements pour prévenir l'ophtalmie purulente et la cécité.

17. The Minister may approve a solution other than the one prescribed by these Regulations in order to prevent purulent ophthalmia and blindness.

Mode spécial de désinfection

Special method of disinfection

18. Outre les modes de désinfection prescrites par le présent Règlement, le ministre peut ordonner tout autre mode spécial qu'il juge nécessaire et capable de détruire un agent infectieux.

18. In addition to the disinfection methods prescribed by these Regulations, the Minister may order the use of any other special method he deems necessary and capable of destroying an infectious agent.

Cas toxiques

Poisonous gases

19. Seul le ministre peut permettre la désinfection, la désinsectisation ou la dératisation par l'emploi des gaz cyanogènes, de l'acide cyanhydrique ou des autres cyanures gazeux dérivés du même groupe ou par tout autre produit chimique à toxicité très élevée.

19. The Minister alone may permit disinfection, insect or rat extermination through the use of cyanogen gases, hydrocyanic acid or other gaseous cyanides derived from the same group or by means of any other chemical of very high toxicity.

Infection transmise par le lait

Milk-transmitted infection

20. Lorsque la diarrhée des nourrissons, ou la dysentérie bacillaire, ou la scarlatine, ou la fièvre typhoïde, ou les fièvres paratyphoïdes ou toute maladie transmissible par le lait sont endémiques ou épidémiques dans une localité et que l'enquête épidémiologique établit que le lait est le véhicule de l'agent de la maladie, le ministre peut, pour la protection de la santé du public, rendre la pasteurisation du lait obligatoire dans les limites de la ou des municipalités concernées et la ou les corporations municipales désignées doivent prendre toutes les mesures requises pour enforcer l'ordre du ministre pour la période de temps qu'il désigne.

20. When diarrhea of the newborn, bacillary dysentery, scarlet fever, typhoid fever, paratyphoid fevers or any milk-borne disease are endemic or epidemic in a locality and the epidemiological investigation establishes that milk is disease agent's vehicle, the Minister may, for the protection of the public health, make compulsory the pasteurization of milk within the limits of the municipality or municipalities concerned and the municipal corporation or corporations designated must take all required measures to enforce the Minister's order during the period indicated by him.

Cordon sanitaire

Sanitary cordon

21. Lorsqu'une maladie contagieuse existe dans une municipalité à l'état épidémique ou

21. When a contagious disease exists in an epidemic or sporadic state within a municipa-

sporadique, le ministre peut établir un cordon sanitaire autour de la municipalité défendant qu'on y entre ou qu'on en sorte de quelque manière que ce soit, et décrétant toute mesure de santé publique; commet une offense toute personne qui ne se conforme pas à cet ordre du ministre.

Volume médical

22. Le ministre peut approuver en principe un volume médical ou un traité de prophylaxie pour permettre aux médecins et à l'autorité sanitaire municipale d'interpréter les dispositions du présent Règlement à la lumière des recherches médicales et des progrès de la science médicale.

SECTION V — DEVOIRS DU MÉDECIN
TRAITANT

Déclaration

23. Lorsqu'un médecin constate ou a raison de croire qu'une personne, qu'il a été appelé à visiter ou qu'il a examinée, est atteinte de l'une des maladies contagieuses mentionnées dans l'article 2 des présents Règlements, il est tenu de faire la déclaration requise à l'autorité sanitaire de la municipalité dans laquelle se trouve cette personne, conformément aux dispositions de l'article 4 du présent Règlement.

Diagnostic douteux

24. Jusqu'à ce qu'il ait établi un diagnostic certain, tout médecin appelé à traiter une personne souffrant d'une maladie présumée contagieuse doit la considérer et la traiter comme une personne souffrant d'une maladie contagieuse.

Isolement du malade

25. Il est du devoir de tout médecin appelé auprès d'un malade qu'il reconnaît atteint d'une maladie contagieuse, ou présentant des symptômes de telle maladie contagieuse, de prendre et de faire prendre les mesures préventives prévues par la Loi de l'hygiène publique et par les présents Règlements au sujet de l'isolement et de la désinfection.

Isolement des contacts

26. Dans tous les cas où la loi et les règlements exigent l'isolement des contacts d'un malade atteint d'une maladie contagieuse, il est du devoir du médecin traitant d'instituer tel isolement en attendant l'intervention de l'officier exécutif de l'autorité sanitaire.

Solution ophtalmique

27. Tout médecin pratiquant un accouchement doit prendre les mesures préventives pour prévenir la maladie contagieuse désignée ophtalmie purulente et, comme conséquence, la cécité. A cette fin, il doit immédiatement après la naissance verser, dans les yeux du nouveau-né, quelques gouttes d'une solution de nitrate d'argent, ou quelques gouttes d'argyrol, ou quelques gouttes d'une solution de pénicilline ou quelques gouttes d'une autre solution dont l'efficacité spécifique est reconnue par le ministre

SECTION VI — ISOLEMENT DU MALADE INFECTIEUX ET DE SES CONTACTS

Isolement du malade

28. L'autorité sanitaire doit ordonner l'isolement de chaque malade contagieux pendant la

lity, the Minister may establish a sanitary cordon around the municipality forbidding all persons to enter or leave it in any manner whatsoever and decreeing any public health measure; any person who disregards such an order from the Minister commits an infraction.

Medical book

22. The Minister may approve in principle a medical text-book or a prophylaxis treatise in order to enable physicians and the municipal sanitary authority to interpret the provisions of these regulations in the light of medical research and the advance of medical science.

SECTION V — DUTIES OF THE MEDICAL
PRACTITIONER

Reporting

23. When a physician ascertains or is justified in believing that a person he has been called upon to visit or has examined is suffering from one of the contagious diseases mentioned in section 2 of these Regulations, he is bound to make the required report to the sanitary authority of the municipality in which such person is to be found, in accordance with the provisions of section 4 of this Regulation.

Doubtful diagnosis

24. Until a diagnosis has been established with certainty, every physician called upon to treat a person suffering from a disease presumed to be contagious must consider and treat the latter as a person suffering from a contagious disease.

Isolation of the patient

25. It is the duty of every physician called upon to attend a sick person whom he finds suffering from a contagious disease, or showing symptoms of such contagious disease, to take and cause to be taken the preventive measures provided for by the Public Health Act and by these Regulations with regard to isolation and disinfection.

Isolation of contacts

26. In all cases where the Act and the regulations require the isolation of the contacts of a patient suffering from a contagious disease, it is the duty of the medical practitioner to initiate such isolation pending action on the part of the executive officer of the sanitary authority.

Eye-wash

27. Every physician who attends a confinement must take prophylactic measures to prevent the contagious disease called purulent ophthalmia and, as a consequence, blindness. For that purpose he must, immediately after birth, pour into the eyes of the newborn a few drops of a silver nitrate solution or a few drops of argyrol, or a few drops of a penicillin solution or a few drops of another solution the effectiveness of which is recognized by the Minister.

SECTION VI — ISOLATION OF THE INFECTIOUS
AND HIS CONTACTS

Isolation of the patient

28. The sanitary authority must order the isolation of each contagious patient during the

période de contagiosité et le malade doit se conformer à l'ordre d'isolement. communicable period and the patient must abide by the isolation order.

Isolement des contacts

Isolation of the contacts

29. L'autorité sanitaire doit ordonner l'isolement de tous les contacts receptifs du malade contagieux, conformément aux dispositions des présents Règlements et le contact doit se conformer à l'ordre d'isolement. 29. The sanitary authority must order the isolation of all susceptible contacts of the contagious patient, in accordance with the provisions of these Regulations and the contact must abide by the isolation order.

Isolement

Isolation

30. L'isolement d'un malade contagieux doit toujours comprendre la désinfection simultanée, et, lorsqu'il y a lieu, la désinfection terminale de ses sécrétions et excréments, de l'environnement et de tous les objets qu'il peut contaminer. 30. The isolation of a contagious patient must always include concurrent disinfection and, if advisable, terminal disinfection of his secretions and excretions from the environment and of all articles he may contaminate.

Cas douteux

Doubtful cases

31. Jusqu'à ce qu'un diagnostic certain soit établi, toute personne malade présumée contagieuse doit être classée, considérée et traitée comme un cas positif de maladie contagieuse et doit se conformer aux ordonnances du médecin-hygiéniste. 31. Until a diagnostic has been established with certainty any sick person presumed to be contagious must be classified, considered and treated as a contagious disease positive case, and must follow the prescriptions of the public health physician.

Isolement institué par le médecin traitant

Isolation initiated by the medical practitioner

32. Tout médecin traitant appelé auprès d'un malade atteint d'une maladie contagieuse doit instituer l'isolement en attendant l'intervention de l'officier exécutif. Le malade ou le chef de famille, ou le chef d'établissement, selon le cas, doit se conformer à l'ordre d'isolement. 32. Every medical practitioner called upon to attend a patient suffering from a contagious disease must initiate the isolation pending action on the part of the executive officer. The patient or the family head or the establishment manager, as the case may be, must abide by the isolation order.

Lèpre

Leprosy

33. Toute personne atteinte de lèpre ulcérée doit être isolée jusqu'à ce qu'elle soit transportée à un lazaret du gouvernement fédéral. 33. Any person suffering from ulcerated leprosy must be isolated until his or her transfer to a federal government lazaret.

Contacts

Contacts

34. Toute personne qui est venue en contact avec une personne atteinte de maladie contagieuse, que ce soit pendant la période d'incubation de la maladie, ou pendant la période d'invasion, d'état ou de convalescence, doit être considérée comme exposée à la maladie contagieuse en cause ou comme porteuse de germes; l'autorité sanitaire doit la traiter comme un contact ou une porteuse de germes et lui appliquer les restrictions imposées par les présents règlements. Cette personne doit se conformer aux ordonnances de l'autorité sanitaire et le chef de famille ou le chef d'établissement, selon le cas, commet une infraction s'il ne fait pas observer ces ordonnances. 34. Any person who has come into contact with a person suffering from a contagious disease, be it during the period of incubation of the disease, or the period of invasion, the acute stage or convalescence must be considered as exposed to the contagious disease involved or as a germ carrier the sanitary authority must treat him or her as a contact or a germ carrier and apply to him or her the restrictions imposed by these Regulations. Such person must abide by the orders of the sanitary authority and the family head or establishment manager, as the case may be, commits an infraction if he does not see to the observance of such orders.

Isolement médical des immunisés

Medical isolation of immune persons

35. Le médecin-hygiéniste peut tenir sous observation, par isolement médical, une personne immunisée qui a été exposée à l'infection, ou une personne non immunisée qui n'a été que légèrement exposée à l'infection, jusqu'à ce qu'il établisse que telle personne n'a pas été effectivement contaminée et qu'elle ne développera pas la maladie en cause et cette personne doit se conformer à l'isolement recommandé. 35. The Medical Officer of Health may keep under observation, by means of medical isolation, an immune person who has been exposed to the infection, or a non-immune person who has been but lightly exposed to the infection, until he establishes that such person has not actually been contaminated and will not develop the disease involved, and such person must accept the recommended isolation.

Couvre-habit et lavage des mains

Smock wearing and hand washing

36. L'infirmier ou la garde-malade ou la personne donnant des soins à tout malade contagieux doit porter un couvre-habit et un couvre- 36. The male hospital attendant, the nurse or the person tending any contagious patient must wear a smock and a cap that can be boiled

chef pouvant supporter l'ébullition ou le trempage. Lorsque ces personnes sont obligées de sortir de la pièce d'isolement, elles doivent, au préalable, se laver les mains et enlever leur couvre-habit et leur couvre-chef.

L'infirmier ou la garde-malade ou la personne donnant des soins à un malade contagieux doit de plus tenir à la disposition du médecin traitant un couvre-habit, un couvre-chef, de l'eau, du savon et une solution désinfectante pour ses ablutions au sortir de la chambre du malade.

Bain

37. Commet une infraction, tout malade contagieux qui, avant sa libération, néglige ou refuse de prendre un bain savonneux ou être complètement lavé. Une attention spéciale doit être donnée à la chevelure et à la barbe. Les habits qu'il revêt doivent n'avoir pas été infectés ou doivent être désinfectés de la manière prescrite à la section "désinfection" des présents Règlements. Le chef de famille ou le chef d'établissement, selon le cas, commet une infraction s'il ne fait pas observer cette prescription.

SECTION VII — DEVOIRS DU MÉDECIN-HYGIÉNISTE OU DE L'AUTORITÉ SANITAIRE MUNICIPALE

Déclaration à l'épidémiologiste

38. Tout médecin-hygiéniste ou toute autorité sanitaire doit déclarer sans délai à l'épidémiologiste chaque cas de maladie contagieuse qui lui a été rapporté par quelque personne que ce soit, ainsi que tout cas dépisté.

Affichage

39. Dès qu'elle est informée que dans une maison d'habitation ou un établissement quelconque il existe un cas de choléra asiatique, fièvre jaune, lèpre, peste, diphtérie ou croup, typhus exanthématique ou de variole, l'autorité sanitaire municipale doit faire poser sur un endroit visible de l'extérieur de la maison d'habitation ou de l'établissement, près de chaque porte d'entrée et de manière quelle ne puisse être cachée, une affiche approuvée par le Ministre, indiquant la présence d'une telle maladie. Seule l'autorité sanitaire peut enlever ou faire enlever cette affiche. Commet une infraction, le chef de famille ou le chef d'établissement qui enlève cette affiche. Si par accident ou autrement elle était détruite, il doit en requérir une autre et la poser.

Isolement inefficace ou refus de se conformer aux instructions

40. Lorsque dans une maison d'habitation il existe un ou des cas de maladie contagieuse, le médecin-hygiéniste peut, s'il juge l'isolement inefficace et insuffisant, ou si la famille ne se conforme pas aux instructions reçues, ordonner soit l'affichage de la maison avec ou sans mise en quarantaine absolue, soit le transport du malade dans une maison destinée à recevoir les personnes atteintes de maladies contagieuses; de plus, si la famille néglige ou refuse de se rendre aux prescriptions des présents Règlements, le médecin-hygiéniste peut requérir la corporation municipale de nommer un gardien et celle-ci doit le nommer sans délai.

Transport du patient à un hôpital

41. Lorsque dans une maison d'habitation ou dans un établissement il existe un cas de choléra,

or soaked. When such persons have to go out of the isolation room, they must first wash their hands and take off their smocks and caps.

The male attendant, the nurse or the person tending a contagious patient must also put at the disposal of the medical practitioner a smock, a cap, water, soap and a disinfectant solution for washing himself on leaving the patient's room.

Bath

37. An infraction is committed by any contagious patient who, before his or her release, fails or refuses to take a bath in soapy water or to wash thoroughly. Special attention must be given to hair and beard. The clothes he or she dons must not have been infected or must be disinfected in the manner stated in the section "disinfection" of these Regulations. The family head or the establishment manager, as the case may be, commits an infraction if he does not see to the observance of such prescription.

SECTION VII — DUTIES OF THE MEDICAL OFFICER OF HEALTH OR OF THE MUNICIPAL SANITARY AUTHORITY

Report to the Epidemiologist

38. Every medical officer of health or every sanitary authority must report at once to the Epidemiologist each case of contagious disease which he has been informed by any person whatever, as well as every case detected.

Posting

39. On being informed that in a dwelling house or any establishment there exists a case of Asiatic cholera, yellow fever, leprosy, plague, diphtheria or croup, exanthematic typhus or smallpox, the municipal sanitary authority shall cause to be placed over a conspicuous part of the outside of the dwelling house or the establishment, near each entrance door and in such a way that it cannot be concealed, a poster approved by the Minister, indicating the presence of such a disease. The sanitary authority alone may remove that poster or cause it to be removed. An infraction is committed by the family head or the establishment manager who removes such poster. If by accident or otherwise it were destroyed, he shall request another and put it up.

Inefficient isolation or refusal to obey instructions

40. When there exists in a dwelling house one or more cases of contagious disease, the medical officer of health may, if he considers the isolation inefficient or insufficient, or if the family does not obey the instructions received, order either the posting of the house with or without complete quarantine, or the transfer of the patient into a house intended for the sheltering of persons affected by contagious diseases; moreover, if the family fails or refuses to abide by the prescriptions of these Regulations, the medical officer of health may call upon the municipal corporation to appoint a watchman and the corporation must appoint him without delay.

Transfer of the patient to hospital

41. When there exists in a dwelling house or in an establishment a case of cholera, croup or

croup ou diphtérie, dysentérie amibienne et bacillaire, fièvre typhoïde et paratyphoïdes, paralysie infantile ou poliomyélite, peste, psittacose, scarlatine, typhus exanthématique ou variole, le Ministre ou l'Épidémiologiste, selon le cas, peut, s'il juge la chose nécessaire pour la protection publique, ordonner au chef de famille ou au chef d'établissement de transporter le patient dans un hôpital qu'il désigne. Le chef de famille et le chef d'établissement doivent se conformer immédiatement à cette ordonnance.

Gardien

42. L'autorité sanitaire doit ordonner à la corporation municipale de nommer une personne, ci-après nommé gardien, dans les douze heures qui suivent la déclaration d'un cas de choléra, de peste, de typhus exanthématique ou de variole et la corporation municipale doit immédiatement se conformer à cette ordonnance.

En vue de la protection du public et pour les besoins de ceux qui sont dans la maison, le gardien doit faire le service du dehors sans jamais entrer dans la maison et sans jamais recevoir aucun objet provenant de la maison.

Le gardien doit contrôler la quarantaine, prendre à distance les ordres donnés de vive voix par les personnes en quarantaine, et déposer tout ce qu'il apporte à l'entrée de la maison, sans jamais y entrer lui-même ou recevoir des objets qui en proviennent.

Le médecin-hygiéniste a le pouvoir de révoquer la nomination de ce gardien sans avis préalable et de le remplacer si nécessaire.

Vaccination

43. Lorsque dans une maison d'habitation ou dans un établissement il existe un cas de choléra, croup ou diphtérie, fièvre jaune, peste, fièvres typhoïde et paratyphoïdes, ou variole, le médecin-hygiéniste doit faire procéder à la vaccination ou immunisation active ou passive des contacts, lorsqu'il y a lieu de la pratiquer, et ceci pour chaque personne qu'il désigne; le médecin-hygiéniste est le seul juge propre à exempter un contact de cette mesure et sa décision est immédiatement exécutoire et sans appel.

Transport d'un malade contagieux

44. Commet une infraction toute personne qui transporte un malade contagieux d'une municipalité dans une autre sans avoir obtenu la permission du médecin-hygiéniste, qui doit en avvertir l'Épidémiologiste.

Transport d'un contagieux malade dans un établissement

45. Lorsqu'un cas de maladie contagieuse survient dans un établissement, le médecin-hygiéniste peut ordonner à la corporation municipale de transporter le malade dans un hôpital pour contagieux, ou dans une autre institution qui peut le recevoir ou dans une résidence privée de manière à assurer la protection publique et la corporation municipale doit immédiatement se conformer à cet ordre.

Prélèvement des spécimens pour examen

46. Il est loisible au médecin-hygiéniste ou à l'autorité sanitaire de demander à toute personne soupçonnée ou reconnue comme porteuse de germes ou à toute personne atteinte ou soup-

diphtheria, amebic dysentery and bacillary, typhoid and paratyphoid fevers, infantile paralysis or poliomyelitis, plague, psittacosis, scarlet fever, exanthematic typhus or smallpox, the Minister or the Epidemiologist, as the case may be, may if he deems it necessary for the protection of the public, order the family head or the establishment manager to transfer the patient to a hospital designated by him. The family head and the establishment manager must abide at once by that order.

Watchman

42. The sanitary authority shall order the municipal corporation to appoint a person, hereafter named watchman, within twelve hours after the reporting of a case of cholera, plague, exanthematic typhus or smallpox and the municipal corporation must at once abide by such order.

With a view to the protection of the public and for the requirements of the persons who are in the house, the watchman must remain on duty outside, without ever entering into the house and never receiving any object coming from the house.

The watchman must control the quarantine, take at a distance the orders given orally by the persons in quarantine, and lay down at the house entrance everything the brings, without ever going in himself or receiving objects coming from the house.

The medical officer of health has the power to cancel the appointment of such watchman without previous notice and to replace him if necessary.

Vaccination

43. When there exists in a dwelling house or an establishment a case of cholera, croup or diphtheria, yellow fever, plague, typhoid and paratyphoid fevers or smallpox, the medical officer of health must cause to be effected the vaccination or active or passive immunization of the contacts, when such action is advisable, and this for each person designated by him; the medical officer of health alone may decide to exempt a contact from such a measure and his decision is immediately enforceable and final.

Transfer of a contagious patient

44. An infraction is committed by every person who transfers a contagious patient from a municipality to another without having obtained permission from the medical officer of health who must advise thereof the Epidemiologist.

Transfer of a contagious patient from an establishment

45. When a contagious disease case occurs in an establishment, the medical officer of health may order the municipal corporation to transfer the patient to an isolation hospital, or to another institution equipped to receive him or her, or to a private residence so as to ensure the protection of the public, and the municipal corporation must at once abide by such order.

Taking of samples for examination

46. The medical officer of health or the sanitary authority is at liberty to require any person suspected of being a germ carrier or recognized as such, or any person suffering or suspected of

connée d'être atteinte d'une maladie contagieuse de fournir les spécimens ou échantillons requis pour examen de laboratoire et de se soumettre à l'examen clinique ou radiographique selon la manière prescrite. Cette personne doit se conformer à cette demande.

Contacts et porteurs de germes

47. Le médecin-hygiéniste doit considérer comme exposée à la maladie contagieuse ou comme porteuse de germes toute personne qui est venue en contact avec un malade souffrant d'une maladie contagieuse, que ce soit pendant la période d'incubation de la maladie ou pendant les périodes d'invasion, d'état ou de convalescence et doit traiter cette personne exposée comme un contact ou un porteur de germes et lui appliquer les restrictions imposées par le présent Règlement. Cette personne doit se conformer à ces instructions.

Permis de sortie aux contacts

48. Dans tous les cas de maladies contagieuses autres que le choléra, la fièvre jaune, la peste et la variole, le médecin-hygiéniste, s'il est satisfait de l'isolement du malade, des conditions sanitaires de la maison et de la diligence des contacts à suivre ses recommandations peut permettre aux personnes qui n'ont pas soin du patient, de quitter la maison pour vaquer à leurs occupations.

Cependant, lorsque ces personnes s'occupent de la manutention de denrées alimentaires ou viennent en contact avec des enfants, le médecin-hygiéniste doit leur faire changer de résidence et exiger qu'elles soumettent les échantillons de laboratoire nécessaires avant qu'elles puissent de nouveau vaquer à leurs occupations. La personne qui refuse de se conformer aux ordonnances du médecin-hygiéniste commet une infraction.

*Mesures restrictives
propres à la tuberculose*

49. Lorsqu'il est constaté qu'une personne souffrant de tuberculose s'occupe de la manutention de denrées alimentaires ou dans son travail vient en contact avec des étudiants, des enfants âgés de moins de 14 ans, ou d'autres employés, le Ministre ou le médecin-hygiéniste peut lui ordonner, selon le cas:

a) de produire un certificat médical accompagné d'une radiographie et des rapports d'examen bactériologiques des crachats, pour déterminer la contagiosité de cette personne;

b) de prendre une autre occupation qui ne la mette pas en contact avec des enfants, avec d'autres employés et n'entraîne pas la manutention de denrées alimentaires;

c) de se rendre dans un sanatorium où cette personne contagieuse sera isolée et hospitalisée sous l'autorité de la Loi de l'Assistance Publique de Québec, S.R.Q. 1941, ch. 187. Cette personne doit se conformer à ces ordonnances.

Procédés de désinfection

50. Le médecin-hygiéniste doit ordonner au chef de famille ou au chef d'établissement de procéder ou de faire procéder à la désinfection simultanée ou terminale de manière à assurer la protection de la famille et de la population environnante. Le chef de famille ou le chef d'établissement qui néglige ou refuse de se conformer à cette ordonnance commet une infraction.

suffering from a contagious disease, to supply specimens or samples needed for laboratory examination and to undergo a clinical or X-ray examination in a specified manner. Such person shall comply with that request.

Contacts and germ carriers

47. The medical officer of health must consider as being exposed to a contagious disease or as a germ carrier any person who has come into contact with a patient suffering from a contagious disease, be it during the incubation period of the disease or during the period of invasion, the acute stage or convalescence, and must treat such exposed person as a contact or a germ carrier and apply to him or her the restrictions imposed by these Regulations. Such person shall obey these instructions.

Going-out permission to contacts

48. In all cases of contagious diseases other than cholera, yellow fever, plague and smallpox, the medical officer of health, if he finds satisfactory the isolation of the patient, the sanitary conditions in the house and the readiness of the contacts to follow his recommendations, may give to the persons who are not tending the patient permission to leave the house in order to carry out their occupations.

However, when such persons are engaged in the handling of foodstuffs or come into contact with children, the medical officer of health must make them change their residence and require them to supply the necessary laboratory samples before they can once more carry out their occupations. Any person who refuses to abide by the orders of the medical officer of health commits an infraction.

*Restrictive measures applicable
to tuberculosis*

49. When it is found out that a person suffering from tuberculosis is engaged in the handling of foodstuffs or in the course of his or her work comes into contact with students, children under 14 years of age, or other employees, the Minister or the medical officer of health may order such person, as the case may be:

a) to produce a medical certificate accompanied by radiographs and reports of bacteriological examination of sputum, in order to determine the contagiousness of such person;

b) to take up another occupation which would not put him or her into contact with children, and with other employees and does not involve the handling of foodstuffs;

c) to go to a sanatorium where such contagious person will be isolated and hospitalized under the authority of the Quebec Public Charities Act, Q.R.S. 1941, Ch. 187. Such person shall obey those orders.

Disinfection processes

50. The medical officer of health must order the family head or the establishment manager to carry out or cause to be carried out the concurrent or terminal disinfection so as to ensure the protection of the family and the surrounding population. A family head or establishment manager who fails or refuses to abide by such an order commits an infraction.

SECTION VIII — DEVOIRS DU CHEF DE FAMILLE OU DU CHEF D'ÉTABLISSEMENT

Déclaration du chef de famille

51. Tout chef de famille ou tout chef d'établissement qui sait, qui doute ou qui a raison de croire qu'une personne sous son contrôle souffre d'une maladie contagieuse doit la déclarer à l'autorité sanitaire municipale concernée, conformément aux dispositions de l'article 4 des présents Règlements.

Exception

Le chef de famille est relevé de cette obligation si la personne mentionnée dans l'alinéa précédent consulte un médecin ou se place sous ses soins.

Deuxième cas de maladie systémique

52. Quand, dans une maison d'habitation ou un établissement les services d'un médecin n'ont pas été requis pour un premier malade présentant un mal de gorge ou de la fièvre, ou une éruption cutanée, ou du larmolement des yeux, une deuxième personne de la maison vient à présenter les mêmes symptômes, le chef de famille ou le chef d'établissement est tenu, dans un délai de 24 heures, de faire la déclaration de ce fait à l'autorité sanitaire.

Maladie entérique

53. Quand, dans une maison d'habitation ou un établissement un malade manifeste de la fièvre depuis cinq jours, notamment, si cette fièvre est accompagnée de diarrhée, le chef de famille ou le chef d'établissement est tenu, sans autre délai, de faire la déclaration à l'autorité sanitaire.

Mesures préventives re: malade

54. A l'occasion d'une maladie contagieuse, tout chef de famille ou tout chef d'établissement doit observer et faire observer toutes les mesures préventives prévues par la Loi et par les règlements telles que l'affichage, l'isolement du malade et de ses contacts, ainsi que la désinfection.

Mesures préventives re: contacts

55. Le chef de famille ou le chef d'établissement commet une infraction s'il ne fait pas observer les ordonnances de l'autorité sanitaire concernant toute personne qui est venue en contact avec une personne atteinte d'une maladie contagieuse, que ce soit pendant la période d'incubation de la maladie ou pendant la période d'infection, la période d'état ou la convalescence.

Transport dans un hôpital

56. Le chef de famille ou le chef d'établissement doit aussi se conformer à l'ordonnance de l'Épidémiologiste à l'effet de transporter dans un hôpital qu'il désigne une personne qui est trouvée dans une maison d'habitation qui souffre de l'une des maladies suivantes: choléra, group ou diphtérie, dysentérie amibienne et bacillaire, fièvres typhoïde et paratyphoïdes, paralysie infantile ou poliomyélite, peste, psittacose, scarlatine, typhus exanthématique ou variole.

SECTION VIII — DUTIES OF THE FAMILY HEAD OR ESTABLISHMENT MANAGER

Report by the family head

51. Any family head or establishment manager who knows, suspects or has reason to believe that a person under his control suffers from a contagious disease must report such person to the municipal sanitary authority concerned, in accordance with the provisions of section 4 of these Regulations.

Exception

The family head is released from such an obligation if the person mentioned in the preceding paragraph consults a physician or places himself or herself under his care.

Second case of systemic disease

52. When, in a dwelling house or an establishment, the services of a physician have not been requested for a first patient with a sore throat or fever, or a skin eruption or watering eyes, and a second person in the house shows the same symptoms the family head or establishment manager must within twenty-four hours, report this fact to the sanitary authority.

Enteric disease

53. When, in a dwelling house or an establishment a sick person has been in a fever for five days, particularly if such fever is accompanied by diarrhea, the family head or the establishment manager must, without further delay, report the matter to the sanitary authority.

Preventive measures re: patient

54. On the occasion of a contagious disease, every family head or establishment manager shall carry out and cause to be carried out all preventive measures for which provision is made in the act and in the regulations, such as posting, isolation of the patient and his contacts, as well as disinfection.

Preventive measures regarding the contacts

55. The family head or the establishment manager commits an infraction if he does not see to the observance of the sanitary authority's orders concerning any person who has come into contact with a person suffering from a contagious disease, be it during the incubation period of the disease or during the period of infection. The acute stage or convalescence.

Transfer to hospital

56. The family head or the establishment manager must also abide by the Epidemiologist's order as to transferring to the hospital which he designates a person found in a dwelling house who suffers from one of the following diseases: cholera, croup or diphtheria, amebic and bacillary dysentery, typhoid and paratyphoid fevers, infantile paralysis or poliomyelitis, plague, psittacosis, scarlet fever, exanthematic typhus or smallpox.

Affiche

57. Tout chef de famille ou tout chef d'établissement commet une infraction:

- a) s'il enlève une affiche posée par l'autorité sanitaire;
- b) s'il permet qu'elle soit enlevée; ou
- c) si constatant qu'elle a été détruite ou enlevée, il n'en obtient pas une autre pour la remplacer.

*Devoirs du chef de famille,
re: ophthalmie*

58. Lorsqu'au cours des deux semaines qui suivent la naissance, les yeux d'un nouveau-né deviennent rouges, tuméfiés ou enflammés, le chef de famille qui l'a sous son contrôle doit, sans délai:

- a) notifier le médecin de famille et l'autorité sanitaire;
- b) voir à ce qu'un traitement approprié soit institué pour prévenir la cécité. Dans les deux cas, il commet une infraction s'il refuse ou néglige de se conformer à ces dispositions.

*Devoirs du chef de famille et du chef d'établissement,
re: isolement absolu*

59. Le chef de famille ou le chef d'établissement doit se conformer aux mesures restrictives qui suivent et il commet une infraction chaque fois qu'il ne le fait pas:

- 1° Lorsque dans une maison d'habitation, il existe un cas de choléra, diphtérie, fièvre jaune, peste, typhus exanthématique ou variole, le chef de famille ne doit permettre à aucune personne autre que le médecin traitant, le ministre du culte et le médecin-hygiéniste d'entrer dans la maison infectée ou d'en sortir sans la permission écrite du médecin-hygiéniste;

Transport d'objets

2° Lorsque dans une maison d'habitation, il existe un cas de choléra, diphtérie, lèpre, peste, psittacose, scarlatine, typhus exanthématique ou variole, le chef de famille ne doit pas sortir et ne doit pas permettre de sortir de la maison les objets ou effets qui y ont été introduits avant ou pendant la maladie, à moins d'en obtenir la permission du médecin-hygiéniste qui indique alors la manière de procéder.

Lait

3° Lorsque dans une maison d'habitation, il existe un cas d'angine infectieuse épidémique, choléra, coqueluche, croup ou diphtérie, dysentérie amibienne, dysentéries bacillaires, fièvres paratyphoïdes, fièvre typhoïde, méningite cérébro-spinale épidémique, peste, poliomyélite antérieure aiguë (paralysie infantile) psittacose, scarlatine, typhus exanthématique ou variole, le chef de famille ne doit pas accepter d'autre lait que celui qui est livré en bouteille et il ne doit pas remettre ou permettre que l'on remette les récipients vides, à moins que leur désinfection n'ait été faite.

Transport à l'hôpital

4° Lorsque dans une maison d'habitation ou un établissement il existe un cas de choléra, croup ou diphtérie, dysentérie amibienne et bacillaire, fièvres typhoïde et paratyphoïdes, paralysie infantile ou poliomyélite, peste, psittacose, scarlatine, typhus exanthématique ou

Poster

57. A family head or an establishment manager commits an infraction:

- a) if he removes a poster put up by the sanitary authority;
- b) if he permits its removal, or
- c) if, noticing that it has been destroyed or removed, he does not obtain another one in replacement.

*Duties of the family head regarding
ophthalmia*

58. When during the two weeks that follow the birth the eyes of a newborn become red, swollen or inflamed, the family head who has such newborn under his control must, without delay:

- a) notify the family physician and the sanitary authority;
- b) see to it that a proper treatment is initiated for the prevention of blindness. In both cases he commits an infraction if he refuses or omits to observe such provisions.

*Duties of the family head and the establishment
manager regarding complete isolation*

59. The family head or the establishment manager shall comply with the restrictive measures indicated hereafter and he commits an infraction each time he fails to do so:

- 1° When there exists in a dwelling house a case of cholera, diphtheria, yellow fever, plague, exanthematic typhus or smallpox the family head shall let no person other than the medical practitioner, the clergyman and the medical officer of health enter the infected house or leave it without the written permission of the medical officer of health;

Transport of objects

2° When there exists in a dwelling house a case of cholera, diphtheria, leprosy, plague, psittacosis, scarlet fever, exanthematic typhus, or smallpox, the family head shall not take out of the house or permit to be thus taken out objects or articles which have been introduced therein before or during the disease, unless he obtains permission from the medical officer of health who then indicates the manner of proceeding.

Milk

3° When there exists in a dwelling house a case of septic sore throat, cholera pertussis, croup or diphtheria, amebic dysentery, bacillary dysenteries, paratyphoid fevers, typhoid fever, epidemic cerebro-spinal meningitis, plague, acute anterior poliomyelitis (infantile paralysis), psittacosis, scarlet fever, exanthematic typhus or smallpox, the family head shall not accept any milk other than the one which is delivered in bottles and he shall not give back or permit to be given back the empty containers, unless their disinfection has been effected.

Transfer to hospital

4° When there exists in a dwelling house or an establishment a case of cholera, croup or diphtheria, amebic and bacillary dysentery, typhoid and paratyphoid fevers, infantile paralysis or poliomyelitis, plague, psittacosis, scarlet fever, exanthematic typhus or smallpox, the Epi-

variole, l'épidémiologiste peut, s'il juge la chose nécessaire pour la protection publique, ordonner au chef de famille ou au chef d'établissement de transporter le patient dans un hôpital qu'il désigne.

Vaccination

5° Lorsque dans une maison d'habitation ou dans un établissement, il existe un cas de choléra, croup ou diphthérie, fièvre jaune, peste, fièvres typhoïde et paratyphoïdes, ou variole, le chef de famille ou le chef d'établissement doit faire procéder à la vaccination ou immunisation active ou passive des contacts, lorsqu'il y a lieu de la pratiquer, et ceci pour chaque personne désignée par le médecin-hygiéniste; celui-ci est le seul juge propre à exempter un contact de cette mesure et sa décision est immédiatement exécutoire et sans appel.

Isolement

6° Lorsque dans une maison d'habitation, il existe un cas d'angine infectieuse épidémique, choléra, croup ou diphthérie, dysentérie bacillaire, fièvre jaune, fièvres typhoïde et paratyphoïdes, peste, poliomyélite antérieure aiguë (paralysie infantile), psittacose, scarlatine, typhus exanthématique ou variole, le chef de famille doit faire isoler le malade dans une chambre séparée et charger une seule personne de lui donner des soins; le chef de famille ne doit pas permettre que cette personne soit appelée à s'occuper du soin des enfants, de la préparation des aliments et de la manutention des denrées alimentaires.

Transport d'un malade

60. Le transport de tout malade souffrant ou présentant des symptômes d'une maladie contagieuse est sujet aux restrictions suivantes:

Dans la municipalité

1° Le chef de famille ou le chef d'établissement ne doit permettre le transport du malade d'un local à un autre dans les limites de la même municipalité qu'après avoir obtenu la permission du médecin-hygiéniste qui indique alors la manière de procéder;

D'une municipalité à une autre

2° Le chef de famille ou le chef d'établissement ne doit permettre le transport du patient d'une municipalité dans une autre qu'après avoir obtenu la permission du médecin-hygiéniste qui doit en avertir l'épidémiologiste.

Désinfection

61. Dans chaque cas de maladie contagieuse, le chef de famille ou le chef d'établissement doit faire ou doit faire pratiquer les désinfections simultanée et terminale prescrites par les présents règlements et il commet une infraction s'il ne le fait pas.

Procédés de désinfection

62. Concernant les modes et les procédés de désinfection, le médecin-hygiéniste peut ordonner, au chef de famille ou au chef d'établissement de choisir et d'appliquer l'un ou plusieurs des modes de désinfection prescrits par le médecin-hygiéniste, conformément aux dispositions de la section XI: "Désinfection" du présent chapitre des règlements.

demologist may, if he deems it necessary for the protection of the public, order the family head or the establishment manager to transfer the patient to a hospital which he designates.

Vaccination

5° When there exists in a dwelling house or in an establishment a case of cholera, croup or diphtheria, yellow fever, plague, typhoid and paratyphoid fevers, or smallpox, the family head or the establishment manager shall have the vaccination or active or passive immunization of the contacts proceeded with, when such actions is advisable, and this for each person designated by the medical officer of health; the latter alone may decide whether a contact may be exempted from such a measure and his decision is immediately enforceable and final.

Isolation

6° When there exists in a dwelling house a case of septic sore throat, cholera, croup or diphtheria, bacillary dysentery, yellow fever, typhoid and paratyphoid fevers, plague, acute anterior poliomyelitis (infantile paralysis), psittacosis, scarlet fever, exanthematic typhus, or smallpox, the family head shall cause to be the patient isolated in a separate room and instruct one person only to tend him or her; the family head shall not permit that such person be called upon the assume the care of children, the preparation of meals and the handling of food.

Transfer of a patient

60. The transfer of any patient suffering from a contagious disease or showing symptoms thereof is subject to the following restrictions:

In the municipality

1° The family head or the establishment manager must not permit the transfer of the patient from one building to another within the limits of the same municipality without first having obtained permission from the medical officer of health, who then indicates the manner of proceeding;

From a municipality to another

2° The family head or the establishment manager must not permit the transfer of the patient from a municipality to another without having first obtained permission from the medical officer of health, who must report the fact to the Epidemiologist.

Disinfection

61. In each case of contagious disease, the family head or the establishment manager shall effect or cause to be effected the concurrent and terminal disinfections prescribed by these Regulations and he commits an infraction if he does not do so.

Disinfection methods

62. As regards the disinfection methods and processes, the medical officer of health may order the family head or the establishment manager to choose and apply one or more of the disinfection methods prescribed by the medical officer of health, in accordance with the provisions of section XI: "Disinfection" of this chapter of the Regulations.

*Protection d'un établissement**Protection of an establishment*

63. Lorsque dans une maison d'habitation ou un établissement survient un cas de maladie contagieuse, le malade doit être placé dans une chambre qui ne communique pas directement avec un bureau de poste, une laiterie, une boulangerie, un restaurant ou tout autre établissement de production et de vente de denrées alimentaires.

63. When there occurs a case of contagious disease in a dwelling house or an establishment, the patient must be placed in a room that does not communicate directly with a post office, a dairy, a bakery, a restaurant or any other establishment for the production and sale of food-stuffs.

*Chambre du malade**The patient's room*

64. Le chef de famille doit attribuer au malade souffrant de maladie contagieuse une chambre grillée contre les mouches, exposée au soleil et pouvant s'aérer facilement par les fenêtres.

64. The family head must give to the patient suffering from a contagious disease the use of a room screened against flies, with a sunny exposure and easy to air through the windows.

*Animaux domestiques**Domestic animals*

65. Le chef de famille ne doit pas permettre de garder un animal domestique quelconque dans la chambre du malade souffrant de maladie contagieuse.

65. The family head shall not permit that any domestic animal whatever be kept in the room of the patient suffering from a contagious disease.

*Restrictions relatives aux locaux de travail**Restrictions applying to work premises*

66. Commet une infraction toute personne qui tient ou qui continue à tenir, dans un édifice ou partie d'édifice où existe un cas de maladie contagieuse, un établissement de tailleur, un établissement de couture ou de modiste, une buanderie, une manufacture de bonbons et de friandises, une épicerie, un salon de coiffure ou une boutique de barbier.

66. An infraction is committed by any person who maintain or continues to maintain in a building or part of building where there exists a case of contagious disease a tailor shop, a dressmaking or a millinery shop, a laundry, a candy shop or confectionery, a grocery store, a hair-dressing parlor or a barber shop.

*Établissement et maison d'habitation sous le même toit**Establishment and dwelling house under the same roof*

67. Lorsque survient un cas de maladie contagieuse dans un établissement, dont une partie sert de maison d'habitation, le chef de l'établissement doit placer le malade dans une chambre qui ne communique pas directement avec l'établissement même et il doit prendre ou faire prendre toutes les mesures préventives prescrites par le médecin-hygiéniste.

67. When a case of contagious disease occurs in an establishment part of which is used as a dwelling, the establishment manager shall place the patient in a room which does not communicate directly with the establishment proper and he shall take or cause to be taken all the preventive measures prescribed by the medical officer of health.

*Désinfection simultanée**Concurrent disinfection*

68. Dans chaque cas de maladie contagieuse, le chef d'établissement doit pratiquer ou faire pratiquer la désinfection simultanée des expectorations, des sécrétions et des excréments au fur et à mesure de leur production, ainsi que de tous les objets qui ont pu ou peuvent être contaminés, tel que linge de corps, de table, de lit, de maison.

68. In each case of contagious disease, the establishment manager shall effect or cause to be effected the concurrent disinfection of expectorations, secretions and excretions as soon as they are produced as well as of all the objects which may have been or can be contaminated, such as clothing, and table, bed and house linen.

SECTION IX — DEVOIRS DES DIRECTEURS D'HÔPITAUX**SECTION IX — DUTIES OF HOSPITAL DIRECTORS***Devoirs des directeurs d'hôpitaux**Duties of hospital directors*

69. Le directeur de tout hôpital doit, par lui-même s'il est en même temps le directeur médical ou par tout autre médecin, et il commet une infraction s'il ne le fait pas:

69. The director of any hospital must, by himself if he is also the medical director, or through the instrumentality of any other physician, and he commits an infraction if he does not do so:

1° Établir par le prélèvement d'une série de spécimens que, lors de leur entrée au service de l'hôpital, les cuisiniers, les aides, les infirmiers, les infirmières, les étudiantes gardes-malades, ne sont pas des porteurs de bacilles diphtériques, typhiques, paratyphiques ou dysentériques, et ces personnes doivent subir une radiographie pulmonaire.

1° Establish through the taking of a series of samples that at the time they enter the service of the hospital, the cooks, helpers, male attendants, nurses, nurses in training are not carriers of diphtheria, typhoid, paratyphoid or dysentery bacilli, and such persons must undergo a lung X-ray examination.

2° Assurer la vaccination antivariolique, la vaccination antityphoparatyphoïdique et l'im-

2° Arrange for smallpox vaccination, typhoparatyphoid vaccination and the diphtheria

munisation antidiphthérique de chaque préposé aux cuisines, aux infirmiers, infirmières, aides gardes-malades et étudiantes gardes-malades, lors de leur entrée au service de l'hôpital; une injection de rappel doit leur être donnée tous les deux ans;

3° Aviser le médecin-hygiéniste concerné de chaque cas de maladie contagieuse reçu ou diagnostiqué dans l'institution, en indiquant le lieu de résidence du patient et l'aviser à l'avance également du départ de chaque patient ou convalescent traité pour infection entérique, en indiquant à l'avance le jour du départ du malade et son lieu de destination;

4° Faire isoler tout cas reconnu ou douteux de maladie infectieuse dans des locaux affectés à cette fin, jusqu'à ce que le malade puisse être libéré;

5° Faire prélever les spécimens requis pour examens bactériologiques ou sérologiques en vue de la confirmation du diagnostic et de la libération du malade; il doit informer l'autorité sanitaire du résultat de ces examens;

6° Se conformer à toute autre mesure prescrite par le médecin-hygiéniste dans un but de prévention.

Devoirs du directeur de sanatorium

70. En plus des prescriptions imposées à l'article 69, le directeur médical de tout sanatorium doit pratiquer l'épreuve à la tuberculine des cuisiniers, des aides, des infirmiers, des infirmières et des étudiantes gardes-malades et n'accepter en service que les personnes positives à la tuberculose et les négatives qui consentent à la vaccination et reçoivent immédiatement le B.C.G.

SECTION X — LIBÉRATION DES MALADES CONTAGIEUX ET DE LEURS CONTACTS

Certificat d'atteinte

71. Lorsqu'il s'agit de la libération des contacts, l'autorité sanitaire peut refuser d'accepter ou d'émettre un certificat d'atteinte d'une maladie contagieuse survenue antérieurement, lorsque la déclaration n'en a pas été faite à son temps, selon les prescriptions de la Loi de l'hygiène publique de Québec, ou des règlements faits sous son empire.

Personnes immunisées

72. Le médecin-hygiéniste peut tenir sous observation, par isolement médical, une personne immunisée qui a été exposée à l'infection, ou une personne non immunisée qui n'a été que légèrement exposée à l'infection, jusqu'à ce qu'il établisse que telle personne n'a pas été effectivement contaminée et qu'elle ne développera pas la maladie en cause et telle personne doit se conformer aux instructions du médecin-hygiéniste.

Libération

73. Le malade contagieux et ses contacts ne peuvent être libérés que sur avis du médecin-hygiéniste, conformément aux dispositions du présent Règlement, et toute personne qui n'obéit pas aux dispositions du présent article commet une infraction.

immunisation of all kitchen workers, male attendants, nurses, assistant nurses and nurses in training, when they enter the service of the hospital; a booster dose must be given to them two-yearly;

3° Report to the medical officer of health concerned each case of contagious disease admitted or diagnosed in the institution, indicating the patient's place of residence and also notify him in advance of the discharge of each patient or convalescent treated for an enteric infection, indicating in advance the day on which the patient will be discharged and his place of destination.

4° Arrange for the isolation of every recognized or doubtful case of contagious disease in quarters assigned to such use, until the patient can be discharged;

5° Arrange for the taking of the samples needed for bacteriological or serological examinations for the confirmation of the diagnosis and the release of the patient; he must communicate to the sanitary authority the result of such examinations;

6° Carry out any other measure prescribed by the medical officer of health for prevention purposes.

Duties of a sanatorium director

70. In addition to the prescriptions imposed in section 69, the medical director of any sanatorium must tuberculin test the cooks, helpers, male attendants, nurses and nurses in training and accept for service only those persons who are positives to tuberculosis and the negatives who accept vaccination and receive immediately the B.C.G. vaccine.

SECTION X — RELEASE OF CONTAGIOUS PATIENTS AND THEIR CONTACTS

Certificate of previous attack

71. In the matter of the release of contacts, the sanitary authority may refuse to accept or issue a certificate of previous contagious disease attack when such disease has not been reported in proper time according to the prescriptions of the Quebec Public Health Act or of the regulations made thereunder.

Immunized persons

72. The medical officer of health may keep under surveillance, through medical isolation, an immunized person who has been exposed to infection or a non-immunized person who has been but lightly exposed to infection, until he establishes that such person has not actually been contaminated and will not develop the disease involved, and such person shall obey the medical officer of health's instructions.

Release

73. The contagious patient and his contacts may be released only upon the medical officer of health's advice, in accordance with the provisions of this Regulation and any person who does not comply with the provisions of this section commits an infraction.

SECTION XI — DÉSINFECTION

Responsabilité

74. Le chef d'établissement ou le chef de famille doit faire ou doit faire pratiquer les désinfections simultanée et terminale prescrites dans les présents Règlements et il commet une infraction s'il ne le fait pas.

Désinfection simultanée

75. Dans chaque cas de maladie contagieuse, la personne chargée de donner des soins au malade doit, en plus du chef de famille ou du chef d'établissement, pratiquer la désinfection simultanée des expectorations, des sécrétions et des excréments, au fur et à mesure de leur production, ainsi que de tous les objets qui ont pu ou peuvent en être contaminés.

Désinfection terminale

76. Le chef de famille doit opérer ou faire pratiquer la désinfection terminale ou nettoyage chaque fois qu'elle est prescrite par le présent chapitre des Règlements.

Désinfection en cours de maladie

77. Dans les maladies contagieuses où l'agent infectieux peut exister dans les expectorations, sécrétions et excréments du patient, la désinfection simultanée doit se faire comme suit:

1° Dans les maladies contagieuses où l'agent infectieux existe dans les sécrétions des yeux, du nez, de la gorge ou de l'oreille, ces sécrétions doivent être reçues dans un papier ou un linge qui doit être brûlé, ou dans un linge soumis à une ébullition de trente minutes avant d'être envoyé au lavage;

2° Dans les maladies où l'agent infectieux se trouve dans une plaie ouverte ou est éliminé par les organes génitaux urinaires, un pansement doit être maintenu en place pour recevoir les sécrétions purulentes et tout pansement souillé doit être brûlé.

3° Dans les maladies contagieuses où l'agent infectieux peut être éliminé par les selles et les urines, ces excréments doivent subir un mélange intime et un contact prolongé avec le désinfectant, avant d'en disposer suivant les instructions du médecin-hygiéniste.

4° L'infirmier ou la garde-malade ou la personne chargée de donner des soins à un malade contagieux doit se laver soigneusement les mains avec de l'eau et du savon chaque fois qu'elle a donné des soins au malade, qu'elle a touché un objet possiblement souillé et qu'elle doit sortir de la chambre.

Le médecin-hygiéniste peut exiger qu'un désinfectant soit ajouté à l'eau comme mesure de prophylaxie,

Désinfection terminale

78. Lorsque la désinfection terminale ou le nettoyage est obligatoire, le médecin-hygiéniste indique au chef de famille la manière de procéder. Cette désinfection a lieu à la fin de la période de quarantaine ou d'isolement du malade ou des contacts.

Modes et procédés de désinfection

79. En plus du lavage et de l'aération, le médecin-hygiéniste peut ordonner au chef de famille

SECTION XI — DISINFECTION

Responsibility

74. The establishment manager or the family head shall effect or cause to be effected the concurrent and terminal disinfections prescribed in these Regulations and he commits an infraction if he does not do so.

Concurrent disinfection

75. In each case of contagious disease, the person entrusted with the care of the patient must, in addition to the family head or the establishment manager, effect the concurrent disinfection of expectorations, secretions and excretions as soon as they are produced, as well as of all the objects which may have been or can be contaminated thereby.

Terminal disinfection

76. The family head shall effect or cause to be effected the terminal disinfection or cleaning each time it is prescribed in this chapter of the Regulations.

Disinfection during disease

77. In those contagious diseases where the infectious agent may be present in the patient's expectorations, secretions and excretions, the concurrent disinfection shall be carried out as follows:

1° In those contagious diseases where the infectious agent is present in the secretions of the eyes, nose, throat or ears, such secretions must be collected in a paper or a cloth that must be burnt, or in a cloth to be boiled during thirty minutes before being sent to the laundry;

2° In those diseases where the infectious agent is located in an open sore or is eliminated through the genito-urinary organs, a dressing must be kept in place to collect purulent secretions, and every soiled dressing must be burnt.

3° In those contagious diseases where the infectious agent can be eliminated in the stools and urines, such excretions must undergo an intimate mixture and a prolonged contact with the disinfectant, before disposal is made of them according to the medical officer of health's instructions.

4° The male attendant, the nurse or the person to whom is assigned the care of a contagious patient shall wash his or her hands carefully with water and soap every time he or she has attended upon the patient, has touched a possibly soiled object and has to go out of the room.

The medical officer of health may require that a disinfectant be added to the water as a prophylactic measure.

Terminal disinfection

78. When the terminal disinfection or cleaning is compulsory the medical officer of health indicates to the family head the manner of proceeding. Such disinfection takes place at the end of the quarantine or isolation period of the patient and of his or her contacts.

Disinfection methods and processes

79. Besides washing and airing, the medical officer of health may order the family head to

de choisir un ou plusieurs des modes suivants de désinfection :

1° Faire bouillir tout ce qui peut subir l'ébullition :

2° Faire tremper les objets dans une solution à deux pour cent d'eau de javelle, pendant une demi-heure;

3° Laver les planchers, les boiseries, les meubles avec de l'eau et du savon, ou une solution étendue d'eau de javelle, pour les polir ensuite et faire aérer largement la chambre;

4° Brûler tout objet ou linge, chiffons et papiers qui n'ont que peu de valeur;

5° Passer à l'étuve sèche ou humide les objets qui ne peuvent subir ni l'ébullition, ni le trempage dans une solution d'eau de javelle;

6° Se servir de la valise à formaline lorsque le passage à l'étuve ne peut se pratiquer. Dans une boîte ou valise qui ferme hermétiquement, on dispose les objets à désinfecter après les avoir humectés de gouttelettes de formaline, on enveloppe le tout dans un drap humecté ou imbibé du même liquide, on ferme et garde vingt-quatre heures à une température moyenne de 70 degrés F. Pour assurer une plus grande étanchéité à la valise, on doit l'envelopper d'une épaisse couverture; à leur sortie, les objets doivent être exposés au soleil et au grand air;

7° Si les livres dont s'est servi un contagieux ne sont pas détruits, le chef de famille ne doit pas les remettre entre les mains d'une autre personne s'ils n'ont pas été gardés dans un endroit sec pendant une période de six mois;

8° Le Ministre peut ordonner tout autre mode spécial de désinfection qu'il juge nécessaire pour détruire un agent infectieux.

Désinfection des véhicules

80. Le propriétaire de tout véhicule qui a servi au transport d'un contagieux ne doit pas permettre qu'il soit utilisé de nouveau si celui-ci n'a pas été lavé et exposé à l'air et au soleil pendant huit heures avant d'être remis en service et il commet une infraction s'il ne se conforme pas aux dispositions du présent article.

Défense de louer locaux infectés

81. Le propriétaire ou la personne qui administre une maison d'habitation dans laquelle il y a eu depuis moins de dix semaines un ou des cas d'une maladie contagieuse ne doit pas, à qui que ce soit, permettre de l'occuper avant que la désinfection terminale n'ait été faite à la satisfaction d'une ou plusieurs chambres du logis s'il croit la chose nécessaire pour la protection des nouveaux occupants. Ledit médecin peut encore afficher la maison contaminée, qu'elle soit habitée ou non, pour empêcher la diffusion des germes et obtenir que la désinfection soit faite suivant ses directives.

Articles infectés

82. Toute personne qui a en sa possession des vêtements, de la lingerie, des objets ou autres articles infectés au cours d'une maladie contagieuse, doit en faire la désinfection avant de les donner, vendre, prêter ou exposer en vente; elle commet une infraction:

a) si elle en dispose par donation ou autrement, avant de les désinfecter; et

b) si elle les transporte soit dans la même municipalité, soit dans un autre, sans avoir un permis écrit de l'autorité sanitaire.

choose one or more of the following disinfection methods:

1° Boil everything that can withstand boiling.

2° Soak the object for half an hour in a two per cent solution of javel water;

3° Wash the floors, the woodwork and the furniture with water and soap or with a bleaching compound diluted with water, polishing them afterwards and thoroughly airing the room;

4° Burn every object or cloth, rags and papers which have but little value;

5° Bake or steam the objects that can withstand neither boiling nor soaking in a bleaching water solution;

6° Use a formaldehyde chest when baking or steaming cannot be resorted to. In a hermetically-closing chest or trunk, the objects to be disinfected are placed after being moistened with droplets of formaldehyde; the whole is wrapped into a sheet dampened or saturated with the same liquid; the chest is then closed and kept during twenty-four hours at an average temperature of 70 degrees F. To make the trunk more air-tight, it should be wrapped into a thick blanket; after being taken out the objects should be sunned and aired;

7° If the books that have been used by a contagious patient are not destroyed, the family head shall not put them into the hands of another person before they have been kept in a dry place for a period of six months;

8° The Minister may order the use of any other special method of disinfection he deems necessary for the destruction of an infectious agent.

Disinfection of vehicles

80. The owner of any vehicle which has been used for the transportation of a contagious patient must not let it be utilized again if it has not been washed and exposed to air and sun for eight hours before being put once more into service, and he commits an infraction if he does not comply with the provisions of this section.

Renting of infected premises prohibited

81. The owner or the person who administers a dwelling house in which there have been within less than ten weeks one or more cases of contagious disease shall let no one whatever occupy it before terminal disinfection has been carried out to the satisfaction of the medical officer of health; the latter may, besides, insist upon the restoration of one or more rooms of the dwelling if he deems it necessary for the protection of the new occupants. The said physician may also post up the contaminated house, be it inhabited or not, to prevent the spread of germs and ensure the disinfection being made according to his directions.

Infected articles

82. Any person who has in his or her possession clothes underclothing, objects or other articles infected during a contagious disease must effect their disinfection before giving, selling, or lending them or displaying them for sale; such person commits an infraction:

a) if he or she disposes of them by donation or otherwise, before disinfecting them; and

b) if he or she transports them either in the same municipality or in another without a written permit from the sanitary authority.

SECTION XII — PROTECTION DES ÉTUDIANTS

Devoirs des directeurs de pensions

83. Le directeur de toute école où l'on reçoit des pensionnaires doit :

1° Faire la déclaration requise au médecin-hygiéniste concerné de chaque cas de maladie contagieuse reçu ou diagnostiqué dans l'institution ;

2° Faire isoler tout cas reconnu ou douteux de maladie infectieuse dans des locaux affectés à cette fin, jusqu'à ce que le malade puisse être libéré sur permission du médecin-hygiéniste ;

3° Voir à ce que le patient soit assuré de soins médicaux ;

4° Voir à ce que les prélèvements requis de spécimens pour examens de laboratoire soient faits pour confirmer le diagnostic et obtenir la libération ;

5° Se conformer à toute autre mesure prescrite par le médecin-hygiéniste dans un but de prévention.

Le directeur qui ne se conforme pas aux dispositions du présent article commet une infraction.

Exclusion de cas de contagion et de contacts

84. Chaque fois qu'un maître d'école a raison de croire qu'un étudiant qui n'est pas un pensionnaire est atteint d'une maladie contagieuse quelconque, il doit, en plus de la déclaration du cas à laquelle il est astreint en vertu de l'article 81 de la Loi de l'hygiène publique de Québec ou de l'article 4 du présent chapitre des Règlements, exclure immédiatement l'étudiant présumé malade et refuser de recevoir les autres étudiants de la même famille jusqu'à ce que le médecin ou l'autorité sanitaire l'avise que tel étudiant peut être réadmis à l'école sans danger de contagion.

Autres exclusions

85. Chaque fois qu'un maître d'école a raison de croire qu'un étudiant qui n'est pas un pensionnaire est atteint de gale, herpès circiné, impétigo contagieux, pédiculose, teigne ou trachôme, il doit refuser l'entrée de l'école à cet étudiant et ne le réadmettre qu'après guérison, si celle-ci fait doute, l'étudiant doit justifier son retour à l'école par la permission du médecin traitant ou de l'autorité sanitaire.

Permis de sortie aux étudiants et instituteurs

86. Le médecin-hygiéniste peut permettre à un maître d'école ou à un étudiant qui a vécu dans une maison d'habitation où il y a eu un cas de diphtérie, de croup ou de scarlatine, de retourner à l'école, pourvu qu'il ne soit pas un porteur de germes, qu'il change de résidence et se conforme aux demandes de l'autorité sanitaire, et il commet une infraction s'il retourne à l'école sans cette permission. Dans les maladies infectieuses qui n'entraînent pas d'affichage, l'exclusion est laissée à la discrétion du médecin-hygiéniste qui doit cependant tenir compte de la protection de la santé publique.

Recherche des cas de contagion

87. Tout maître d'école constatant l'absence non motivée d'un étudiant, pendant trois jours consécutifs, doit en informer l'autorité sanitaire qui instituera des recherches pour dépister les cas de contagion.

SECTION XII — PROTECTION OF STUDENTS

Duties of boarding school directors

83. The directors of any school where boarders are admitted shall:

1° Make to the medical officer of health concerned the required report regarding each case of contagious disease received or diagnosed in the institution;

2° Arrange for the isolation of any recognized or suspected case of infectious disease in quarters assigned to such use, until the patient can be released by permission of the medical officer of health;

3° See to it that the patient is assured of medical care;

4° See to it that the required taking of samples for laboratory examination is done to confirm the diagnosis and obtain the release;

5° Comply with any other measure prescribed by the medical officer of health for prevention purposes.

A director who does not comply with the provisions of this section commits an infraction.

Exclusion of contagious cases and contacts

84. Each time a school teacher has reason to believe that a student who is not a boarder is suffering from any contagious disease whatever, he must, in addition to reporting the case as he is bound to do under section 81 of the Quebec Public Health Act or under section 4 of this chapter of the Regulations, exclude at once the student who is presumed sick and refuse to admit the other students of the same family until the physician or the sanitary authority advises him that such student may be readmitted to the school without any danger of contagion.

Other exclusions

85. Every time a school teacher has reason to believe that a student who is not a boarder is suffering from scabies, herpes, contagious impetigo, pediculosis, ringworm or trachoma, he shall deny that student admittance to the school and readmit him only after cure; if the latter is questionable the student must justify his return to school by obtaining the permission of the medical practitioner or the sanitary authority.

Going-out permission to students and teachers

86. The medical officer of health may allow a school-teacher or a student who has lived in a dwelling house where a case of diphtheria, croup or scarlet fever has occurred to return to school provided he is not a germ carrier, that he changes his residence and that he complies with the requirements of the sanitary authority, and he commits an infraction if he returns to school without such permission. In infectious diseases which do not necessitate posting-up, exclusion is left to the discretion of the medical officer of health who must however take into consideration the protection of public health.

Search for contagious cases

87. Any school teacher who notices the unjustified absence of a student for three consecutive days must inform the sanitary authority which will initiate a search for the detection of contagious cases.

Tuberculose

88. Le maître d'école doit interdire l'accès des salles de classe ou d'étude, des dortoirs et des cuisines à tout étudiant et toute autre personne souffrant de tuberculose soupçonnée ou reconnue des voies respiratoires.

Fermeture des écoles

89. Le président, ou en son absence, le secrétaire de la commission scolaire ou de la corporation municipale, ou du bureau de direction des écoles indépendantes, selon le cas, doit, pour arrêter la propagation des maladies contagieuses, ordonner la fermeture des écoles désignées et pour le temps déterminé par le médecin hygiéniste.

Vaccination antivariolique

90. Tout maître d'école et toute personne ou corporation ayant le contrôle d'une école doit, selon le cas, refuser d'admettre dans l'école tout étudiant qui ne peut produire un certificat médical attestant, soit qu'il a été vacciné avec succès contre la variole, au cours des cinq dernières années, soit qu'il a eu antérieurement la variole, soit qu'il est insusceptible de prendre la vaccine. Cependant, ce dernier certificat n'est valable que pour un an à compter de la date à laquelle l'opération a été pratiquée, à la condition que la vaccination ait été essayée au moins à deux reprises successives avec du vaccin frais. L'admission de chaque étudiant en contrevention avec le présent article constitue une offense distincte.

Devoir des commissaires

91. Il est du devoir, selon le cas, du président de la corporation scolaire, des commissaires d'écoles ou des syndics, de faire observer dans les écoles sous leur juridiction les prescriptions des articles 84, 85, 87, 88, 89 et 90 des présents Règlements, et quiconque de ces officiers tente d'induire un maître d'école à passer outre aux présents Règlements commet une infraction et il commet également une infraction s'il néglige de faire observer les prescriptions des articles ci-énumérés.

SECTION XIII — ENSEVELISSEMENT, FUNÉRAILLES, TRANSPORT ET INHUMATION

Certificat médical

92. Le directeur de funérailles, ou la personne en faisant office, ne doit accepter de prendre charge du cadavre d'une personne décédée de maladie contagieuse avant que le médecin traitant ou le coroner n'ait délivré son certificat médical de décès ou son permis d'inhumation.

Sortie d'un cadavre contagieux d'un hôpital

93. Les autorités de tout hôpital avant de laisser sortir un cadavre contagieux de leur institution doivent:

1° Avertir l'autorité sanitaire concernée du décès survenu;

2° S'enquérir du lieu de l'inhumation, et lors que celle-ci doit être faite en dehors de la municipalité, exiger du directeur de funérailles, ou de la personne chargée du transport du cadavre, la production du permis de transport municipal avant de permettre la sortie du cadavre;

3° Exiger la production du permis municipal d'inhumation dans les municipalités de cités où

Tuberculosis

88. The school teacher shall deny access to classrooms or study rooms, dormitories and kitchens to any student and any other person suspected of suffering from tuberculosis of the respiratory tract or recognized as so affected.

Closing of schools

89. The chairman, or in his absence the secretary of the school board or of the municipal corporation or of the board of directors of independent schools, as the case may be, must, in order to stop the propagation of contagious diseases, order the closing of the designated schools for the period determined by the medical officer of health.

Antivariolic vaccination

90. Every school teacher and any person or corporation having the control of a school shall, as the case may be, deny admittance to the school to any student who cannot produce a medical certificate showing either that he was successfully vaccinated against smallpox within the last five years, that he has previously suffered from smallpox, or that he is insusceptible to vaccine. However the latter certificate is valid for only one year from the date of which vaccination took place, provided it was tried at least twice in succession with fresh vaccine. Admission of every student in violation of this section constitutes a distinct offense.

Duty of the school trustees

91. It is the duty, as the case may be, of the chairman of the school board, of the members of the latter or of the trustees to see to the observance in the schools under their jurisdiction of the provisions of section 84, 85, 87, 88, 89 and 90 of these Regulations and any among such officers who attempts to induce a school teacher to disregard these Regulations commits an infraction as he also does if he fails to see to the observance of the prescriptions of the above enumerated sections

SECTION XIII — SHROUDING, FUNERAL, TRANSPORT AND BURIAL

Medical certificate

92. The undertaker, or the person acting in such capacity, shall not accept to take charge of the corpse of a person who has died from a contagious disease before the medical practitioner or the coroner has delivered his medical death certificate or his burial permit.

Removal of a contagious corpse from hospital

93. The authorities of any hospital, before permitting the removal of a contagious corpse from their institution, shall:

1° Report to the sanitary authority concerned the death that has occurred;

2° Inquire about the burial place and when such burial is to be outside the municipality, require from the undertaker or from the person entrusted with the transport of the corpse, production of the municipal transport permit before permitting the removal of the corpse;

3° Require production of the municipal burial permit in the municipalities of cities where the

l'autorité sanitaire municipale doit contrôler les inhumations.

municipal sanitary authority has control over burials.

Mesures restrictives applicables à certains décès par contagion

Restrictive measures applicable to deaths by contagion

94. Le médecin traitant ou le coroner, selon le cas, doit informer le directeur de funérailles, ou la personne en faisant office, de la cause du décès, avant qu'il ne puisse prendre charge du cadavre d'une personne décédée d'une des maladies contagieuses suivantes: charbon ou pustule maligne, choléra asiatique, typhus ou variole, et alors le cadavre doit être préparé de la façon suivante:

94. The medical practitioner or the coroner, as the case may be, shall inform the undertaker, or the person acting in such capacity, as to the cause of death before he may take charge of the corpse of a person who has died from one of the following contagious diseases: anthrax or malignant pustule, Asiatic cholera, typhus, or smallpox, and then the corpse shall be prepared in the following manner:

1° Il est interdit de procéder à l'embaumement;

1° Embalming is prohibited;

2° Les orifices naturels du cadavre doivent être obturés par des tampons compressifs de coton hydrophile;

2° The natural orifices of the corpse must be obturated with compressive absorbent-cotton pads;

3° Le cadavre doit être lavé dans une solution désinfectante, enveloppé de bandelettes saturées de solution désinfectante et immédiatement déposé dans un cercueil qu'il n'est plus permis d'ouvrir;

3° The corpse must be washed in a disinfectant solution, wrapped in strips saturated with a disinfectant solution and immediately placed in a casket which no one is permitted to open again:

4° Le transport du cadavre d'une municipalité à une autre ne peut être fait que s'il est enfermé dans un cercueil en métal solide et hermétiquement fermé, ou bien en bois doublé de métal hermétiquement fermé et qu'avec la permission de l'Épidémiologiste, qui pourra selon le cas indiquer des mesures additionnelles de protection pour le public;

4° Transport of the corpse from a municipality to another can only be effected if the corpse is enclosed in a casket made of solid metal and hermetically closed, or of wood lined with metal and hermetically closed and only with the permission of the Epidemiologist who may, as the case may be, indicate additional measures for the protection of the public;

5° Si l'inhumation a lieu dans le cimetière affecté à la municipalité du décès, il suffit d'enfermer le cadavre dans un cercueil en bois, dont le fond est doublé d'une feuille étanche de métal et alors l'inhumation doit être faite dans les trente-six heures du décès.

5° If burial takes place in the cemetery assigned to the municipality where the death occurred, it is sufficient that the corpse be placed in a wooden casket the bottom of which must be lined with an impervious metal sheet and then burial must take place within thirty-six hours after death.

Embaumement ou cercueil métallique hermétique

Embalming or hermetic metal casket

95. Le cadavre d'une personne décédée d'une maladie contagieuse autre que le charbon ou pustule maligne, le choléra asiatique, le typhus ou la variole peut être embaumé et alors aucune restriction sanitaire ne s'impose au sujet de l'exposition, du transport, des funérailles et de l'inhumation. De même aucune restriction ne s'impose, si le cadavre n'est pas embaumé, mais est déposé dans un cercueil en métal solide hermétiquement fermé ou dans un cercueil en bois doublé de métal hermétiquement fermé.

95. The corpse of a person who has died from a contagious disease other than anthrax or malignant pustule, Asiatic cholera, typhus or smallpox may be embalmed and then no sanitary restriction applies as regards the lying in state, the transport, the funeral and the burial. Likewise no restriction applies if the corpse is not embalmed but is placed into a solid metal casket hermetically closed or into a wooden casket lined with metal and hermetically closed.

Mesures applicables dans les autres cas

Measures applicable in other cases

96. Lorsque le cadavre d'une personne décédée d'une maladie contagieuse autre que le charbon ou pustule maligne, le choléra asiatique, le typhus ou la variole, n'est ni embaumé, ni déposé dans un cercueil métallique hermétique, les mesures restrictives suivantes doivent être observées:

96. When the corpse of a person who has died of a contagious disease other than anthrax or malignant pustule, Asiatic cholera, typhus, or smallpox is neither embalmed nor placed into a hermetic metal casket the following restrictive measures must be observed:

1° Les orifices naturels du cadavre doivent être obturés par des tampons compressifs de coton hydrophile;

1° The natural orifices of the corpse must be obturated with compressive absorbent-cotton pads;

2° Le cadavre doit être lavé dans une solution désinfectante enveloppé de bandelettes saturées de solution désinfectante et immédiatement déposé dans un cercueil qu'il n'est plus permis d'ouvrir, mais la vue du cadavre peut être permise si le cercueil comporte une fenêtre fermée;

2° The corpse must be washed in a disinfectant solution, wrapped with strips saturated with a disinfectant solution and immediately placed into a casket which no one is permitted to open again, but a view of the corpse may be permitted if the casket has a closed window;

3° L'inhumation doit avoir lieu dans le cimetière affecté à la municipalité où est survenu le décès et le transport du cadavre d'une municipalité à une autre n'est pas permis;

3° Burial must take place in the cemetery assigned to the municipality where the death occurred and transport of the corpse from a municipality to another is not permitted;

4° Le corps peut être exposé, mais la tombe doit rester fermée;

5° Les funérailles religieuses sont autorisées, avec l'assistance des autorités religieuses locales;

6° L'inhumation doit être faite dans les trente-six heures du décès;

7° Le cadavre ne doit pas être déposé dans un charnier public.

4° The corpse may be laid in state but the casket must remain closed;

5° A religious funeral is authorized with the consent of local religious authorities;

6° Burial must take place within thirty-six hours after death;

7° The corpse must not be placed in a public charnel-house.

Mesures de prophylaxie

97. Dans tous les décès par une maladie contagieuse quiconque, l'exposition publique ou privée du corps, l'assistance aux cérémonies religieuses des contacts et le transport du cadavre restent cependant toujours soumis aux mesures de prophylaxie relatives à la transmission des maladies contagieuses.

Prophylactic measures

97. In all deaths from any contagious disease, the public or private lying in state, the attendance of contacts at the religious ceremonies and the transport of the corpse always remain, however, subject to the control measures concerning the transmission of contagious diseases.

Aseptic

98. Le directeur de funérailles doit observer la plus stricte aseptic et prendre les plus grandes mesures de protection pour empêcher la dissémination de l'infection et opérer une désinfection parfaite des locaux et des instruments de travail, dans l'ensevelissement du cadavre d'une personne morte d'une maladie contagieuse quelconque.

Aseptic

98. The undertaker must observe the strictest asepsis and take the utmost precautionary measures to prevent the dissemination of the infection and carry out a perfect disinfection of the premises and work instruments in the shrouding of the corpse of a person who has died of any contagious disease.

SECTION XIV — MALADIES CONTAGIEUSES DES ANIMAUX TRANSMISSIBLES À L'HOMME

SECTION XIV — ANIMAL CONTAGIOUS DISEASES TRANSMISSIBLE TO MAN

Déclaration du propriétaire

Report by the owner

99. Lorsqu'un animal est atteint de brucellose bactérienne, de l'érysipèle du porc, de la morve, de la picotte des vaches, de psittacose, de la rage, de teigne favreuse ou de tuberculose, le propriétaire de l'animal doit, dans les vingt-quatre heures de la connaissance de ce fait, déclarer l'existence et la nature de cette maladie à l'autorité sanitaire.

99. When an animal suffers from bovine erysipelas, glanders, cow pox, psittacosis, rabies, crusted ringworm, or tuberculosis, the owner of the animal shall, within twenty-four hours after finding out such fact, report the existence and the nature of such disease to the sanitary authority.

Lorsque le propriétaire appelle un médecin-vétérinaire pour donner des soins à l'animal malade et pour faire une épreuve, le propriétaire est libéré de l'obligation de faire la déclaration prévue au présent article.

When the owner calls upon a veterinary surgeon to tend the sick animal and conduct a test, the owner is freed from the obligation of making the report provided for in this section.

Déclaration du médecin-vétérinaire

Report by the veterinary surgeon

100. Lorsqu'un animal est atteint de brucellose bovine, ou caprine, ou porcine, du charbon bactérien, de l'érysipèle du porc, de la morve, de la picotte des vaches, de psittacose, de la rage, de teigne favreuse ou de tuberculose, le médecin-vétérinaire appelé à lui donner des soins, ou à faire une épreuve, doit, dans les vingt-quatre heures, déclarer l'existence et la nature de cette maladie:

100. When an animal suffers from bovine, caprine or porcine brucellosis, anthrax, porcine erysipelas, glanders, cow pox, psittacosis, rabies, crusted ringworm, or tuberculosis, the veterinary surgeon called upon to tend it or to conduct a test must, within twenty-four hours, report the existence and the nature of such disease:

- a) à l'autorité sanitaire et
- b) au service vétérinaire du Ministère de l'Agriculture.

- a) to the sanitary authority; and
- b) to the Veterinary Service of the Department of Agriculture.

Isolement

Isolation

101. Le propriétaire d'un animal atteint d'une des maladies désignées aux articles 99 et 100 précédents de même que le médecin-vétérinaire doivent prendre des mesures pour isoler immédiatement l'animal malade dans un compartiment, une bâtisse spéciale ou un enclos séparé, approuvé par le médecin-hygiéniste, en attendant de disposer de l'animal, selon les directives de l'autorité sanitaire.

101. The owner of an animal suffering from one of the diseases mentioned in sections 99 and 100 above, as well as the veterinary surgeon, shall take measures with a view to isolating at once the stricken animal in a compartment, a special building or a separate enclosure, approved by the medical officer of health, pending disposal of the animal in accordance with the directions of the sanitary authority.

Précautions

102. Quiconque soigne un animal malade du charbon, de la morve ou de la psittacose, ne doit ni soigner d'autres animaux, ni entrer dans une maison sans avoir changé de vêtements et de chaussures et s'être lavé les mains soigneusement.

Devoirs de l'oiselier

103. Tout importateur ou tout éleveur d'oiseaux susceptibles de développer la psittacose ou de devenir porteurs de germes, doit tenir un record écrit de la provenance des oiseaux et de la manière dont on en a disposé, indiquant le nom et l'adresse de l'acheteur et du vendeur, la date de la transaction et l'adresse du lieu où les oiseaux sont gardés. Ce record doit être fourni sur demande au médecin-hygiéniste ou à l'autorité sanitaire.

Mesures contre la psittacose

104. Lorsque survient un cas de psittacose chez un oiseau, le propriétaire doit garder tous les oiseaux de la même maison ou tous les oiseaux de l'oiselière, dont provient l'animal infecté, et les remettre au médecin-hygiéniste ou à l'autorité sanitaire municipale qui indique comment on doit en disposer en ordonnant soit leur destruction, soit leur détention. Pour sortir les oiseaux de la maison ou de l'oiselière, le médecin-hygiéniste ordonnera à l'opérateur de porter un masque contre les gaz toxiques. Il doit également ordonner que les animaux que l'on veut détruire soient chloroformés puis plongés dans une solution de phénol ou de crésol et gardés dans des linges humides jusqu'à ce qu'ils soient soumis à l'autopsie ou brûlés.

Désinfection simultanée

105. Le propriétaire, au cours de la maladie des animaux atteints de brucellose, de charbon bactérien, de morve, de psittacose, de rage ou de tuberculose, doit brûler les restes de foin ou de nourriture, la litière, les excréments, le sang et les autres liquides provenant des animaux; le médecin-hygiéniste peut lui permettre de les enterrer après les avoir recouverts de chaux vive ou de chlorure de chaux.

Désinfection terminale

106. La maladie terminée par la guérison ou par la mort, le propriétaire doit procéder à la désinfection terminale: les mangeoires, les abreuvoirs, les seaux et autres récipients, les parois et le plancher du local doivent être lavés au lait de chaux ou avec une solution de chlorure de chaux titrée à six onces par gallon d'eau. Pour le sol d'un enclos, le médecin-hygiéniste peut demander qu'on ameublisse la surface de la terre et qu'on y mélange de la chaux vive ou du chlorure de chaux.

Peaux

107. Il est défendu d'écorcher les animaux morts de charbon bactérien et la carcasse de l'animal sera enterrée avec sa peau.

Carcasses

108. La carcasse des animaux morts de charbon bactérien sera déposée dans une fosse dans le fond de laquelle on aura préalablement jeté trois pouces de chaux vive. On doit mettre la même épaisseur de chaux vive par dessus l'animal et couvrir d'environ deux pieds de terre.

Precautions

102. Whoever tends an animal suffering from anthrax, glanders or psittacosis must neither tend other animals nor enter a house without having changed his clothes and shoes and carefully washed his hands.

Duties of a bird-dealer

103. Any importer or breeder of birds liable to contract psittacosis or to become germ carriers must keep a written record of the origin of the birds and of their disposal, indicating the name and address of the purchaser and of the seller, the date of the transaction and the address of the place where the birds are kept. Such record must be produced on request to the medical officer of health or the sanitary authority.

Measures against psittacosis

104. When there occurs a case of psittacosis in a bird, the owner shall keep all the birds of the same house or all the birds of the bird-shop from which the infected animal came and deliver them to the medical officer of health or to the municipal sanitary authority which indicates the manner of their disposal, ordering either their destruction or their detention. To remove the birds from the house or the bird-shop, the medical officer of health shall order the operator to wear a gas mask. He must also order that the animals to be destroyed be chloroformed and afterwards dipped into a phenol or cresol solution and kept in damp cloths until an autopsy has been made on them or they have been burnt.

Concurrent disinfection

105. During the disease of animals suffering from brucellosis, anthrax, glanders, psittacosis, rabies, or tuberculosis, the owner shall burn the remnants of fodder or food, the litter, the excrements, the blood or other liquids from the animals; the medical officer of health may permit him to bury them after having covered them with quicklime or calcium chloride.

Terminal disinfection

106. Once the disease has been terminated by a cure or by death, the owner shall proceed with terminal disinfection; the mangers, watering-troughs, the pails and other receptacles, the walls and the floor of the premises shall be cleaned with whitewash or with a solution of six ounces of calcium chloride per gallon of water. For the ground of an enclosure the medical officer of health may require that the surface soil be broken up and that quicklime or calcium chloride be mixed with it.

Skins

107. No one may flay animals that have died of anthrax and the carcass of the animal shall be buried with the skin on.

Carcases

108. The carcasses of animals that have died of anthrax shall be deposited in a pit the bottom of which shall have beforehand been covered with three inches of quicklime. The same thickness of quicklime must be put over the animal; the pit being then covered with about two feet of earth.

Peaux contaminées

109. Lorsqu'on arrive au diagnostic de charbon bactérien seulement après la mort de l'animal et que l'on a déjà disposé de la peau, le propriétaire de l'animal mort doit retracer cette peau, l'identifier et la brûler ou l'enterrer entre deux couches de trois pouces de chaux vive.

Désinfection des peaux possiblement contaminées

110. Lorsqu'il devient impossible de retracer la peau d'un animal malade au milieu de toutes les autres peaux de l'acheteur ou du tanneur, ce dernier doit procéder à la désinfection de toutes les peaux par l'une des méthodes suivantes:

a) Immersion des peaux pendant au moins vingt heures dans une solution d'au moins 15 livres de chlorure de chaux par 100 gallons d'eau. On pourra ensuite procéder à l'épilation de la peau (débourrage);

b) Immersion des peaux pendant au moins vingt heures dans une solution contenant 2% d'acide chlorhydrique absolue et 10% de chlorure de soude (sel de cuisine). On devra retenir les peaux pendant huit jours en entrepôt après cette épreuve avant de procéder à l'épilation.

SECTION XV — PÉNALITÉS POUR INFRACTIONS

Pénalités

111. Pour toute infraction aux dispositions du présent chapitre des Règlements, le contrevenant est passible d'une amende n'excédant pas vingt dollars (\$20.00) et d'une amende additionnelle n'excédant pas vingt dollars (\$20.00) par jour, pour chaque jour, en sus de deux durant lesquels l'infraction se continue.

43549-0

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1081

Québec, le 24 octobre 1956.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Section "I"

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux employés de garages dans la cité de Sherbrooke et un rayon de dix (10) milles de ses limites, et la cité de Thetford Mines et un rayon de cinq (5) milles de ses limites.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), des parties contractantes à la convention collective de travail relative aux employés de garages dans la cité de Sherbrooke et un rayon de dix (10) milles de ses limites, et la cité de Thetford Mines et un rayon de cinq (5) milles de ses limites, rendue obligatoire par le décret numéro 828 du 16 juillet 1953, amendé par l'arrêté en conseil numéro 1206-I du 23 novembre 1955, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-Gouverneur en Conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 21 juillet 1956;

Contaminated skins

109. When a diagnosis of anthrax is arrived at only after the death of the animal and the skin has already been disposed of, the owner of the dead animal shall retrace that skin, identify it and burn it or bury it between two three-inch layers of quicklime.

Disinfection of possibly contaminated skins

110. When it is impossible to retrace the skin of a sick animal among all the other skins of a buyer or a tanner, the latter shall proceed with the disinfection of all the skins by one of the following methods:

a) Immersion of the skins for at least twenty hours in a solution of at least 15 pounds of calcium chloride per 100 gallons of water, after which the unhairing of the skin may be proceeded with.

b) Immersion of the skins for at least twenty hours in a solution containing 2 per cent absolute hydrochloric acid and 10 per cent sodium chloride (table salt). After this operation the skins shall be stored for eight days before being unhaired.

SECTION XV — PENALTIES FOR INFRACTIONS

Penalties

111. For any infraction of the provisions of this chapter of the Regulations, the offender is liable to a fine not exceeding twenty dollars (\$20.00) and to an additional fine not exceeding twenty dollars (\$20.00) per day for each day over two during which the infraction continues.

43549-0

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1081

Quebec, October 24, 1956.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "I"

CONCERNING amendments of the decree relating to garage employees in the city of Sherbrooke and a radius of ten (10) miles from its limits, and in the city of Thetford Mines and a radius of five (5) miles from its limits.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to garage employees in the city of Sherbrooke and a radius of ten (10) miles from its limits and in the city of Thetford Mines and a radius of five (5) miles from its limits, rendered obligatory by the decree No. 828 of July 16, 1953, amended by Order in Council No. 1206-I of November 23, 1955, have petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council some amendments to the said decree;

WHEREAS the petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of July 21, 1956;

ATTENDU QUE l'objection formulée a été appréciée conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 828, soit modifié comme suit:

1° Le paragraphe "c" de l'article I est remplacé par le suivant:

"c) *Compagnon*: Le mot "compagnon" désigne tout salarié ayant terminé son apprentissage et obtenu son certificat de qualification dans l'un des métiers de l'industrie de l'automobile tels que: charron, débosseur, électricien, forgeron, machiniste, mécanicien, menuisier, nettoyeur de bourrure, peintre, reboureur, soudeur, spécialiste en radiateur, spécialiste en ressemelage (footing specialist), spécialiste en cuisson (burning specialist), spécialiste en préparation du rechapage buffing specialist), spécialiste en alignement des roues, spécialiste en mise à point des moteurs (tune-up), spécialiste en réparation des freins, spécialiste en transmission automatique, spécialiste en ressort, spécialiste en différentiel, spécialiste en châssis, vérificateur, vitrier, vulcanisateur, etc. . . .

Cette énumération n'est pas limitative."

2° Le paragraphe "g" suivant est ajouté à l'article III:

"g) Nonobstant les dispositions de l'article VII, un salarié de quelque catégorie que ce soit qui travaille comme homme de service et gardien, du samedi midi au lundi matin (7.00 a.m.) ou un jour chômé, peut être rémunéré au taux horaire minimum de \$0.85. Cependant si, au cours de cette période, il doit exécuter du travail appartenant à son propre métier, il doit alors être rémunéré au taux déterminé pour son métier pendant tout le temps ainsi consacré."

3° Le paragraphe "a" de l'article V est remplacé par le suivant:

"V. a) *Jours chômés*: Les jours chômés sont les suivants: les dimanche, le Premier de l'An, l'Épiphanie, le Vendredi Saint, l'Ascension, la Toussaint, l'Immaculée-Conception, la Noël, la fête de la Reine, la Saint-Jean-Baptiste (24 juin), le jour de la Confédération (1er juillet), la Fête du Travail et le jour d'Actions de Grâce. Tout salarié exécutant du travail urgent pendant un de ces jours là, doit être rémunéré au taux de salaire double à l'exception des hommes de service. Si Noël et le Premier de l'An tombent un dimanche, le lundi suivant est chômé."

(Document "I" annexé à l'arrêté).

43531-o L. DÉSILETS,
Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1081

Québec le 24 octobre 1956.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en Conseil

Section "K"

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux établissements commerciaux dans la ville de Mégantic et un rayon de deux milles de ses limites.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la conven-

WHEREAS the objection raised has been duly considered as required by the Act;

IT IS THEREFORE ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the said decree, No. 828, be amended as follows:

1. Subsection "c" of section I is replaced by the following:

"c) *Journeyman*: The word "journeyman" means any employee who has completed his apprenticeship and obtained his certificate of competence in one of the trades of the automobile industry; such as: Wheelwright, body worker, electrician blacksmiths, machinists, mechanic, joiner upholstery cleaner, painters, upholsterer, welder, radiator repair specialist, footing specialist, burning specialist, buffing specialist, wheel alignment specialist, tune-up specialist, brake repair specialist, automatic transmission specialist, auto spring specialist, differential specialist, frame specialist, tester, glazier, vulcanizer, etc.

This enumeration is not limitative."

2. The following subsection "g" is added to section III:

"g) Notwithstanding the provisions of section VII, employees of all categories who work as service men and watchmen from 12.00 (noon) Saturday to 7.00 a.m. Monday or on any day kept as a holiday shall be paid a minimum of eighty-five cents (\$0.85) per hour, but if, during that period, they have to work in their own trade, they shall be paid accordingly for the number of hours so worked."

3. Subsection "a" of section V is replaced by the following:

"V. a) *Holidays*: The following days shall be kept as holidays: Sundays, New Years' Day, Epiphany, Good Friday, Ascension Day, All Saints' Day, Immaculate Conception, Christmas Day, the Queen's Birthday, St. John the Baptist Day (June 24), Confederation Day (July 1st) Labour Day and Thanksgiving Day. All urgent work performed during these days shall be paid at the rate of double time, except for service men. If Christmas and New Year's Day fall on Sunday the following Monday is kept as a holiday."

(Document "I" annexed to the Order).

43531-o L. DÉSILETS,
Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Numver 1081

Quebec, October 24th, 1956.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "K"

CONCERNING amendments of the dree relating to commercial establishments in the town of Mégantic and a radius of two miles from its limits.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour

tion collective de travail relative aux établissements commerciaux de Mégantic, rendue obligatoire par le décret numéro 548 du 28 mai 1954, amendé par l'arrêté en conseil numéro 997-A du 14 septembre 1955, ont présenté au Ministre du Travail, une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-gouverneur en Conseil, certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 15 septembre 1956;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret numéro 548, soit modifié comme suit:

L'article III est remplacé par le suivant:

"III. *Durée du travail*: a) L'heure dont fait mention le présent décret est l'heure légale de la corporation municipale intéressée.

b) La semaine régulière de travail dans les établissements régis par le décret est la suivante:

1° Dans les *épiceriers, boucheries, et épiceries-boucheries*: Cinquante-quatre (54) heures réparties comme suit:

Les lundi, mardi, mercredi, jeudi et samedi: de 8.30 a.m. à 6.00 p.m.; le vendredi: de 8.30 a.m. à 10.00 p.m.

Note: Aucun employeur ne peut faire travailler son ou ses employés à la vente de la bière en dehors des heures-ci-haut mentionnées.

De même, aucun employé ne doit travailler à la vente de la bière en dehors des heures ci-haut mentionnées.

2° Dans les *quincailleries et ferronneries*: cinquante-trois (53) heures réparties comme suit:

Les lundi, mardi, mercredi et jeudi: de 8.00 a.m. à 6.00 p.m.; le vendredi: de 8.00 a.m. à 10.00 p.m.; le samedi: de 8.00 a.m. à 1.00 p.m.

Note: L'employeur peut faire travailler ses employés le samedi après-midi jusqu'à 6.00 p.m. durant le mois de décembre, et ce, sans rémunération additionnelle.

3° Dans les autres établissements commerciaux: Cinquante-et-une (51) heures répartie comme suit:

Les lundi, mardi, mercredi, jeudi et samedi de 9.00 a.m. à 6.00 p.m.; le vendredi: de 9.00 a.m. à 10.00 p.m.

c) Avant de quitter le travail, les employés doivent avoir servi les clients présents et remis le magasin en bon état d'ordre et de propreté.

d) Le travail peut être prolongé jusqu'à 10.00 p.m. sans rémunération supplémentaire, durant certains jours précédant les fêtes de Noël et du Premier jour de l'An, soit du 17 au 24 décembre inclusivement ainsi que les 30 et 31 décembre.

e) Une (1) heure doit être accordée à tout employé pour le repas du midi et une heure (1) pour le repas du soir, quand il doit retourner au travail le soir.

f) Le travail supplémentaire doit être rémunéré au taux et demi du salaire payé.

Réserve: Nonobstant les dispositions du décret, la durée des heures de travail dans les établissements commerciaux ne doit en aucun cas constituer une dérogation aux dispositions de la Loi des établissements Industriels et Commerciaux (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 175) aux décrets faits sous son autorité

agreement relating to commercial establishments of Megantic, rendered obligatory by the decree No. 548 of May 28th, 1954, amended by Order in Council No. 997-A of September 14th, 1955, have petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council some amendments to the said decree;

WHEREAS the petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of September 15th, 1956;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour;

THAT the said decree, number 548, be amended as follows:

Section III is replaced by the following:

"III. *Duration of work*: a) The hours mentioned in the present decree are based on the legal time in force in the municipal corporation concerned

b) The standard duration of work in the establishments governed by the decree shall be as follows:

1. *In Groceries, butcher shops, and groceries-butcher shops*: fifty-four (54) hours distributed as follows:

Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Saturday: 8.30 a.m. to 6.00 p.m.; Friday: 8.30 a.m. to 10.00 p.m.

Note: No employer may cause his employee or employees to work at the sale of beer outside the hours above mentioned.

Likewise, no employee shall work at the sale of beer outside the hours above mentioned.

2. *In Hardware stores*: fifty-three (53) hours distributed as follows:

Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday: 8.00 a.m. to 6.00 p.m. Friday: 8.00 a.m. to 10.00 p.m.; Saturday: 8.00 a.m. to 1.00 p.m.

Note: Employers may keep their employees on Saturday afternoon until 6.00 p.m. during the month of December, without additional remuneration.

3. *In Other establishments*: Fifty-one (51) hours distributed as follows:

Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Saturday: 9.00 p.m. to 6.00 p.m.; Friday 9.00 a.m. to 10.00 p.m.

c) Before leaving, employees shall wait on customers present and set things to right in the store.

d) Work may be extended until 10.00 p.m., without extra pay on certain days preceding Christmas and New Year's Day, i.e. from December 17th, to the 24th, inclusive, and on December 30th, and 31st.

e) One hour shall be given to every employee for the noon meal, and one hour for the evening meal, when he has to work in the evening.

f) Overtime work shall be paid at the rate of time and one half based on the wages paid.

Provision: Notwithstanding the provisions of the decree, the duration of working hours in commercial establishments shall never constitute a violation of the provisions of the Industrial and Commercial Establishments' Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 175), of the decrees enacted under its authority and of the

et aux règlements établis par les municipalités compétentes.”

(Document “K” annexé à l’arrêté).

L. DÉSILETS,
43531-o Greffier du Conseil Exécutif,

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1082

Québec, le 24 octobre 1956.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Section “B”

CONCERNANT une modification du décret relatif au métier de barbier-coiffeur dans la région de Saint-Jean.

ATTENDU QUE, conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Ministre du Travail a donné avis de son intention de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-Gouverneur en Conseil une modification au décret numéro 666 du 15 juin 1955, relatif au métier de barbier coiffeur dans la cité de Saint-Jean, les villes d'Iberville, Farnham, Cowansville, Laprairie, Bedford, le village de Sweetsburg et la municipalité d'Henryville;

ATTENDU QUE ledit avis a été publié dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 18 août 1956;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation de la modification proposée;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 666, soit modifié comme suit:

Les mots “et le territoire compris dans un rayon de six (6) milles de leurs limites” apparaissant à l'article II, sont remplacés par les mots “et le territoire compris dans un rayon de trois (3) milles de leurs limites” et les changements de concordance doivent être apportés à l'article III.

(Document “B” annexé à l’arrêté).

L. DÉSILETS,
43531-o Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1082

Québec, le 24 octobre 1956.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en Conseil.

Section “C”

CONCERNANT une modification au décret relatif à l'industrie du gant fin dans la province de Québec.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie du gant fin dans la province de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 246 du 26 février 1948, amendé par les arrêtés en conseil numéros 1039-B et 1720-E des 4 août et 16 décembre 1948, 361-B, 447-D et 976-C des 31

regulations made by the authorized municipalities.”

(Document “K” annexed to the Order).

L. DÉSILETS,
43531-o Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1082

Quebec, October 24, 1956.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part “B”

CONCERNING an amendment of the decree relating to the barbering and hairdressing trade in the region of St. John's.

WHEREAS, pursuant to the procedure provided for in section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163, and amendments), The Minister of Labour has given notice of his intention to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council an amendment to the decree No. 666 of June 15, 1955, relating to the barbering and hairdressing trade in the city of St. John's, the towns of Iberville, Farnham, Cowansville, Laprairie, Bedford, the village of Sweetsburg and the municipality of Henryville;

WHEREAS the said notice has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of August 18, 1956;

WHEREAS no objection has been raised against the approval of the proposed amendment;

IT IS THEREFORE ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the said decree, No. 666, be amended as follows:

The words “and the territory comprised in a radius of six (6) miles from their limits” mentioned in section II, are replaced by the words “and the territory comprised in a radius of three (3) miles from their limits” and the necessary changes shall be made to section III.

(Document “B” annexed to the order).

L. DÉSILETS,
43531-o Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1082

Quebec, October 24, 1956.

Present: The Lieutenant-Gouverneur in Council.

Part “C”

CONCERNING an amendments to the decree relating to the fine glove industry in the Province of Québec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments, the contracting parties to the collective labour agreement relating to the fine glove industry in the Province of Quebec, rendered obligatory by the decree number 246 of February 26th, 1948, amended by Orders numbers 1039-B and 1720-E of August 4th and December 16th, 1948, 361-B, 447-D and 976-C of March 31st, April 28th

mars, 28 avril et 31 août 1949, 82-B, 470-D, 829-B et 1155-A des 18 janvier, 26 avril, 12 juillet et 19 octobre 1950, 347-C du 3 avril 1952, 894-A du 2 septembre 1954, 100-B et 197-H des 26 janvier et 23 février 1955 et 430-B du 25 avril 1956, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-Gouverneur en Conseil une modification audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 25 août 1956;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation de la modification proposée;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 246, soit modifié comme suit:

Le paragraphe "a" de l'article VII est remplacé par le suivant:

"a) *Travail à domicile*: Il est interdit à un employeur de faire tailler ou bloquer des gants ou des mitaines au domicile de son employé; il peut cependant les y faire coudre, finir et examiner mais, dans ce dernier cas, l'employeur n'a pas le droit de se faire payer par l'employé aucun frais ou déboursé quelconque relativement à ce travail à domicile."

(Document "C" annexé à l'arrêté).

L. DÉSILETS,

43531-o Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1082

Québec le 24 octobre 1956.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en Conseil.

Section "D"

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux manuteneurs de fret, navigation intérieure et côtière du Havre de Montréal.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Comité conjoint de la navigation côtière et intérieure du Port de Montréal, a présenté au Ministre du Travail, une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-gouverneur en Conseil, certaines modifications du décret numéro 686 du 18 mars 1943, amendé par les arrêtés en conseil numéros 421-A et 1132-E des 30 mars et 1er septembre 1948, 1056-C du 20 septembre 1950, 290-C du 22 mars 1951, 438-B du 23 avril 1952 et 642-B du 29 mai 1953, relatif aux manuteneurs de fret, navigation intérieure et côtière, du Havre de Montréal;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 25 août 1956;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 686, soit modifié comme suit:

Les paragraphes "a" et "b" de l'article IV sont remplacés par les suivants:

and August 31st, 1949, 82-B, 470-D, 829-B and 1155-A of January 18th, April 26th, July 12th and October 19th, 1950, 347-C of April 3rd, 1952, 894-A of September 2nd, 1954, 100-B and 197-H of January 26th and February 23rd, 1955, and 430-B of April 25, 1956, have petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council an amendment to the said decree;

WHEREAS the said petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of August 25, 1956;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the proposed amendment;

IT IS THEREFORE ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the said decree, No. 246, be amended as follows:

Subsection "a" of section VII is replaced by the following:

"a) *Home work*: It is not permitted for an employer to have mitts or gloves cut or blocked at his employee's home; it is permitted however to have them sewed, finished and examined at an employee's home but, in the latter case, the employer shall not be paid any fees or disbursements by the employee in respect of such home work."

(Document "C" annexed to the Order).

L. DÉSILETS,

43531-o Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1082

Quebec, October 24th, 1956.

Present: The Lieutenant Governor in Council

Part "D"

CONCERNING amendments of the decree relating to freight handlers, inland and coastal navigation, Harbour of Montreal.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Joint Committee of Inland and Coastal Navigation of the Port of Montreal, has petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council some amendments to the decree No. 686 of March 18th, 1943, amended by Orders in Council Nos 421-A and 1132-E of March, 30th and September 1st, 1948, 1056-C of September 20th, 1950, 290-C of March 22nd, 1951, 438-B of April 23rd, 1952 and 642-B of May 29th, 1953, relating to freight handlers, inland and coastal navigation in the Harbour of Montreal;

WHEREAS the petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of August 25th, 1956;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the proposed amendments;

IT IS THEREFORE ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of labour, that the said decree number 686, be amended as follows:

Subsections "a" and "b" of section IV will be replaced by the following.

"a) Tout travail exécuté entre 7.00 a.m. et 7.00 p.m. doit être rémunéré au taux horaire d'un dollar et cinquante-cinq (\$1.55)."

"b) Tout travail exécuté entre 7.00 p.m. et 7.00 a.m. doit être rémunéré au taux horaire d'un dollar et quatre-vingt-cinq (\$1.85)."

(Document "D" annexé à l'arrêté)

Greffier du Conseil Exécutif,

43531-o

L. DÉSILETS.

"a) All time worked between 7.00 a.m. and 7.00 p.m. shall be remunerated as the hourly rate of one dollar and fifty-five cents (\$1.55)."

"b) All time worked between 7.00 p.m. and 7.00 a.m. shall be remunerated at the hourly rate of one dollar and eighty-five cents (\$1.85)."

(Document "D" annexed to the Order)

L. DÉSILETS,

43531-o

Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF,

Numéro 1082

Québec, le 24 octobre 1956.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Section "G"

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie de la boulangerie et de la pâtisserie dans la région des Trois-Rivières.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la boulangerie et de la pâtisserie dans la région des Trois-Rivières, rendue obligatoire par le décret numéro 421 du 29 avril 1954, amendé par l'arrêté en conseil numéro 280-F du 17 mars 1955, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-Gouverneur en Conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 8 septembre 1956;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 421, soit modifié comme suit:

1° L'article V est remplacé par le suivant:

"V. *Heures de travail*: La durée régulière de travail des compagnons et apprentis boulangers et pâtisseries est la suivante:

a) Cinquante-deux (52) heures par semaine et, à partir du 1er septembre 1957, cinquante (50) heures par semaine;

b) Tout travail exécuté par un salarié en plus du nombre d'heures régulières déterminées au paragraphe "a" du présent article, est considéré comme du temps supplémentaire et doit être rémunéré au taux et demi du salaire spécifié pour chacune des catégories de salariés."

2° L'article VI est remplacé par le suivant:

"VI. *Dispositions générales*: a) Dans la cité de Trois-Rivières et sa banlieue et la ville du Cap-de-la-Madeleine, le nombre d'apprentis ne doit jamais dépasser un (1) par quatre (4) compagnons ou fraction de ce nombre.

b) Pour tous les autres endroits de la juridiction du décret, les employeurs peuvent avoir à leur emploi deux (2) apprentis pourvu qu'il y ait au moins un (1) compagnon 1er boulanger ou 1er pâtissier.

c) Les distributeurs de pain, gâteaux et pâtisserie ne sont pas responsables des crédits autorisés par les employeurs.

d) Les salariés doivent être payés au complet chaque semaine."

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1082

Quebec, October 24, 1956.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "G"

CONCERNING amendments of the decree relating to the baking and pastry making industry in the region of Trois-Rivières.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the baking and pastry making industry in the region of Trois-Rivières, rendered obligatory by the decree No. 421 of April 29, 1954, amended by Order in Council No. 280-F of March 17, 1955, have petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council an amendment to the said decree;

WHEREAS the petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of September 8, 1956;

WHEREAS no objection has been raised against the approval of the proposed amendment;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the said decree, No. 421, be amended as follows:

1. Section V is replaced by the following:

"V. *Hours of work*: The standard duration of work for the journeyman and apprentice baker and pastry cook shall be as follows:

a) Fifty-two (52) hours per week and, from September 1st 1957, fifty (50) hours per week;

b) All time worked by an employee in excess of the standard hours determined in subsection "a" of the present section is considered as overtime and shall be paid at the rate of time and one half based on the wages determined for each category of employees."

2. Section VI is replaced by the following:

"VI. *General provisions*: a) In the town of Trois-Rivières and its vicinity and in the town of Cap-de-la-Madeleine, the number of apprentices in respect of that of journeymen shall never exceed one to four or fraction thereof;

b) For all other localities of the jurisdiction of the decree, employers may have two (2) apprentices providing there be at least one (1) head journeyman baker or pastry-cook;

c) Bread, cake and pastry deliverers are not responsible for credits authorized by employers;

d) Employees shall be paid in whole, every week."

3° L'article XI est remplacé par le suivant:
 "XI. *Durée du décret*: Le présent décret demeure en vigueur jusqu'au 26 février 1958. Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant le 26 février de l'année 1958 ou de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail."
 (Document "G" annexé à l'arrêté).

43531-o L. DÉSILETS,
 Greffier du Conseil Exécutif.

3. Section XI is replaced by the following;
 "XI. *Duration of the decree*: The present decree remains in force until February 26, 1958. It then renews itself automatically from year to year unless one of the contracting parties notified the other party, in writing, to the contrary within the period extending from the sixtieth (60th) to the thirtieth (30th) day before February 26 of the year 1958 or of any subsequent year. Such a notice shall also be filed with the Minister of Labour."

(Document "G" annexed to the Order).
 L. DÉSILETS,
 Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
 CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1082

Québec, le 24 octobre 1956.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en Conseil

Section "F"

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie de la construction dans les comtés de Hull, Gatineau, Papineau, Pontiac et Témiscamingue.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la construction dans les comtés de Hull, Gatineau, Papineau, Pontiac et Témiscamingue, rendue obligatoire par le décret numéro 1254 du 10 novembre 1949, amendé par les arrêtés en conseil numéros 108-C, 973-A et 1229-B des 25 janvier, 30 août et 8 novembre 1950, 51-D, 229-C, 382-E, 1228-D et 1228-G des 11 janvier, 7 mars, 12 avril et 31 octobre 1951, 67-F, 138-A 271-H et 961-D des 31 janvier, 27 février, 20 mars et 27 septembre 1952, 512-C et 1201-C des 30 avril et 7 novembre 1953, 628-B, 774-G et 893-B des 17 juin, 28 juillet et 2 septembre 1954, 996 et 1043-H des 14 septembre et 28 septembre 1955 et 48-H du 18 janvier 1956, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-gouverneur en Conseil certaines modification audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 1er septembre 1956;

ATTENDU QUE l'objection formulée a été appréciée conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 1254, soit modifié comme suit:

L'article III est remplacé par le suivant:

"III. *Taux de salaires*: Les taux minima de salaire suivants doivent être payés pour chacun des métiers ci-après énumérés:

	Salaires Horaires	
	Zone I	Zone II
Asphalte:		
Peseur, par semaine.....	\$45.00	\$45.00
Rateleur.....	1.35	1.30
Rouleur.....	1.35	1.30
Briqueteur.....	2.00	1.60
Calfat.....	1.10	1.00
Charpentier-menuisier.....	1.92	1.45

ORDER IN COUNCIL
 EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1082

Quebec, October 24, 1956.

Present: The Lieutenant-Governor in Council

Part "F"

CONCERNING amendments of the decree relating to the construction industry in the counties of Hull, Gatineau, Papineau, Pontiac and Temiscamingue.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the construction industry in the counties of Hull, Gatineau, Papineau, Pontiac and Temiscamingue, rendered obligatory by the decree No. 1254 of November 10, 1949, amended by Orders Nos. 108-C, 973-A and 1229-B of January 25, August 30, and November 8, 1950, 51-D, 229-C, 382-E, 1228-D and 1228-G of January 11, March 7, April 12 and October 31, 1951, 67-F, 138-A 271-H and 961-D of January 31, February 27, March 20, and September 27, 1952, 512-C and 1201-C of April 30 and November 7, 1953, 628-B, 774-G and 893-B of June 17, July 28 and September 2, 1954, 996 and 1043-H of September 14 and 28, 1955 and 48-H of January 18, 1956, have petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council some amendments to the said decree;

WHEREAS the petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of September 1, 1956;

WHEREAS the objection set forth has been duly considered, as required by the Act;

IT IS ORDERED, therefore, on the recommendation of the Honourable Minister of Labour,

THAT the said decree No. 1254 be amended as follows:

Section III is replaced by the following:

"III. *Rates of wages*: The following shall be the minimum rates of wages for the trades enumerated hereunder:

	Hourly trades	
	Zone I	Zone II
Asphalt:		
Weigher, per week.....	\$45.00	\$45.00
Raker.....	1.35	1.30
Roller operator.....	1.35	1.30
Bricklayer.....	2.00	1.60
Caulker.....	1.10	1.00
Carpenter-joiner.....	1.92	1.45

Mécanicien (Millwright).....	1.90	1.40	Millwright.....	1.90	1.40
Conducteur de camion (Construction).....	1.10	1.05	Truck driver—construction...	1.10	1.05
Conducteur de tracteur.....	1.50	1.30	Tractor operator.....	1.50	1.30
Conducteur de tracteur à chenille.....	1.50	1.30	Caterpillar tractor operator..	1.50	1.30
Chauffeur, (construction).....	1.10	1.00	Fireman (construction).....	1.10	1.00
Couvreur, composition.....	1.40	1.25	Roofer (composition).....	1.40	1.25
<i>Electricien:</i>					
Entrepreneur - maître - électricien (Services Personnels)...	3.25	2.00	Contractor master-electrician (Personal services)....	3.25	2.00
Compagnon détenant la licence "C".....	1.95	1.20	Journeyman holding license "C".....	1.95	1.20
Finisseur de ciment.....	1.50	1.25	Cement finisher.....	1.50	1.25
Finisseur de plancher en mastic.....	1.50	1.25	Mastic Floor finisher.....	1.50	1.25
Foreur et casseur.....	1.25	1.10	Driller, breaker.....	1.25	1.10
Forgeron.....	1.25	1.10	Blacksmith.....	1.25	1.10
Forgeron-aiguiseur de foreuse.....	1.25	1.10	Blacksmith—drill sharpener...	1.25	1.10
Gréeur.....	1.45	1.25	Rigger.....	1.45	1.25
Huileur.....	1.10	1.00	Oiler.....	1.10	1.00
Homme préposé aux bouilloires.....	1.10	1.05	Kettleman.....	1.10	1.05
Maçon.....	2.00	1.70	Mason.....	2.00	1.70
Manœuvre, journalier (ouvrier non qualifié).....	1.10	1.00	Labourer (common worker)...	1.10	1.00
Mécanicien (construction).....	1.35	1.05	Mechanic — construction.....	1.35	1.05
Ouvrier tôlier (montage).....	2.00	1.75	Sheet metal worker (erection)..	2.00	1.75
Peintre, décorateur.....	1.58	1.40	Painter, decorator.....	1.58	1.40
Peintre-machine pneumatique.....	1.73	1.50	Painter, spaying.....	1.73	1.50
Plâtrier.....	1.95	1.60	Plasterer.....	1.95	1.60
Plongeur.....	2.50	2.50	Diver.....	2.50	2.50
Poseur de "Weatherstrips".....	1.40	1.35	Weatherstripper.....	1.40	1.35
Poseur de lattes.....	1.95	1.60	Lather.....	1.95	1.60
Poseur de marbre.....	2.10	1.75	Marble layer.....	2.10	1.75
Poseur de plancher en mastic.....	1.40	1.25	Mastic floor layer.....	1.40	1.25
Poseur de terrazzo.....	1.75	1.50	Terrazzo layer.....	1.75	1.50
Poseur de tuiles (céramique).....	2.10	1.45	Tile layer (ceramic).....	2.10	1.45
Préposé au monte-charge.....	1.25	1.05	Elevator operator.....	1.25	1.05
Préposé au malaxeur.....	1.15	1.00	Mixer operator.....	1.15	1.00
Préposé au compresseur.....	1.20	1.00	Compressor operator.....	1.20	1.00
Préposé au boisage.....	1.15	1.00	Cribman.....	1.15	1.00
Dynamiteur.....	1.50	1.15	Blaster.....	1.50	1.15
Jointoyeur (tireur de joints)...	1.75	1.25	Jointer.....	1.75	1.25
Lettreur pour fins commerciales.....	1.75	1.50	Letterer for commercial purposes.....	1.75	1.50
Journalier — aide plâtrier, etc..	1.15	1.00	Labourer — plasterer's helper etc.....	1.15	1.00
Ferstructural-montage.....	2.00	2.00	Structural steel erector.....	2.00	2.00
Fer structural, peintre.....	2.00	2.00	Painter, structural steel.....	2.00	2.00
Poseur de tuiles, autre que "céramique" ou "mortier".....	1.40	1.25	Tile layer — other than mortar or ceramic.....	1.40	1.25
Ferblantier-couvreur, (amiante, ardoise, tuile, tôle et cuivre.)	2.07	1.75	Tinsmith roofer, (Asbestos, slate, tile, sheet metal and copper).....	2.07	1.75
Préposé au grues.....	1.45	1.25	Crane operator.....	1.45	1.25
Préposé au pelle mécaniques... ..	1.50	1.50	Shovel operator.....	1.50	1.50
Préposé aux pompes.....	1.10	1.00	Pump operator.....	1.10	1.00
Préposé aux machines à polir le terrazzo (sec).....	1.35	1.10	Terrazzo polishing machine operator, dry.....	1.35	1.10
Préposé aux machines à polir le terrazzo (humide).....	1.25	1.10	Terrazzo polishing machine operator, wt.....	1.25	1.10
Soudeur.....	1.50	1.20	Welder.....	1.50	1.20
Tailleur de pierre.....	2.00	1.60	Stone cutter.....	2.00	1.60
Travailleur en armature de béton.....	1.25	1.00	Concrete reinforcement erector	1.25	1.00
Travailleur en fer ornemental..	1.50	1.25	Ornamental iron erector.....	1.50	1.25
Surveillant, par semaine.....	45.00	40.00	Watchman, per week.....	45.00	40.00
Vérificateur de matériel et pointeur, par mois.....	175.00	150.00	Material checker and time keeper, per month.....	175.00	150.00
Soudeur, fer structural.....	1.90	1.90	Welder — structural steel.....	1.90	1.90
Surveillant - employé également comme chauffeur et devant posséder le certificat de 4ème classe.....	1.30	1.10	Watchman — employed also as fireman — and holding a fourth Class certificate....	1.30	1.10
(Document "F" annexé à l'arrêté)			(Document "F" annexed to the Order).		

Avis divers

Miscellaneous Notices

VILLE DE ROBERVAL

TOWN OF ROBERVAL

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, greffier de la ville de Roberval, que cette municipalité présentera prochainement une requête au Lieutenant-gouverneur en conseil, lui demandant d'ériger la ville de Roberval", en "cité".

Public notice is hereby given by the undersigned, town clerk of the town of Roberval, that this municipality will apply to the Lieutenant-Governor in Council to erect the town of Roberval into a "city".

1° Le nom de la municipalité sera "Cité de Roberval";

1. The name of the municipality will be: "City of Roberval";

2° Les limites de la "cité" seront les mêmes que celles décrites en page 552, Chap. 71, des S. Q. 1903.

2. The boundaries of the city will remain the same as described on page 552, Ch. 71 of Q. S. 1903;

3° Le chiffre de la population, tel qu'établi par le recensement effectuée au cours du mois d'octobre 1955, est de 6,934 habitants;

3. The population as established by the census made during October 1955 is 6,934 inhabitants;

4° La ville de Roberval sera érigée en "cité" sous l'empire de la présente loi.

4. The Town of Roberval will be erected into a "city" under the Cities and Towns Act.

Le Greffier,
43379-41-4-o Ls.-ANDRÉ BROUSSEAU.

Ls.-ANDRÉ BROUSSEAU,
43379-41-4-o Town Clerk,

(P.G. 10539-55)

(A.G. 10539-55)

LEC CANADIAN CO. LTD.

LEC CANADIAN CO. LTD.

Un règlement pour augmenter le nombre des directeurs

By-law increasing the number of directors

"Que le nombre des directeurs de la compagnie soit augmenté de trois (3) à quatre (4)."

"That the number of the Directors of the company be increased from three (3) to four (4)."

Décreté le 21 jour de septembre 1956.

Enacted this 21st day of September, 1956.

Le Secrétaire,
43536 H. R. VINEBERG.

H. R. VINEBERG,
43536-o Secretary.

(P.G. 2123-48)

(A.G. 2123-48)

LA TOUR EIFFEL LIMITÉE

LA TOUR EIFFEL LIMITÉE

Règlement N° 32

By-Law No. 32

Concernant la réduction du nombre des directeurs de la compagnie de cinq à quatre

Concerning the reduction of the number of the Directors of the Company from five to four:

"Les affaires de cette compagnie sont administrées par un conseil de quatre administrateurs, élus chaque année, à l'assemblée générale; ils sont toujours rééligibles. Pour être éligible à la charge d'administrateur, un actionnaire doit posséder, en son propre nom, au moins une part ou action entièrement payée."

"The affairs of the company are administrated by a council of four Directors elected each year at the general meeting, they are always eligible for re-election. To be eligible to the charge of Director, a shareholder must possess, in his own name, at least one part of share completely paid up."

Certifié vraie copie.

Certified true copy.

Le Secrétaire-trésorier,
43537-0 ROGER DUSSAULT.

ROGER DUSSAULT,
43537 Secretary-Treasurer.

(P.G. 12958-55)

(A.G. 12958-55)

MORICELLI CO. LTD

MORICELLI CO. LTD

Règlement spécial "A"

Special By-Law "A"

"Sur motion dûment présentée, secondée et adoptée à l'unanimité, il a été résolu: Que le nombre des directeurs de cette compagnie soit augmenté de trois à six."

"On Motion duly made, seconded and unanimously carried, it was resolved: That the number of Directors of this Company be increased from three to six."

Certifié copie conforme.

Certified a true copy.

Le Secrétaire,
43538-0 RAPHAËL ESPOSITO.

RAPHAËL ESPOSITO,
43538 Secretary.

(P.G. 10084-54)

(A.G. 10084-54)

QUEEN CITY REALTY CORP.

QUEEN CITY REALTY CORP.

(Concernant une diminution des membres du bureau de direction de la compagnie de quatre à trois)

(Concerning a decrease in the directorate of the Company from four to three)

"Il a été résolu à l'unanimité:

"Resolved unanimously:

"Que le règlement III (a) de la compagnie soit amendé pour se lire comme suit:

Règlement III (a)

Les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau de direction de trois directeurs, chacun desquels au temps de son élection et durant son terme d'office sera actionnaire de la compagnie, au montant d'au moins une action et n'aura pas d'arrérages respectivement à tout appel sur icelle."

Je, le soussigné, secrétaire-trésorier de Queen City Realty Corp. certifie, par les présentes, que le précédent est un extrait véritable des minutes d'une assemblée du bureau de direction de la dite compagnie dûment convoquée et tenue le 27e jour de juin 1956 et de plus, je certifie qu'à une assemblée générale spéciale des actionnaires de la dite compagnie, dûment convoquée et tenue plus tard le même jour et à laquelle tous les actionnaires de ladite compagnie étaient présents, ledit règlement III (a) a été confirmé, ratifié et approuvé à l'unanimité.

(Seal) QUEEN CITY REALTY CORP.,
43539 Le Secrétaire-trésorier,
MORRIS ROSENBERG.

(P.G. 19686-53)
CORPORATION DE PRÊT ET REVENU

Règlement N° 1, section 3

Concernant la modification du nombre de directeurs de sept à huit:

"Le conseil (d'administration de la Corporation de Prêt et Revenu) est composé de huit actionnaires élus chaque année comme directeurs au cours de l'assemblée générale annuelle des actionnaires."

Le nombre des directeurs était auparavant de sept, soit le nombre de personnes désignées comme tels dans la charte de la compagnie.

CERTIFICAT

Copie certifiée du règlement N° 1, section 3, dûment adopté à une assemblée des directeurs de la Corporation de Prêt et Revenu, tenue le 22 février 1955 et approuvé à une assemblée générale spéciale de la compagnie, tenue le 16e jour de mai 1955 par les actionnaires détenant entre eux 100% des actions représentées à cette assemblée.

(Seal) Le Secrétaire,
43540-0 HENRI-PAUL DROUIN.

(P.G. 12468-56)
HANDY ANDY COMPANY

Un règlement pour augmenter le nombre des directeurs de la compagnie ci-dessus de trois à cinq.

Règlement N° 15

"15. Les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau de direction de cinq directeurs".

43543-0 Le Secrétaire,
MARGARET FELDMAN.

(P.G. 11133-56)
Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la province a, le dix-sept octobre 1956,

"That By-Law III (a) of the Company be amended to read as follows:

By-Law III (a)

The affairs of the Company shall be managed by a Board of three Directors, each of whom at the time of his election, and throughout the term of his office, shall be a shareholder in the Company, to the amount of at least one share and not in arrears in respect of any call thereon."

I, the undersigned Secretary-Treasurer of Queen City Realty Corp., hereby certify the foregoing to be a true Extract of the Minutes of a Meeting of the Board of Directors of the said Company duly convened and held on the 27th day of June, 1956, and I furthermore certify that at a Special General Meeting of the Shareholders of the said Company, duly convened and held later on the same date and at which were present all of the Shareholders of the said Company, the said By-Law III (a) was unanimously confirmed, ratified and approved.

(Seal) QUEEN CITY REALTY CORP.,
43539-0 MORRIS ROSENBERG,
Secretary-Treasurer.

(A.G. 19686-53)
CORPORATION DE PRÊT ET REVENU

By-Law No. 1, Section 3

Concerning the modification in the number of directors from seven to eight.

"The Council (of administration of the Corporation de Prêt et Revenu) is composed of eight shareholders elected each year as Directors in the course of the general annual meeting of the shareholders."

The number of Directors was heretofore seven, albeit the number of persons designated as such in the charter of the company.

CERTIFICATE

Certified copy of by-law No. 1, section 3, duly adopted at a meeting of the Directors of the "Corporation de Prêt et Revenu", held on February 22th, 1955, and approved at a special general meeting of the company, held on the 16th day of May, 1955, by the shareholders holding amongst them 100% of the shares represented at this meeting.

(Seal) HENRI-PAUL DROUIN,
43540 Secretary.

(A.G. 12468-56)
HANDY ANDY COMPANY

By-law increasing the number of Directors of the above company from three to five.

By-Law No. 15

"15. The affairs of the company shall be managed by a Board of Five Directors".

43543-0 MARGARET FELDMAN,
Secretary.

(A.G. 11133-56)
Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy-Attorney General, the Honourable the Provincial Secretary has, on

approuvé les règlements nos 1 à 10 inclusivement de la "Fondation Lionel Groulx", et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le vingt-six octobre 1956.

Le Sous-secrétaire de la province,
43542-o JEAN BRUCHÉSI.

(P.G. 12858-56)

DARIFARM FOODS LIMITED

Règlement "C"

Qu'il soit décrété et il est, par les présentes, décrété comme un règlement de Darifarm Foods Limited (ici nommée la "Compagnie") ce qui suit:

1. Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est, par les présentes, augmenté de trois à cinq de manière que le bureau de direction de la compagnie soit dorénavant composé de cinq directeurs.

2. Deux directeurs constitueront quorum à toutes assemblée du bureau de direction.

3. Tous règlements, résolutions et procédures antérieurs de la compagnie, incompatibles à icelui, sont par les présentes, amendés, modifiés et revus de manière à donner effet à icelui.

Vraie copie certifiée du règlement "C" de Darifarm Foods Limited lequel a été dûment décrété à une assemblée du bureau de direction de la compagnie dûment tenue le 26e jour de septembre 1956, et confirmé subséquemment par le vote unanime de tous les actionnaires de la compagnie présents ou représentés à une assemblée générale spéciale des actionnaires tenue le 26e jour de septembre 1956.

Daté ce 27e jour de septembre 1956.
(Sceau) Le Secrétaire-trésorier,
43544 PIERRE J. GUAY.

(P.G. 7680-46)

LA SOCIÉTÉ POUR L'AVANCEMENT
DU SKI À QUÉBEC
QUEBEC SKI ADVANCEMENT SOCIETY

Article V

Concernant l'augmentation du nombre des directeurs de trois à dix-sept.

"Que le paragraphe 1 de l'article V des règlements de la Société soit et il est amendé pour ledit paragraphe se lire comme suit: "La Société sera dirigé par un bureau de direction composé d'un président, de deux vice-présidents, d'un secrétaire, d'un secrétaire adjoint, d'un trésorier, d'un aviseur légal, d'un publiciste et de neuf directeurs."

Vraie copie.
53545-o Le Secrétaire,
MAURICE ENRIGHT.

(P.G. 12313-55)

Avis est, par les présentes, donné que sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'Honorable Secrétaire de la province a, le 23 octobre 1956, approuvé les amendements aux règlements généraux de "Underwater Research and Sports Association — Association d'Études et de Sport Sous-Marins", tels qu'adoptés le 10 octobre 1956, et ce conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 26e jour d'octobre 1956.

Le Sous-secrétaire de la province,
43547-o JEAN BRUCHÉSI.

October seventeenth, 1956, approved the by-laws Nos. 1 to 10 inclusively of the "Foundation Lionel Groulx", and such, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies' Act.

Given at the office of the Provincial Secretary of the Province, on October twenty-sixth, 1956.

JEAN BRUCHÉSI,
43542 Under Secretary of the Province.

(A.G. 12858-56)

DARIFARM FOODS LIMITED

By-Law "C"

Be it enacted and it is hereby enacted as a by-law of Darifarm Foods Limited (herein called the "Company") as follows:

1. The number of directors of the Company be and the same is hereby increased from three to five so that the board of directors of the Company shall hereafter be composed of five directors.

2. Two directors shall constitute a quorum at any meeting of the board of directors.

3. All prior by-laws, resolutions and proceedings of the Company inconsistent herewith are hereby amended, modified and revised in order to give effect to this by-law.

Certified to be a true copy of By-law "C" of Darifarm Foods Limited which was duly enacted at a meeting of the board of directors of the Company duly held on the 26th day of September, 1956, and was subsequently confirmed by the unanimous vote of all the shareholders of the Company present or represented at a special general meeting of the shareholders held on the 26th day of September, 1956.

Dated this 27th day of September, 1956.
(Seal) PIERRE J. GUAY,
43544-o Secretary-Treasurer.

(A.G. 7680-46)

LA SOCIÉTÉ POUR L'AVANCEMENT
DU SKI À QUÉBEC
QUEBEC SKI ADVANCEMENT SOCIETY

Article V

Concerning the increase in the number of directors from three to seventeen.

That paragraph 1 of Article V of the Society's by-laws be and is hereby amended in order that the said paragraph shall read as follows: "The Society shall be managed by a Board of Directors composed of a president, two vice-presidents, a secretary, assistant secretary, treasurer, legal adviser, publicists and nine directors".

True Copy.
43545 MAURICE ENRIGHT,
Secretary.

(A.G. 12313-55)

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the amendments to the general by-laws of "Underwater Research and Sports Association — Association d'Études et de Sport Sous-Marins", as adopted on October 10th, 1956, were approved on October 23rd, 1956, by the Honourable the Provincial Secretary, pursuant to the provisions of Section 225 of the Quebec Companies' Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of October 1956.

JEAN BRUCHÉSI,
43547 Under-Secretary of the Province.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat Spécialisé des Producteurs de Bois du Saguenay", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le trois octobre 1956.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Le Sous-secrétaire de la province,
43546-o JEAN BRUCHÉSI.

(P.G. 2427-50)

AERO CATERERS (QUEBEC) LIMITED

Règlement N° XXII

"Qu'il soit décrété et il est, par les présentes, décrété comme un règlement de Aero Caterers (Quebec) Limited (ci-après nommée "la compagnie") ce qui suit:

1. Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est, par les présentes, augmenté de huit (8) à neuf (9) de manière que le bureau des directeurs de la compagnie soit dorénavant composé de neuf (9) directeurs;

2. Tous règlements, résolutions et procédures antérieurs de la compagnie incompatibles à icelui sont, par les présentes, amendés, modifiés et révisés de manière à donner effet à ce règlement."

Certifié vraie copie du règlement N° XXII de Aero Caterers (Quebec) Limited, dûment décrété par le bureau de direction de la compagnie le 27 juin 1956, et approuvé par les actionnaires le 20 juillet 1956.

L'Assistant-secrétaire,
43551 CHARLES A. PHELAN.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Union Nationale des Employés de Vickers C.T.C.C.—National Union of Vickers Employees C.C.C.L.", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la province le neuf octobre 1956.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
43552-o JEAN BRUCHÉSI.

(P.G. 11765-56)

Avis est, par les présentes, donné que sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'Honorable Secrétaire de la province a, le 3 octobre 1956, approuvé le règlement N° 1 de "Sion Children's Home Inc.", tel qu'adopté à l'assemblée tenue le 11 juin 1956, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 9e jour d'octobre 1956.

Le Sous-secrétaire de la province,
43553 JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat Spécialisé des Producteurs de Bois du Saguenay" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on the third day of October 1956.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

JEAN BRUCHÉSI,
43546 Under Secretary of the Province.

(A.G. 2427-50)

AERO CATERERS (QUEBEC) LIMITED

By-Law No. XXII

"Be it enacted and it is hereby enacted as a By-law of Aero Caterers (Quebec) Limited (hereinafter called "the Company") as follows:

1. The number of the Directors of the Company be and the same is hereby increased from eight (8) to nine (9) so that the Board of Directors of the Company shall hereafter be composed of nine (9) Directors;

2. All prior By-laws, resolutions and proceedings of the Company inconsistent herewith are hereby amended, modified and revised to give effect to this By-law."

Certified a true copy of by-law No. XXII of Aero Caterers (Quebec) Limited, duly enacted by the Board of Directors of the Company on June 27th, 1956, and approved by the shareholders on July 20th, 1956.

CHARLES A. PHELAN,
43551-o Assistant-Secretary

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Union Nationale des Employés de Vickers C.T.C.C.—National Union of Vickers Employees C.C.C.L.", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interest of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on October ninth 1956.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Montreal, judicial district of Montreal.

JEAN BRUCHÉSI,
43552 Under Secretary of the Province.

(A.G. 11765-56)

Notice is hereby that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, by-law No. 1 of "Sion Children's Home Inc.", as adopted at the meeting held on June 11th, 1956, has been approved on October 3rd, 1956, by the Honourable the Provincial Secretary, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies' Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of October, 1956.

JEAN BRUCHÉSI,
43553-o Under Secretary of the Province.

(Sec. P. 528-56)

AVIS D'AUTORISATION

(Loi des Compagnies Minières de Québec)

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Galloway Chibougamau Mines Limited", a été autorisée à vendre ou autrement aliéner dans la province de Québec, ses actions, titres, certificats-actions, débetures et autres valeurs.

Le siège social dans la province de Québec est à chambre 725, 132 ouest, rue St-Jacques, en les cité et district judiciaire de Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures, prises contre elle, est M. J. Austin Murphy, C.R., de ladite cité de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 29e jour d'octobre 1956.

Le Sous-secrétaire de la province,
43530-o JEAN BRUCHÉSI.

(P. Sec. 528-56)

NOTICE OF AUTHORIZATION

(Quebec Mining Companies' Act)

Notice is hereby given that the company "Galloway Chibougamau Mines Limited" has been authorized to sell or otherwise alienate in the Province of Quebec its shares, stocks, stock-certificates, debentures and other securities.

The head office in the Province is at Room 725, 132 St. James Street West, in the city and judicial district of Montreal.

Its chief agent for the purpose of receiving service in proceedings against it is Mr. J. Austin Murphy, Q.C., of the said City of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of October, 1956.

JEAN BRUCHÉSI,
43530-o Under Secretary of the Province.

(Sec. P. 708-05)

AVIS

(Loi des compagnies à fonds social étrangères)

Avis est, par les présentes, donné que par nouvelle procuration du date du 27 juillet A.D. 1956, M. W.O. Nash de la cité de Montréal, a été nommé agent principal de "The Pullman Company" en cette province, une compagnie dûment autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec, en lieu et place de M. W.J. Graham dont le nomination a été révoquée et que, conformément à cette nouvelle procuration, la principale place d'affaires de ladite compagnie dans cette province est au bureau dudit M. W.O. Nash, à savoir: Chambre 326, Terminus Central des Chemins de fer du Canadien National, Zone 3, cité et district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 29e jour d'octobre 1956.

Le Sous-secrétaire de la province,
43567 JEAN BRUCHÉSI.

(P. Sec. 708-05)

NOTICE

(Extra-Provincial Companies' Act)

Notice is hereby given that, by new Power of Attorney dated July 27th, A.D. 1956, Mr. W.O. Nash of the city of Montreal, has been appointed Chief Agent in this Province of "The Pullman Company", a company duly licensed to carry on business in the Province of Quebec, in the place and stead of Mr. W.J. Graham whose appointment has been revoked, and that, according to such new Power of Attorney, the principal place of business of the said Company in this Province is at the office of the said Mr. W.O. Nash, to wit: Room 326, Canadian National Railways Central Terminal, Zone 3, city and judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of October, 1956.

JEAN BRUCHÉSI,
43567-o Under Secretary of the Province.

Sec. P. 558-56)

AVIS

(Loi des compagnies à fonds social étrangères)

Avis est, par les présentes, donné que, par nouvelle procuration en date du 1er octobre 1956, M. W.H. Laidley de 2,000 Édifice Aldred, 507 Place d'Armes, Montréal, a été nommé, en lieu et place de M. Paul S. Smith de 550 avenue Papineau, Montréal, agent principal en cette province de "Fletcher D. Richards, Inc.", une compagnie dûment autorisée à exercer son commerce en la province de Québec, et que, conformément à la nouvelle procuration susdite, le bureau principal de la compagnie en cette province est maintenant situé à 2,000 Édifice Aldred, 507 Place d'Armes, en les cité et district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 29e jour d'octobre 1956.

Le Sous-secrétaire de la province,
43568 JEAN BRUCHÉSI.

(P. Sec. 558-56)

NOTICE

(Extra-Provincial Companies' Act)

Notice is hereby given that, by new Power of Attorney dated October 1st, 1956, Mr. W.H. Laidley of 2,000 Aldred Building, 507 Place d'Armes, Montreal, has been appointed, in the place and stead of Mr. Paul S. Smith of 550 Papineau Avenue, Montreal, Chief Agent in this Province of "Fletcher D. Richards, Inc.", a company duly licensed to carry on business in the Province of Quebec, and that, according to the aforesaid new Power of Attorney, the principal office of the company in this Province is now located at 2,000 Aldred Building, 507 Place d'Armes, in the city and judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of October, 1956.

JEAN BRUCHÉSI,
43568-o Under Secretary of the Province.

DOMINION HAT MFG. CO. LTD.

Règlement "A"

Il a été résolu que l'actif de la compagnie soit divisé au pro rata entre les actionnaires de la

DOMINION HAT MFG. CO. LTD.

By-law "A"

Resolved that the assets of the company be divided rateably amongst the shareholders of

compagnie, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

43574

Le Secrétaire,
W. A. AGNEW.

the Company in accordance with the provisions of The Quebec Companies' Act.

43574-o

W. A. AGNEW,
Secretary.

(P.G. 10742-56)

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la province a approuvé, le onze septembre 1956, le règlement numéro I comportant les règlements généraux de "Les Concerts Couperin", et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le douze septembre 1956.

43578-o

Le Sous-secrétaire de la province,
JEAN BRUCHÉSI.

(A.G. 10742-56)

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy-Attorney General, the Honourable the Provincial Secretary has approved, on September eleventh, 1956, by-law number I comprising the general by-laws of "Les Concerts Couperin", and such, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies' Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, on September twelfth, 1956.

43578

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

Bills, Assemblée législative

AVIS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

Concernant les bills privés qui seront présentés pendant la prochaine session.

Aux termes du règlement, les bills privés devront être déposés avant le 24 octobre 1956 et présentés avant le 5 décembre 1956, les pétitions introductives de bills privés devront être présentées avant le 24 novembre 1956, et reçues avant le 29 novembre 1956, et les rapports de comités élus chargés de l'examen des bills privés devront être reçus avant le 19 décembre 1956.

Québec, le 8 août 1956.

ANTOINE LEMIEUX,
42956-32-14-o Greffier de l'Assemblée législative.

Bills, Legislative Assembly

NOTICE OF LEGISLATIVE ASSEMBLY

Concerning private bills which shall be introduced during the coming Session.

According to standing orders, private bills shall be deposited before October 24th, 1956 and introduced before December 5th, 1956; petitions for private bills shall be presented prior to November 24th, 1956 and received prior to November 29th, 1956, and reports from elected committees charged with the examining of private bills must be received before December 19th, 1956.

Québec, August 8th, 1956.

ANTOINE LEMIEUX,
42956-32-14 Clerk of the Legislative Assembly.

Chartes — Abandon de

"LES VARIÉTÉS LYRIQUES INC."

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Les Variétés Lyriques Inc.", s'adressera au Procureur Général de la Province de Québec, aux fins d'abandon de ses lettres patentes, letout suivant les dispositions de la Loi des Compagnies de Québec.

Montréal, Province de Québec, ce 29ième jour d'octobre 1956.

Les Aviseurs Légaux,
43573-o FAUTEUX, BLAIN & FAUTEUX.

Charters — Surrender of

"LES VARIÉTÉS LYRIQUES INC."

Notice is hereby given that "Les Variétés Lyriques Inc." will apply to the Attorney General of the Province of Quebec, to abandon their letters patent, the whole in conformity with the dispositions of the Quebec Companies' Act.

Montreal, Province of Quebec, this October 29th, 1956.

FAUTEUX, BLAIN & FAUTEUX,
43573-o Legal Advisors.

Avis est donné par les présents que Dominion Hat Mfg. Co. Ltd. demandera la permission d'abandonner sa charte à compter d'une date à être déterminée.

Montréal, 29 octobre 1956.

DOMINION HAT MFG. CO. LTD.,
Par les Procureurs,
43574-o GARBER & BLUMENSTEIN.

Notice is hereby given that Dominion Hat Mfg. Co. Ltd. will apply for leave to surrender its charter at a date to be fixed.

Montreal, October 29th, 1956.

DOMINION HAT MFG. CO. LTD.,
Per GARBER & BLUMENSTEIN,
43574-o Attorneys.

La compagnie "The King Kid Shoe Company, Limited" donne, par les présentes, avis qu'elle demandera au Procureur général de la province de Québec l'acceptation de l'abandon de sa charte.

Montréal, 1er novembre 1956.

The King Kid Shoe Company, Limited,
Par le Secrétaire,
43580 HYMAN ZALKIND.

"The King Kid Shoe Company, Limited" hereby gives notice that it will make application to the Attorney General, Province of Quebec, for acceptance of the surrender of its Charter.

Montreal, November 1st, 1956.

The King Kid Shoe Company, Limited
per: HYMAN ZALKIND,
43580-o Secretary.

La compagnie "Federal Shoe Manufacturing Company, Incorporated" donne, par les présentes, avis qu'elle demandera au Procureur général de la province de Québec l'acceptat de l'abandon de sa charte.

Montréal, 1er novembre 1956.

Federal Shoe Manufacturing
Company, Incorporated
Par le Secrétaire,
NATHAN COHEN.

43579

"Federal Shoe Manufacturing Company, Incorporated" hereby gives notice that it will make application to the Attorney General, Province of Quebec, for acceptance of the surrender of its Charter.

Montreal, November 1st, 1956.

Federal Shoe Manufacturing
Company, Incorporated,
per: NATHAN COHEN,
Secretary.

43579-o

CENTRAL BUSINESS COLLEGE INCORPORATED

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Central Business College Incorporated", s'adressera à l'Honorable Procureur Général de la province pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément à l'article 26 de la Loi des Compagnies de Québec.

Montréal, 29 octobre 1956.

Les Procureurs de Central Business
College Incorporated;
CAMPBELL, WELDON,
McFADDEN & WALSH.

43581-o

CENTRAL BUSINESS COLLEGE INCORPORATED

Notice is hereby given that "Central Business College Incorporated" will apply to the Honourable the Attorney General of the Province for leave to surrender its charter in accordance with section 26 of the Quebec Companies' Act.

Montreal, 29th October 1956.

CAMPBELL, WELDON,
McFADDEN & WALSH,
Attorneys for Central Business,
College Incorporated.

43581-o

Demandes à la Législature

Avis public est par les présentes donné que les Commissaires d'Écoles pour la Commission Scolaire Catholique de Beaconsfield, dans le comté de Jacques-Cartier, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi leur permettant d'imposer et prélever dans la municipalité de Beaconsfield une taxe spéciale dite "taxe d'éducation" n'excédant pas un pour cent (1%) du prix de vente de toute propriété mobilière, effets mobiliers, marchandises et autres articles de commerce quelconque, et pour toutes autres fins.

Montréal, le 29 octobre 1956.

Les Procureurs des pétitionnaires,
LACROIX, VIAU & POUPART.

43585-44-4-o

Public notice is, hereby, given that the School Commissioners for the Catholic School Commission of Beaconsfield, county of Jacques-Cartier, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session for the adoption of a law giving them the power to impose and levy in the municipality of Beaconsfield a special tax called "education tax" not exceeding one per cent (1%) of the sale or purchase price of any moveables, any moveable effects, any merchandise and any article of trade whatsoever; and for all other purposes.

Montreal, October 29th, 1956.

LACROIX, VIAU & POUPART,
Attorneys for Petitioners.

43585-44-4-o

Applications to Legislature

Avis est par les présentes donné que la Ville de Victoriaville s'adressera à l'Assemblée législative de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte aux fins suivantes;

- 1° Pour autoriser les significations par huissiers ou constables;
- 2° Pour tenir le propriétaire d'un véhicule responsable des violations aux règlements municipaux de la circulation;
- 3° Pour réglementer ou prohiber les postes d'essence et d'emmagasinage d'essence;
- 4° Pour faire disparaître les excavations;
- 5° Pour procéder par résolution pour donner ou changer les noms des rues, allées et places publiques;
- 6° Pour modifier la taxe sur les personnes travaillant à Victoriaville;
- 7° Pour modifier le taux des permis ou taxes de commerce;
- 8° Pour ratifier le contrat de la Ville avec la succession J. N. Mailhot.

Victoriaville, le 30 octobre 1956.

Les Procureur de la ville de Victoriaville,
LACOURCIÈRE, LALIBERTÉ
& GAGNON.

43588-44-4-o

Notice is hereby given that the Town of Victoriaville will apply to the Legislative Assembly of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an act amending its charter for the following purposes:

1. To authorize bailiffs or constables to serve legal notices;
2. To hold the owner of a vehicle responsible for violations to municipal traffic regulations;
3. To regulate or prohibit gasoline stations or the storage of gasoline;
4. To see that excavations disappear;
5. To proceed by resolution to give names or to change the names of streets, alleys and public places;
6. To modify the tax for persons working at Victoriaville;
7. To modify the rate for business permits or taxes;
8. To ratify the contract of the Town with the estate of J. N. Mailhot.

Victoriaville, October 30th, 1956.

LACOURCIÈRE, LALIBERTÉ
& GAGNON,

Attorneys for the Town of Victoriaville,

43588-44-4-o

Avis public est par les présentes donné que Son Excellence Mgr Georges Cabana, chancelier de l'Université de Sherbrooke, Mgr Irénée Pinard, recteur de l'Université de Sherbrooke, Mgr Maurice O'Bready, secrétaire général de l'Université de Sherbrooke, M. l'abbé Roger Maltais, doyen de la Faculté des Arts, M. Charles-Émile Bélanger, doyen de la Faculté de Commerce, M. Armand Crépeau, doyen de la Faculté des Sciences, M. Albert Leblanc, doyen de la Faculté de Droit, M. le Juge J. C. Samson, directeur des études de la Faculté de Droit, M. Gaétan Côté, directeur de l'École de Génie, M. Rosaire Cousineau, directeur des études de la Faculté de Commerce, tous de la Cité de Sherbrooke, et M. Ernest Mercier, directeur de l'École des Sciences expérimentales, de la ville de Lennoxville, s'adresseront à la Législature de Québec à sa prochaine session pour obtenir l'incorporation de "La Société des Fiduciaires de l'Université de Sherbrooke" en français et "Board of Trustees of the University of Sherbrooke" en anglais, pour favoriser le développement et le progrès de l'enseignement donné par l'Université de Sherbrooke, avec pouvoirs de recueillir, posséder et administrer en fiducie pour cette institution, des biens et des deniers.

Sherbrooke, ce 26 octobre 1956.

Les Procureurs des pétitionnaires,
LEBLANC, DELORME,
BARNARD & LEBLANC.

43586-44-4-o

Public notice is hereby given that His Grace Mgr. Georges Cabana, chancellor of the University of Sherbrooke, Mgr. Irénée Pinard, rector of the University of Sherbrooke, Mgr. Maurice O'Bready, general Secretary of the University of Sherbrooke, Abby Roger Maltais, Dean of the Faculty of Arts, Mr. Charles-Émile Bélanger, Dean of the Faculty of Commerce, Mr. Armand Crépeau, Dean of the Faculty of Science, Mr. Albert Leblanc, Dean of the Faculty of law, Judge J. C. Samson HeadMaster of studies of the Faculty of Law, Mr. Gaétan Côté, Headmaster of the School of Engineering, Mr. Rosaire Cousineau, Headmaster of the Studies at the Faculty of Commerce, all of the city of Sherbrooke, and Mr. Ernest Mercier, Headmaster of the School of Applied Sciences, of the Town of Lennoxville, will apply to the Legislature of Quebec at its next session, in order to obtain the incorporation of "La Société des Fiduciaires de l'Université de Sherbrooke" in French and "Board of Trustees of the University of Sherbrooke" in English, to further the development and progress of education at the University of Sherbrooke, with the powers to collect, hold and manage, in trust, the property and moneys of said institution.

Sherbrooke, this October 26, 1956.

LEBLANC, DELORME,
BARNARD & LEBLANC,
Attorneys for the petitioners.

43586-44-4

Avis public est par les présentes donné que le Conseil Supérieur de la Chiropratique pour la Province de Québec Incorporée, ayant son siège social à Montréal, district de Montréal, s'adressera à la législature de la Province de Québec, à sa prochaine session pour demander l'adoption d'une loi pour les fins d'obtenir la reconnaissance professionnelle des chiropraticiens dans la Province de Québec, dans les statuts de la Province, avec pouvoir de faire des règlements suivant le projet de Loi soumis à la Législature et la pétition nécessaire à l'obtention desdits pouvoirs; cette loi et ces règlements auront pour but de régir, dans l'intérêt public, le profession de la chiropratique dans la Province de Québec, l'admission, l'étude, la discipline, les droits acquis et tous les objets et pouvoirs mentionnés au projet de loi.

Montréal, le 28 septembre 1956.

Les Procureurs du pétitionnaire,
COUSINEAU, LAGANIÈRE,
et BÉLANGER.

43587-44-4-o

Public notice is hereby given that the "Conseil Supérieur de la Chiropratique pour la Province de Québec Incorporée", having its head office at Montreal, district of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of a law for the purpose of obtaining the professional recognition of chiropractors in the Province of Quebec, in the Statutes of the Province, with power to make regulations according to the draft bill submitted to the Legislature and the necessary petition for the obtaining of the said powers; this law and these regulations shall have for object to govern, in the public interests, the chiropractic profession in the Province of Quebec, admission, study, discipline, acquired rights and all objects and powers mentioned in the draft bill.

Montreal, September 28th, 1956.

COUSINEAU, LAGANIÈRE
and BÉLANGER.

43587-44-4

Attorneys for the Petitioner.

Département de l'Instruction Publique

N° 323-56.

Québec, le 24 octobre 1956.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire protestante de Grenville, dans le comté d'Argenteuil, les lots 19a et 19b du rang XI et 19a, 19b, 19c, 19d, du rang X du canton de Grenville, pour les annexer à la municipalité scolaire protestante de Rouge River, dans le même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
43509-43-2-o O. J. DÉSALNIERS.

N° 629-56.

Québec, le 28 octobre 1956.

Avis est par la présente donné qu'en vertu des dispositions du 4ème paragraphe de l'article

Department of Education

No. 323-56.

Quebec, October 24, 1956.

Application is made to detach from the Protestant School Municipality of Grenville, in the County of Argenteuil, lots 19a and 19b, Range XI, and 19a, 19b, 19c, 19d, range X, of the township of Grenville, in order that they be annexed to the Protestant School Municipality of Ried River, in the same county.

O. J. DÉSALNIERS,
43509-43-2 Superintendent of Education.

No. 629-56.

Quebec, October 28, 1956.

Notice is hereby given that under the provisions of the 4th paragraph of article 71 of the

71 du code scolaire, je me propose de procéder à l'annexion du territoire ci-dessous décrit, lequel n'est pas encore organisé au point de vue scolaire, à la municipalité scolaire de Poularies, dans le comté d'Abitibi-Ouest.

Le territoire en question comprend les lots 16 à 49 inclusivement du rang I; 22 à 49 inclusivement du rang II; 22 à 56 inclusivement du rang III, tous du canton Poularies; 16 à 49 inclusivement du rang X du canton Destor.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
43557-44-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 645-56.

Québec, le 25 octobre 1956.

Il a plu au Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 17 octobre 1956, de détacher de la municipalité scolaire du Bic, dans le comté de Rimouski, le territoire ci-dessous décrit pour l'annexer à la municipalité scolaire de St-Valérien, même comté.

Un territoire situé dans la seigneurie du Bic, se composant: 1. des parties des lots 372, 373, 374, 375, 377 et 378 du cadastre officiel de la paroisse de Ste-Cécile-du-Bic, renfermées dans les limites suivantes, à savoir: partant du coin sud-ouest du lot 378; de là successivement par les lignes suivantes: la ligne séparative des rangs III et IV limitant vers le sud les lots 378, 377, 375, 374, 373 et 372; une ligne séparant les rangs III et IV et les lots 372 et 486 dans la direction astronomique N 47° 33' 0 sur une longueur de mille neuf cent trente-deux pieds et deux dixièmes (1,932.2) jusqu'au côté nord-ouest d'un chemin public, ledit côté nord-est dudit chemin public ayant les directions astronomiques et distances suivantes: S 39° 02' 0 — 304.5 pieds: S 24° 33' 0 — 272.8 pieds et S 35° 52' 0 — 596.3 pieds; une ligne traversant les lots 374, 375, 377 et 378 dans la direction astronomique S 36° 43' 0 sur une longueur de mille sept cent douze pieds et six dixièmes (1,712.6) et enfin la ligne sud-ouest du lot 378 dans la direction astronomique S 47° 50' E sur une longueur de cent quatre-vingt-deux pieds et six dixièmes (182.6) jusqu'au point de départ.

2. Cette partie du lot 349 du cadastre officiel de la paroisse de Ste-Cécile-du-Bic, renfermée dans les limites suivantes: partant du coin est du lot 349; de là successivement, la ligne séparative des lots 348 et 349 dans la direction astronomique N 46° 23' 0 sur une longueur de deux cent vingt-trois pieds et six dixièmes (223.6) une ligne dans la direction astronomique S 52° 03' 0 sur une longueur de deux cent soixante pieds et neuf dixièmes (260.9) une ligne dans la direction astronomique S 38° 46' 0 sur une longueur de cent trente-quatre pieds et trois dixièmes (134.3) jusqu'à la ligne séparative des lots 349 et 509, cette ligne jusqu'au coin sud du lot 349 et enfin la ligne séparative des lots 349 et 510 jusqu'au point de départ.

Ce changement prendra effet au 1er juillet 1957.
Le Surintendant de l'Instruction publique,
43532-o O. J. DÉSAULNIERS.

School Code, I propose to proceed to the annexation of the territory hereinunder described, which territory has not as yet been organized from an educational point of view, to the school municipality of Poularies, in the county of Abitibi-West.

The territory in question is comprised of lots 16 to 49 inclusively of range I; 22 to 49 inclusively of range II; 22 to 56 inclusively of range III, all of the township of Poularies; 16 to 49 inclusively of range X of the township of Destor.

O. J. DÉSAULNIERS,
Superintendent of Education.

No. 645-56.

Quebec, October 25th, 1956.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated October 17th, 1956, to detach from the School Municipality of Bic, in the County of Rimouski, the territory hereinunder described in order that it be annexed to the School Municipality of St. Valérien, same county.

A territory situated in the Seigneurie of Bic comprising: 1. parts of lots 372, 373, 374, 375, 377 and 378 of the official cadastre of the Parish of St. Cécile-du-Bic, included within the following boundaries, to wit: commencing at the south-westerly corner of lot 378; thence successively along the following lines; the dividing line of ranges III and IV bounding southerly lots 378, 377, 375, 374, 373 and 372; a line dividing ranges III and IV and lots 372 and 486 in a astronomical direction N 47°33'W along a length of one thousand nine hundred and thirty-two feet and two tenths (1,932.2) as far as the north-west side of the public highway; the said northeast side of said public highway having the following astronomical directions and distances: S 39°02'W. — 304.5 feet: S. 24°33'W. — 272.8 feet and S 35°52'W. — 596.3 feet: a line crossing lots 374, 375, 377 and 378 in an astronomical direction S 36°43'W. along a length of one thousand seven hundred and twelve feet and six tenths (1712.6) and finally the southwesterly line of lot 378 in an astronomical direction S 47°50'E. along a length of one hundred and eighty-two feet and six tenths (182.6) as far as the point of commencement;

2. That part of lot 349 of the official cadastre of the Parish of St. Cécile-du-Bic, included within the following boundaries: commencing at the easterly corner of lot 349; thence successively, the dividing line of lots 348 and 349 in an astronomical direction N 46°23'W. along a length of two hundred and twenty-three feet and six tenths (223.6); a line in an astronomical direction S. 52°03'W. along a length of two hundred and sixty feet and nine tenths (260.9); a line in a astronomical direction S 38°46'W. along a length of one hundred and thirty-four feet and three tenths (134.3) as far as the dividing line of lots 349 and 509 this latter line as far as the southerly corner of lot 349 and finally the dividing line of lots 349 and 510 as far as the point of commencement.

This change will take effect on July 1st., 1957.
O. J. DÉSAULNIERS,
Superintendent of Education.

Département des Terres et Forêts Department of Lands and Forests

AVIS

NOTICE

Cadastre officiel de la paroisse de St-Antoine-de- Official catastre of the parish of St. Antoine-de-

Longueuil (Cité de St-Lambert), division d'enregistrement de Chambly.

Avis est par la présente donné que les lots 161-1658, 161-1671, 161-1732, 161-1740, 161-1803, 161-1806, 161-1807, 161-1850, 161-1850A, 161-1851, 161-1881, 161-1881A, 161-1946 à 161-1964 et partie du lot 161-1965A; les lots 184-142 à 184-153 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 10 octobre 1956.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

43532-o

Longueuil (City of St. Lambert), registration division of Chambly.

Notice is hereby given that lots 161-1658, 161-1671, 161-1732, 161-1740, 161-1803, 161-1806, 161-1807, 161-1850, 161-1850A, 161-1851, 161-1881, 161-1881A, 161-1946 to 161-1964 and part of lot 161-1965A; lots 184-142 to 184-153 are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, October the 10th, 1956.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

43532-o

Cadastre officiel du village incorporé de Grande-Baie, paroisse de St-Alexis (maintenant partie de la ville de Port-Alfred), division d'enregistrement de Chicoutimi.

Avis est par la présente donné que les lots 49, 50, 51, 53, 55, 58 et une partie des lots 54, 56, 57 et 59 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 16 octobre 1956.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

43532-o

Official cadastre incorporated billage of Grande-Baie, parish of St-Alexis (now part of the town of Port-Alfred), registration division of Chicoutimi.

Notice is hereby given that lots 49, 50, 51, 53, 55, 58 and part of lots 54, 56, 57 and 59 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, October 16, 1956.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

43532-o

Département du Travail

AVIS CONCERNANT LA COMMISSION D'APPRENTISSAGE DES MÉTIERS DE LA CONSTRUCTION DES CANTONS DE L'EST

L'Honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail donne avis par les présentes que, par l'arrêté en conseil numéro 1080 du 24 octobre 1956, une nouvelle constitution et de nouveaux règlements ont été édictés pour cette dite Commission d'Apprentissage.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail

Québec, le 3 novembre 1956

43531-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que la Commission conjointe de l'Industrie de la Robe de la province de Québec, établie en exécution du décret numéro 3519, du 24 septembre 1940, et amendements, a été autorisée par le règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1081 du 24 octobre 1956, section "B", le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er novembre 1956 au 31 juillet 1957; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 3519 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente

Department of Labour

NOTICE CONCERNING THE BUILDING TRADES APPRENTICESHIP COMMISSION OF THE EASTERN TOWNSHIPS DISTRICT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour hereby gives notice that, by Order in Council No. 1080 of October 24th, 1956, a new constitution and new by laws have been enacted for the said Apprenticeship Commission.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,

Quebec, November 3rd, 1956.

43531-o

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Commission for the Dress Industry of the Province of Quebec, established under decree number 3519, of September 24, 1940, and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 1081 of October 24, 1956, part "B" pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Levy

The period of levy shall extend from November 1st, 1956 to July 31st, 1957. Such levy shall be imposed as hereinafter mentioned:

a) Professional employers governed by the decree No. 3519 and its amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to

à 1/2 de 1% des salaires et autres rémunérations payés à leurs salariés.

b) Les salariés régis par ledit décret numéro 3519 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/2 de 1% de leur salaire et autres rémunérations.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport indiquant les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine et les sommes versées au Comité paritaire. L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au Comité paritaire tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine à même le salaire de chacun de ses salariés les sommes qui reviennent au Comité paritaire.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Ce comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport accompagné des cotisations dues, doit être adressé au Comité paritaire le ou avant le 10 du mois suivant celui pour lequel ledit rapport est exigible.

3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus de la Commission conjointe de l'Industrie de la Robe de la province de Québec pour la période comprise entre les 1er novembre 1956 et le 31 juillet 1957.

COMMISSION CONJOINTE DE L'INDUSTRIE DE LA ROBE DANS LA PROVINCE DE QUÉBEC

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er novembre 1956 et le 31 juillet 1957.

Recettes probables:

Calculées sur 12,000 salariés, au salaire moyen de \$36.00 par semaine, pour 29 semaines, approximativement \$12,528,000.00 comme suit:

Cotisations (1/2 de 1%):	
Employeurs professionnels.....	\$ 62,640.00
Salariés.....	62,640.00
Revenu provenant de placements..	1,350.00
	<hr/>
	\$126,630.00

Dépenses probables:

Salaires:	
Administration.....	\$ 15,990.00
Inspecteurs.....	42,250.00
Bureau.....	27,890.00
	<hr/>
	\$ 86,130.00

Général:

Entretien de l'édifice, taxes, assurances.....	\$ 6,000.00
Papeterie, impressions et frais de poste.....	5,000.00

one-half of one percent (1/2 of 1%) of wages and other remuneration paid to their employees.

b) Employees governed by the decree No. 3519 and its amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to one-half of one percent (1/2 of 1%) of their wages and other remuneration.

2. Mode of Collection

In order to facilitate the collection of such assessments the Parity Committee shall supply the professional employers with printed forms indicating the hours of labour, the money received during the current week, and the sums sent to the Parity Committee. Professional employers shall see to it that these reports be completed and returned to the Joint Commission every month.

Professional employers shall collect at the end of each week, from the wages of each employee, the sums payable to the Parity Committee.

The report of each professional employer shall be duly signed before it is sent to the Parity Committee. This Committee has the right to exact a sworn report when deemed advisable.

The report together with all assessments due, shall be sent to the Parity Committee on or before the 10th day of each month following the month for which said report is requireable.

3. Financial report

According to the Collective agreement Act, the Parity Committee shall send a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour, on the following dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and expenses of the Joint Commission for the Dress Industry of the Province of Quebec, for the period between November 1st, 1956, and July 31st, 1957.

ESTIMATE OF RECEIPTS AND EXPENSES OF THE JOINT COMMISSION FOR THE DRESS INDUSTRY OF THE PROVINCE OF QUEBEC

For the period comprised between November 1st, 1956 to July 31st 1957.

Estimated income:

Based on 12,000 employees, each earning an average of \$36.00 per week for 29 weeks, approximately \$12,528,000.00 as follows:

Assessments: (1/2 of 1%):	
Professional employers.....	\$ 62,640.00
Employees.....	62,640.00
Income from investments.....	1,350.00
	<hr/>
	\$126,630.00

Estimated expenses:

Salaries:	
Administration.....	\$ 15,990.00
Inspectors.....	42,250.00
Office.....	27,890.00
	<hr/>
	\$ 86,130.00

Overhead:

Building maintenance, taxes Insurance.....	\$ 6,000.00
Stationery, printing & postage.....	5,000.00

Location et entretien de machines		I.B.M. installation, rental & maintenance	8,000.00
I.B.M.	8,000.00	Legal & auditing	4,000.00
Frais légaux et de vérification	4,000.00	Telephone & Lighting	2,000.00
Téléphone et électricité	2,000.00	Inspectors Travel Expenses	5,700.00
Dépenses de voyage des inspecteurs	5,700.00	Representatives expenses & Meetings	1,200.00
Dépenses des délégués et assemblées	1,200.00	Unemployment Insurance	800.00
Assurance chômage	800.00	General Expenses	4,800.00
Dépenses générales	4,800.00	Life, accident, health and other insurance	3,000.00
Assurance vie, accident, santé etc.	3,000.00		
	<u>\$126,630.00</u>		<u>\$126,630.00</u>

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 3 novembre 1956. 43531-0

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, November 3, 1956. 43531-0

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective, que le Comité conjoint de Bijouterie et d'Horlogerie du Québec, établi en exécution du décret numéro 163 du 12 février 1948, et amendements a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1081 du 24 octobre 1956, section "C", à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er novembre 1956 au 31 octobre 1957; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 163 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 163 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire hebdomadaire établi comme base de calcul du prélèvement dans leurs cas, soit \$55.00.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 163 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur rémunération.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au siège social du Comité paritaire, 11 place Georges V, Québec, le ou avant le 10 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au Comité paritaire par ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, that the Jewellery and Horology Joint Committee of Quebec, formed under decree number 163 of February 12th, 1948, and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 1081 of October 24, 1956, part "C", to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree as per the following method and rate:

1. Levy

The period of levy extends from November 1st, 1956, to October 31st, 1957; such levy shall be laid as follows:

a) The professional employers governed by the said decree, number 163 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their payroll for the employees governed by the said decree.

b) The artisans governed by the said decree, number 163 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the basic weekly wages upon which their levy is computed, i.e. \$55.00.

c) The employers governed by the said decree, number 163 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their remuneration.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments the Parity Committee furnishes the professional employers with report forms on which shall be given all information required by the said Parity Committee. The professional employer shall complete his report, sign and forward it to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, in the name of the Committee, the assessments of his employees by means of a deduction from the latter's wages.

The professional employer shall forward his monthly report to the head office of the Parity Committee, 11 Place George V, Quebec, on or before the 10th of the month following the date of expiration of the period for which it is required; the said report shall be sent together with the assessments of the professional employer and his employees. The Committee may have the reports signed under oath when deemed advisable.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable, au siège social du Comité paritaire.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. Rapport financier

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité conjoint de bijouterie et d'horlogerie du Québec, pour la période comprise entre le 1er novembre 1956 et le 31 octobre 1957.

LE COMITÉ CONJOINT DE BIJOUTERIE
ET D'HORLOGERIE DU QUÉBEC
Siège social: Québec

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er novembre 1956 et le 31 octobre 1957.

<i>Recettes:</i>	
Cotisations (1/2 de 1%):	
Employeurs professionnels.....	\$ 2,850.00
Salariés.....	3,250.00
Artisans.....	5,500.00
Divers.....	100.00
	<hr/>
	\$11,700.00

<i>Déboursés:</i>	
Salaires.....	\$ 5,000.00
Assurance-chômage.....	45.00
Frais de déplacement.....	2,750.00
Loyer.....	660.00
Papeterie.....	500.00
Frais d'administration.....	202.00
Intérêt et échange.....	105.00
Timbres postaux.....	200.00
Bureaux des Examineurs.....	315.00
Frais légaux et honoraires.....	1,300.00
Vérification.....	120.00
Enquêtes.....	250.00
Jetons de présence.....	160.00
Divers.....	93.00
	<hr/>
	\$11,700.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 3 novembre 1956. 43531-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail donne avis par les présentes, que le Comité paritaire de l'industrie de la chaussure établi en exécution du décret numéro 3003 du 31 juillet 1946, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1081 du 24 octobre 1956, section "A" le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations

The levy enacted by the present by-law is payable every month by the professional employer the artisan and the employee, without notice, at the head office of the Parity Committee.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay or to give the necessary information, he will be notified to fulfil his obligations towards the Parity Committee within five (5) days.

3. Financial report

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour on the following fixed dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Jewellery and Horology Joint Committee of Quebec for the period between November 1st, 1956, and October 31st, 1957.

JEWELLERY AND HOROLOGY JOINT
COMMITTEE OF QUEBEC
Head Office: Québec

Estimate of the receipts and disbursements for the period between November 1st, 1956, and October 31st, 1957.

<i>Receipts:</i>	
Assessments (1/2 of 1%):	
Professional employers.....	\$ 2,850.00
Employees.....	3,250.00
Artisans.....	5,500.00
Miscellaneous.....	100.00
	<hr/>
	\$11,700.00

<i>Disbursements:</i>	
Salaries.....	\$ 5,000.00
Unemployment insurance.....	45.00
Travelling expenses.....	2,750.00
Rent.....	660.00
Stationery.....	500.00
Administration expenses.....	202.00
Interest and exchange.....	105.00
Postage stamps.....	200.00
Board of Examiners.....	315.00
Legal and other fees.....	1,300.00
Auditing.....	120.00
Investigations.....	250.00
Attendance fees.....	160.00
Miscellaneous.....	93.00
	<hr/>
	\$11,700.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, November 3, 1956. 43531-o

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Shoe Industry, established under decree number 3003, of July 31st, 1946, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 1081 of October 24th, 1956, part "A", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments from the professional employers, the

des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés;

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend de la date de publication du présent règlement dans la *Gazette officielle de Québec* au 31 août 1957; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Tous les employeurs professionnels de l'Industrie de la Chaussure, assujettis au décret numéro 3003 et amendements, doivent payer au Comité paritaire de ladite industrie, une somme équivalente à 1/3 de 1% de leur liste de paye pour tous les salariés des deux sexes régis par ledit décret.

b) Tous les salariés des deux sexes de l'Industrie de la Chaussure, régis par le décret numéro 3003 et amendements, sont sujets à une cotisation équivalente à 1/3 de 1% de leurs salaires, gages ou autres rémunérations.

c) Tous les artisans des deux sexes de l'Industrie de la Chaussure, régis par le décret numéro 3003 et amendements, qui travaillent individuellement ou en société, sont sujets à une cotisation de 1/3 de 1% de leur salaire. Pour les fins de cotisation et de ce règlement, le salaire de chaque artisan qui travaille individuellement ou en société est considéré comme fixé à un montant égal au salaire payé au salarié compagnon le moins rémunéré.

2. Mode de perception

Le ou avant le quinze (15) de chaque mois, les employeurs professionnels doivent transmettre au Comité paritaire, sur des formules fournies par ledit Comité à cette fin, un rapport mentionnant tous les salaires, gages et autres rémunérations payés pendant le mois précédent à toutes les personnes des deux sexes, à leur emploi, assujettis audit décret. Ce rapport doit être fait sur une formule telle qu'exigée par ledit Comité.

Tous les employeurs professionnels, en faisant ce rapport doivent remettre au Comité paritaire le montant de leur cotisation calculé de la manière susdite et la cotisation de leurs salariés perçue de la manière ci-après indiquée.

La cotisation des salariés doit être perçue par les employeurs professionnels à même les salaires que ces derniers sont tenus de payer auxdits salariés et être transmis au Comité paritaire de la manière susdite.

Chaque artisan travaillant individuellement ou en société est sous les mêmes obligations que l'employeur professionnel quant au paiement de sa propre cotisation.

3. Rapport financier

Selon les termes de l'article 21 de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes; 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'Industrie de la Chaussure pour la période se terminant le 31 août 1957.

LE COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE LA
CHAUSSURE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

État des recettes et des déboursés probables pour
la période se terminant le 31 août 1957.

artisans and the employees governed by the said decree according to the method and rate thereafter mentioned.

1. Assessments

The period of levy extends from the date of gazetting of this by-law to August 31st, 1957; it shall be laid in the following manner:

a) All professional employers of the shoe industry governed by decree number 3003, and amendments, shall pay to the Parity Committee of the said industry, a sum equivalent to 1/3 of 1% of their payroll for all male and female employees subject to the said decree.

b) All male and female employees of the shoe industry, governed by the decree number 3003, and amendments, shall pay an assessment equivalent to 1/3 of 1% of their wages, earnings or other remuneration.

c) All male and female artisans of the shoe industry, governed by decree number 3003, and amendments, working individually or in partnership, are subject to an assessment of 1/3 of 1% of their wages. For the purposes of the levy and of this by-law, the wages of each artisan working individually or in partnership are considered as being fixed to an amount equal to the wages paid to the journeyman employee with the lowest rate of pay.

2. Mode of collection

On or before the fifteenth (15) of each month, all professional employers shall submit to the Parity Committee (on forms furnished for this purpose by the said committee) a report indicating all wages, earnings and other remuneration paid during the preceding month to all male and female persons, in their employ, governed by the said decree. Such report shall be made on a form as required by the said committee.

All professional employers, in making such report, shall remit to the Parity Committee the amount of their assessments, calculated as above, and the assessments of their employees collected as follows.

The employees' assessments shall be collected by the professional employers from the wages which they pay to the said employees and shall be sent to the Parity Committee as above mentioned.

Every artisan working individually or in partnership is under the same obligations as the professional employer for the payment of his own assessment.

3. Financial report

Under section 21 of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall make a quarterly report covering its financial operations and remit same to the Minister of Labour on the following dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of the Shoe Industry, for the period ending August 31st, 1957.

JOINT COMMITTEE OF THE SHOE INDUSTRY OF THE
PROVINCE OF QUÉBEC

Estimated receipts and disbursements for the
period ending August 31st, 1957.

Recettes:
Cotisations (1/3 de 1%):
Employeurs professionnels..... \$47,500.00
Salariés..... 47,500.00
\$95,000.00

Receipts:
Assessments (1/3 of 1%):
Professional employers..... \$47,500.00
Employees..... 47,500.00
\$95,000.00

Déboursés:
Salaires..... \$46,950.00
Frais de déplacement des inspecteurs 8,000.00
Frais de déplacement des délégués y compris les sous-comités..... 9,000.00
Frais professionnels et judiciaires... 3,000.00
Frais généraux..... 1,000.00
Assurances et frais de cautionnement 500.00
Impressions, papeterie et accessoires de bureau..... 4,000.00
AgiOS, intérêt et échange..... 200.00
Loyer, éclairage..... 2,200.00
Taxe d'affaires et d'eau..... 50.00
Mauvaises créances..... 100.00
Poste, téléphone et télégraphe..... 2,000.00
Commission d'Apprentissage de la Chaussure; Formation professionnelle: Service de renseignements... 15,000.00
Comité de négociations..... 3,000.00
\$95,000.00

Disbursements:
Salaries..... \$46,950.00
Travelling expenses — inspectors.... 8,000.00
Travelling expenses of delegates, sub-committees included..... 9,000.00
Professional and judicial fees..... 3,000.00
General expenses..... 1,000.00
Insurance and security bonds..... 500.00
Stationery, printing and office accessories..... 4,000.00
AgiOS, interest and exchange..... 200.00
Rent, electricity..... 2,200.00
Business and water taxes..... 50.00
Bad credits..... 100.00
Postage, telephone and telegraph... 2,000.00
Apprenticeship Commission of the Shoe Industry; Occupational training; Information Service..... 15,000.00
Negociation Committee..... 3,000.00
\$95,000.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Ministère du Travail,
Québec, le 3 novembre 1956. 43531-o

Department of Labour,
Quebec, November 3, 1956. 43531-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

NOTICE OF LEVY

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire du Commerce de Gros et de Détail de Rimouski, établi en exécution du décret numéro 1721, du 16 décembre 1948, a été autorisé, par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1081 du 24 octobre 1956, section "D", le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans, des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Wholesale and Retail Trade Joint Committee of Rimouski, formed under decree No. 1721 of December 16th, 1948, has been authorized by a by-law approved by Order in Council No. 1081 of October 24, 1956, part "D", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act, to levy assessments from the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Cotisation

1. Assessments

La période de cotisation s'étend du 1er novembre 1956 au 31 octobre 1957; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

The period of levy extends from November 1st, 1956, to October 31st, 1957; such levy is laid as follows:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 1721 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/2 de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

a) The professional employers governed by the said decree, number 1721 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to 1/2 of 1% of their payroll as regards the employees governed by the said decree.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 1721 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/2 de 1% du salaire établi dans le décret pour le compagnon le moins rémunéré, soit \$40.30 par semaine.

b) The artisans governed by the said decree, number 1721 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to 1/2 of 1% of the lowest wages established in the decree for journeymen, i.e. \$40.30 per week.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 1721 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/2 de 1% de leur rémunération.

c) The employees governed by the said decree, number 1721 and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to 1/2 of 1% of their remuneration.

2. Mode de perception

2. Mode of collection

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which all particulars required by the said Parity Committee shall be given. The professional employer shall complete his report and sign and

son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le vingt (20) du mois, suivant la date de l'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au Comité paritaire par ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. Rapport financier

D'accord avec la Loi de la Convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés probables du Comité paritaire du Commerce de Gros et de Détail de Rimouski, pour la période comprise entre le 1er novembre 1956 et le 31 octobre 1957.

COMITÉ PARITAIRE DU COMMERCE DE GROS ET DE DÉTAIL DE RIMOUSKI

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er novembre 1956 et le 31 octobre 1957.

<i>Recettes:</i>	
Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels.....	\$3,250.00
Salariés.....	3,250.00
Artisans.....	900.00
	<hr/>
	\$7,400.00

<i>Déboursés:</i>	
Salaires:	
Secrétaire.....	\$ 600.00
Trésorier-inspecteur.....	2,700.00
Dépenses de l'inspecteur.....	300.00
Loyer.....	555.00
Frais légaux.....	300.00
Papeterie, impression, téléphone, télé- graphie, timbres, etc.....	400.00
Vérification.....	200.00
Assurance-cautionnement.....	50.00
Assurance-feu.....	6.50
Jetons de présence.....	720.00
Frais de représentation.....	300.00
Publicité.....	200.00
Dépenses diverses et imprévues.....	1,068.50
	<hr/>
	\$7,400.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 3 novembre 1956. 43531-o

forward it to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, in the name of the Committee, the assessments of his employees, by means of a deduction from their wages.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 20th day of the month following the date of expiration of the period for which it is required; the said report shall be sent together with the assessments of the professional employer and the sums payable to the Parity Committee by his employees. The committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The assessments laid by the present by-law are payable every month by the professional employer, the artisan and the employee, without previous notice.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay to give the necessary information, five days notice shall be given within which to fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. Financial report

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour on the following dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Wholesale and Retail Trade Joint Committee of Rimouski for the period between November 1st, 1956 and, October 31st, 1957.

WHOLESALE AND RETAIL TRADE JOINT COMMITTEE OF RIMOUSKI

Estimate of receipts and disbursements for the period between November 1st, 1956 and October 31st, 1957.

<i>Receipts:</i>	
Assessments (½ of 1%):	
Professional employers.....	\$3,250.00
Employees.....	3,250.00
Artisans.....	900.00
	<hr/>
	\$7,400.00

<i>Disbursements:</i>	
Wages:	
Secretary.....	\$ 600.00
Inspector-treasurer.....	2,700.00
Inspector's expenses.....	300.00
Office rent.....	555.00
Legal fees.....	300.00
Stationery, printing, telephone, tele- grams, postage, etc.....	400.00
Auditing.....	200.00
Fidelity Bond.....	50.00
Fire insurance.....	6.50
Member's attendance fees.....	720.00
Official entertainment.....	300.00
Publicity.....	200.00
Various and unforeseen expenses.....	1,068.50
	<hr/>
	\$7,400.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, November 3, 1956. 43531-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

NOTICE OF LEVY

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité conjoint des métiers de la construction de Montréal, établi en exécution du décret numéro 1121 du 19 octobre 1955, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1081 du 24 octobre 1956, section "E" conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements) à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret de la manière ci-après décrite:

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Building Trades Joint Committee of Montreal, formed under decree number 1121 of October 19th, 1955, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 1081 of October 24th, 1956 part "E", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, in the manner hereafter described:

1. *Cotisation*

1. *Levy*

La période de cotisation s'étend du 1er novembre 1956 au 31 octobre 1957; cette cotisation s'écrit de la manière ci-après décrite:

The period of levy extends from the 1st November 1956 until the 31st March 1957; and the levy shall be established in the following manner:

a) Tous les employeurs professionnels assujettis au décret numéro 1121 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur liste de paye pour les salariés régis par le décret (salaires réguliers, pourcentages, allocations, commissions ou bonis).

a) All professional employers governed by decree number 1121, shall pay to the Parity Committee an amount of $\frac{1}{2}$ of 1% of their payroll in respect of their employees governed by the said decree. (Fixed salaries, percentages, allowances, commissions or bonuses).

b) Les artisans assujettis audit décret, numéro 1121, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi dans le décret pour le compagnon le moins rémunéré.

b) Artisans governed by said decree number 1121, shall pay to the Parity Committee a sum equal to $\frac{1}{2}$ of 1% of the salary established in the decree, for the lowest paid journeyman.

c) Tous les salariés assujettis audit décret, numéro 1121, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur rémunération (salaires réguliers, pourcentages, allocations, commissions ou bonis).

c) All employees governed by said decree, number 1121, shall pay to the Parity Committee an amount equal to $\frac{1}{2}$ of 1% of their remuneration (fixed salaries, percentages, allowances, commissions or bonuses).

2. *Mode de perception*

2. *Method of Collection*

En vue de faciliter la perception desdites cotisations, le Comité paritaire met à la disposition de tous les employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous renseignements exigés par le Comité paritaire. Les employeurs professionnels doivent faire leur rapport, le signer et le transmettre au Comité paritaire à tous les mois.

In order to facilitate the collection of the said levies, the Parity Committee shall place at the disposal of all professional employers report forms upon which shall be furnished all the information required by it. Professional employers shall complete their report, sign and transmit it to the Parity Committee monthly.

Les employeurs professionnels doivent percevoir à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, les prélèvements de chacun de leurs salariés au moyen d'une déduction appropriée sur leurs salaires.

Professional employers shall collect at the end of each week in the name of the Committee the levy exigible from each employee by deductions of the appropriate amount from his salary.

Tous les employeurs professionnels doivent transmettre tels rapports au Comité paritaire le ou avant le 10ième jour de chaque mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible. Ledit rapport doit être accompagné des cotisations de l'employeur professionnel et des sommes payables au Comité paritaire par les salariés. Le Comité paritaire a le pouvoir d'exiger l'assermentation desdits rapports chaque fois qu'il le juge à propos.

All professional employers shall transmit such reports to the Parity Committee on or before the 10th day of each month following the expiry date of the period for which it is exigible. The said report must be accompanied by the levy of the professional employer and the amounts payable to the Parity Committee by the employees. The Parity Committee shall have authority to require said reports to be signed under oath, whenever necessary.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable chaque mois par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans avis préalable.

The levy imposed by the present by-law shall be payable monthly by the professional employers, artisans and employees without previous notice.

Si un employeur professionnel ou un artisan refuse de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq jours lui sera donné pour remplir ses obligations.

Upon refusal of a professional employer or an artisan to give the necessary information, a notice of five shall be given him within which to comply with his obligations in the matter.

3. *Rapport financier*

3. *Financial report*

Conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit soumettre au Ministère du Travail un rapport trimestriel de ses opérations financières aux

In accordance with the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall present a quarterly report of its financial position to the Minister of Labour, such reports to be dated as follows:

dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et déboursés probables du Comité paritaire pour la période comprise entre le 1er novembre 1956 et le 30 avril 1957.

LE COMITÉ CONJOINT DES MÉTIERS DE LA
CONSTRUCTION DE MONTRÉAL

État des recettes et des déboursés probables
du 1er novembre 1956 au 30 avril 1957.

<i>Recettes:</i>	
Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels.....	\$220,000.00
Salariés.....	220,000.00
	<hr/>
	\$440,000.00

<i>Déboursés:</i>	
Indemnité au Centre d'Apprentissage, Montréal, pour fins d'administration.....	\$180,000.00
Centre d'Apprentissage Re: Cours en réfrigération.....	9,000.00
Salaires du secrétaire et du personnel du bureau.....	46,500.00
Jetons de présence et dépenses des membres.....	21,400.00
Salaires des inspecteurs.....	108,750.00
Indemnité à la Commission du Salaire minimum pour services d'administration en rapport avec le système de vacances payées.....	22,500.00
Dépenses de voyage des inspecteurs.....	19,950.00
Fond de pension des employés.....	6,500.00
Assurances, taxes, nettoyage et entretien de l'immeuble.....	4,700.00
Impression et papeterie.....	3,850.00
Timbres-poste.....	3,500.00
Chauffage et électricité.....	860.00
Téléphone.....	750.00
Bureau des examinateurs.....	8,250.00
Frais légaux et professionnels, vérification des livres.....	17,500.00
Dépréciation — ameublement et accessoires.....	1,700.00
Dépréciation — immeuble.....	2,450.00
Dépenses diverses.....	5,000.00
Bourses d'Études.....	5,000.00

	<hr/>
	\$468,160.00
Déficit.....	28,160.00
	<hr/>
	\$440,000.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY,
Ministère du Travail,
Québec, le 3 novembre 1956. 43531-0

31st March, 30th June, 30th September and 31st December.

Hereto attached is a statement of the receipts and disbursements contemplated by the Joint Committee for the period from 1st November 1956 to 30th April 1957.

THE BUILDING TRADES JOINT COMMITTEE OF
MONTREAL

Contemplated Income and Expenditures from 1st
November 1956 to 30th April 1957.

<i>Income:</i>	
Assessment (½ of 1%):	
Professional employers.....	\$220,000.00
Employees.....	220,000.00
	<hr/>
	\$440,000.00

<i>Expenditures:</i>	
Indemnity to Apprenticeship Center Montreal, for administration....	\$180,000.00
Apprenticeship Center — re: Refrigeration course.....	9,000.00
Secretary & Office Personnel, Salaries.....	46,500.00
Members Attendance fees & expenses.....	21,400.00
Inspectors' Salaries.....	108,750.00
Indemnity to Minimum Wage Commission re: administration of Vacation Pay.....	22,500.00
Inspectors' Travelling expenses....	19,950.00
Employees retirement & welfare fund.....	6,500.00
Insurance, taxes, cleaning & maintenance of building.....	4,700.00
Printing & Stationery.....	3,850.00
Postage Stamps.....	3,500.00
Heating & Electricity.....	860.00
Telephone.....	750.00
Fees: Boards of Examiners.....	8,250.00
Legal, Audit & Professional Fees... ..	17,500.00
Depreciation Fixtures & Furniture.....	1,700.00
Depreciation Office Building.....	2,450.00
Miscellaneous expenses.....	5,000.00
Scholarship Fund.....	5,000.00

	<hr/>
	\$468,160.00
Deficit.....	28,160.00
	<hr/>
	\$440,000.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour,
Department of Labour,
Quebec, November 3, 1956. 43531-0

Lettres patentes

L'Hôpital Saint-Dominique

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de l'article 20 de la Loi des évêques catholiques romains, 14 George VI, chapitre 76, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt octobre 1956, constituant en corporation "L'Hôpital Saint-Dominique".

Letters Patent

L'Hôpital Saint-Dominique

Notice is hereby given that under the provisions of section 20 of the Roman Catholic Bishops Act, 14 George VI, chapter 76, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated October twentieth, 1956, incorporating "L'Hôpital Saint-Dominique".

Le siège social de la corporation ci-haut mentionnée est situé en la ville de Windsor, comté de Richmond.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le vingt-neuf octobre 1956.

Le Sous-secrétaire de la province,
43575-0 JEAN BRUCHESI.

The head office of the corporation above mentioned is situated in the town of Windsor, county of Richmond.

Given at the office of the Provincial Secretary, on October twenty-ninth, 1956.

JEAN BRUCHESI,
43575 Under Secretary of the Province.

Ministère des Finances
Assurances

AVIS D'ANNULATION D'ENREGISTREMENT

Attendu que "Arex Indemnity Company", dont le siège social est à New York, État de New York, États-Unis d'Amérique, a cessé de faire affaires dans la province de Québec depuis le 30 juin 1956;

Attendu que la compagnie a produit au Service des assurances une déclaration signée par son secrétaire-trésorier à l'effet qu'elle n'avait au 30 juin 1956 aucune obligation dans la province de Québec;

Attendu que ladite compagnie s'est conformée aux dispositions de l'article 103 de la Loi des assurances.

En conséquence, avis est donné par les présentes que l'enregistrement de "Arex Indemnity Company" est annulé à compter du 30 juin 1956.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 23 octobre 1956.

Pour le Ministre des finances de la Province,
GEORGES LAFRANCE,
43508-43-2-0 Surintendant des assurances.

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET DE CERTIFICAT D'ENREGISTREMENT

Avis est donné, par les présentes, que "Motors Insurance Corporation", enregistrée sous le numéro 577, a obtenu le permis et le certificat d'enregistrement numéro 324 qui l'autorise, à compter du 3 octobre 1956, à effectuer dans la Province des contrats d'assurance Automobile, à l'exclusion des dommages à la personne à raison de blessures.

Le siège social de la compagnie est situé à New York, étant de New York, États-Unis d'Amérique.

La compagnie a nommé monsieur Cyril A. Lister, Suite 304, 1255 Phillips Square, Montréal 2, Québec Canada, son procureur dans la Province.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 27 octobre 1956.

Pour le Ministre des finances
de la Province,
GEORGES LAFRANCE,
43556-44-2-0 Surintendant des assurances.

Proclamation

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]
GASPARD FAUTEUX

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

Department of Finance
Insurances

NOTICE OF CANCELLATION OF REGISTRATION

Whereas "Arex Indemnity Company", whose head office is situated in New York, State of New York, United States of America, has ceased to do business in the province of Quebec as from the 30th of June 1956;

Whereas the company has filed with the Insurance Branch a declaration signed by its secretary-treasurer to the effect that it has as of the 30th of June 1956 no obligations in the province of Quebec;

Whereas this company has complied with the provisions of section 103 of the Quebec Insurance Act.

Therefore, notice is hereby given that the registration of "Arex Indemnity Company" is cancelled as from the 30th of June 1956.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 23rd of October 1956.

For the Minister of Finance of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
43508-43-2-0 Superintendent of Insurance.

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND CERTIFICATE OF REGISTRATION

Notice is hereby given that "Motors Insurance Corporation", registered under number 577, has obtained the license and certificate of registry number 324 authorizing it, as from the 3rd of October 1956, to undertake in the Province contracts of insurance of Automobile, excluding loss by reason of bodily injury to the person.

The head office of the company is situated in New York, State of New York, United States of America.

The company has appointed Mr. Cyril A. Lister, Suite 304, 1255 Phillips Square, Montreal 2, Quebec, Canada, its attorney in the Province.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 27th day of October 1956.

For the Minister of Finance
of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
43556-44-2-0 Superintendent of Insurance.

Proclamation

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]
GASPARD FAUTEUX,

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

A nos très aimés et fidèles conseillers les membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la province de Québec,

SALUT.

ATTENDU QUE la législature de la province de Québec se trouve convoquée en vue de l'expédition des affaires pour le vingt-six septembre 1956, mais que, pour diverses considérations, Nous avons, sur l'avis du Conseil exécutif de ladite province, jugé à propos de la proroger jusqu'au quatorze novembre mil neuf cent cinquante-six:

A CES CAUSES, Nous vous faisons maintenant savoir que vous êtes dispensés de vous réunir le vingt-six septembre 1956; vous convoquons par les présentes pour le quatorze novembre mil neuf cent cinquante-six et, en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date, au palais législatif, en la cité de Québec, pour y expédier les affaires de la province et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable GASPARD FAUTEUX, C.P., L.L.D., D. D.S., L.D.S., Lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

Donné en Notre hôtel du Gouvernement, à Québec, le premier jour d'août, l'an de grâce mil neuf cent cinquante-six, et de Notre règne le cinquième.

Par ordre,

Le secrétaire de la Chancellerie à Québec,
(Signé, ANTOINE LEMIEUX.

42956-32-14-o

To our Beloved and Faithful Councilors, the members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Quebec.
GREETING.

WHEREAS the Legislature of the Province of Quebec had been convoked, in view of the dispatch of business, for the twenty-sixth day of September 1956, but that for various considerations, We have, with the advice of the Executive Council of said Province, deemed it advisable to prorogue the said Legislature to the fourteenth day of November, one thousand nine hundred and fifty-six:

THEREFORE, We now inform you that you are no longer required to meet on the twenty-sixth day of September 1956; but hereby convene you for the fourteenth day of November one thousand nine hundred and fifty-six and, consequently, command and order you to meet on said date at the Parliament Buildings, in the City of Quebec, for the dispatch of the business of the Province, and to examine, discuss and decide the questions to be submitted to you.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our letters to be made patent and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed.

WITNESS: Our right Trusty and Well Beloved, The Honourable Mr. GASPARD FAUTEUX, P.C., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-Governor of the said Province.

Given at Our Government House in Quebec, the First day of August, in the year of Our Lord, nineteen hundred and fifty-six and fifth year of Our Reign.

By command,

(Signed) ANTOINE LEMIEUX,
Secretary of the Crown in Chancery, at

42956-32-14

Quebec.

Sièges sociaux

"THETFORD VIDEO INC."

Avis est par les présentes donné que la Compagnie "Thetford Video Inc." constituée en corporation par lettres patentes en date du 31 juillet 1956 et ayant son siège social en la cité de Thetford Mines, dans le District de Mégantic, a établi son bureau au numéro 37 de la rue St-Joseph.

A compter de la date des présentes ledit bureau est considéré par la Compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Thetford-Mines, ce dixième jour de septembre mil neuf cent cinquante-six.

43533-o

Le Secrétaire,
J.-M. CLICHE.

GUY GUENETTE LTÉE
GUY GUENETTE LTÉE.

Avis est donné que la compagnie "Guy Guenette Ltée — Guy Guenette Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 13 décembre 1954 et ayant son principal bureau à Ville St-Laurent, district de Montréal, a établi son bureau au N° 720, rue Filiatrault.

A compter de la date du présent avis, le bureau est constitué par la compagnie comme étant son bureau principal.

Head Offices

"THETFORD VIDEO INC."

Notice is hereby given that the company "Thetford Video Inc." constituted as a corporation by letters patent dated July 31, 1956 and having its head office in the City of Thetford Mines, in the District of Megantic, has established its office at number 37 St. Joseph Street.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the Company as being its head office.

Given at Thetford Mines, this tenth day of September one thousand nine hundred and fifty-six.

43533

J.-M. CLICHE,
Secretary.

GUY GUENETTE LTÉE
GUY GUENETTE LTD.

Notice is given that the company "Guy Guenette Ltée — Guy Guenette Ltd.", constituted as a corporation by letters patent dated December 13, 1954 and having its head office at the Town of St. Laurent, District of Montreal, has established its office at No. 720 Filiatrault Street.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the Company as being its head office.

Donné à Ville St-Laurent, ce 23ième jour
d'octobre 1956.

(Sceau)
43534-o

Le Président,
GUY GUENETTE.

Given at the Town of St. Laurent, this 23rd.
day of October 1956.

(Seal)
43534

GUY GUENETTE,
President.

Avis est donné que: "La Compagnie J. A. Maurice Inc." constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec, en date du 2 mai 1956 et ayant son principal bureau dans Windsor Mills, district de St-François, a établi son bureau au numéro 38, de la rue Elm.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Windsor Mills, ce vingt-cinquième jour d'octobre mil neuf cent cinquante-six.

43535-o

Le Président,
J. A. MAURICE.

Notice is given that "La Compagnie J. A. Maurice Inc.", constituted as a corporation under Part I of the Quebec Companies' Act, under date of May 2, 1956 and having its head office at Windsor Mills, District of St. Francis, has established its office at number 38 Elm Street.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the Company as being its head office.

Given at Windsor Mills, this twenty-fifth day of October one thousand nineteen hundred and fifty-six.

43535

J. A. MAURICE,
President.

(P.G. 13229-56)

DONNACONA IMPROVEMENT COMPANY, LIMITED

Règlement "B"

"Qu'il soit et il est par les présentes approuvé comme règlement B de cette Compagnie.

Le Bureau Chef de la Compagnie est transféré de 25, rue St-Louis, dans la ville de Québec, où il était antérieurement, aux Bureaux de la Donnacona Paper Company Limited à Donnacona, Qué. et le Secrétaire est autorisé à signer tous les documents nécessaires pour compléter ce transfert selon la loi."

43541-o

(S) LOUIS W. MICHAEL,
Le Secrétaire,
(S) P. L. FITZGERALD.

(P.G. 12057-56)

Avis est donné que la compagnie "Wilfrid Gauthier Automobile, Limitée", constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu de la Loi des compagnies de Québec, en date du 5ième jour de juillet 1956, et ayant son siège social à Chambly, Province de Québec, où elle avait son bureau situé jusqu'aujourd'hui au 531, rue Bourgogne, l'a transporté au 451, rue Bourgogne.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Chambly, ce 6ième jour d'octobre 1956.

43548-o-o

Le Président,
WILFRID GAUTHIER.

(P.G. 13200-55)

MURLIN INVESTMENTS LTD.

Sur proposition dûment faire et secondée, il a été résolu que cette compagnie transporte son siège social de 2025 avenue Barclay, en la cité de Montréal à 10441 rue Bellevois, Montréal-Nord, à compter de cette date; et que le règlement N° 1 de cette compagnie, relative au siège social soit amendé en substituant les mots "Ville de Montréal-Nord" aux mots "Cité de Montréal".

Le précédent règlement a été adopté régulièrement par les directeurs de cette compagnie le 25 juillet 1956, et approuvé par les actionnaires à une assemblée générale tenue à cette fin.

43554

Le Secrétaire,
PEARL LONDON.

(A.G. 13229-56)

DONNACONA IMPROVEMENT COMPANY, LIMITED

By-Law "B"

"Be it and it is hereby enacted as by-law B of this Company.

The Head Office of the Company is transferred from 25 St. Louis Street, Quebec City where it was formerly to the Offices of Donnacona Paper Company Limited in Donnacona, Que. and the Secretary is authorized to sign all necessary documents to complete this transfer according to law".

43541-o

(S) LOUIS W. MICHAEL,
President.
(S) P. L. FITZGERALD,
Secretary.

(A.G. 12057-56)

Notice is hereby given that "Wilfrid Gauthier Automobile, Limitée", company incorporated by letters patent under the Quebec Companies' Act, on the 5th day of July, 1956, and having its head office in the Province of Quebec, at Chambly, where its office was situated up to to-day, at 531 Bourgogne Street, has moved it to 451 Bourgogne Street.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Given at Chambly, this 6th day of October 1956.

43548-o

WILFRID GAUTHIER,
President.

(A.G. 13200-55)

MURLIN INVESTMENTS LTD.

Upon motion duly made and seconded, it was resolved that this Company change its head office from 2025 Barclay Avenue, in the city of Montreal to 10441 Bellevois Street, Montreal North, as and from this date; and that by-law No. 1 of this company, respecting the head office be amended by substituting the words "Town of Montreal North" for the words "City of Montreal".

The foregoing by-law has been regularly adopted by the Directors of this company on July 25th, 1956, and approved by the shareholders at a general meeting held for the purpose.

43554-o

PEARL LONDON,
Secretary.

Avis est donné que la Compagnie "Roux & Boulanger Ltée" constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec, en date du 30 septembre 1955 et ayant son principal bureau dans Garthby, district de St-François, a établi son bureau au numéro 1, de la rue St-Jacques.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Garthby, ce vingt-quatrième jour d'octobre mil neuf cent cinquante-six.

Le Président,
ÉMILE ROUX.

43555-o

LES PLACEMENTS CHAMPREVILLE INC.
CHAMPREVILLE INVESTMENT INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Les Placements Champreville Inc.—Champreville Investment Inc.", constituée en corporation par lettres patentes accordées par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, le 20 octobre 1954, enregistrées le 26 octobre 1954, et ayant son siège social dans la cité de Montréal, a établi le siège social à 84 ouest, rue Notre-Dame, Montréal.

A compter de la date de cet avis, ladite adresse sera considérée par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 4 octobre 1956.

(Sceau) Le Président,
G. GARNEAU POIRIER.

43569-o

Avis est donné que la compagnie "Rhoades Machinery Co. Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 11^{ème} jour de mai 1956, et ayant son bureau principal dans la cité de Montréal, a établi son bureau au numéro 353 rue St-Nicholas, Montréal.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 25^{ème} jour d'octobre 1956.

Le Secrétaire-trésorier,
W. A. RHOADES.

43570-o

(P.G. 11364-55)
L.-W. LECLERC & FILS LIMITÉE

Règlement N° 5

Concernant le changement du bureau principal. "Le bureau principal de la compagnie "L.-W. Leclerc & Fils Limitée" est transporté de St-Félicien, dans le comté de Roberval, où il était auparavant à Chibougamau, dans le comté d'Abitibi-Est."

Saint-Félicien, ce 25^e jour d'août 1956.

Copie certifiée. Le Secrétaire,
PAUL LECLERC.

43571-o

Notice is hereby given that the company "Roux & Boulanger Ltée" incorporated under Part I of the Quebec Companies' Act, dated September 30, 1955, and having its head office at Garthby, district of St-François, has established its office at number 1, St-Jacques Street.

From and after the date of this present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Garthby this twenty-fourth day of October, one thousand nine hundred and fifty-six.

ÉMILE ROUX,
President.

43555

LES PLACEMENTS CHAMPREVILLE INC.
CHAMPREVILLE INVESTMENT INC.

Notice is hereby given that the company "Les Placements Champreville Inc.—Champreville Investment Inc.", constituted as a corporation by letters patent issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, October 20, 1954, and registered October 26, 1954, having its head office in the City of Montreal, has established its head office at 84 Notre-Dame Street, West, Montreal.

From and after the date of this notice, the said location shall be considered by the Company as being its head office.

Dated at Montreal, this October 4, 1956.

(Seal) G. GARNEAU POIRIER,
President.

43569

Notice is hereby given that "Rhoades Machinery Co. Ltd.", incorporated by letters patent on the 11th day of May 1956, and having its head office in the city of Montreal, has established its office at 353 St. Nicholas Street, Montreal.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 25th day of October 1956.

W. A. RHOADES,
Secretary-Treasurer.

43570-o

(A.G. 11364-55)
L.-W. LECLERC & FILS LIMITÉE

By-law No. 5

Concerning the transferring of head office. "The head office of the company "L.-W. Leclerc & Fils Limitée" is transferred from St. Félicien, in the county of Roberval, its former location, to Chibougamau, in the county of Abitibi-Est."

Saint Félicien, this 25th day of October 1956.

True copy. PAUL LECLERC,
Secretary.

43571

Soumissions

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA
MUNICIPALITÉ DU VILLAGE DE ST-GRÉGOIRE-DE-
GREENLAY
(Comté de Richmond)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions

Tenders

Province of Quebec

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE
MUNICIPALITY OF THE VILLAGE OF ST-GRÉGOIRE-
DE-GREENLAY
(County of Richmond)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received

pour obligations" seront reçues par le soussigné, Gérard Labrecque, secrétaire-trésorier, B.P. 51, Greenlay, comté de Richmond, jusqu'à 8 heures p.m., mardi, le 20 novembre 1956, pour l'achat de \$72,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité du village de St-Grégoire-de-Greenlay, comté de Richmond, datées du 1er décembre 1956 et remboursables par séries du 1er décembre 1957 au 1er décembre 1976 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4% pour les échéances de 1957 à 1976 inclusivement, non supérieur à 4½% pour les échéances de 1957 et de 1958, et non supérieur à 5% pour les échéances de 1959 à 1976 inclusivement, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année.

Résolution d'emprunt en date du 6 septembre 1956 — Construction d'une école dans l'arrondissement No. 1.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er décembre 1956.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$72,000.00 — 20 ans

Année	Capital
1er décembre 1957.....	x\$18,000.00
1er décembre 1958.....	x 19,000.00
1er décembre 1959.....	1,500.00
1er décembre 1960.....	1,500.00
1er décembre 1961.....	1,500.00
1er décembre 1962.....	1,500.00
1er décembre 1963.....	1,500.00
1er décembre 1964.....	1,500.00
1er décembre 1965.....	1,500.00
1er décembre 1966.....	2,000.00
1er décembre 1967.....	2,000.00
1er décembre 1968.....	2,000.00
1er décembre 1969.....	2,000.00
1er décembre 1970.....	2,000.00
1er décembre 1971.....	2,000.00
1er décembre 1972.....	2,500.00
1er décembre 1973.....	2,500.00
1er décembre 1974.....	2,500.00
1er décembre 1975.....	2,500.00
1er décembre 1976.....	2,500.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$36,675.00 accordé par le Secrétaire de la province et payable en deux versements de \$18,337.50 chacun, en 1957 et en 1958, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Windsor Mills, comté de Richmond.

Le capital et les intérêts sont payables, à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Windsor Mills, comté de Richmond.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mardi, le 20 novembre 1956, à 8.00 heure p.m., en la salle du couvent, St-Grégoire-de-Greenlay, comté de Richmond.

ed by the undersigned, Gérard Labrecque, Secretary-Treasurer, P.O.B. 51, Greenlay, county of Richmond, until 8 o'clock p.m., Tuesday, November 20th, 1956, for the purchase of an issue of \$72,000.00 of bonds of the School Commissioners for the municipality of the village of St-Grégoire-de-Greenlay, county of Richmond, dated December 1st, 1956 and redeemable serially from December 1st, 1957 to December 1st, 1976, inclusively, with interest at a rate not less than 4% for the maturities from 1957 to 1976 inclusively, not more than 4½% for the maturities from 1957 and for 1958, and not more than 5% for the maturities from 1959 to 1976 inclusively, payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year.

Loan resolution dated September 6th, 1956 — Construction of a school in District No. 1.

For purposes of adjudication only, interest shall be calculated as from December 1st, 1956.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$72,000.00 — 20 years

Year	Capital
December 1st, 1957.....	x\$18,000.00
December 1st, 1958.....	x 19,000.00
December 1st, 1959.....	1,500.00
December 1st, 1960.....	1,500.00
December 1st, 1961.....	1,500.00
December 1st, 1962.....	1,500.00
December 1st, 1963.....	1,500.00
December 1st, 1964.....	1,500.00
December 1st, 1965.....	1,500.00
December 1st, 1966.....	2,000.00
December 1st, 1967.....	2,000.00
December 1st, 1968.....	2,000.00
December 1st, 1969.....	2,000.00
December 1st, 1970.....	2,000.00
December 1st, 1971.....	2,000.00
December 1st, 1972.....	2,500.00
December 1st, 1973.....	2,500.00
December 1st, 1974.....	2,500.00
December 1st, 1975.....	2,500.00
December 1st, 1976.....	2,500.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$36,675.00 granted by the Provincial Secretary and payable in two instalments, both instalments shall be \$18,337.50, each, from 1957 to 1958 inclusively, shall be received and applied to the service of the said loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Windsor Mills, county of Richmond.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or at Windsor Mills, county of Richmond.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Tuesday, November 20, 1956, at 8.00 o'clock p.m. at the convent hall, St. Grégoire-de-Greenlay, county of Richmond.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Grégoire-de-Greenlay, (Comté de Richmond), ce 31 octobre 1956.

Le Secrétaire-trésorier,
GÉRARD LABRECQUE.

B.P. 51, Greenlay,
(Comté de Richmond), P.Q. 43590-0

The School Commissioners, do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

St-Grégoire-de-Greenlay, (County of Richmond), October 31, 1956.

GÉRARD LABRECQUE,
Secretary-Treasurer.

P.O.B. 51, Greenlay,
(County of Richmond), P.Q. 43590

Province de Québec

VILLE DE MÉGANTIC
(Comté de Frontenac)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Hervé Fecteau, greffier, B.P. 129, Hôtel de Ville, Lac Mégantic, comté de Frontenac, jusqu'à 8 heures p.m., lundi, le 19 novembre 1956, pour l'achat de \$35,000.00 d'obligations de la ville de Mégantic, comté de Frontenac, datées du 1er novembre 1956 et remboursables par séries du 1er novembre 1957 au 1er novembre 1976 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4% de 1957 à 1966 inclusivement, non inférieur à 4½% de 1967 à 1976 inclusivement, et non supérieur à 5% de 1957 à 1976 inclusivement, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année.

Règlement d'emprunt N° 223 — Travaux d'aqueduc et d'égouts.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er décembre 1956.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$35,000.00 — 20 ans.

Année	Capital
1er novembre 1957.....	\$1,000.00
1er novembre 1958.....	1,000.00
1er novembre 1959.....	1,000.00
1er novembre 1960.....	1,500.00
1er novembre 1961.....	1,500.00
1er novembre 1962.....	1,500.00
1er novembre 1963.....	1,500.00
1er novembre 1964.....	1,500.00
1er novembre 1965.....	1,500.00
1er novembre 1966.....	1,500.00
1er novembre 1967.....	1,500.00
1er novembre 1968.....	2,000.00
1er novembre 1969.....	2,000.00
1er novembre 1970.....	2,000.00
1er novembre 1971.....	2,000.00
1er novembre 1972.....	2,000.00
1er novembre 1973.....	2,500.00
1er novembre 1974.....	2,500.00
1er novembre 1975.....	2,500.00
1er novembre 1976.....	2,500.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Mégantic, comté de Frontenac.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Mégantic, comté de Frontenac.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de

Province of Quebec

TOWN OF MÉGANTIC
(County of Frontenac)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Hervé Fecteau, clerk, P.B., 129, City Hall, Lake Mégantic, county of Frontenac, until 8.00 o'clock p.m., Monday, November 19, 1956, for the purchase of an issue of \$35,000.00 of bonds of the town of Mégantic, county of Frontenac, dated November 1st., 1956 and redeemable serially from November 1st., 1957 to November 1st., 1976 inclusively, with interest at a rate of not less than 4% from 1957 to 1966 inclusive, not less than 4½% from 1967 to 1976 inclusive, and not over 5% from 1957 to 1976 inclusive, payable semi-annually on May 1st. and November 1st. of each year.

Loan by-law No. 223 — Waterworks and sewer operations.

For adjudication purposes only; interest shall be calculated as from December 1st., 1956.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$35,000.00 — 20 years

Year	Capital
November 1st, 1957.....	\$1,000.00
November 1st, 1958.....	1,000.00
November 1st, 1959.....	1,000.00
November 1st, 1960.....	1,500.00
November 1st, 1961.....	1,500.00
November 1st, 1962.....	1,500.00
November 1st, 1963.....	1,500.00
November 1st, 1964.....	1,500.00
November 1st, 1965.....	1,500.00
November 1st, 1966.....	1,500.00
November 1st, 1967.....	1,500.00
November 1st, 1968.....	2,000.00
November 1st, 1969.....	2,000.00
November 1st, 1970.....	2,000.00
November 1st, 1971.....	2,000.00
November 1st, 1972.....	2,000.00
November 1st, 1973.....	2,500.00
November 1st, 1974.....	2,500.00
November 1st, 1975.....	2,500.00
November 1st, 1976.....	2,500.00

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Mégantic, county of Frontenac.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or Mégantic, county of Frontenac.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present

l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 19 novembre 1956, à 8.00 heures p.m., en l'Hôtel de Ville, Lac Mégantic, comté de Frontenac.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Lac Mégantic, (Comté de Frontenac), ce 31 octobre 1956.

Le Greffier,
HERVÉ FECTEAU.

B.P. 129, Hôtel de Ville, Lac Mégantic,
(Comté de Frontenac), P.Q. 43589-0

Province de Québec

PAROISSE DE ST-JÉRUSALEM D'ARGENTEUIL
(Comté d'Argenteuil)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, H. E. Carson, secrétaire-trésorier, B. P. 2, Lachute, comté d'Argenteuil, jusqu'à 8.15 heures p.m., lundi, le 19 novembre 1956 pour l'achat de \$100,000.00 d'obligations de la Paroisse de St-Jérusalem, comté d'Argenteuil, datées du 1er décembre 1956 et remboursables par séries du 1er décembre 1957 au 1er décembre 1971 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4% ni supérieur à 5% par année payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt N° 257 — Travaux d'aqueduc et égouts.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er décembre 1956.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$100,000.00 — 15 ans

Année	Capital
1er décembre 1957	\$1,500.00
1er décembre 1958	1,500.00
1er décembre 1959	2,000.00
1er décembre 1960	2,000.00
1er décembre 1961	2,000.00
1er décembre 1962	2,000.00
1er décembre 1963	2,000.00
1er décembre 1964	2,000.00
1er décembre 1965	2,500.00
1er décembre 1966	2,500.00
1er décembre 1967	2,500.00
1er décembre 1968	2,500.00
1er décembre 1969	3,000.00
1er décembre 1970	3,000.00
1er décembre 1971	69,000.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Lachute, comté d'Argenteuil.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales de la banque dont le nom est mentionné dans la résolution d'emprunt dans les provinces de Québec et Ontario.

Les dites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Monday, November 19, 1956, at 8.00 o'clock p.m., at the City Hall, Lake Megantic, county of Frontenac.

The Council is not bound to accept the highest or any of the tenders.

Lake Megantic, (County of Frontenac), this October 31, 1956.

HERVÉ FECTEAU,
Town Clerk.

P.B. 129, City Hall, Lake Megantic,
(County of Frontenac), P.Q. 43589

Province of Quebec

PARISH OF ST. JERUSALEM D'ARGENTEUIL
(County of Argenteuil)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned H. E. Carson, Secretary-Treasurer, P.O. Box 2, Lachute, county of Argenteuil, until 8.15 o'clock p.m., Monday, November 19th, 1956, for the purchase of an issue of \$100,000.00 of bonds of the parish of St. Jérusalem d'Argenteuil, county of Argenteuil, dated December 1st, 1956 and redeemable serially from December 1st, 1957 to December 1st, 1971 inclusively, with interest at a rate not less than 4% nor more than 5% per annum, payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-law No. 257 — Waterworks and sewers.

Only for the purposes of awarding the issue, computation of interest will be made as from December 1st, 1956.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$100,000.00 — 15 years

Year	Capital
December 1st, 1957	\$ 1,500.00
December 1st, 1958	1,500.00
December 1st, 1959	2,000.00
December 1st, 1960	2,000.00
December 1st, 1961	2,000.00
December 1st, 1962	2,000.00
December 1st, 1963	2,000.00
December 1st, 1964	2,000.00
December 1st, 1965	2,500.00
December 1st, 1966	2,500.00
December 1st, 1967	2,500.00
December 1st, 1968	2,500.00
December 1st, 1969	3,000.00
December 1st, 1970	3,000.00
December 1st, 1971	69,000.00

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Lachute, county of Argenteuil.

Capital and interest are payable at all branches of the bank mentioned in the loan procedure in the provinces of Quebec and Ontario.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212. Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du Conseil qui sera tenue lundi, 19 novembre 1956, à 8.15 heures p.m. au Palais de Justice, Lachute, Comté d'Argenteuil.

Le Conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Lachute, (Comté d'Argenteuil), ce 29 octobre 1956.

Le Secrétaire-trésorier,
H. E. CARSON.

B.P. 2, Lachute,
(Comté d'Argenteuil), P.Q. 43576

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Monday, November 19th, 1956, at 8.15 o'clock p.m., at the Court House, Lachute, county of Argenteuil.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Lachute, (County of Argenteuil), this 29th of October, 1956.

H. E. CARSON,
Secretary-Treasurer.

P.O. Box 2, Lachute,
(County of Argenteuil), P.Q. 43576-o

Ventes — Loi de faillite

Province de Québec, district de Montréal, N° 86 (1956), Cour supérieure. En Faillite. Dans l'affaire de la faillite de: Aimé Julien, commerçant, 6726, rue St-Denis, Montréal, Qué., débiteur; et Rémi Levesque, syndic.

AVIS DE VENTE

Avis public est par les présentes donné que l'immeuble suivant, savoir:

Désignation: Un emplacement connu et désigné comme étant la subdivision un de la resubdivision numéro quatre-vingt-douze du lot originaire numéro vingt-sept (27-92-1) de la resubdivision numéro un de la subdivision numéro quatre-vingt-treize du lot originaire numéro vingt-sept (27-93-1) de la resubdivision numéro un de la subdivision numéro quatre-vingt-quatorze du lot originaire numéro vingt-sept (27-94-1); et de la resubdivision numéro un de la subdivision numéro quatre-vingt-quinze du lot originaire numéro vingt-sept (27-95-1) aux plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte des Neiges, avec les bâtisses y érigées en construction.

Sera vendu, en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, pour le district de Montréal (en faillite) rendu le 11ème jour d'octobre 1956, à l'enchère publique suivant la Loi pour ladite vente avoir l'effet du décret forcé au terme du Code de procédures civiles, au bureau du shérif, à Montréal, nouveau Palais de Justice, rue Notre-Dame Est, Montréal, JEUDI, le VINGT-NEUF NOVEMBRE 1956, à DIX heures de l'avant-midi.

Conditions: Comptant. Mise à prix de \$40,000.00, voir cahier des charges et conditions de la vente, en s'adressant au soussigné.

En plus du prix d'achat, l'acquéreur devra payer les droits du Gouvernement de 2½% conformément à la loi.

Daté à Montréal, ce 17ième jour d'octobre 1956.

Bureau à: Le Syndic,
4277, rue Delorimier, RÉMI LEVESQUE,
Montréal, LA 3-4411. 43449-42-2-o

Province de Québec, District de Montréal, N° 2 (1956). Cour Supérieure "en faillite" dans l'affaire de la faillite de: Marcel L'Espérance, Sorel, cédant autorisé et Claude Perras, syndic.

AVIS DE VENTE

Avis public est par les présentes donné que l'immeuble suivant, à savoir:

Sales — Bankruptcy Act

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, No. 86 (1956), Superior Court. In Bankruptcy. In the matter of the bankruptcy of: Aimé Julien, merchant, 6726 St. Denis Street, Montreal, Que., debtor; and Rémi Levesque, trustee.

NOTICE OF SALE

Public notice is hereby given that the following immoveable, to wit:

Designation: An emplacement known and designated as being subdivision one of the resubdivision number ninety-two of the original lot number twenty-seven (27-92-1) of the resubdivision number one of the subdivision number ninety-three of the original lot number twenty-seven (27-93-1) of the resubdivision number one of the subdivision number ninety-four of the original lot number twenty-seven (27-94-1); and of the resubdivision number one of the subdivision number ninety-five of the original lot number twenty-seven (27-95-1) on the official plan and in the book of reference of the Village of Côte des Neiges, with the buildings thereon under construction.

Shall be sold, by virtue of a judgment of the Superior Court, for the district of Montreal (in bankruptcy), rendered on the eleventh day of October, 1956, at Public Auction, according to law, so that the said sale shall be equivalent to a sale by Sheriff, according to the terms of Civil Procedure, at the Sheriff's Office, at Montreal, New Court House, Notre-Dame Street, East, Montreal, THURSDAY, NOVEMBER TWENTY-NINTH, 1956, at TEN o'clock in the forenoon.

Conditions: Cash. Sales price \$40,000.00, see list of charges and conditions of sale, by applying to the undersigned.

Over and above the purchasing price, the purchaser shall pay a Government tax of 2½% in conformity with the law.

Dated at Montreal, October 17, 1956.

Office at: RÉMI LEVESQUE,
4277 Delorimier Street, Trustee.
Montréal, LA 3-4411. 43449-42-2

Province of Quebec, district of Montreal, No. 2 (1956). Superior Court. "Sitting in bankruptcy". In the matter of the bankruptcy of: Marcel L'Espérance, Sorel, authorized assignor, and Claude Perras, trustee.

NOTICE OF SALE

Public notice is hereby given that the following immoveable, to wit:

Désignation: Un immeuble situé en la cité de Sorel, connu sous les numéros deux cent vingt-sept et deux cent vingt-huit de la subdivision du lot quatorze cent soixante-quatre (1464-227, 228) du cadastre de la ville de Sorel; avec les bâtisses y érigées portant les numéros civiques 24 et 26 de la rue Legardeur

Sera vendu comme une seule et même exploitation au Bureau du Shérif, Palais de Justice, Sorel, à ONZE heures de l'avant-midi, VENDREDI le TRENTIÈME jour de NOVEMBRE 1956.

Cette vente est faite en vertu d'un jugement rendu par la Cour Supérieure, à Montréal, le 4 octobre 1956, et suivant les dispositions des articles 55 et suivants de la Loi de 1949 sur la faillite, afin de donner à cette vente l'effet du décret aux termes du Code de procédure civile.

Condition: comptant.

En plus du prix d'acquisition, l'acquéreur devra payer les droits du Gouvernement 2½% conformément à la Loi.

Pour autres renseignements et cahier des charges s'adresser au soussigné.

Daté à Montréal, ce 22 octobre 1956.

Le Syndic,
CLAUDE PERRAS.

Bureau de:

PERRAS & PERRAS, Syndics,
4 est rue Notre-Dame,
Montréal, P.Q.

43479-43-2-0

Designation: An immoveable situated in the city of Sorel, known under the numbers of two hundred twenty-seven and two hundred twenty-eight of the subdivision of lot fourteen hundred and sixty-four (1464-227, 228) of the cadastre of the town of Sorel with the buildings thereon erected bearing civic numbers 24 and 26 of Legardeur Street.

Shall be sold as a one and only concern at the Sheriff's Office, Court House, Sorel, at ELEVEN o'clock in the forenoon, FRIDAY, NOVEMBER THIRTIETH, 1956.

This sale is made under virtue of a judgment rendered by the Superior Court, at Montreal, on October 4, 1956, and according to the provisions of sections 55 and following of the bankruptcy Act of 1949, so to give to this sale the effect of a Sheriff's sale on the terms of the Code of Civil Procedure.

Condition: cash.

Over and above the purchase price, the purchaser must pay the government tax of 2½% according to law.

For other information and list of charges, apply to the undersigned.

Dated at Montreal, October 22, 1956.

CLAUDE PERRAS,
Trustee.

Office of:

PERRAS & PERRAS, Trustees,
4 Notre-Dame Street, East,
Montreal, P.Q.

43479-43-2

VENTES PAR SHÉRIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

ARTHABASKA

Canada — Province de Québec
District d'Arthabaska

Cour Supérieure, { EMILE GAGNON & MAU
N° 11,615. { RICE TALBOT, commer-
çant de Princeville, y faisant
affaires, en société, sous la raison sociale de
Gagnon & Talbot, demandeurs, vs LORNE
A. SKILLEN, cultivateur de Lisgar, défendeur.

1° Une terre sise et située dans la paroisse de Durham-Sud, étant les numéros 644, 646 & 647 du canton de Durham, comté de Drummond, ledit lot numéro 647 est sujet aux droits de passage enregistrés sous le numéro 104089 à la Southern Canada Power Co. Ltd, avec bâtisses y érigées;

2° Une terre sise et située dans la paroisse de Durham Sud, étant le lot numéro 652 du canton de Durham, comté de Drummond, sujet aux droits de passage enregistrés sous le numéro 104089 à Southern Canada Power Co. Ltd, avec bâtisses y érigées;

3° Une terre sise et située dans la paroisse de South-Durham, étant le lot numéro 654 du canton de Durham, comté de Drummond, avec bâtisses y érigées, sujet aux droits de passage enregistrés sous le numéro 103999 à la Southern Canada Power Co. Ltd;

4° Une terre sise et située dans la municipalité d'Ulverton étant les lots numéros 539 du canton de Durham, comté de Richmond, et un acre de terre étant le coin ouest du lot numéro 545

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ARTHABASKA

Canada — Province of Quebec
District of Arthabaska

Superior Court, { EMILE GAGNON & MAU
No. 11,615. { RICE TALBOT, mer-
chants of Princeville, carrying on business in partnership therein, under the firm name of Gagnon & Talbot, plaintiff vs LORNE A. SKILLEN, farmer of Lisgar, defendant.

1. A farm lying and situated in the parish of Durham-South, being numbers 644, 646 & 647 of the township of Durham, county of Drummond, the said lot number 647 is subject to rights-of-way registered under number 104089 in favour of the Southern Canada Power Co. Ltd., with buildings erected thereon;

2. A farm lying and situated in the parish of Durham-South, being number 652 of the township of Durham, county of Drummond, subject to rights-of-way registered under number 104089 in favour of the Southern Canada Power Co. Ltd., with buildings erected thereon;

3. A farm lying and situated in the parish of South-Durham, being lot number 654 of the township of Durham, county of Drummond, with buildings erected thereon, subject to rights-of-way registered under number 103999 in favour of the Southern Canada Power Co. Ltd;

4. A farm lying and situated in the municipality of Ulverton being lots number 539 or the township of Durham, county of Richmond, and one acre of land being the westerly corner of

dudit canton, ledit lot mentionné borné au nord-est et sud-est par Kenneth J. Armstrong ou représentants, au nord-ouest par Charles Gunter ou représentants, au sud-ouest par le terrain appartenant au vendeur, avec bâtisses y érigées.

Pour être vendues à la porte de l'église paroissiales de St-Fulgence de Durham-Sud, comté de Drummond, le QUINZIÈME jour de NOVEMBRE 1956 à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,
FÉLIX HOULE.

Bureau du Shérif,
Arthabaska ce 9 octobre 1956 43381-41-2-0

BEDFORD

Canada, province de Québec
District de Bedford

Cour Supérieure, { JEAN PLOURDE, proprié-
N° 6860. { taire de moulin à scie, ré-
sidant et domicilié à Brome,
district de Bedford, demandeur vs GEORGE
KUCENTY des cité et district de Montréal,
marchand, et KAROL GUTKIND, mécanicien
des cité et district de Montréal, défendeurs.

a) Un lopin de terre, de forme irrégulière, connu et désigné comme étant partie du lot numéro deux cent quinze (partie 215) du cadastre officiel du canton de Brome, situé entre la rivière Yamaska (branche sud) et le chemin public conduisant à Cowansville, edit lopin de terre est borné comme suit; — au sud-ouest, par le chemin public; au nord-ouest, par une partie du lot deux cent quinze (P. 215); au nord-est, par la rivière Yamaska; au sud-est, par une partie du lot deux cent quinze (P. 215).

b) Un lopin de terre, de forme irrégulière étant partie du lot deux cent quinze (P. 215) du cadastre officiel du canton de Brome, ledit lopin de terre est borné comme suit; au sud-ouest, par le chemin public; au nord-ouest, par une partie du lot deux cent quinze (P. 215); au nord-est par la rivière Yamaska; au sud-est, par une partie du lot deux cent quinze (P. 215).

c) Un lopin de terre, de forme irrégulière situé du côté nord-est de la rivière Yamaska (branche) sud étant le coin nord du lot deux cent quinze (P. 215) du cadastre officiel du canton de Brome;

Avec le moulin à scie et toutes autres bâtisses se trouvant sur ledit immeuble et avec tout ce qui, dans le susdit moulin à scie et les autres bâtisses, se trouve immeuble par destination et spécialement avec toutes les machines machine-outils et tous les outils.

Pour être vendu "en bloc" à la porte de l'église paroissiale Ste-Rose de Lima, en le village de Sweetsburg, district de Bedford, le CINQUIÈME jour de DÉCEMBRE 1956 à DEUX heures de l'après-midi.

Le Député-shérif,
Bureau du Shérif, ANTONIN BOURASSA.
Palais de Justice,
Sweetsburg, Qué., 24 octobre 1956. 43582-44-2-0

HULL

District de Hull

Cour de Magistrat, { LES COMMISSAIRES
N° 22043. { D'ÉCOLES POUR LA
{ MUNICIPALITÉ DE ST.
ANDRÉ AVELLIN, dans le comté de Papineau, corporation légalement constituée, ayant son siège social à St. André Avellin, district de

lot number 545 of said township, the said mentioned lot bounded northeasterly and southeasterly by Kenneth J. Armstrong or representatives, northwesterly by Charles Gunter or representatives, southwesterly by the land belonging to the vendor, with buildings erected thereon.

To be sold at the door of the Parochial Church of St. Fulgence de Durham-South, county of Drummond, the FIFTEENTH day of NOVEMBER 1956 at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office,
Arthabaska, this October 9, 1956.

FÉLIX HOULE,
Sheriff.
43381-41-2

BEDFORD

Canada, Province of Quebec
District of Bedford

Superior Court, { JEAN PLOURDE, owner of
No. 6860. { a saw mill residing and
domiciled at Brome, district
of Bedford, plaintiff vs GEORGE KUCENTY
merchant of the city and district of Montreal
and KAROL GUTKIND, mechanic, of the city
and district of Montreal, defendants.

a) A plot of land of irregular shape, known and designated as being part of lot number two hundred and fifteen (Part No. 215) of the official cadastre of the township of Brome, situated between the Yamaska River (south branch) and the public highway, leading to Cowansville; the said plot of land is bounded as follows; southwesterly, by the public highway, northwesterly, by a part of lot two hundred and fifteen (P. 215); northeasterly, by the Yamaska River, southeasterly, by a part of lot two hundred and fifteen (P. 215);"

b) A plot of land of irregular form being part of lot two hundred and fifteen (P. 215) of the official cadastre of the township of Brome; the said plot of land is bounded as follows; southwesterly, by the public highway, northwesterly, by a part of lot two hundred and fifteen (P. 215) north easterly, by the Yamaska River; southeasterly, by a part of lot two hundred and fifteen (P. 215).

c) A plot of land of irregular shape situated on the northeasterly side of the Yamaska River (south branch) being the northerly corner of lot two hundred and fifteen (P. 215) of the official cadastre of the township of Brome;

With the saw mill and all other buildings erected on said immoveable, and with all that, which is immoveable by destination in the above mentioned saw mill and in other buildings, and especially the machinery, machine-tools and all other tools.

To be sold "en bloc" at the door of the Parochial Church of Ste Rose de Lima, in the village of Sweetsburg, district of Bedford, the FIFTH day of DECEMBER 1956 at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office,
Court House,
Sweetsburg, Qué., October 24th, 1956 43582-44-2-0

HULL

District of Hull

Magistrate's Court, { THE SCHOOL COM-
No. 22043. { MISSIONERS FOR
{ THE MUNICIPALITY
OF ST. ANDRÉ AVELLIN, in the county
of Papineau, legally incorporated corporation,
having its head office at St. André Avellin, dis-

Hull, demanderesse, vs JEAN AUBIN, de la paroisse de St. André Avellin, district de Hull, défendeur.

"Les lots de terre numéros 85, 86 et 87 du cadastre pour la paroisse de St. André Avellin, avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances."

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de St. André Avellin, le CINQUIÈME jour de DÉCEMBRE 1956, à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, Hull, ce 26 octobre, 1956. Le Shérif, R. ST. PIERRE. 43583-44-2-o

trict of Hull, plaintiff; vs JEAN AUBIN, of the parish of St. André Avellin, district of Hull, defendant.

"Lots of land numbers 85, 86 and 87 of the cadastre for the parish of St. André Avellin, with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold at the parochial church door of St. André Avellin, on the FIFTH day of DECEMBER, 1956, at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, Hull, October 26, 1956. R. ST. PIERRE, Sheriff. 43583-44-2

IBERVILLE

Canada — Province de Québec
District d'Iberville

Cour de Magistrat, N° 11809. { LA VILLE D'IBERVILLE, corporation municipale dûment incorporée, ayant sa principale place d'affaires en la ville et district d'Iberville, demandeur vs AUGUSTE RAMONEDA, de la paroisse de St-Luc, district d'Iberville, défendeur.

Comme appartenant au défendeur; "Un lot de terre situé en la ville d'Iberville, connu sous le lot numéro dix-sept de la subdivision officielle du lot originaire numéro quatre cent vingt-quatre (17-de 424) du cadastre officiel de la dite ville d'Iberville, qui mesure cinquante pieds de largeur du nord au sud, sur la profondeur de quatre-vingt pieds, de l'est à l'ouest, le tout mesure anglaise; avec la maison y érigée le tout plus ou moins.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse St-Noël-Chabanel, en la ville d'Iberville, VENDREDI, le SEIZIÈME jour de NOVEMBRE, 1956, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, St-Jean, le 5 octobre, 1956. Le Shérif, RICHARD MERCIER. 43358-41-2-o

IBERVILLE

Canada — Province of Quebec
District of Iberville

Magistrate's Court, No. 11809. { THE TOWN OF IBERVILLE, municipal corporation duly incorporated, having its head office in the town and district of Iberville, plaintiff, vs AUGUSTE RAMONEDA, of the parish of St-Luc, district of Iberville, defendant.

As belonging to the defendant: "A lot of land situated in the town of Iberville, known under lot number seventeen of the official subdivision of original lot four hundred and twenty-four (17-of 424) of the official cadastre of the said town of Iberville, which measures fifty feet in width from north to south, upon a depth of eighty feet, from east to west, the whole English measure; with house thereon erected, the whole more or less.

To be sold at the church door of the parish of St-Noël-Chabanel, in the town of Iberville, FRIDAY, the SIXTEENTH day of NOVEMBER, 1956, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, St-Jean, October 5, 1956. RICHARD MERCIER, Sheriff. 43358-41-2

Canada — Province de Québec
District d'Iberville

Cour Supérieure, N° 9022. { ARSÈNE KÉROACK, bourgeois, de la cité de St-Jean, district d'Iberville, demandeur vs ARMAND STEWART, de St-Jean, district d'Iberville, défendeur.

Comme appartenant au défendeur; "Un terrain, connu sous le numéro quarante-et-un (41) de la subdivision officielle du lot Numéro onze cent quarante-cinq, (1145-41) du cadastre officiel de la ville de St-Jean, mesurant cinquante-cinq pieds de largeur par cent pieds de profondeur, mesure anglaise; avec la maison portant le N° 25 de la rue Collin et autres constructions y érigées.

Pour être vendu au bureau du Shérif, en la cité de St-Jean, JEUDI le QUINZE NOVEMBRE, 1956 à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Saint-Jean le 5 octobre, 1956. Le Shérif, RICHARD MERCIER. 43357-41-2-o

Canada — Province of Quebec
District of Iberville

Superior Court, No. 9022. { ARSÈNE KÉROACK, gentleman, of the city of St-John's, district of Iberville, plaintiff, vs ARMAND STEWART, of St-John's, district of Iberville, defendant.

As belonging to the defendant: "A plot of land, known under number forty-one (41) of the official subdivision of lot number eleven hundred and forty-five, (1145-41) of the official cadastre of the city of St-John's, measuring fifty-five feet in width by one hundred feet in depth, English measure, with the house bearing No. 25 Collin Street and other buildings thereon erected.

To be sold at the Sheriff's Office in the city of St-John's THURSDAY, NOVEMBER FIFTEENTH, 1956, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Saint-John's, October 5, 1956. RICHARD MERCIER, Sheriff. 43357-41-2

KAMOURASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Kamouraska,

Cour Supérieure, N° 19,452. { ROMÉO DRAPEAU, commerçant, domicilié et résidant à Ste-Françoise, com-

KAMOURASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Kamouraska

Superior Court, No. 19,452. { ROMÉO DRAPEAU, dealer, domiciled and residing at Ste-Françoise, county

té de Rivière-du-Loup, demandeur, vs LUCIEN VIEL, de Squateck, comté de Témiscouata, défendeur.

"Tous les droits que le défendeur a et peut avoir sur le lot de terre connu sous le numéro 22, rang III, canton Robitaille, comté de Témiscouata, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances."

Pour être vendus à la porte de l'église de St-Michel du Squateck, comté de Témiscouata, MERCREDI, le QUATORZIÈME jour de NOVEMBRE 1956, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, P.-E. MARTIN.
Rivière-du-Loup, ce 5 octobre 1956. 43359-41-2-0
[Première insertion samedi, le 13 octobre, 1956]

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Kamouraska

Cour de Magistrat, { A DRIEN MICHAUD, N° 14,427. { commerçant de bois, autrefois de Rivière-du-Loup, et maintenant de Rimouski, demandeur, vs DONAT VEILLEUX, autrefois du Lac des Aigles et maintenant de St-Guy, défendeur.

"Tous les droits que le défendeur a et peut avoir sur le lot de terre connu et désigné sous le numéro 44, rang III, canton Bédard, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances".

Pour être vendus à la porte de l'église de Saint-Guy, comté de Rimouski, MERCREDI, le QUATORZIÈME jour de NOVEMBRE 1956, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, P.-E. MARTIN.
Rivière-du-Loup, ce 5 octobre 1956. 43360-41-2-0
[Première insertion samedi, le 13 octobre 1956].

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: { NOTRE DAME LUMBER INC., demanderesse; vs S. MINCOFF, défendeur.

"Un emplacement ayant front sur la rue De Boucherville, dans la cité de Montréal, connu et désigné comme étant la subdivision huit cent cinquante-deux, huit cent cinquante-trois et huit cent cinquante-quatre du lot originaire numéro trois cent quatre-vingt-neuf (389-852; 389-853; 389-854) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue Pointe avec bâtiments dessus érigés portant les numéros civiques 2807, 2809 de ladite rue De Boucherville."

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUINZIÈME jour de NOVEMBRE 1956, à DIX heures du matin.

Bureau du Shérif, CAISSE & HURTEAU.
Montréal, 10 octobre 1956. 43383-41-2-0

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Rimouski

Cour de Magistrat, { EVA GAGNON, marchande publique, épouse commune en biens de Edmond Mailloux, d'Esprit-Saint, district de Rimouski et son mari aux fins d'autoriser et assis-

of Rivière-du-Loup, plaintiff, vs LUCIEN VIEL, of Squateck, county of Témiscouata, defendant.

"All rights that the defendant has and may have upon the lot of land known under number 22, range III, township Robitaille, county of Témiscouata, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold at the church door of St-Michel du Squateck, county of Témiscouata, WEDNESDAY, NOVEMBER FOURTEENTH, 1956, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, P.-E. MARTIN, Sheriff.
Rivière-du-Loup, October 5, 1956. 43359-41-2
[First insertion Saturday, October 13, 1956].

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Kamouraska

Magistrate's Court, { A DRIEN MICHAUD, No. 14,427. { lumber merchant, heretofore of Rivière-du-Loup, and presently of Rimouski, plaintiff, vs DONAT VEILLEUX, heretofore of Lac des Aigles and presently of St-Guy, defendant.

"All rights that the defendant has and may have upon the lot of land known and designated under number 44, range III, township Bédard, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold at the church door of Saint-Guy, county of Rimouski, WEDNESDAY, NOVEMBER FOURTEENTH, 1956, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, P.-E. MARTIN, Sheriff.
Rivière-du-Loup, October 5, 1956. 43360-41-2
[First insertion Saturday, October 13, 1956].

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: { NOTRE DAME LUMBER INC., plaintiff; vs S. MINCOFF, defendant.

"An emplacement fronting De Boucherville Street, in the city of Montreal, known and designated as being subdivision eight hundred and fifty-two, eight hundred and fifty-three and eight hundred and fifty-four of original lot number three hundred and eighty-nine (389-852; 389-853; 389-854) of the official plan and book of reference of the parish of Longue Pointe with buildings erected thereon, bearing civic numbers 2807, 2809 of the said De Boucherville Street."

To be sold at my office, in the city of Montreal, the FIFTEENTH day of NOVEMBER 1956, at TEN o'clock in the morning.

Sheriff's Office, CAISSE & HURTEAU, Sheriff.
Montreal, October 10, 1956. 43383-41-2-0

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Rimouski

Magistrate's Court, { EVA GAGNON, public merchant, wife common as to property of Edmond Mailloux, of Esprit-Saint, district of Rimouski, and her husband for the purpose of au-

ter son épouse, demanderesse vs DAVID THIBAUT, demeurant dans la paroisse d'Esprit-Saint, district de Rimouski, défendeur.

Le lot N° six (6), rang un (I), du canton Chénier, les impences, améliorations et de défrichage et tous les droits de préemption que le défendeur a ou peut avoir sur ledit lot, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse d'Esprit-Saint le QUINZIÈME jour de NOVEMBRE, 1956, à TROIS heures de l'après-midi, (Heure de l'Atlantique).

Le Député-shérif,
Bureau du Shérif, JACQUES MARTIN,
Rimouski, 9 octobre 1956. 43361-41-2-0

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Rimouski

Cour Supérieure, { LA "PROGRESSIVE INSURANCE CO. OF CANADA", une corporation ayant son siège social dans la ville de Montréal, district de Montréal, et une place d'affaires à Rimouski district de Rimouski, demanderesse vs ÉLISÉE CHAMBERLAND de l'endroit appelé Ste-Angèle de Mérici, district de Rimouski, défendeur.

Une terre située dans la paroisse de St-Joseph de Lepage, en le cinquième rang (5) de la dite paroisse, de la contenance de six arpents de front sur une profondeur d'environ vingt-deux (22) arpents, le tout plus ou moins, bornée au nord aux terres du 4ième rang, à l'est au lot numéro cent soixant-trois (163), au sud partie à Alphonse Chamberland, propriétaire de la majeure partie de (P.-159, 160, 162) du cadastre officiel de la paroisse de St-Joseph de Lepage, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de St-Joseph de Lepage, le QUATORZIÈME jour de NOVEMBRE, 1956, à TROIS heures de l'après-midi, (Heure de l'Atlantique).

Le Député-shérif,
Bureau du Shérif, JACQUES MARTIN,
Rimouski, 9 octobre 1956. 43363-41-2-0

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Rimouski

Cour Supérieure, { PIERRE OTIS, rentier, domicilié à Price, district de Rimouski, demandeur vs JEAN CHS. PELLETIER, ci-devant de Price et maintenant de lieux inconnus, défendeur et ZACHÉE LÉVESQUE, huissier et agissant es-qualité comme curateur au délaissement en vertu d'un jugement en date du 11 septembre 1956.

Un terrain de cinquante (50) pieds de front sur cent (100) pieds de profondeur loué de René Paul avec une bâtisse érigée sur le dit terrain servant de restaurant, ledit terrain étant connu et désigné comme étant une partie du lot numéro huit (P.-8) de la subdivision du lot numéro quatre-vingt-douze (92-P.-8) du cadastre officiel de la paroisse de St-Octave de Métis, dans le Fief Pachot révisé pour le village de Price, borné au nord au chemin de la Compagnie Price, à l'est à la rue de la Gare, au sud et à l'ouest à René Paul.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de St-Rémi de Price le QUATORZIÈME jour de NOVEMBRE, 1956, à DEUX heures de l'après-midi (Heure de l'Atlantique).

Le Député-shérif,
Bureau du Shérif, JACQUES MARTIN,
Rimouski, 9 octobre 1956. 43362-41-2-0

thorizing and assisting his wife, plaintiff, vs DAVID THIBAUT, residing in the parish of Esprit-Saint, district of Rimouski, defendant.

Lot No. six (6), Range one (I), of the township of Chénier, the upkeep, improvements and clearing, all rights of preemption that the defendant has or may have on said lot, with buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the church of the parish of Esprit-Saint, the FIFTEENTH day of NOVEMBER 1956, at THREE o'clock in the afternoon, (Atlantic Time).

JACQUES MARTIN,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Rimouski, October 9, 1956. 43361-41-2

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Rimouski

Superior Court, { THE "PROGRESSIVE INSURANCE CO. OF CANADA", a corporation having its head office in the city of Montreal, district of Montreal, and a place of business at Rimouski, district of Rimouski, plaintiff, vs ÉLISÉE CHAMBERLAND of that place called St. Angèle de Mérici, district of Rimouski, defendant.

A farm situated in the parish of St. Joseph de Lepage, in Range five (5) of said parish, containing six arpents of frontage by a depth of some twenty-two (22) arpents, all of which more or less, bounded northerly by the farms of Range four, easterly by lot number one hundred and sixty-three (163), southerly, partly by Alphonse Chamberland, owner of the greater part of (P.-159, 160, 162) of the official cadastre of the parish of St. Joseph de Lepage, with buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the church of the parish of St. Joseph de Lepage, the FOURTEENTH day of NOVEMBER 1956, at THREE o'clock in the afternoon. (Atlantic Time).

JACQUES MARTIN,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Rimouski, October 9, 1956. 43363-41-2

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Rimouski

Superior Court, { PIERRE OTIS, annuitant, domicilié à Price, district of Rimouski, plaintiff, vs JEAN CHS. PELLETIER, formerly of Price and presently of unknown whereabouts, defendant and ZACHÉE LÉVESQUE, bailiff acting in his capacity of curator to the surrender in accordance with a judgment dated September 11, 1956.

A piece of land of fifty (50) feet of frontage by one hundred (100) feet in depth leased from René Paul with building erected on said land used as a restaurant, the said land being known and designated as being part of lot number eight (P.-8) of the subdivision of lot number ninety-two (92-P.-8) of the official cadastre of the parish of St. Octave de Métis, in the Pachot Fief revised for the village of Price, bounded northerly by the Price's Company road, easterly by de la Gare Street, southerly and westerly by René Paul.

To be sold at the door of the church of the parish of St. Rémi de Price, the FOURTEENTH day of NOVEMBER 1956, at TWO o'clock in the afternoon (Atlantic Time).

JACQUES MARTIN,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Rimouski, October 9, 1956. 43362-41-2

SAINT-FRANÇOIS

Fieri Facias de Terris
District de Saint-François

Cour Supérieure, { L'OFFICE DU CRÉDIT
N° 2863 { AGRICOLE DU QUÉ-

BEC, corps politique et incorpore, ayant son siège social à Québec, requérant, vs ERNEST ROY, de Way's Mills, comté de Stanstead, intimé.

Comme appartenant au dit Intimé, les immeubles suivants:

"Une terre au Canton de Barnston, composé du lot de cadastre N° Six-A (6-A), du sixième rang, d'environ soixante-quatre acres; des lots de cadastre Nos. cinq-C d'environ un acre (5-C), cinq-A (5-A) d'environ cent vingt-six acres, quatre-B (4-B) d'environ quatre-vingt-dix acres tous du sixième rang, et des vingt-deux acres, sud des lots de cadastre Nos. cinq-G et quatre-X (pts. 5-G, 4-X) du cinquième rang, bornés au nord par le résidu des dits lots vendu par Henry J. Rudd à H. W. Geddes par vente devant témoins, le 22 octobre 1907, enregistrée à Stanstead, dans le Reg. B. Vol. 46, N° 11878, à l'est et à l'ouest par les chemins publics; avec les bâtisses y érigées."

Pour être vendus "en blocs", à la porte de l'église paroissiale de St-Wilfrid de Barnston (Kingscroft) le CINQUIÈME jour de DÉCEMBRE 1956, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

JOSEPH LABRECQUE.

Bureau du Shérif,
Sherbrooke, ce 30 octobre 1956. 43584-44-2-o
[Première insertion, le 3 novembre 1956]

SAINT FRANCIS

Fieri Facias de Terris
District of St-Francis

Superior Court, { QUEBEC FARM CRE-
No. 2863 { DIT BUREAU, body

politic and incorporated, having its corporate seat at Quebec, petitioner, vs ERNEST ROY, of Way's Mills, Co. Stanstead, respondent.

As belonging to the said respondent, the following immovables:

"A farm in the township of Barnston, being formed of the cadastral lot No. six-A (6-A) of the sixth range, of about sixty-four acres; of cadastral lots Nos. five-C of about one acre (5-C), five-A (5-A) of about one hundred and twenty-six acres, four-B (4-B) of about ninety acres, all in the sixth range, and the twenty-two south acres of cadastral lots No. five-G and four-X (pts. 5-G, 4-X) of the fifth range, bounded northerly by the residue of said lots sold by Henry J. Rudd to H. W. Geddes by sale before witnesses, the 22nd of October 1907, registered at Stanstead in Reb. B Vol. 46, No. 11878, to the east and to the west, reby the public roads; with buildings thereon erected."

To be sold "en bloc" at the door of the parochial church of St-Wilfrid de Barnston (Kingscroft) the FIFTH of DECEMBER 1956, at TEN o'clock in the forenoon.

JOSEPH LABRECQUE,

Sheriff's Office Sheriff.
October the 30th, 1956. 43584-44-2-o
[First insertion, the 3rd of November 1956]

Charte — Abandon de

LA CIE DUMAS & LAMONTAGNE, LTÉE

Avis est, par la présente, donné que "La Cie Dumas & Lamontagne, Ltée", corporation constituée sous l'empire de la "Loi des Compagnies de Québec", ayant son siège social en la ville de Chibougamau, demandera au Procureur Général de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la "Loi des Compagnies de Québec".

Daté à St-Félicien, ce dix-septième jour d'octobre 1956.

Le Procureur de la Compagnie,
43572-o MAURICE LAMONTAGNE, notaire.

Charter — Surrender of

LA CIE DUMAS & LAMONTAGNE, LTÉE

Notice is hereby given that "La Cie Dumas & Lamontagne, Ltée", a corporation constituted under the "Quebec Companies' Act" and having its head office in the Town of Chibougamau, will apply to the Attorney General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the "Quebec Companies' Act."

Dated at St. Felicien, this seventeen day of October, 1956.

MAURICE LAMONTAGNE, Notary,
43572-o Attorney of the Company.

Index de la Gazette officielle
de Québec, N° 44

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

1046 — Concernant l'adoption de règlements relatifs à la prophylaxie des maladies contagieuses de l'homme	3558
1081-I — Employés de garage de Sherbrooke et Thetford Mines	3585
1081-K — Établissements commerciaux, ville de Mégantic	3586
1082-B — Barbier-coiffeur, région de St-Jean	3588
1082-C — Gant fin, Province	3588
1082-D — Manutententeurs de fret, navigation intérieure et côtière du Hâvre de Montréal	3589

Index of the Quebec Official
Gazette, No. 44

ORDERS IN COUNCIL:

1046 — Concerning the adoption of regulations relating to the prophylaxis of contagious diseases of man	3558
1081-I — Garage employees of Sherbrooke and Thetford Mines	3585
1081-K — Commercial establishments, town of Megantic	3586
1082-B — Barbering and hairdressing, region of St. John's	3588
1082-C — Fine Glove, Province	3588
1082-D — Freight handlers, inland and coastal navigation, Harbour of Montreal	3589

1082-F — Construction dans les comtés de Hull, etc.	3591	1082-F — Construction in the counties of Hull, etc.	3591
1082-G — Boulangerie et pâtisserie, région de Trois-Rivières.	3590	1082-G — Baking and pastry, region of Trois-Rivières.	3590

AVIS AUX INTÉRESSÉS: 3527 NOTICE TO INTERESTED PARTIES: 3527

AVIS DIVERS:

MISCELLANEOUS NOTICES:

Aero Caterers (Quebec) Limited (Directeurs)	3596	Aero Caterers (Quebec) Limited (Directeurs)	3596
Corporation de Prêts et Revenu (Directeurs)	3594	Corporation de Prêts et Revenu (Directeurs)	3594
Darifarm Foods Limited (Directeurs) ..	3595	Darifarm Foods Limited (Directeurs) ..	3595
Dominion Hat Mfg. Co. Ltd. (Dist. de l'actif)	3597	Dominion Hat Mfg. Co. Ltd. (Dist. of assets)	3597
Fletcher D. Richards, Inc. (Agent)	3597	Fletcher D. Richards, Inc. (Agent)	3597
Fondation Lionel Groulx (Règlements) ..	3594	Fondation Lionel Groulx (By-laws) ..	3594
Galloway Chibougamau Mines Limited (Vente d'actions)	3597	Galloway Chibougamau Mines Limited (Sale of shares)	3597
Handy Andy Company (Directeurs) ..	3594	Handy Andy Company (Directeurs) ..	3594
La Société pour l'Avancement du Ski à Québec — Quebec Ski Advancement Society (Directeurs)	3595	La Société pour l'Avancement du Ski à Québec — Quebec Ski Advancement Society (Directeurs)	3595
La Tour Eiffel Limitée (Directeurs) ..	3593	La Tour Eiffel Limitée (Directeurs) ..	3593
Lec Canadian Co. Ltd. (Directeurs) ..	3593	Lec Canadian Co. Ltd. (Directeurs) ..	3593
Les Concerts Couperin (Règlement) ..	3598	Les Concerts Couperin (By-law) ..	3598
Le Syndicat Spécialisé des Producteurs de Bois du Saguenay (Formation) ..	3596	Le Syndicat Spécialisé des Producteurs de Bois du Saguenay (Formation) ..	3596
Moricelli Co. Ltd (Directeurs)	3593	Moricelli Co. Ltd (Directeurs)	3593
Queen City Realty Corp. (Directeurs) ..	3593	Queen City Realty Corp. (Directeurs) ..	3593
Roberval, ville (érection)	3593	Roberval town (erection)	3593
Sion Children's Home Inc. (Règlements) ..	3596	Sion Children's Home Inc. (By-laws) ..	3596
The Pullman Company (Agent)	3597	The Pullman Company (Agent)	3597
Underwater Research and Sports Association — Association d'Études et de Sport Sous-marins (Règlements) ..	3595	Underwater Research and Sports Association — Association d'Études et de Sport Sous-marins (By-laws) ..	3595
Union Nationale des Employés de Vickers C.T.C.C.— National Union of Vickers Employees, C.C.C.L. (Formation)	3596	Union Nationale des Employés de Vickers C.T.C.C.— National Union of Vickers Employees, C.C.C.L. (Formation)	3596

BILLS, ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE:

BILLS, LEGISLATIVE ASSEMBLY:

Concernant les bills privés qui seront présentés pendant la prochaine session	3598	Concerning private bills which shall be introduced during the coming session.	3598
---	------	---	------

CHARTES — ABANDON DE:

CHARTERS — SURRENDER OF:

Central Business College Incorporated.	3599	Central Business College Incorporated.	3599
Dominion Hat Mfg. Co. Ltd.	3598	Dominion Hat Mfg. Co. Ltd.	3598
Federal Shoe Manufacturing Company, Incorporated.	3599	Federal Shoe Manufacturing Company, Incorporated.	3599
La Cie Dumas & Lamontagne, Ltée ...	3604	La Cie Dumas & Lamontagne, Ltée ...	3604
Les Variétés Lyriques Inc.	3598	Les Variétés Lyriques Inc.	3598
The King Kid Shoe Company, Limited.	3598	The King Kid Shoe Company, Limited.	3598

DEMANDES À LA LÉGISLATURE:

APPLICATIONS TO LEGISLATURE:

Arvida, cité.	3539	Arvida, city.	3539
Banque Royale du Canada	3539	Royal Bank of Canada	3539
Beaconsfield, comm. scolaire	3599	Beaconsfield, school comm.	3599
Beauharnois, cité.	3550	Beauharnois, city.	3550
Bernatchez, Robert.	3535	Bernatchez, Robert.	3535
Black Lake, ville.	3536	Black Lake, town.	3536
Bouthillier, Violette.	3549	Bouthillier, Violette.	3549
Bruno-Houde, Joseph.	3554	Bruno-Houde, Joseph.	3554
Candiac Development Corporation ..	3544	Candiac Development Corporation ..	3544
Carrière, Albini.	3557	Carrière, Albini.	3557
Charlesbourg, ville.	3547	Charlesbourg, town.	3547
Chicoutimi, Jonquières, Alma et Dolbeau, comm. scolaires	3535	Chicoutimi, Jonquières, Alma et Dolbeau, schools comm.	3535
Chicoutimi, cité.	3534	Chicoutimi, city.	3534
Club Lemoyne Inc.	3549	Lemoyne Club Inc.	3549
Corporation de la Trappe de Notre-Dame du Lac des Deux-Montagnes.	3549	Corporation de la Trappe de Notre-Dame du Lac des Deux-Montagnes.	3549
Corporation des Courtiers en Immeubles de la Province de Québec	3537	Corporation of Real Estate Brokers of the Province of Quebec	3537

Côte St-Luc, Commission scolaire.....	3536	Côte St-Luc, School commission.....	3536
Côte St-Luc, ville.....	3556	Côté St-Luc, town.....	3556
De Abravanel, Samuel Solnik.....	3540	De Abravanel, Samuel Solnik.....	3540
Dolbeau, ville.....	3540	Dolbeau, town.....	3540
Drummondville, cité.....	3537	Drummondville, city.....	3537
École des hautes études commerciales de Montréal.....	3545	École des hautes études commerciales de Montreal.....	3545
Farnham, ville.....	3551	Farnham, town.....	3551
Fitch, Benjamin Cecil.....	3544	Fitch, Benjamin Cecil.....	3544
Greenfield Park, ville.....	3548	Greenfield Park, town.....	3548
Hull, cité.....	3545	Hull, city.....	3545
Institut des Frères de Saint-Gabriel de la Province de Champlain.....	3548	Institut des Frères de Saint-Gabriel de la Province de Champlain.....	3548
Kaplan, Joseph Samson.....	3536	Kaplan, Joseph Samson.....	3536
La Congrégation des Filles de Jésus.....	3548	La Congrégation des Filles de Jésus.....	3548
La Corporation des Sœurs de Sainte- Croix et des Sept Douleurs.....	3534	La Corporation des Sœurs de Sainte- Croix et des Sept Douleurs.....	3534
La Mutuelle des Employés Civils.....	3543	La Mutuelle des Employés Civils.....	3543
LaSalle, ville.....	3556	LaSalle, town.....	3556
La Société des Fiduciaires de l'Univer- sité de Sherbrooke.....	3600	Board of Trustees of the University of Sherbrooke.....	3600
La Tuque, ville.....	3554	La Tuque, town.....	3554
Lauzon, comm. scolaire.....	3548	Lauzon, school comm.....	3548
Le Conseil Supérieur de la Chiropratique pour la Province de Québec, Inc.....	3600	Le Conseil Supérieur de la Chiropratique pour la Province de Québec Inc.....	3600
Les Frères Hospitaliers de l'Ordre de Saint-Jean-de-Dieu.....	3556	Les Frères Hospitaliers de l'Ordre de Saint-Jean-de-Dieu.....	3556
Lévis, cité.....	3546	Lévis, city.....	3546
Longueuil, cité.....	3549	Longueuil, city.....	3549
L'Union St-Joseph de Drummondville.....	3538	L'Union St-Joseph de Drummondville.....	3538
Mackayville, ville.....	3548	Mackayville, town.....	3548
Marieville, ville.....	3546	Marieville, town.....	3546
Notre-Dame de Montréal, paroisse.....	3539	Notre-Dame de Montréal, parish.....	3539
Pointes-aux-Trembles, Commission sco- laire.....	3536	Pointes-aux-Trembles, School commis- sion.....	3536
Poplavsky, Myron.....	3550	Poplavsky, Myron.....	3550
Popovici, Adrian.....	3538	Popovici, Adrian.....	3538
Provost, Albert.....	3545	Provost, Albert.....	3545
Rivière-des-Prairies, ville.....	3539	Rivière-des-Prairies, town.....	3539
Rivière-du-Loup, cité.....	3538	Rivière-du-Loup, city.....	3538
Ste-Adèle, Commission scolaire.....	3538	Ste-Adèle, School commission.....	3538
St-Ambroise de la Jeune Lorette, Com- mission scolaire.....	3540	St-Ambroise de la Jeune Lorette, School commission.....	3540
Sainte-Anne-de-Varennes, paroisse.....	3541	Sainte-Anne-de-Varennes, parish.....	3541
Salaberry-de-Valleyfield, cité.....	3557	Salaberry-de-Valleyfield, city.....	3557
Ste-Foy, cité.....	3554	Ste-Foy, city.....	3554
Saint-Jérôme, cité.....	3550	Saint-Jérôme, city.....	3550
St-Léonard-de-Port-Maurice, comm. scolaire.....	3546	St-Léonard-de-Port-Maurice, school comm.....	3546
St-Michel, cité.....	3541	St-Michel, city.....	3541
Saint-Sauveur des Monts, paroisse.....	3534	Saint-Sauveur des Monts, parish.....	3534
Saint-Timothée, village.....	3540	Saint-Timothée, village.....	3540
St-Vincent-de-Paul, paroisse.....	3551	St-Vincent-de-Paul, parish.....	3551
St-Vincent-de-Paul, ville.....	3542	St-Vincent-de-Paul, town.....	3542
Seliesker, Guerih Benzionovitch.....	3540	Seliesker, Guerih Benzionovitch.....	3540
Société des Décorateurs Ensembliers du Québec.....	3535	Société des Décorateurs Ensembliers du Quebec.....	3535
Succession Marie-Berthe Thibodeau.....	3556	Estate Marie-Berthe Thibodeau.....	3556
Terrebonne, ville.....	3541	Terrebonne, town.....	3541
Thetford Mines, cité.....	3555	Thetford Mines, city.....	3555
Toye, Edmond David <i>et al.</i>	3542	Toye, Edmond David <i>et al.</i>	3542
Trafalgar School for Girls.....	3537	Trafalgar School for Girls.....	3537
Tucci, Sergio.....	3538	Tucci, Sergio.....	3538
Val d'Or, ville.....	3543	Val d'Or, town.....	3543
Verdun, cité.....	3550	Verdun, city.....	3550
Victoriaville, ville.....	3599	Victoriaville, town.....	3599
Vizkelety, Barnabas.....	3537	Vizkelety, Barnabas.....	3537
Weisz, Georges.....	3541	Weisz, Georges.....	3541

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

INSTRUCTION PUBLIQUE:
Municipalité scolaire de:

Poularies.....	3600
Rouge River (protestante).....	3600
St-Valérien.....	3601

DEPARTMENTAL NOTICES:

EDUCATION:
School Municipality of:

Poularies.....	3600
Rouge River (protestant).....	3600
St-Valérien.....	3601

TERRES ET FORÊTS:
Service du Cadastre:

St-Alexis, paroisse..... 3602
St-Antoine-de-Longueuil, paroisse..... 3601

LANDS AND FOREST:
Cadastral Branch:

St-Alexis, parish..... 3602
St-Antoine-de-Longueuil, parish..... 3601

TRAVAIL:
Industrie ou métiers de:

Bijouterie et horlogerie du Québec
(Prélèvement)..... 3604
Chaussure (Prélèvement)..... 3605
Commission d'apprentissage des métiers de la construction des Cantons de l'Est..... 3602
Commerce de gros et détail de Rimouski (Prélèvement)..... 3607
Construction de Montréal (Prélèvement)..... 3609
Robe, Province (Prélèvement)..... 3602

LABOUR:
Industry or Trades of:

Jewellery and horology of Quebec (Levy)..... 3604
Shoe (Levy)..... 3605
Building trades apprenticeship commission of the Eastern Townships... 3602
Wholesale and retail of Rimouski (Levy) 3607
Construction of Montreal (Levy)..... 3609
Dress, Province (Levy)..... 3602

LETTRES PATENTES:

L'Hôpital Saint-Dominique..... 3610

LETTERS PATENTS:

L'Hôpital Saint-Dominique..... 3610

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

A-1 Electric Inc..... 3528
Ateliers du Meuble de St-Bruno Inc.... 3528
Biron & Bertrand Automobile Inc..... 3529
Blair & Company..... 3529
Boul. Laurentien Automobile Inc..... 3529
Canit Construction Limited — Canit Construction Limitée..... 3529
Daine Mining Corporation Limited.... 3530
Deragon Auto Cité Inc..... 3530
Desourdy Construction Ltée — Desourdy Construction Ltd..... 3530
La Compagnie de Construction Mannibec Limitée — The Mannibec Construction Company Limited..... 3531
Mannibec Ltée — Mannibec Ltd..... 3531
Maurice Houle Inc..... 3531
Mica Company of Canada Ltd..... 3531
Micro-Moisture Controls, Inc..... 5532
Pointe Claire Enterprises, Limited.... 3532
R.C.M. Lemieux Ltée..... 3532
Restaurant Continental Inc..... 3532
Robersan, Inc..... 3533
Roxboro Enterprises Limited..... 3533
The Lucky Hat & Scarf Inc..... 3533
Wilma Limitée..... 3533
Woodlawn Securities Ltd..... 3533

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

A-1 Electric Inc..... 3528
Ateliers du Meuble de St-Bruno Inc. 3528
Biron & Bertrand Automobile Inc..... 3529
Blair & Company..... 3529
Boul. Laurentien Automobile Inc..... 3529
Canit Construction Limited — Canit Construction Limitée..... 3529
Daine Mining Corporation Limited.... 3530
Deragon Auto Cité Inc..... 3530
Desourdy Construction Ltée — Desourdy Construction Ltd..... 3530
La Compagnie de Construction Mannibec Limitée — The Mannibec Construction Company Limited..... 3531
Mannibec Ltée — Mannibec Ltd..... 3531
Maurice Houle Inc..... 3531
Mica Company of Canada Ltd..... 3531
Micro-Moisture Controls, Inc..... 3532
Pointe Claire Enterprises, Limited.... 3532
R.C.M. Lemieux Ltée..... 3532
Restaurant Continental Inc..... 3532
Robersan, Inc..... 3533
Roxboro Enterprises Limited..... 3533
The Lucky Hat & Scarf Inc..... 3533
Wilma Limitée..... 3533
Woodlawn Securities Ltd..... 3533

MINISTÈRE DES FINANCES:
Assurances:

Arex Indemnity Company (Annulation)..... 3611
Motors Insurance Corporation (Permis) 3611

DEPARTMENT OF FINANCE:
Insurance:

Arex Indemnity Company (Cancellation)..... 3611
Motors Insurance Corporation (License) 3611

PROCLAMATION:

Convocation de la Législature pour l'expédition des affaires..... 3611

PROCLAMATION:

Convocation of the Legislature for the dispatch of business..... 3611

SIÈGES SOCIAUX:

Donnacona Improvement Company, Limited..... 3613
Guy Guenette Ltée-Ltd..... 3612
J. A. Maurice Inc..... 3613
Les Placements Champreville Inc.— Champreville Investment Inc..... 3614
L. W. Leclerc & Fils Limitée..... 3614
Murlin Investments Ltd..... 3613
Rhoades Machinery Co. Ltd..... 3614
Roux & Boulanger Ltée..... 3614

HEAD OFFICES:

Donnacona Improvement Company, Limited..... 3613
Guy Guenette Ltée-Ltd..... 3612
J. A. Maurice Inc..... 3613
Les Placements Champreville Inc.— Champreville Investment Inc..... 3614
L. W. Leclerc & Fils Limitée..... 3614
Murlin Investments Ltd..... 3613
Rhoades Machinery Co. Ltd..... 3614
Roux & Boulanger Ltée..... 3614

Thetford Video Inc.....	3612	Thetford Video Inc.....	3612
Wilfrid Gauthier Automobile, Limitée..	3613	Wilfrid Gauthier Automobile, Limitée..	3613
SOUSSIONS:		TENDERS:	
Mégantic, ville.....	3616	Mégantic, town.....	3616
St-Grégoire-de-Greenlay, comm. scolaire	3614	St-Grégoire-de-Greenlay, school comm.	3614
St-Jérusalem-d'Argenteuil, paroisse....	3617	St-Jerusalem-d'Argenteuil, parish.....	3617
VENTES, LOI DE FAILLITE:		SALES, BANKRUPTCY ACT:	
Julien, Aimé.....	3618	Julien, Aimé.....	3618
L'Espérance, Marcel.....	3618	L'Espérance, Marcel.....	3618
VENTES PAR SHÉRIFS:		SHERIFFS' SALES:	
ARTHABASKA:		ARTHABASKA:	
Gagnon <i>et al</i> vs Skillen.....	3619	Gagnon <i>et al</i> vs Skillen.....	3619
BEDFORD:		BEDFORD:	
Plourde vs Kucenty.....	3620	Plourde vs Kucenty.....	3620
HULL:		HULL:	
Les commissaires d'écoles pour la municipalité de St-André Avellin vs Aubin.....	3620	The school commissioners for the municipality of St-André Avellin vs Aubin.....	3620
IBERVILLE:		IBERVILLE:	
Keroack vs Stewart.....	3621	Keroack vs Stewart.....	3621
Ville d'Iberville vs Ramoneda.....	3621	Town of Iberville vs Ramoneda.....	3621
KAMOURASKA:		KAMOURASKA:	
Drapeau vs Viel.....	3621	Drapeau vs Viel.....	3621
Michaud vs Veilleux.....	3622	Michaud vs Veilleux.....	3622
MONTREAL:		MONTREAL:	
Notre Dame Lumber Inc. vs Mincoff...	3622	Notre Dame Lumber Inc. vs Mincoff..	3622
RIMOUSKI:		RIMOUSKI:	
Gagnon <i>et vir</i> vs Thibeault.....	3622	Gagnon <i>et vir</i> vs Thibeault.....	3622
Otis vs Pelletier.....	3623	Otis vs Pelletier.....	3623
Progressive Insurance Co. of Canada vs Chamberland.....	3623	Progressive Insurance Co. of Canada vs Chamberland.....	3623
SAINT-FRANÇOIS:		SAINT FRANCIS:	
L'Office du Crédit Agricole du Québec vs Roy.....	3624	Quebec Farm Credit Bureau vs Roy...	3624
43530-o		43530-o	